

La Résistance de l'Armée dans le Morbihan 1940-1944

Le 2^{ème} Bataillon ORA,
un exemple de continuité et d'adaptation opérationnelle à
une forme de combat non-conventionnel.

Mémoire de MASTER 2 SHPR
Sciences Historiques, Philologiques et Religieuses

Lieutenant-Colonel LE FLOCH Stéphane

ENSEIGNEMENT DE L'EPHE
Ecole Pratique des Hautes Etudes (2009-2010)

Directeur

Hervé COUTAU-BEGARIE

Directeur d'étude à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes

Professeur au Collège Interarmées de Défense

« Stratégie théorique : histoire, concepts et méthodes »

Sommaire du mémoire

INTRODUCTION

1. 1940-1941. LES PIONNIERS	13
1.1. MORBIHAN SECTEUR STRATEGIQUE DU DISPOSITIF ALLEMAND EN FRANCE	13
1.1.1. LE COULOIR DE MOBILITE SUD	14
1.1.1.1. LA ZONE CÔTIÈRE	14
1.1.1.2. LA ZONE RURALE.....	15
1.1.1.3. LES VILLES	15
1.1.1.4. LES AXES DE MOBILITE.....	16
1.1.2. LA ZONE DE BOCAGE NORD	17
1.1.2.1. LES LANDES DE LANVAUX.....	17
1.1.2.1.1. LES CRETES BOISEES	17
1.1.2.1.2. LES AXES DE MOBILITE ET LE TISSU URBAIN.....	18
1.1.2.1.3. LANVAUX, UNE REGION DE GUERILLA.....	18
1.1.2.2. LE PLATEAU DE ROHAN.....	19
1.1.2.2.1. LE TERRAIN	19
1.1.2.2.2. LE RESEAU ROUTIER.....	19
1.1.3. CONCLUSIONS GEOGRAPHIQUES - PHYSIQUES ET HUMAINES	20
1.2. LA PREMIERE GENERATION DES RESISTANTS.....	21
1.2.1. QUEL ESPRIT DE RESISTANCE EN PAYS D'AURAY ?	21
1.2.1.1. UNE POPULATION SOUS LE CHOC.....	21
1.2.1.2. L'OPPOSITION POPULATIONS RURALES - POPULATIONS DE LA COTE	23
1.2.2. LES PREMIERS FOYERS D'OPPOSITION.....	32
1.2.2.1. LA COMMUNAUTE MILITAIRE	32
1.2.2.2. LES FOYERS COMMUNISTES.....	33
1.2.2.2.1. LA CELLULE D'AURAY.....	34
1.2.2.2.2. LA CELLULE DE QUIBERON	36
1.2.2.2.3. LA CELLULE DE CAMORS	37
1.3. LES PREMIERES ACTIONS : ENTRE ACTIVISME POLITIQUE ET RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT	39
1.3.1. LES ACTIONS ISOLEES, EVASIONS ET SABOTAGES	39
1.3.2. L'ACTIVISME POLITIQUE DES FOYERS ALREENS	42
1.3.3. LE RESEAU « HECTOR » ET LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT	44
1.3.3.1. LE RESEAU NATIONAL	45
1.3.3.1.1. LA GENESE	45

1.3.3.1.2.	LE RECRUTEMENT	46
1.3.3.1.3.	LES FONDS	47
1.3.3.1.4.	ORGANISATION ET STRUCTURE DU RESEAU	47
1.3.3.1.5.	L'EMPLOI OPERATIONNEL	48
1.3.3.2.	LE RECRUTEMENT MORBIHANNAIS D'HECTOR.....	50
2.	1942 LE TEMPS DES INCERTITUDES.....	53
2.1.	LA PAUSE OPERATIONNELLE.....	53
2.1.1.	LA GUERILLA URBAINE	53
2.1.1.1.	LA STRUCTURE REGIONALE.....	53
2.1.1.1.1.	ORGANISATION GENERALE.....	53
2.1.1.1.2.	LES CHEFS REGIONAUX ET DEPARTEMENTAUX	54
2.1.1.2.	LES TRIANGLES LORIENTAIS	55
2.1.1.2.1.	LES ACTIVISTES POLITIQUES	56
2.1.1.2.2.	LES GROUPES D'ACTION IMMEDIATE.....	57
2.1.2.	LA CELLULE ALREENNE.....	58
2.1.2.1.	L'AFFAIRE CONAN-MARCA	58
2.1.2.2.	L'ORGANISATION OPERATIONNELLE ALREENNE.....	59
2.1.2.2.1.	LE COMMANDEMENT.....	59
2.1.2.2.2.	PROPAGANDE.....	59
2.1.2.2.3.	L'ACTION IMMEDIATE.....	60
2.1.2.2.4.	LE RECRUTEMENT	62
2.1.3.	LA MISE EN SOMMEIL D' « HECTOR »	63
2.1.4.	LE DILEMME DE L'ACTION IMMEDIATE	64
2.2.	LES NOUVEAUX ACTEURS DE LA RESISTANCE DE L'ARMEE	67
2.2.1.	L'ARMEE D'ARMISTICE	67
2.2.1.1.	LES PREMIERS RETOURS (1940-1941)	67
2.2.1.2.	LES MILITAIRES EN CONGE D'ARMISTICE (1942-43).....	67
2.2.1.3.	LES RENFORTS PONCTUELS AU MOMENT DE SAINT-MARCEL (1944)....	69
2.2.2.	GENDARMERIE MORBIHANNAISE, LE RESEAU « ACTION » DE LA MISSION BOA COCKLE.....	70
2.2.2.1.	LES CHEFS	70
2.2.2.2.	ENTRE DEVOIR D'OBEISSANCE ET ENGAGEMENT PATRIOTIQUE, LE DILEMME DES FORCES DE SECURITE	73
2.2.2.2.1.	L'AMBIGUÏTE DE LA LUTTE ANTI-COMMUNISTE	73
2.2.2.2.2.	LE GENDARME UNE RESSOURCE PRIVILEGIEE POUR LA RESISTANCE.	74

2.2.2.3.	LE TOURNANT LA MISSION « COCKLE » ET L'ELARGISSEMENT DES MISSIONS	75
2.2.2.3.1.	LA MISSION « COCKLE »	75
2.2.2.3.2.	LE RENSEIGNEMENT	75
2.2.2.3.3.	LA PROTECTION DES POPULATIONS	76
2.2.2.3.4.	LA PREPARATION DU DEBARQUEMENT	77
2.2.2.4.	LES GENDARMES ENGAGES DANS LE 2 ^{EME} BATAILLON	78
2.3.	LE MOUVEMENT LIBERATION NORD	82
2.3.1.	L'ANTENNE MORBIHANNAISE DE « COHORS-ASTURIE »	82
2.3.2.	LIBE-NORD AURAY.....	82
2.3.2.1.	LES PREMIERES ENQUETES	82
2.3.2.2.	UN INSTITUTEUR AIME	84
2.3.2.3.	UN ACTEUR POLITIQUE TRES ENGAGE	84
2.3.3.	ROLLO, LE CHEF CLANDESTIN.....	85
2.3.3.1.	SON ORGANISATION	85
2.3.3.1.1.	SES RECRUES.....	86
2.3.3.1.2.	L'ACTION CLANDESTINE	89
2.3.3.2.	L'ARRESTATION DE JOSEPH ROLLO.....	89
3.	1943-1944 VERS LA LIBERATION	91
3.1.	L'ORGANISATION DE RESISTANCE DE L'ARMEE (ORA) ...	91
3.1.1.	LA STRUCTURE NATIONALE	91
3.1.1.1.	LES ORIGINES.....	91
3.1.1.2.	LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS.....	93
3.1.1.2.1.	LE MATERIEL.....	93
3.1.1.2.2.	LES HOMMES.....	93
3.1.1.3.	ORGANISATION.....	96
3.1.1.3.1.	L'OMA - ORGANISATION METROPOLITAINE DE L'ARMEE	96
3.1.1.3.2.	L'ETAT-MAJOR	96
3.1.1.3.3.	LE POSITIONNEMENT POLITICO-MILITAIRE	96
3.1.1.4.	BUTS ET PHILOSOPHIE DE L'ACTION	97
3.1.1.4.1.	L'ORA ELEMENT AVANCE DE L'ARME	98
3.1.1.4.2.	L'ORA ET LA LIBERATION DU TERRITOIRE.....	98
3.1.1.4.3.	L'ORA ET LE MAINTIEN DE L'ORDRE.....	98
3.1.2.	LA DECLINAISON REGIONALE	99
3.1.3.	LE RECRUTEMENT DU BATAILLON.....	101
3.1.3.1.	IDENTIFICATION DE LA RESSOURCE.....	101
3.1.3.2.	LE RECRUTEMENT	102

3.1.3.3.	LA MOBILISATION	103
3.1.4.	LES HOMMES	104
3.1.4.1.	PROFIL GENERAL DU BATAILLON.....	104
3.1.4.2.	LES CADRES	105
3.1.4.2.1.	LE CHEF DE BATAILLON	105
3.1.4.2.2.	LA 1 ^{ÈRE} COMPAGNIE	106
3.1.4.2.3.	LA 2 ^{ÈME} COMPAGNIE	106
3.1.4.2.4.	LA 3 ^{ÈME} COMPAGNIE	106
3.1.4.2.5.	LA 4 ^{ÈME} COMPAGNIE.....	107
3.1.4.2.6.	LA 5 ^{ÈME} COMPAGNIE	107
3.1.5.	LES MODES D’ACTION	108
3.1.5.1.	RENSEIGNEMENT-SUBVERSION.....	108
3.1.5.2.	DESORGANISATION-SABOTAGE	108
3.1.5.3.	HARCELEMENT FERROVIAIRE-GUERILLA.....	108
3.2.	L’ADVERSAIRE, METHODES ET MOYENS DE LUTTE	110
3.2.1.	LA METHODE ALLEMANDE DE CONTRE-GUERILLA	110
3.2.1.1.	QUELLE DOCTRINE ?	110
3.2.1.2.	LES MODES D’ACTION DE LA CONTRE-GUERILLA	111
3.2.1.2.1.	INFILTRATION, LES COMMANDOS DE CHASSE.....	111
3.2.1.2.2.	POINTS D’APPUI, ENCEMENT ET ETOUFFEMENT : CONTROLE ET RATISSAGE DU TERRAIN,	112
3.2.1.2.3.	LES OPERATIONS CONTRE LES POPULATIONS CIVILES	113
3.2.1.2.4.	LA DEFENSE LOCALE	113
3.2.2.	L’ADAPTATION EN BRETAGNE DE LA METHODE ALLEMANDE DE CONTRE-GUERILLA	114
3.2.2.1.	LA CONSTITUTION D’UNITES SPECIFIQUES DE CONTRE-GUERILLA..	115
3.2.2.1.1.	LE RATISSAGE.....	116
3.2.2.1.2.	LES PATROUILLES EN PROFONDEUR ET LES CONTROLES ROUTIERS 116	
3.2.2.1.3.	LES COMMANDOS DE CHASSE	116
3.2.2.2.	LE DURCISSEMENT DU DISPOSITIF LEGISLATIF ALLEMAND.....	121
3.3.	LES ACTIVITES OPERATIONNELLES	123
3.3.1.	LA PREPARATION DU DEBARQUEMENT (ETE 43 – MAI 1944).....	123
3.3.2.	LES OPERATIONS DE SOUTIEN AU DEBARQUEMENT DES ALLIE.....	125
3.3.2.1.	LE RASSEMBLEMENT DE SAINT-BILY.....	125
3.3.2.2.	LA BATAILLE DE SAINT-MARCEL	125
3.3.3.	LA LIBERATION	126
	CONCLUSION	

INTRODUCTION

Le 18 juin 1944, quelque trois mille maquisards et parachutistes français venus d'Angleterre affrontèrent les troupes allemandes près du village morbihannais de Saint-Marcel.

Au delà du retentissement régional, l'épisode connut des analyses diverses. Considéré comme une victoire éclatante par les uns, il fut perçu comme un désastre par les autres. Pourtant, le haut commandement allemand jugea qu'il s'agissait d'un signal suffisamment alarmant pour y consacrer quelques lignes dans le rapport de situation présenté quotidiennement à Berlin. Si le succès tactique fut discuté, la victoire psychologique fut indéniable. Côté Résistance, cette bataille représenta le mythe fondateur dont elle avait besoin pour galvaniser ses troupes face à un adversaire jugé supérieur au plan militaire. Mais derrière le mythe, on retrouve l'action essentielle d'une unité, le bataillon des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) recrutée dans la région d'Auray. En livrant un combat défensif irréprochable qui permit l'évacuation en bon ordre du camp, le « Bataillon Le Garrec » connut ce jour-là son heure de gloire.

Pourtant l'histoire des combattants alréens ne se limita pas à ce seul acte opérationnel.

Unité des FFI, issue de l'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA), le bataillon d'Auray fut constitué dans la clandestinité, entre décembre 1943 et mai 1944. Sous les ordres du chef d'escadron Le Garrec, il sera de tous les combats, depuis St Marcel en juin 1944 jusqu'à la reddition des troupes allemandes sur le front de Lorient en mai 1945.

Avant de devenir un bataillon d'infanterie légère de l'ORA, l'unité avait connu d'autres vies. Elle présentait en effet la particularité de faire remonter sa filiation opérationnelle à l'un des premiers réseaux de renseignement du Morbihan, le réseau « Hector ». Les survivants de cette structure firent ensuite route commune avec des groupes de saboteurs issus de l'« Armée Secrète » ou du « Front National », mouvement d'obédience communiste. L'ensemble sera fédéré par l'ORA à partir de 1943. Après d'âpres négociations, le bataillon comme l'ensemble des groupes relevant de la Résistance de l'Armée rejoindra les rangs des FFI au sein desquels il deviendra le 2^{ème} Bataillon FFI-ORA du Morbihan. Fin août 1944, le bataillon adoptera le format d'une unité régulière qui sera intégrée aux forces françaises chargées de tenir le front de la poche de Lorient. Le cadre de notre étude se limitera à la période clandestine laquelle s'acheva approximativement le 15 août 1944.

L'histoire du 2^{ème} bataillon ORA du Morbihan, c'est donc tout d'abord l'histoire complexe de la Résistance dans une région morbihannaise à la fois enracinée dans le massif des Landes de Lanvaux et ouverte vers l'océan. Centrée sur Auray, elle correspond globalement à un losange délimité au Nord par Pluméliau, au Sud par Quiberon, à l'Est par Arradon et à l'Ouest par Belz.

C'est aussi l'histoire d'un amalgame réussi entre des hommes que peu de choses prédisposaient à réunir sous une même bannière. Hommes de mer et hommes de terre, communistes et anciens de réseaux militaires conservateurs feront cause commune pour obtenir la libération de leur région.

C'est enfin sur le plan opérationnel un exemple d'adaptation continue à une forme de combat basé sur le principe de l'action du faible au fort. Dans des conditions souvent défavorables, des hommes et quelques femmes que rien n'avait préparé à un tel type d'engagement, vont apprendre dans l'épreuve la cruelle réalité du combat insurrectionnel.

Face à un adversaire constitué des troupes d'occupation mais également des services de la police française de sûreté, le pays d'Auray va mener entre 1940 et 1944 un combat articulé en trois phases. Agents de renseignement ou activistes politiques entre 1940 et 1941, les volontaires deviendront saboteurs en 1942. À partir de 1943, un bataillon d'infanterie légère sera constitué afin de participer à la phase ultime de la guérilla. Quatre ans jour pour jour après l'appel historique du général de Gaulle depuis Londres, les hommes de Le Garrec participeront à l'affrontement majeur de la période, le combat de Saint-Marcel. Au bilan, le bataillon d'Auray subira la perte de près de 10% de son effectif. Ce chiffre en fait le bataillon FFI le plus éprouvé du Morbihan et témoigne indéniablement de l'intensité des opérations auxquelles il participa. Malgré cela peu d'ouvrages ont bien voulu porter témoignage de l'engagement de l'unité elle-même et de sa structure hiérarchique, l'ORA.

Dès les années 1950, la Résistance bretonne fit l'objet d'une vaste littérature souvent généraliste, quelque fois hagiographique et presque toujours orientée politiquement afin d'épouser les mythes fondateurs du gaullisme.

Depuis les années soixante-dix, de multiples ouvrages ont abordé le sujet de la Résistance sous un angle chronologique. Mais force est de constater que tout ou partie de ces écrits reposèrent sur un seul ouvrage, publié par le spécialiste morbihannais de la période, l'historien Roger Leroux. En puisant l'essence de leur réflexion à cette source unique, de nombreux auteurs se sont par conséquent condamnés à recycler des informations déjà connues. Les compléments à caractère local développés par ces mêmes auteurs ne présentèrent que peu d'intérêt pour la compréhension générale du phénomène.

S'agissant de la Résistance de l'Armée dans le Morbihan, la bibliographie demeure encore aujourd'hui très limitée. Aucun auteur ne s'est attaché à traiter spécifiquement la question. Cinq ouvrages méritent toutefois d'être évoqués pour l'éclairage qu'ils développent.

Le recueil le plus ancien fut diffusé en 1946. Il fit largement appel aux témoignages des vétérans, nombreux dans l'immédiat après-guerre. Intitulé *Dans les maquis bretons avec ceux de l'ORA*, l'ouvrage mit l'accent sur l'épopée, telle qu'elle fut vécue par les acteurs. Réalisé moins d'un an après la fin de la guerre, il proposait un résumé très illustré des activités de l'ORA en Bretagne entre 1943 et 1944. Le ton, nettement hagiographique, rendait un hommage appuyé aux combattants. Il prenait toutefois peu de recul avec la période. Dans le contexte politique morbihannais de l'époque, cet album dressait un portrait avant tout héroïque du combat. Il laissa de côté les problématiques de fond. Dans les faits, il s'attacha à rééquilibrer l'héritage résistant breton qui selon ses auteurs était accaparé par une minorité active que l'on devine être issue de la mouvance communiste.

Il faut ensuite attendre le début des années soixante-dix pour qu'un deuxième auteur, le colonel de Dainville prenne sa plume pour décrire l'ORA dans sa doctrine, ses structures, ses moyens et son combat. L'ORA fut rédigé et publié vingt-cinq ans après la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale. La France vivait encore avec les grands mythes de la Résistance. Par cet ouvrage, Dainville chercha à sortir de l'anonymat un acteur important mais mal connu de la Résistance, l'Armée Française. Refusant la polémique, il proposa de porter un regard objectif sur l'engagement de l'Armée dans la Résistance.

Dans un premier temps, il aborda les prémices de l'engagement en montrant que dès juillet 1940 furent prises d'importantes décisions opérationnelles par les plus hautes autorités militaires françaises. Le camouflage des matériels et la constitution d'une armée clandestine ne furent toutefois pas les seules actions entreprises. Comme le souligna

Sébastien Albertelli¹, des réseaux relevant des services de renseignement (SR) ou constitués par des officiers refusant la défaite se lancèrent parallèlement dans l'action clandestine en ciblant notamment la recherche du renseignement.

Il évoqua ensuite la genèse de l'ORA en temps qu'organisation de lutte clandestine. Née de la dissolution de l'armée d'armistice, l'ORA fut, sous l'influence du général Giraud, considérée comme la prolongation en territoire occupé de l'armée en cours de reconstitution en Afrique du Nord. Affichant ostensiblement son caractère apolitique, l'organisation ne fut, selon de Dainville, qu'un outil de lutte armée dont la spécificité fut de constituer en territoire occupé des maquis disciplinés, structurés selon des principes militaires.

Au bilan, l'auteur élude la dimension politique de cette organisation. Il cantonne son propos aux aspects les plus limpides de son action. La création des maquis militaires selon des directives pensées par un état-major central implanté en région parisienne est largement décrite. En vertu de leur forte connotation symbolique, les Glières, le Mont Mouchet ou le Vercors sont ainsi mis en exergue.

L'ouvrage permet donc de comprendre le contexte dans lequel fut constitué l'ORA au niveau national. Il apporte toutefois peu de clés ni d'exemples pour comprendre comment furent appliquées ses grandes lignes d'opération et surtout comment elle réussit à s'imposer dans le paysage morbihannais.

Les années 1970 furent également marquées par l'aboutissement des travaux que Roger Leroux conduisait depuis près de vingt ans au sein du comité d'histoire départemental de la seconde guerre mondiale. Ces comités furent créés par l'Etat dans chaque département français au cours de la décennie 1950. Un historien certifié fut officiellement nommé pour en prendre la direction et mener un travail de recherche historique destiné à dresser notamment un état des lieux de la Résistance en France métropolitaine.

Dans le Morbihan, le fruit de cette œuvre fut synthétisé dans un livre intitulé *Le Morbihan en guerre, 1939-1945*. Sorti des presses en 1978, il fut ensuite réédité à plusieurs reprises. Dès la fin de la guerre, Roger Leroux bâtit donc un fond documentaire reposant à la fois sur les témoignages des acteurs de la période et sur l'exploitation des archives auxquelles le grand public n'aura souvent accès que trois décennies plus tard. Ouvrage de référence largement recyclé par de nombreux auteurs, il constitue encore aujourd'hui le texte le plus complet et le plus abouti sur la question. En abordant la seconde guerre mondiale dans le Morbihan sous un angle très large, Roger Leroux exposa clairement les enjeux de la période. On remarquera toutefois que l'auteur fut peu disert sur l'épuration, ceci témoignant peut-être d'un souci d'apaisement à une époque où les frictions étaient encore vives dans le département. Sur la Résistance proprement dite, le texte reprend de manière chronologique le récit des événements mais néglige les aspects organiques et opérationnels du phénomène. Peu de choses sont par conséquent dévoilées sur la structure de ces unités, la formation et le recrutement de leurs membres. L'adversaire est également peu abordé. Il est présenté comme un bloc homogène, faisant fi de l'extrême diversité des troupes allemandes déployées en Bretagne et du peu d'unités aptes à lutter contre les partisans français.

Quelques années avant la sortie de l'ouvrage de Leroux, le général de gendarmerie Guillaudot réalisa un récit autobiographique à la mémoire des gendarmes résistants du Morbihan. Intitulé *Les soldats bleus dans l'ombre*, ce livre au ton très hagiographique s'inscrivait dans la droite lignée des textes d'époque qui par manque de nuance donnèrent

¹ Sébastien Albertelli, *Les services secrets du général de Gaulle*, Perrin, 2008

une image systématiquement glorifiée des actions. L'engagement résistant de la gendarmerie morbihannaise y était également présenté comme total alors que l'on sait aujourd'hui combien la situation fut complexe sur le terrain. Sous couvert de double-jeu certains gendarmes conservèrent en effet très tard une ligne de conduite plus qu'ambiguë. Pourtant Guillaudot évoque un passage peu connu de son parcours, son entrée en Résistance alors qu'il se trouvait en poste à Rennes. Ses contacts avec les services spéciaux anglais témoignent d'un engagement précoce à un niveau dont peu de monde avait conscience. Guillaudot ne livra toutefois aucune information précise sur ce réseau avec lequel il conserva des contacts alors qu'il se trouvait en poste à Vannes. Selon Bernard Mouraz, historien spécialiste de la gendarmerie au Service Historique de la Défense, cet épisode ne fut ensuite jamais confirmé par d'autres sources, aussi convient-il de prendre avec une extrême prudence ces déclarations. La suite du texte reprend les épisodes les plus spectaculaires de ses activités opérationnelles. Comme dans l'ouvrage de Roger Le Roux, les informations sur les structures, le commandement et les liaisons de l'organisation ne furent que très peu évoquées.

Enfin en 2008, le général de Boisfleuri publia un ouvrage intitulé *la Résistance de l'Armée*. Reprenant très largement les thèses développées dans le livre de Dainville, l'auteur ne se contenta toutefois pas d'une nouvelle analyse de la genèse et des enjeux politiques du combat de l'ORA. Il élargit la résistance de l'Armée aux forces armées de l'époque incluant par conséquent la Gendarmerie dans son récit. Par ailleurs, il décrivit de manière plutôt exhaustive le bilan opérationnel des unités issues des forces armées de l'époque et accorda une place plus large aux combats de la libération en Bretagne. Comme pour les ouvrages précédents, peu d'éléments furent apportés au sujet des acteurs et de leur parcours antérieur. Peu d'éléments furent également avancés à propos des techniques clandestines adoptées dans le commandement, les sabotages ou les actions de guérillas.

Ces cinq livres n'éclairent donc que très partiellement la question de la Résistance de l'Armée dans le Morbihan et de l'action du 2^{ème} Bataillon.

Difficile tout d'abord de se faire une idée de l'activité des réseaux issus de l'armée d'armistice. Or l'exploitation des dossiers individuels FFI montre que la génération des cadres de 1944 fut très largement impliquée dans ces activités dès 1940.

Peu d'éléments sont également apportés au sujet des structures adoptées par ces organisations. Là encore, s'il fut courant d'observer dans un premier temps quelques tâtonnements, le modèle organisationnel adopté par les réseaux et mouvements à partir de 1943 correspondait d'une part aux schémas décrits dans les directives émises par les états-majors centraux et d'autre part à un type d'unité militaire que les cadres avaient connus lorsqu'ils appartenaient à l'armée d'active.

S'agissant du recrutement, les auteurs abordent peu ou pas le processus qui avait prévalu à l'époque. Simplifiant à dessein les situations, ceux-ci défendirent souvent l'unique idée selon laquelle les requis du STO constituaient le gros du recrutement. Dans les faits, on observe que l'identification de la ressource humaine, issue du STO ou pas, constitua un préalable indispensable à toute autre forme d'approche. Dans le Morbihan, une même ressource pouvait être identifiée à son insu plusieurs fois sans que cela se traduise obligatoirement par son recrutement. De nombreux mouvements revendiquèrent ainsi la tutelle de plusieurs dizaines d'hommes alors que de toute évidence l'effectif annoncé n'existait pas. Un même groupe d'hommes avait donc été comptabilisé plusieurs fois. Après l'identification, l'étape suivante consistait généralement à incorporer les recrues les plus motivées en privilégiant les individus disposant d'une expérience militaire antérieure.

Ces quelques éléments montrent tout l'intérêt qu'il y a à étudier sous cet angle spécifique la montée en puissance des groupes rattachés en 1943 à l'ORA. Sur les acteurs eux-mêmes et notamment les chefs, les ouvrages cités ne présentent que très succinctement les parcours des intéressés. Là aussi, une étude approfondie montrera que la première génération des résistants ne fut pas une génération spontanée et que s'agissant des anciens militaires par exemple, beaucoup avaient servi dans les régiments de chars de la garnison de Vannes.

Enfin, du point de vue de l'emploi opérationnel, aucun auteur ne s'est encore essayé à établir un lien entre les caractéristiques militaires du terrain, l'état des forces adverses et surtout les savoir-faire tactiques développés dans le combat de guérilla. Comprendre l'action du 2^{ème} Bataillon ORA, c'est par conséquent connaître la doctrine d'emploi, les principes d'action et enfin la structure de commandement adoptée par les unités paramilitaires du Morbihan.

Face à ces lacunes, plusieurs pistes méritent d'être explorées afin d'apporter un éclairage nouveau sur le sujet. Toutes passent par l'exploitation d'archives anciennes ou plus récemment mises à la disposition du grand public.

On citera par ordre d'importance :

- le fonds du comité historique départemental de la Seconde Guerre mondiale (Archives départementales du Morbihan, séries 41J 1-112),
- les archives du Service Historique de la Défense (SHD)
 - o Fonds DIMI Résistance : séries 13P, 17P, 18P, 19P
 - o Fonds Gendarmerie : série 56 E
- le fonds des Renseignements Généraux (Archives départementales du Morbihan, série 1526W),
- le fonds Résistance des archives nationales (Séries 7AJ, 72AJ, 166AJ),
- les archives du SHD allemand de Fribourg,
- le fonds FFI des hôpitaux du Morbihan détenu par le centre hospitalier de Vannes,
- les archives du 2^{ème} Bataillon FFI d'origine ORA détenues par Mme Guillas, d'Arradon (56) et M. Francis Massé d'Auray (56).

Le fonds du comité historique départemental de la Seconde Guerre mondiale présente un intérêt majeur pour le sujet traité. Très exhaustif, celui-ci fut parfaitement synthétisé par Roger Leroux. De nombreux détails furent toutefois laissés de côté afin de ne pas alourdir la présentation de l'auteur mais restent disponibles dans les documents originaux. On trouve donc là une multitude d'éléments permettant de comprendre l'organisation et le fonctionnement des entités liées à l'Armée d'armistice puis à l'ORA.

Les archives conservées au Service Historique de la Défense de Vincennes méritent également une grande attention.

Sous réserve de considérer avec la plus grande prudence la documentation élaborée par les organismes liquidateurs FFI après la libération, le SHD dispose de pièces très intéressantes du point de vue des directives adressées par les états-majors londonien ou parisien à la Bretagne. Les comptes-rendus de mission, souvent critiques, représentent également une source précieuse pour apprécier avec justesse le bilan des organisations clandestines ou paramilitaires.

Par ailleurs, le bureau DIMI Résistance possède les dossiers individuels des volontaires qui avaient pris le soin de faire homologuer avant 1951 leurs états de service sous la bannière FFI. Quelques fois succincts mais souvent bien remplis par les intéressés, ces dossiers sont

d'un grand intérêt pour connaître les modalités de recrutement, la structure hiérarchique de l'unité d'appartenance et l'état chronologique des activités opérationnelles.

Toujours à Vincennes, le SHD propose la consultation des archives de la Gendarmerie Nationale conservées à Fontainebleau et au Blanc. Les registres internes des brigades territoriales du Morbihan offrent un éclairage très pertinent sur le contexte général, social et politique des circonscriptions où se déroulèrent l'essentiel des actions des groupes faisant l'objet de notre étude. Les rapports mensuels décrivent bien l'attitude des populations civiles notamment vis à vis du gouvernement de Vichy et confirment les appréciations allemandes sur la distinction qu'il convenait de faire entre le comportement du monde paysan et celui des secteurs côtiers du Morbihan. La correspondance quotidienne donne enfin une idée assez précise sur le degré d'implication des différentes gendarmeries dans le travail de répression politique et de recherche des réfractaires du STO ou des pilotes d'avions alliés abattus au dessus du Morbihan.

Côté allemand, le SHD possède le rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand, stationné en Bretagne entre décembre 1940 et mai 1945. Parce qu'il s'agissait du seul cas en France de grande unité à avoir été implantée dans une même région pendant toute la durée de la guerre, le Service Historique de l'Armée de Terre jugea pertinent de proposer une traduction en français des activités de ce corps. Chargé de cette tâche, le commandant Even termina le travail en 1978. Aujourd'hui, ce document permet d'une part de connaître l'appréciation allemande du phénomène résistant en Bretagne et dans le Morbihan en particulier et d'autre part de mesurer l'état des forces adverses auxquelles furent confrontées les résistants morbihannais. Il est également possible de consulter à Vincennes une partie des archives allemandes du SD de Rennes. Récupérées à Coblenz en 1980, ces copies d'archives offrent une vision claire du dispositif de lutte mis en place par les services de sécurité SS en Bretagne et dans le Morbihan.

Récemment ouvertes au grand public, les archives des renseignements généraux détenues par les Archives départementales du Morbihan complètent le fonds précédent. Elles montrent combien, les commissariats spéciaux relevant de la sûreté nationale furent impliqués dans la lutte contre les mouvements anti-allemands ou anti-nationaux. Le constat est édifiant. On observe toutefois que ces services dirigèrent à partir de Vannes et Lorient une lutte acharnée contre les organisations d'obédience communiste mais laissèrent un champ relativement libre aux autres structures de Résistance. Y a-t-il eu alliance objective, difficile de se prononcer. Dans tous les cas, le mémoire se gardera d'évoquer cette hypothèse et privilégiera l'étude des implications de cette obsession anti-communiste sur la relation de l'ORA avec les mouvements communistes.

Le fonds Résistance des Archives Nationales offre un complément intéressant aux dossiers du SHD, notamment en ce qui concerne les grandes directives diffusées sur le terrain aux mouvements. Les réseaux issus du 2^{ème} Bureau de Vichy sont également recensés de manière assez complète. Le dossier du réseau Hector, dont une antenne fut activée dès octobre 1940 dans le Morbihan, présente des pièces inédites rédigées après la libération par son fondateur le colonel Heurteaux.

Les archives du SHD de Freiburg constituent également un fonds des plus intéressants du point de vue des activités militaires conventionnelles. Les contacts établis dans cet organisme permettront notamment d'obtenir les journaux de marche des divisions stationnées dans le Morbihan entre 1940 et 1944.

Le service des archives du centre hospitalier de Vannes conserve un fonds FFI tout aussi intéressant. Il regroupe l'ensemble des dossiers médicaux ouverts pour les membres de la Résistance ou des parachutistes alliés blessés ou morts dans les secteurs de Vannes et

Auray lors de la période 1940-1944. Limité géographiquement, la documentation permet malgré tout de se faire une idée juste du niveau d'intensité de la lutte livrée aux Allemands dans une région où l'ORA joua un rôle clé.

Pour terminer, les recherches effectuées auprès des associations d'anciens résistants ont permis de mettre à jour les archives du 2^{ème} bataillon FFI du Morbihan. Veuve de l'un des chefs de section de cette unité et elle-même agent de liaison de l'ORA pendant l'occupation, Eugénie Guillas conserve pieusement des pièces inédites sur le financement des unités du bataillon et les modalités de neutralisation des collaborateurs ou agents des Allemands.

Ces différentes sources permettent d'étudier avec un œil neuf l'action de l'ORA dans le Morbihan et du 2^{ème} Bataillon en particulier. L'angle d'approche retenu visera à comprendre comment les résistants alréens ont débuté et poursuivi une action qui finalement contribuera à la libération de leur région. Il visera aussi à percevoir l'évolution des mentalités d'une population qui paradoxalement restera très tardivement divisée sur la marche à suivre contre les Allemands. Il s'attachera surtout à définir dans quel cadre opérationnel la lutte s'est déroulée.

Pour cela, un plan chronologique sera retenu. La période sera disséquée en trois grandes phases. La première correspond aux activités de renseignement et d'activisme politique des années 1940-1941. La deuxième décrit le tournant de l'année 1942 et le début de l'action immédiate. Enfin, la troisième période amènera à découvrir les difficultés liées à la transformation des groupes clandestins en unité régulière entre 1943 et 1944.

1. 1940-1941. Les pionniers

Dès l'été 1940, les Allemands manifestèrent un intérêt certain pour la partie morbihannaise de la façade maritime bretonne. Après l'invasion presque sans combat² de la péninsule bretonne, les Allemands occupèrent un terrain propice pour opérer en Atlantique mais tout aussi favorable à une action de guérilla.

La période 1940-1941 voit émerger dans le Morbihan divers groupes d'opposition à l'occupation allemande. Dans une région d'Auray divisée sur la conduite à adopter envers les Allemands, des réseaux de renseignement issus de l'armée d'armistice vont côtoyer les groupes activistes des principaux foyers communistes du secteur. Dirigé par le commandant Muller, le réseau « Hector » va en particulier laisser une trace durable dans le paysage résistant morbihannais.

1.1. Morbihan secteur stratégique du dispositif allemand en France

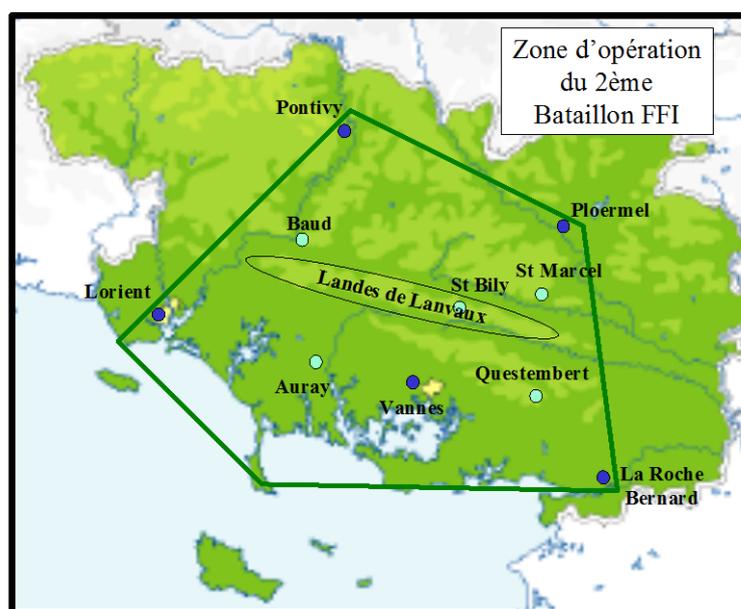
Relativement éloigné de l'Angleterre tout en étant largement ouvert sur l'océan, le Morbihan est progressivement devenu à partir de 1940 une zone clé du dispositif allemand en Atlantique.

Avant de débiter l'étude des organisations, analysons donc la géographie du Morbihan sous le prisme des caractéristiques militaires. Pour cela, prenons la place de l'occupant et tentons de reconstituer son analyse du terrain.

De juin 1940 à juin 1944, la menace vient de la mer. L'ensemble du dispositif allemand est orienté face au Sud. L'effort est accordé à la défense du port de Lorient. A partir du 6 juin 1944, la situation tactique évolue sous l'effet conjugué des actions de la Résistance et des succès alliés en Normandie. Les troupes allemandes doivent profondément remanier leur dispositif. Ils font désormais face à une double menace provenant du risque non négligeable de rupture du front de Normandie et de l'insécurité entretenue par les maquisards en centre Bretagne.

Ces conclusions d'analyse sont intéressantes à double titre. Elles éclairent les choix opérationnels de l'occupant mais aussi ceux des mouvements de résistance en général et du 2^{ème} Bataillon en particulier.

Bordée au Sud par l'Océan Atlantique, la zone qui nous intéresse fut globalement comprise dans un quadrilatère incluant Lorient, Pontivy, Ploërmel et La Roche Bernard. Cette zone d'intérêt élargie comprend le secteur de recrutement du pays d'Auray et la zone d'action principale étendue aux Landes de Lanvaux (Baud et St Marcel compris). Elle



² Les Allemands subirent en Bretagne un total de six pertes au cours de la 3^{ème} semaine de juin 1940. Hervé Le Boterf, *La Bretagne dans la guerre*, France Empire, p40

intègre enfin les secteurs tenus par les bataillons voisins dont l'action influait directement ou indirectement sur la situation des combattants alréens³.

Du point de vue tactique, cette zone comprend deux sous-ensembles, séparés par les Landes de Lanvaux. Au Sud de cette ligne de crête caractéristique, se dessine un étroit couloir de mobilité et au Nord un vaste zone de bocage accidentée et compartimentée.

1.1.1. Le Couloir de mobilité Sud

Le couloir Sud correspond schématiquement à l'ancien BRO EREC⁴. Il prend appui sur la côte atlantique puis vient épouser le versant Sud des Landes de Lanvaux.

1.1.1.1. La zone côtière

Du point de vue militaire, la côte morbihannaise présente deux intérêts, ses plages et le port en eaux profondes de Lorient.

A l'exception des falaises abruptes de la presqu'île de Quiberon, la côte est faite de bandes sablonneuses bien dégagées. Aisées à aborder, elles sont tout aussi faciles à défendre. Sous réserve d'affaiblir préalablement leurs défenses, ces plages sont par conséquent propices à une opération amphibie. En 1935, l'Armée française avait conduit avec succès un exercice de débarquement en baie de Suscinio⁵. En 1944, les alliés planifieront un débarquement de diversion entre Port Navalo et l'embouchure de la Vilaine afin de s'emparer de la baie de Quiberon⁶.

S'agissant de Lorient, l'intérêt de son port saute aux yeux des nouveaux occupants. Déclarée ville ouverte en juin 1940, la ville eut très peu à souffrir des destructions. L'arsenal et le port furent globalement préservés, ce qui permit une reprise des activités début juillet. Le bassin portuaire était aisé à défendre et disposait d'espaces non utilisés le long des rives du Ter⁷. De plus, la ville était relativement éloignée de l'Angleterre et offrait un accès direct à la zone d'opération maritime de l'Atlantique. Le 28 novembre 1940, l'amiral Donitz, commandant en chef de la flotte sous-marine, décida d'y implanter sa principale base de sous-marins d'où opéreront les *U-Boot* des 2^{ème} et 10^{ème} flottilles.

Pour la Résistance, la côte fut une zone très difficile d'accès. Son statut de zone interdite limitait les possibilités de déplacement. Seuls les gendarmes, les médecins et quelques commerçants ou fonctionnaires en charge de tâches spécifiques comme le ravitaillement, disposaient d'une autorisation de déplacement permanente. Ces catégories formeront, nous le verrons, un vivier dans lequel les mouvements de Résistance sélectionneront des recrues de premier choix. En 1940, les secteurs côtiers devinrent donc surtout la zone d'action des réseaux de renseignement.

³ Nom donné aux habitants d'Auray.

⁴ Bro Erec, nom du comté, créé au VI^e siècle par les Bretons cornouaillais aux dépens de l'ancienne cité gallo-romaine des Vénètes dans la région de Vannes-Auray

⁵ Archives Nationales, 72AJ166/Dossier « Panier de Cerises », Renseignements transmis au BCRA sous l'autorité du chef d'escadrons Guillaudot en 1943.

⁶ Selon les estimations des experts anglo-américains, plusieurs dizaines de *Liberty Ships* pouvaient en effet aborder la côte à cet endroit et mettre à terre un volume de troupes susceptible de relancer l'avance alliée en rompant l'équilibre des forces en Normandie. Le plan *CHASTITY* sera toutefois abandonné à partir du moment où la tête de pont normande offrira toutes les garanties attendues pour la suite des opérations.

⁷ Cours d'eau situé en limite Sud de la zone urbaine lorientaise.

1.1.1.2. La zone rurale

Dès que l'on quitte la bande côtière, on rentre dans une zone de bocage et de landes, où les nombreux hameaux et les rares bourgs sont reliés entre eux par des chemins ou des petites routes rarement enrobées. Contrairement à une idée reçue, la végétation était moins dense qu'aujourd'hui car les talus étaient beaucoup exploités pour leur bois de chauffage.

Au Sud de la N165, cette zone est cloisonnée par quatre grandes rivières et une multitude de bras de mer. D'Est en Ouest, on traverse successivement, la Vilaine, la rivière d'Auray prolongée au Nord par le Loch, la rivière d'Etel et le Blavet. Séparées par une distance allant de 20 à 50 kilomètres, elles s'écoulent perpendiculairement à la côte et se prolongent nettement à l'intérieur du département. Ces rivières constituent d'excellents obstacles qui sous réserve d'être défendues, représentent des zones défensives redoutables. Les Allemands feront un constat similaire et appuieront sur la rivière d'Etel et la Vilaine, une grande partie des couronnes défensives des poches de Lorient et de Saint-Nazaire à partir de l'été 1944.

Au Nord de la N165, la zone de bocage se densifie à l'approche des Landes de Lanvaux. Au pied de ce relief, le terrain devient progressivement très vallonné, créant, selon la formule tactique, des compartiments de terrain. Dans ce type de terrain, deux unités peuvent conduire des actions simultanées dans des compartiments voisins sans que cela n'aboutisse à un affrontement. La cohabitation du maquis de Loperhet avec les unités allemandes stationnées sur le terrain d'aviation fictif de Grand-Champ s'explique en partie par cette caractéristique topographique.

Ce phénomène de compartimentage du terrain était encore accentué par le faible nombre de routes carrossables. Dans les années 1940, ces routes étaient en effet très peu nombreuses. Elles reliaient entre eux les principaux carrefours commerciaux ou administratifs et délimitaient des zones parsemées de petits hameaux reliés par de mauvais chemins de terre. Alors qu'il était très facile de patrouiller le long des axes carrossables, les troupes allemandes s'aventurèrent très peu dans ces zones qui *de facto* devinrent le territoire refuge des maquisards. Il faudra attendre l'arrivée des unités de l'armée Vlassov (Géorgiens, Russes blancs) au courant de l'année 1943 pour voir des troupes se déplaçant à cheval, acquérir la capacité de pénétrer ces secteurs et de porter des coups sévères aux maquis.

1.1.1.3. Les villes

Sur le plan urbain, Lorient, Vannes et Auray dominent la région qui nous intéresse. Lorient avec ses voisines, Keryado, Lanester et Hennebont constituait en 1940 le principal pôle aggloméré du Morbihan Sud. Avec respectivement vingt mille et sept mille habitants, la préfecture de Vannes et la ville d'Auray s'affichaient en retrait.

Par sa localisation sur une rivière à la limite entre les eaux salées du golfe du Morbihan et les eaux claires du Loch, Auray occupe le premier point de franchissement depuis l'embouchure située quinze kilomètres en aval, à hauteur de Locmariaquer. La petite cité est donc un point de passage obligé sur une rivière qui n'offre aucun franchissement au Sud et quelques rares options de traversée motorisée aux Nord. L'histoire nous rappelle que ce point de passage fut disputé militairement à maintes reprises. Bataille pour la succession du duché de Bretagne en septembre 1364, combats sur la tête de pont de Landévant-Auray lors de l'expédition contre-révolutionnaire de Quiberon en juin 1795, affrontement lors de la petite Chouannerie en juin 1815, ces exemples illustrent l'intérêt tactique de la ville. Entre 1940 et 1944, elle reste donc un point de passage obligé dont le

contrôle permet d'une part l'accès au secteur défensif de Quiberon et d'autre part la liaison avec la base sous-marine de Saint Nazaire⁸. Outre sa position sur la rivière, Auray fut aussi un nœud ferroviaire de première importance. Par la gare, transitaient en effet les troupes, le matériel militaire allemand et surtout le ciment destiné aux constructions des fortifications côtières.

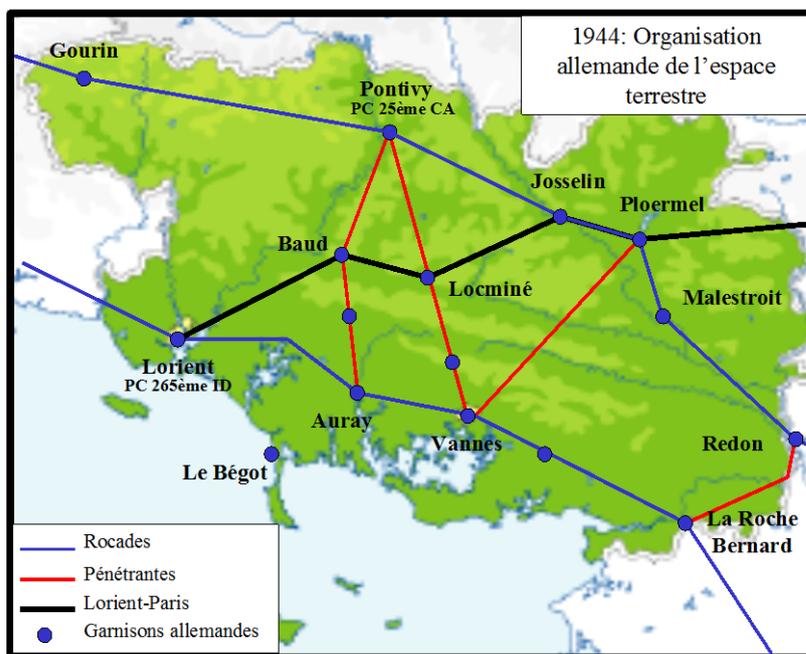
Plus au Nord, les communes de Pluvigner, Grand-champ et Elven constituent les trois seuls carrefours commerciaux et administratifs de l'arrière pays et jouent un rôle tactique sur lequel nous reviendrons plus tard.

1.1.1.4. Les axes de mobilité

S'agissant des axes de mobilité, une grande route stratégique traverse la zone. Parallèle à la côte, la route nationale 165 suit une orientation Est-Ouest. Sa fonction militaire ne fait aucun doute. Elle reprend presque intégralement le tracé de la voie Nantes-Quimper dessinée au 5^{ème} siècle de notre ère par l'administration gallo-romaine pour contrer les incursions des pirates saxons. En 1940, elle devint, selon la terminologie militaire, une rocade destinée à assurer les transferts rapides de troupes en direction des secteurs côtiers. Elle fut aussi largement utilisée par l'organisation TODT pour alimenter ses chantiers.

Cette rocade est de plus doublée entre Lorient et Vannes par la voie ferrée Quimper-Paris. À partir de Vannes, elle diverge du tracé de la RN 165 et s'enfonce dans la campagne en direction de Redon. Au environ de Saint-Nolf, la voie présente régulièrement l'aspect d'une tranchée encaissée. Bordée par des pentes abruptes, elle offre de multiples possibilités d'observations et de tirs. Le passage situé quelques centaines de mètres à l'Est de la gare d'Elven-Saint-Nolf sera ainsi repéré en juin 1944 par une équipe de parachutistes SAS commandés par le sous-lieutenant Alain de Kerillis. Jugeant la configuration du terrain favorable à une attaque de convoi ferroviaire, il attaqua un train allemand à l'arme anti-char le 6 juillet 1944, détruisant la locomotive, cinq wagons et tuant six soldats⁹.

En complément, trois axes secondaires, globalement orientés Nord-Sud, traversent le secteur perpendiculairement entre les Landes de Lanvaux et la zone interdite. D'Est en Ouest, un premier axe relie Vannes au Roc Saint-André par Elven, le suivant relie Vannes à Locminé par le Pont du Loch sur la commune de Grand-Champ, le dernier établi la liaison entre Auray et Baud par Pluvigner.



⁸ En 1944, la poche de Saint-Nazaire étendra ses limites jusqu'à l'Ille et Vilaine de la Roche Bernard.

⁹ Joseph Jégo, *Action, Rage et Tourmente en Pays de Lanvaux*, Imprimerie de Plumelec, 1990.

Sur le plan militaire, ces trois routes appelées pénétrantes permettent de faire la jonction entre la rocade principale longeant la côte et la rocade secondaire reliant Redon au Huelgoat via Josselin, Pontivy et Gourin. L'axe Auray-Baud-Pontivy est de plus doublé à l'Ouest par une voie ferrée secondaire donnant une importance tactique primordiale à cette pénétrante dans le cadre des liaisons entre le poste de commandement du 25^{ème} Corps d'Armée implanté à Pontivy et le secteur défensif de Quiberon. Sur chacun de ces trois axes, trois communes occupent une position clé dans la mesure où elles permettent, aux sorties du massif boisé des Landes de Lanvaux, de contrôler des routes reliant les deux rocades. Il s'agit de Pluvigner, Grand-Champ et Elven, trois communes dont la maîtrise du territoire ainsi que de celui des communes immédiatement voisines va devenir un enjeu pour l'occupant comme pour la Résistance.

1.1.2. La zone de bocage Nord

La partie Nord de la zone d'opération présente une plus grande homogénéité géographique que dans le couloir Sud. Le secteur analysé ici correspond globalement aux Landes de Lanvaux et au plateau de Rohan. Il s'agit d'une bande de bocage très dense, parsemée de nombreuses zones forestières. Elle est flanquée au Sud par les futaies touffues et les terres de bruyère du pays de Lanvaux.

Large de quelque cinquante kilomètres, elle est ouverte au Nord sur des régions de maquis présentant des caractéristiques géographiques similaires. A l'Ouest, elle est cloisonnée par le Blavet, barrière difficilement franchissable sans équipement particulier. À l'Est les approches de Rennes se révèlent peu favorables. L'unique zone refuge est constituée par la forêt de Paimpont. Mais elle correspond également à une région de forte densité ennemie liée à la proximité du camp de Coëtquidan.

1.1.2.1. Les Landes de Lanvaux

1.1.2.1.1. Les crêtes boisées de Lanvaux

Au Sud, les Landes de Lanvaux forment une crête évasée, globalement orientée Est-Ouest. Elle culmine à cent soixante-seize mètres dans la région de Colpo mais l'altitude moyenne ne dépasse pas cent cinquante mètres dans la partie orientale. Longue de soixante-dix kilomètres et large de cinq à vingt kilomètres selon les endroits, elle s'étend des forêts de Camors à l'Ouest à la région de Malestroit à l'Est. La crête s'efface ensuite doucement en direction de la rivière Oust. Dans les années 1940, la crête conserve son caractère ancestral, fait de paysages de landes pauvres, dominées par les genêts et les bruyères. Le terrain offre à la vue de multiples blocs granitiques mais également des perspectives visuelles très dégagées. A côté de ces landes, le paysage présente l'aspect d'un profond massif boisé.

Sur le plan géographique, les Landes de Lanvaux sont souvent réduites à la crête reliant la vallée du Blavet à celle de L'Oust. Or dans le domaine tactique, on relève que deux crêtes secondaires épousent la ligne principale. Dans leur partie centrale, les Landes de Lanvaux sont donc constituées par trois crêtes parallèles, séparées entre elles par des cours d'eaux. Au Sud, la crête principale est bordée par la haute vallée du Loch et les hauteurs de Grand-Champ alors qu'au Nord elle est longée par la vallée de La Claie puis par les hauteurs de Saint-Jean Brévelay, Plumelec. Notons que la crête secondaire de Plumelec domine de quelques mètres les hauteurs boisées de Trédion situées sur le versant Sud de la vallée de La Claie. Par temps clair, les eaux du golfe du Morbihan sont donc visibles de ce point ce

qui explique la transformation par les Allemands à partir de 1942 du moulin de La Grée aux abords Sud du Bourg de Plumelec, en poste d'observation permanent.

La juxtaposition continue des landes et des forêts montre que les Landes de Lanvaux se prêtent particulièrement bien à un combat de guérilla. Mais, dans un premier temps, la Résistance va surtout constater l'absence d'espaces dégagés susceptibles d'accueillir des parachutages de matériels ou d'hommes. À partir de 1943, quelques clairières ou landes dont les caractéristiques répondent aux normes techniques et tactiques d'une zone de parachutage furent reconnues par les organisations de Résistance. L'ORA en recensa quatorze¹⁰ dans la région de Plumelec-Cruguel. Le Bureau des Opérations Aériennes (BOA) subordonné aux services secrets de la France Libre, repéra aussi de nombreuses zones dont l'une située à l'Est du village de St Marcel. Baptisée *Baleine*, elle permettait le parachutage de personnels ou petits équipements par avion de transport tactique. La *Dropping Zone (DZ) Baleine* se révéla donc précieuse dans l'optique des opérations à venir. Un parachutage d'homologation fut effectué au second semestre 1943, puis, afin d'éviter tout risque de compromission, Londres cessa ses activités aériennes et ne les reprit qu'après le débarquement.

1.1.2.1.2. Les axes de mobilité et le tissu urbain

En ce qui concerne les axes routiers, trois départementales principales franchissent perpendiculairement le massif. Elles prolongent vers le Nord les trois pénétrantes reliant Auray et Vannes à Pontivy et Ploërmel. Dans le sens de la plus grande longueur, une route longe le versant Nord des Landes de Lanvaux entre Baud et Malestroit. Unique axe longitudinal des Landes, il permet d'intervenir rapidement en tout point du massif. Dans un combat contre-insurrectionnel, son contrôle devient essentiel. Mais globalement, la faiblesse du réseau routier est manifeste. En dehors de ces voies bitumées, on ne trouve que de mauvais chemins ou quelques rares petites routes carrossables. Peu surveillées par les Allemands, celles-ci sont utilisées en priorité par la Résistance.

Situées le long de la route parallèle Nord, six localités principales constituent des carrefours importants (Baud, Locminé et Sérent) ou accueillent des garnisons allemandes permanentes ou temporaires (Locminé, Saint Jean Brévelay, Plumelec et Malestroit). Du fait de leur importance tactique pour le contrôle de l'arrière-pays morbihannais, elles vont à partir du second semestre 1943, cristalliser les tensions entre mouvements de résistance et troupes d'occupation.

1.1.2.1.3. Lanvaux, une région de guérilla

Véritable région naturelle où l'on retrouve des traits paysagers similaires, le pays de Lanvaux représente donc une zone d'opération très favorable pour mener une guérilla. Notons que la région fut pendant la période révolutionnaire le territoire du redoutable chef chouan Pierre Guillemot. Mais en 1943, elle constitue surtout le sanctuaire dont tous les mouvements de nature insurrectionnelle ont besoin pour se conditionner avant de passer à l'action. Pour la Résistance du Morbihan en général, elles devaient donc être tenues, d'où les efforts déployés pour y implanter des maquis, des caches d'armes et des zones de parachutage.

¹⁰ Commandant Chambert, *Dans le maquis breton avec ceux de l'ORA*, Imprimerie Desfossés-Néogravure, 1946, p28.

1.1.2.2. Le plateau de Rohan

1.1.2.2.1. Le terrain

À l'image des contreforts de Lanvaux, le bocage du plateau de Rohan, présente des caractéristiques tactiques identiques. Le terrain est accidenté et très compartimenté. La frange boisée située au Sud s'étend assez nettement au Nord, ce qui contribue à la densification globale de la végétation. Tout indique que ce terrain, au sens topographique et couvert végétal est très favorable à une activité de résistance armée.

À l'échelle locale, il offre de très nombreuses possibilités de camouflage dans le cadre de replis défensifs par la dispersion de petits groupes mobiles mais également en vue de la préparation d'actions plus offensives.

À l'échelle régionale, il délimite un secteur clé du théâtre d'opérations du 25^{ème} Corps d'Armée allemand en charge de la défense de la Bretagne. Initialement installé à Redon, son poste de commandement (PC), sera transféré à Pontivy à partir de l'automne 1943. Cette relocalisation en centre Bretagne, illustre le changement de posture opérationnelle opéré par les Allemands à l'approche du débarquement. Face à la montée de l'insécurité sur les arrières des troupes déployées le long de la côte et dans une logique de lutte contre-insurrectionnelle, le PC principal devait désormais occuper une position centrale, d'où la décision prise par son chef, le général Fahrmbacher. Ainsi localisé, son état-major peut désormais mieux coordonner les opérations de contre-guérillas dans les deux principales régions de maquis tenues par les FFI dans le Morbihan et par les FTP dans les Côtes-du-Nord.

1.1.2.2.2. Le réseau routier

Sur le plan routier, la faiblesse du maillage observé dans le massif des Landes se retrouve dans le pays de Rohan. Un axe reliant Plumelec à Josselin complète le réseau des trois pénétrantes venant du Sud. Il offre une possibilité supplémentaire d'accès aux Landes de Lanvaux à partir de la rocade secondaire qui constitue, le long d'une ligne Pontivy-Josselin-Ploërmel, la limite Nord de notre zone d'intérêt. Au-delà de cette ligne, les relations entre les groupes de la région et les unités de niveau bataillon implantées au Sud du Morbihan furent extrêmement rares. Elles se résumèrent souvent à des échanges d'informations entre chefs ou à des replis ponctuels d'individus recherchés par les troupes d'occupation.

Outre ce réseau routier, la zone est traversée entre Ploërmel et Baud par la Nationale 24, route stratégique menant de Paris au *Festung* de Lorient dont l'importance a été évoquée plus haut. Le long de cette route se retrouvent quatre des cinq villes les plus importantes de la zone, à savoir Baud, Locminé, Josselin, Ploërmel et Pontivy.

Baud, Locminé et Josselin contrôlent à la fois les accès à la partie orientale des Landes de Lanvaux mais également l'essentiel du tronçon départemental de la RN24. Ville de garnison dès 1940, Ploërmel constitue le verrou Nord-Est de la nationale mais également de l'ensemble du Morbihan lorsque l'on arrive de Rennes. Locminé du fait de sa position centrale dans le département devint la clé de voûte du dispositif de contre-guérilla des Allemands. En 1943, le service de sécurité de la SS, le redoutable SD que l'on confond souvent avec la gestapo, implanta dans l'école des filles de la ville l'une de ses antennes. Elle deviendra très active et obtiendra des résultats probants contre les partisans français.

Pontivy, enfin accueillit le centre décisionnel allemand de toute la région Bretagne. Tout comme Napoléon-ville¹¹ avait été sous l'Empire le centre des opérations de pacifications dans l'Ouest, Pontivy devint la ville de garnison du haut-commandement chargé de coordonner la défense et la sécurité intérieure de la péninsule bretonne.

1.1.3. Conclusions géographiques - physiques et humaines

Ce descriptif de la zone d'action du 2^{ème} Bataillon FFI distingue deux espaces opérationnels relativement différents. Mais l'un comme l'autre présentent des caractéristiques militaires (bocage, refuges boisés) favorables à une action de type insurrectionnel.

Il met en relief que la zone offre de multiples atouts tactiques sur le lieu même de constitution du bataillon. La proximité de la rocade côtière avec la pénétrante principale reliant Pontivy à Quiberon constitue en cela un atout considérable car elle limitait d'autant les déplacements.

Il montre également que le dispositif du 2^{ème} Bataillon ORA bénéficiait avec le massif de Lanvaux d'une profondeur tactique extrêmement salutaire dans l'hypothèse d'un repli.

Enfin et surtout, le 2^{ème} Bataillon put compter sur le soutien des populations au sein desquelles il fut amené à combattre. Ce dernier point doit être particulièrement souligné car la population constitua le seul et vrai centre de gravité opérationnel pendant toute la période qui précéda la libération. Par centre de gravité, il faut entendre ici la source de puissance dont le bataillon tira sa liberté d'action et surtout sa volonté de combattre.

Nous verrons cependant que ce soutien ne fut pas acquis d'emblée. Dans le cadre du contrôle des populations, il fallut donc quelques fois s'imposer par des mesures très strictes afin d'obtenir l'adhésion souhaitée. Le travail fut long car on observa une nette distinction entre le comportement des communes rurales localisées globalement au Nord de la N165 et celles situées plus au Sud le long de la côte. L'enjeu était de taille et affectait directement le « potentiel résistant » de la région.

¹¹ Pontivy fut rebaptisée Napoléon-Ville sous le Premier empire. La ville devint le symbole de la pacification entreprise par les troupes impériales dans les départements bretons où l'agitation contre-révolutionnaire régna de façon quasi permanente entre mars 1793 et juin 1815.

1.2. La première génération des résistants

Dans une population partagée quant à l'attitude à observer envers les Allemands, on observa dans le Sud Morbihan une nette différence entre les régions côtières profondément anti-allemandes et les régions rurales plus favorables dans un premier temps à l'idéologie de la « Révolution Nationale ». Littéralement scrutés par les services de police français les foyers communistes de Lorient et Auray réussirent toutefois une discrète réorganisation de leur structure clandestine. Les milieux proches des cadres de la garnison de Vannes, où stationnait avant la guerre un régiment de chars de combat, constituèrent par ailleurs un terreau propice au recrutement de volontaires décidés à reprendre la lutte dès que possible. Parmi eux on retrouve les futurs chefs de l'ORA dans le Morbihan.

1.2.1. Quel esprit de Résistance en pays d'Auray ?

Comment caractériser l'état d'esprit des populations alréennes face à l'occupation ?

A posteriori, l'exercice se révèle difficile. Inconsciemment, nous sommes tentés de rechercher dans les premiers actes anti-allemands les signes d'un large consensus quant aux idées défendues par les *patriotes*, appellation en usage à l'époque pour désigner l'ensemble des acteurs de la Résistance. En janvier 1941, le préfet du Morbihan faisait état dans une note confidentielle de l'hostilité récurrente des populations à l'égard du régime de Vichy. Or, à côté du comportement incroyablement courageux et visionnaire de certains individus dès 1940, la réalité d'ensemble est plus complexe à percevoir.

1.2.1.1. Une population sous le choc

Entre 1940 et 1941, la région d'Auray resta en effet profondément choquée par l'effondrement politique et militaire du pays. Contrairement à de nombreuses régions françaises qui ne verront souvent jamais un seul Allemand, l'occupation fut ici un phénomène tangible. Il marqua les esprits et dissuada l'immense majorité des habitants d'engager une quelconque forme de résistance.

Pour illustrer cet état de choc, les anecdotes sont nombreuses mais l'une mérite tout particulièrement d'être relatée car elle fut à l'époque grandement commentée. Outre l'arrivée de la troupe d'invasion, les Alréens découvrirent en effet avec stupeur que l'un des leurs était un agent clandestin, infiltré en ville depuis quelques années.

Spécialisée dans l'habillement, la chaîne des magasins BOKA disposait depuis les années 1930 d'une succursale dans la petite cité morbihannaise. Depuis sa création, le magasin avait été dirigé par plusieurs gérants, souvent désignés par la direction nationale de la société. En 1936-1937 arriva donc à Auray, un individu officiellement originaire de l'Est de la France. Rapidement, celui-ci devint une personnalité très connue du paysage commercial alréen. Parlant un français sans accent, il s'était parfaitement inséré et entretenait d'excellentes relations avec son voisinage. Employé à la compagnie de l'Eau et de l'Ozone et futur membre du 2^{ème} bataillon, Francis Massé le connaissait personnellement puisqu'il relevait ses compteurs de consommation d'eau deux fois par an. Pourtant, ce sympathique gérant ne limitait pas ses activités au seul commerce des vêtements. Agent de renseignement, membre de la 5^{ème} Colonne, plusieurs hypothèses invérifiables furent formulées sur son cas. Nous retiendrons que sa couverture commerciale lui permit certainement de préparer plus ou moins activement l'arrivée de la force d'invasion allemande. Dans tous les cas, le jour suivant l'arrivée des Allemands, plusieurs

témoins croisèrent l'intéressé en uniforme de la *Wehrmacht* aux abords de la toute nouvelle *Kommandantur*. On ne le revit plus jamais à Auray¹².

Profitant de la période de flottement induite par les disfonctionnements de l'administration française, les Allemands s'imposèrent en prenant par ailleurs des mesures symbolisant l'autorité nouvelle. Dès les premiers jours, l'occupant placarda des affiches mettant en garde la population contre toute agression de soldats allemands. Ces mesures firent forte impression. La 205^{ème} ID (Division d'Infanterie) occupa de plus le secteur côtier. Commandée par le général Ernest Richter, la division implanta son poste de commandement au centre ville d'Auray. Les écoles, les casernes furent largement réquisitionnées. Les unités subordonnées furent par ailleurs réparties dans les communes voisines comme Brech, Mendon, Pluvigner mais aussi Sainte Anne d'Auray, haut lieu de pèlerinage breton, où les possibilités d'hébergement étaient très importantes.

Une même troupe ne stationnait jamais longtemps au même endroit, tout au plus deux à trois semaines. Elle était ensuite rapidement remplacée par une autre. A Pluvigner par exemple, la première unité allemande sera vue le 20 juin. Sans s'arrêter, elle descendit la rue principale en direction de son objectif, Auray. C'est seulement le 4 juillet qu'une compagnie allemande viendra s'installer dans une école de la ville. Elle y restera vingt jours et quittera la région le 24 juillet avant de se faire remplacer par une nouvelle unité début août¹³. La seule structure permanente à laquelle auront affaire les habitants de ces garnisons de passage, sera la *Kommandantur*, service chargé principalement des questions militaires administratives auprès des municipalités d'accueil. Arrivée en juin 1940, la 205^{ème} ID quittera le Morbihan en février 1942 pour rejoindre le front russe. Elle sera remplacée par la 265^{ème} ID dont le poste de commandement sera implanté à Quimperlé puis Lorient et Redon à partir de juillet 1944.

Dans les communes de la façade maritime, outre les unités chargées d'armer les fortifications côtières, la *Kriegsmarine* détacha de petits éléments chargés de contrôler le trafic maritime. Une antenne des services de renseignement des douanes maritimes allemande, le *GAST*, fut entre autre installée à La Trinité-sur-Mer. Au cours de ces premières années d'occupation, les effectifs allemands en garnison ou de passage dans le Morbihan furent considérablement élevés. L'organisation du commandant de gendarmerie Maurice Guillaudot l'évalua à deux cent mille hommes au premier semestre 1943¹⁴.

L'occupation prit par ailleurs une dimension économique. L'organisation TODT multiplia ses implantations afin de garantir le rythme des travaux de fortification de la côte. L'économie locale fut véritablement dopée par cette activité effrénée. De grandes entreprises de travaux publics s'implantèrent ainsi dans des communes qui jusque là vivaient principalement de la production agricole. Un exemple parmi tant d'autres illustre ce miracle économique. Au Nord d'Auray, la société « Saint Rupt et Brice » exploita à partir de 1941 une carrière destinée à fournir en pierre et sable le centre TODT établi quelques kilomètres plus au Sud. Outre les emplois directs, les commerces des communes voisines, dont la plus proche Brech, bénéficièrent à plein de cette activité.

Les besoins en main d'œuvre étaient également proportionnels à l'importance du chantier. La construction des ouvrages fortifiés le long de la côte exigeait des effectifs très importants. Soixante-dix hommes travaillèrent ainsi à la construction et au renforcement des ouvrages de la commune de Saint Philibert, quatre-vingt à la Trinité-sur-Mer, deux

¹² Témoignage Francis Massé, président de l'amicale du 2^{ème} Bataillon FFI, 17 avril 2009.

¹³ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante au départ (R/2), 4 janvier 1939 au 6 février 1942, p252, Cote 56E106.

¹⁴ Archives Nationales, 7AJ166, Dossier « Panier de cerises ».

cent cinquante à Locmariaquer¹⁵. Plus surprenant, les archives montrent que ces chantiers furent actifs jusqu'au mois de juillet 1944. Alors que le rassemblement du maquis de Saint-Marcel était en cours, plusieurs dizaines de jeunes hommes volontaires travaillèrent ainsi entre le 12 et le 17 juin 1944 sur un chantier allemand à Locmariaquer.

Ces exemples illustrent l'extrême dépendance de l'économie locale à l'égard des troupes d'occupation. François Le Boulaire¹⁶ de Brech rappelait qu'à l'époque toute la région d'Auray vivait directement ou indirectement des activités de l'occupant. Les rapports de situation de la gendarmerie de Pluvigner pour l'année 1941 confirment ce point en soulignant tous les mois que « *le chômage n'est pas connu* »¹⁷. Fin 1941, le chômage dans le Morbihan comme dans le reste de la Bretagne était d'ailleurs totalement résorbé ce qui constituait en période de restriction, un motif de légitime satisfaction.

Enfin, dans les premiers temps de l'occupation, les Allemands vont pratiquer un jeu de séduction propre à brouiller les cartes. À Auray, à Brech comme à Pluvigner, les témoignages recueillis concordent pour affirmer que le comportement des *Feldgraus* fut initialement très correct. Disciplinée par nature, l'armée allemande respecta scrupuleusement les consignes prescrites vis à vis des populations locales, notamment rurales. Diffusées au niveau national, ces directives ne s'appliquaient pas spécifiquement au Morbihan. Mais dans un département essentiellement rural, elles prirent une dimension toute particulière. Plus que tout, la *Wehrmacht* redoutait en effet d'avoir à affronter, hors zones urbaines, le harcèlement de groupes armés. Dans l'optique des opérations futures (invasion de l'Angleterre puis de l'Union Soviétique), il s'agissait d'éviter à tout prix un type d'engagement opérationnel très consommateur en personnel. Par ailleurs, comme en 1914, l'armée allemande conservait le souvenir des francs-tireurs de 1870-71. L'écrivain allemand Ernst Junger évoque dans ses écrits l'effroi inspiré en 1940 par *le monde des partisans et des maquisards*¹⁸. Mais contrairement aux méthodes brutales appliquées dans le Nord de la France en août 1914, à l'été 1940 on préféra tenter de « conquérir les cœurs et les esprits » des campagnes afin de ne pas avoir à gérer un front intérieur. Le résultat de cette politique fut souvent positif et contribua à créer une certaine proximité entre le monde paysan et les troupes d'occupation. Les communes rurales du pays d'Auray n'échappèrent pas à cette situation. Le malentendu restera durable et sera quelques fois source de tensions entre les groupes locaux de résistants et certains agriculteurs.

Dans son immense majorité, le pays d'Auray afficha par conséquent une prudente neutralité face à un adversaire ambigu dont la puissance était manifeste.

1.2.1.2. L'opposition populations rurales - populations de la côte

Un second facteur, prenant en compte la distinction entre les populations rurales et les populations côtières, permet de réaliser une analyse plus fine des réactions face à l'occupation allemande.

Dans les deux populations, aucune réaction inconsidérée ne fut observée en juin 1940. Chacun considérait que l'autorité militaire en avait suffisamment fait à Vannes et Lorient.

¹⁵ Archives Départementales du Morbihan, 19W367, Listes des travailleurs des chantiers de Locmariaquer, St Philibert et la Trinité, Juillet 1944.

¹⁶ Témoignage de monsieur Le Boulaire François, 14 avril 2009

¹⁷ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante au départ (R/2), 4 janvier 1939 au 6 février 1942, p310, Cote 56E106.

¹⁸ Ernst Jünger, *Journaux de guerre, Tome 2, 1939-1948*, Bibliothèque de la Pléiade, NRF, 2008, p749.

Conformément à un décret du conseil des ministres en date du 18 juin 1940, les villes de plus de 20 000 habitants furent considérées comme « ville ouverte ». Tout combat devait par conséquent cesser aux portes de ces villes. Malgré l'opposition des notables locaux, les commandants de garnison¹⁹ voulurent sauver l'honneur par un ultime baroud. À Vannes, les troupes se préparèrent donc à combattre sur un périmètre défensif situé à six kilomètres de la ville, ce qui correspondait à la limite extérieure de la zone dite de la « ville ouverte »²⁰. À Lorient, le commandement décida de limiter son effort défensif à l'axe d'arrivée le plus probable des Allemands. Il organisa la défense du carrefour des Cinq chemins de Guidel face à l'Ouest. À l'approche des blindées de l'ennemi, seul le point d'appui lorientais joua le rôle qui lui avait été fixé et livra un court combat le 19 juin. À Vannes, le flot continu des réfugiés contribua selon Christian Chaudré à démoraliser les troupes d'une garnison qui bien que tenue avec fermeté par le général Le Bleu se contentèrent de procéder à la destruction des étendards²¹ des trois régiments de chars de la ville. Après ces deux tentatives pour l'honneur, la route de l'invasion fut libre. Des colonnes blindées occupèrent sans coup férir les carrefours clés du Morbihan.

Le 20 juin, deux colonnes convergèrent vers Auray, l'une venant de Locminé par Pluvigner, l'autre abordant la ville par l'Ouest en provenance de Lorient. Dès le 19 juin, les allemands effectuèrent des reconnaissances en ville. Une patrouille à moto fut aperçue dans les rues²². L'arrivée de ces motocyclistes impressionna beaucoup et suscita quelques réactions de panique toutefois vite maîtrisées. Dans d'autres endroits comme à Brech, un simple camion escorté par une moto firent une brève apparition sur la place du bourg²³.

Comme pour Vannes et Lorient, la région alréenne fut assimilée à une zone ouverte afin d'éviter tout combat. Un barrage composé de quatre véhicules blindés avait toutefois été positionné sur la route de Pontivy près du hameau du Crélin²⁴. Les officiers logeaient dans l'un des hôtels du proche quartier de la gare. Selon Robert Stéphan, les commerçants locaux exercèrent une grande pression sur ces hommes pour qu'ils ne livrent pas bataille²⁵. La ville comme tout le secteur furent finalement conquis sans heurts. Les blindés du Crélin furent quant à eux sabotés sur place. Tout juste signala-t-on un acte symbolique à Pluvigner. Christine Bellot relève en effet dans son historique²⁶ de la commune que deux agriculteurs tentèrent vainement de freiner l'avancée allemande en constituant un barrage de charrettes au Sud de la ville. Mais globalement, la phase ultime de l'invasion fut réalisée sans opposition majeure des populations locales. La période semble avoir été si calme que les gendarmes de la brigade de Pluvigner ne rapportèrent aucun événement entre le 18 juin et le 2 juillet 1940²⁷. Après cette phase d'intervention initiale, la distinction Terre-Mer va progressivement s'affirmer au contact de l'occupant.

¹⁹ En juin 1940, les commandants des garnisons de Lorient et Vannes sont respectivement l'amiral de Penfentenyo et le général Le Bleu. Le général Le Bleu sera ensuite emprisonné dans le célèbre Château de Koenigstein d'où s'évadera le général Giraud en 1942.

²⁰ Christian Chaudré, <http://Blog Vannes-Meucon> 39-45.

²¹ Christian Chaudré, <http://Blog Vannes-Meucon> 39-45. « Le drapeaux du 505ème, est découpé à l'initiative du colonel Hahn en 47 fragments et dispersé. Celui du 507ème, cher au général de Gaulle, est enterré, mais les versions divergent. L'étendard du 509ème est quant à lui brûlé ».

²² Témoignage Robert Stéphan, le 22 juillet 2010.

²³ Témoignage Jeanne Le Furaut, juin 2010.

²⁴ Témoignage Joachim Alanic, le 26 juillet 2010.

²⁵ Témoignage Robert Stéphan, le 22 juillet 2010.

²⁶ Christine Bellot, *1939/1945 Pluvigner en Guerre*, Association « Mémoire du Pays Pluvignois », 4^{ème} trimestre 2009, p116.

²⁷ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante au départ (R/2), 4 janvier 1939 au 6 février 1942, p249 et 250, Cote 56E106.

S'agissant des communes rurales, on observa globalement que celles-ci adhèrent avec une certaine conviction aux idéaux de la « Révolution Nationale » prônées par le gouvernement de Vichy. Les rapports de gendarmerie donnent d'ailleurs une idée assez claire de ce fait.

Le 12 janvier 1941, la brigade de gendarmerie de Pluvigner envoya à la section dont elle dépendait à Lorient un premier rapport de situation sur l'état social et économique de sa circonscription. Etabli sur demande de la sous-préfecture de Lorient, ce premier document sera ensuite complété par un rapport mensuel jusqu'à fin 1941. La démarche ne sera pas poursuivie en 1942. Souvent répétitifs, ces douze rapports, permettent toutefois de se faire une idée relativement juste de l'état d'esprit des populations qui nous intéressent.

À l'époque, la brigade de Pluvigner exerçait son autorité sur trois communes essentiellement rurales, Pluvigner, Camors et Brech. Au recensement de 1936²⁸, on comptait 5377 habitants (dont 1538 agglomérés) à Pluvigner, 2995 habitants (dont 462 agglomérés) à Camors et 2978 habitants (dont 190 agglomérés) à Brech. Outre le fait que cette brigade soit la seule avec Grand-Champ à avoir intégralement conservée ses archives après la seconde guerre mondiale, la circonscription de Pluvigner constitua à partir de 1943 un fief très actif de la Résistance. L'évolution de sa population est donc intéressante à suivre au travers de ces comptes-rendus.

Circonscription de Pluvigner - Rapport sur la situation économique et sociale du 12 janvier 1941²⁹

L'action du gouvernement est, en général, favorablement accueillie dans la circonscription de Pluvigner par la population. Cette dernière étant exclusivement agricole, ne manifeste pas aisément son état d'esprit – le paysan est méfiant de nature – Aucune propagande sous quelque forme que ce soit ne s'exerce à la campagne. Chacun s'occupe de son travail avec conscience. Les produits se vendent bien et le cultivateur est satisfait. La vie à la campagne est donc paisible et laborieuse.

La main d'œuvre ferait peut-être défaut dans certaines exploitations par suite de l'absence des hommes actuellement prisonniers. Le peu d'ouvriers qui existe trouve facilement à s'employer dans les quelques travaux en cours dans les environs.

La pénurie de moyens de transport cause toujours quelques gênes dans certaines localités.

Dans toute la circonscription, il n'existe qu'une seule foire par mois, d'importance moyenne, les transactions y sont assez actives. Il n'y a pas de grands travaux en cours. Les mesures de rationnement sont supportées avec calme par la population. Celle-ci étant d'ailleurs productrice, se trouve moins atteinte que celle des villes.

Aucune difficulté n'a été rencontrée jusqu'à ce jour avec les autorités d'occupation. Les rapports avec elles sont très corrects.

²⁸ Archives départementales du Morbihan, Vannes, *Etat statistique de la population des communes du Morbihan 1806-1975*, Communes de Brech, Camors et Pluvigner, cote P1298 XI U 83.

²⁹ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante au départ (R/2), 4 janvier 1939 au 6 février 1942, p301, Cote 56E106.

Ce premier rapport fut adressé sous cette forme à la sous-préfecture de Lorient via la section de gendarmerie. La situation décrite dans le rapport est globalement bonne. Elle tient à la situation économique du pays qui, sans être florissante, donnait satisfaction aux agriculteurs. Dans ce document comme dans les suivants, il est souligné que les produits agricoles se vendent bien et que les transactions lors de la foire mensuelle sont assez actives. Ce point mérite un complément d'analyse car on trouve là l'une des raisons du développement du marché noir. Craignant que les marchés hebdomadaires locaux ne servent de prétexte à des manifestations de nature patriotique, les autorités préfectorales prirent la décision, dès le début de l'occupation, de limiter strictement ces rendez-vous commerciaux. Seules les villes d'Auray et Pluvigner conservèrent le droit d'organiser une foire mensuelle. Si l'objectif sécuritaire fut atteint, la mesure eut toutefois une conséquence inattendue pour le commerce local. La demande ne baissant pas, les clients prirent en effet l'habitude de venir directement acheter les produits alimentaires dans les fermes. Progressivement, les agriculteurs se déplacèrent moins dans les foires, préférant attendre en situation de monopole une clientèle toujours plus nombreuse et surtout prête à payer un prix élevé des ressources devenues rares.

Car outre les habitants originaires des communes, une importante clientèle étrangère fit son apparition dans la région à partir de 1941. À Brech, un camp de l'organisation TODT hébergea à cette époque près d'un millier de travailleurs souvent originaires de Belgique et des Pays-Bas. Chaque semaine, l'organisation mettait à la disposition de ses ouvriers des camions afin de leur permettre de compléter les rations alimentaires de base. Disposant d'un pouvoir d'achat élevé, ces ressortissants firent s'envoler le cours des denrées alimentaires. L'autre clientèle était composée des troupes d'occupations. Elles non plus n'hésitaient pas à se déplacer directement dans les fermes. Divers témoignages évoquent avec humour ces visites d'Allemands en quête de nourriture dans les hameaux les plus reculés des campagnes. Là où ils étaient bien accueillis, le commerce pouvait prendre une certaine importance. Selon les témoins de l'époque, il était alors aisé de reconnaître les fournisseurs réguliers des Allemands. Les consommateurs d'Outre-Rhin n'étaient pas de grands amateurs de têtes de bétail. Les paysans chargés de préparer les abats conservaient donc cette partie du corps des animaux et les accumulaient dans des charniers plus ou moins discrets de leur ferme. Il suffisait alors de vérifier l'importance du tas de têtes en décomposition pour se faire une idée du niveau des transactions réalisées par l'agriculteur³⁰.

Ces allées et venues dans des endroits souvent isolés suscitèrent d'abord de l'étonnement. Rapidement l'agacement fit place à de solides jalousies envers une population paysanne qui bénéficiait, comme le souligne les rapports de gendarmerie, des efforts du gouvernement. Les rapports suivants sont en ce sens explicites. On y souligne que « *Dans la circonscription de la brigade, l'activité du gouvernement est favorablement accueillie par la population.* » et que si elle manifeste son attention, « *c'est plutôt en faveur du gouvernement* »³¹.

La dernière phrase du rapport précisait qu'*aucune difficulté n'a été rencontrée jusqu'à ce jour avec les autorités d'occupation. Les rapports avec elles sont très corrects.* Ce dernier point montre que le rédacteur se voulait très optimiste quant à la situation de la circonscription. Quelques mois plus tôt, un grave incident avait en effet rompu la tranquille quiétude de la ville de Pluvigner. Dans la nuit du 17 au 18 novembre 1940, une patrouille allemande avait arrêté quatre jeunes hommes et deux jeunes filles qui circulaient pendant

³⁰ Témoignage Le Ludec Marianne, mai 2010.

³¹ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante au départ (R/2), 4 janvier 1939 au 6 février 1942, p310, Cote 56E106.

le couvre-feu dans les rues de Pluvigner³². Tous furent conduits à l'école libre des filles et placés en détention pour la nuit. Sans doute pris de panique à l'idée des événements à venir, Joseph Chapelain³³, 24 ans, décida de s'évader. Très simplement, il passa par la fenêtre de la pièce où il se trouvait avec ses amis. Mais en franchissant la cour de l'école, la sentinelle de faction ouvrit le feu et le blessa à la jambe droite. Soigné par le docteur Pascal de Pluvigner, Chapelain fut mis au repos pour quinze jours.

À partir du mois de mars 1941, les rapports furent mieux formalisés, semble-t-il suite à une directive de la sous-préfecture datée du 8 mars 1941³⁴.

Circonscription de Pluvigner - Rapport sur la situation économique et sociale du 19 mars 1941³⁵

Chapitre 1

Les services publics de la circonscription fonctionnent normalement. Les fonctionnaires de toute catégorie semblent s'adonner à leur tâche avec ardeur, sans récrimination, ni critique. Il n'existe pas de difficultés d'ordre administratif.

Chapitre 2

1. Jusqu'à ce jour, le ravitaillement s'est fait sans grandes difficultés et à l'exception de quelques denrées secondaires, la population n'a pas été privée. Celle-ci produit d'ailleurs une grande partie de ce qui lui est nécessaire.

Depuis quelques jours, toutefois, les boulangeries éprouvent certaines difficultés à se ravitailler en farine ; les livraisons se font avec retard.

2. Les communications en ce qui concerne les PTT sont normales, quant au courrier. La restriction des communications téléphoniques occasionne une certaine gêne pour le commerce. Le service des voyageurs de la SNCF désavantage la population de la circonscription. Un seul départ journalier dans chaque sens et des heures peu propices ne permettent pas les déplacements de la journée.

3. Il n'y a pas eu de destructions au cours des hostilités.

4. Comme industrie, seulement deux fabriques de conserves de petits pois et de haricots étaient ouvertes pendant la saison d'été.

5. L'agriculture est assez prospère.

Chapitre 3

1. Le travail est actif à la campagne où la main d'œuvre ferait plutôt défaut pour les travaux de culture. Les causes sont à l'absence des hommes actuellement prisonniers et le salaire peu

³² Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante au départ (R/2), 4 janvier 1939 au 6 février 1942, p285, Cote 56E106.

³³ *Ibid.*

³⁴ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante au départ (R/2), 4 janvier 1939 au 6 février 1942, p321, Cote 56E106.

³⁵ *Ibid.*

élevé de l'ouvrier agricole. Le chômage n'est pas connu. Il n'y a pas de grands travaux en cours.

2. Le service de l'assistance sociale visite régulièrement la circonscription. Il n'y a que très peu de réfugiés. L'œuvre du secours national fonctionne dans chaque commune où il a été distribué des secours aux indigents et aux familles de prisonniers. Il n'existe pas de dispensaire. Pas d'accident de travail. L'état sanitaire en général est satisfaisant.

3. Il n'existe pas de groupement de jeunesse à part deux sociétés sportives qui réunissent peu de jeunes gens.

4. Les anciens combattants ne font preuve d'aucune activité, politique ou autre.

Chapitre 4

Les rapports avec les autorités d'occupation sont très corrects, aucune difficulté, de quelque nature que ce soit, n'a été rencontrée dans l'exécution du service.

Chapitre 5

La population ayant une entière confiance dans le chef de l'Etat, son moral est excellent. Il ne s'exerce aucune propagande sous quelque forme que ce soit.

Les décisions du gouvernement sont en général bien accueillies. Si en premier lieu, elles font l'objet de récriminations quant à leur application, chacun s'adapte rapidement. Comme le cultivateur est, le plus souvent favorisé, ces mesures ne rencontrent pas trop de difficultés.

Ce rapport reprend les principaux éléments de fond présentés depuis le début de l'année. On notera que les chapitres 4 et 5 sortent quelque peu du cadre social et économique initialement fixé à ce document.

Les rapports avec l'occupant sont bons et montrent que personne n'a intérêt à rompre un équilibre qui satisfait tout le monde. Il est répété que les décisions du gouvernement sont en général bien accueillies ce qui accrédite une tendance qui se confirmera ensuite tout au long de l'année 1941 dans la circonscription.

Ces rapports se veulent toutefois très optimistes et visent certainement à rassurer l'autorité politique départementale. On sait aujourd'hui que la situation au sein de la circonscription ne fut pas aussi homogène. Commune traditionnellement conservatrice, Pluvigner côtoyait en effet dans la circonscription deux communes Brech et Camors plus orientées vers les idées de la gauche parlementaire. Le maire de Brech dirigeait d'ailleurs la commune depuis 1938 sous une étiquette socialiste. Albert Le Goslès, son secrétaire de mairie partageait les mêmes idées politiques. Celui-ci deviendra en 1943 avec les fils du maire un membre actif du Front National. À Camors, une cellule constituée notamment des instituteurs laïques Dervout et Le Carff³⁶ et de quelques artisans sabotiers, propageait dans la population les idées communistes. Elle affichait une opposition résolue à l'équipe communale conservatrice.

³⁶ Archives départementales du Morbihan, Dossier Dervout-Le Carff, cote 1526W182.

Par ailleurs, les faits mettent à mal l'idée selon laquelle il ne s'exerça à l'époque aucune propagande sous quelque forme que ce soit. En mars 1941 précisément, une grève se déroula à Brech dans la carrière exploitée au profit de l'organisation TODT par la société « Saint Rapt et Brice ». Parmi les meneurs, on retrouve un habitant de Brech, futur officier du 2^{ème} Bataillon ORA, François Moizan. Dénoncé auprès des autorités d'occupation pour propagande anti-nationale et sabotage, il quitta à l'époque la région et se réfugia en zone libre où il contracta en engagement au sein du 32^{ème} Régiment d'Infanterie de Châteauroux³⁷. Mais ce n'est pas tout. Les archives de la gendarmerie et des renseignements généraux révèlent que les militants autonomistes du Parti National Breton (PNB) se livrèrent également à des actes de propagandes. Dans la nuit du 28 septembre 1941³⁸, cent cinquante tracts imprimés furent apposés contre les portes de diverses maisons de la rue principale du bourg de Pluvigner. La gendarmerie locale releva deux types de papillon. Les uns portaient un texte en français, « *Bretons, Bretons, seulement* » ou « *Ni Allemands, ni Anglais, ni Français, Bretons ! Rien de plus !* ». Les autres reprenaient une traduction en breton des documents précédents. Le rapport précisa que ces tracts furent immédiatement enlevés par les habitants des immeubles concernés et que la population locale manifesta son opposition à cette propagande. L'enquête ne donna rien. La surveillance des milieux autonomistes de la région Pluvignoise fut toutefois accrue. Les résultats ne se firent pas attendre. En octobre 1941, le commissariat spécial de Lorient en charge des menées anti-nationales rendait compte³⁹ au préfet des activités d'un commis de perception habitant à Pluvigner, Nogues Louis. Soupçonné de se livrer à une ardente propagande en faveur du PNB, l'intéressé avait été surpris par les gendarmes alors qu'il venait de coller dans les rues de Baud à quelques kilomètres de Camors, une cinquantaine de tracts intitulés « *Pas de léchage de bottes* » et des papillons de couleur rose portant le texte « *Breton, Breton, seulement* ». Le lien avec l'affaire du 28 septembre ne fut pas établi. La similitude du texte et la proximité des localités laissent cependant penser que le ou les auteurs faisaient parti d'un même groupe. Une propagande nationaliste de même type avait par ailleurs été observée en juillet dans la circonscription d'Auray⁴⁰. Le 26 juillet, jour du grand pardon à Sainte Anne d'Auray, la secrétaire départementale du PNB avait en effet cherché à vendre la revue du parti, « *L'heure bretonne* », à la sortie des cérémonies religieuses. Accompagnée de deux autres femmes et de quelques jeunes, Denise Guieyesse n'obtint toutefois qu'un succès mitigé.

Lorsque l'on se rapproche de la côte, l'esprit évolue sensiblement. Très tôt une multitude d'actes d'opposition au gouvernement de Vichy et aux troupes d'occupations vont y être observés. Une étude sociologique permettrait certainement d'établir un lien entre la psychologie du marin, épris de liberté et de grand large, et le refus de se soumettre à une troupe d'occupation étrangère. Sans écarter cet aspect, nous nous contenterons de rappeler que la côte fut déclarée zone interdite dès juillet 1940. La limite Nord fut matérialisée par la Route Nationale 165, laquelle coupait en deux le territoire du pays d'Auray. Pour pénétrer cette zone, tout individu non résidant devait disposer d'une autorisation spéciale délivrée par la *Kreiskommandantur* de Lorient. De plus, en raison de l'intérêt tactique porté par les Allemands aux secteurs côtiers, un contrôle plus étroit de la population

³⁷ Service Historique de la Défense, DIMI Résistance, dossier FFI François Moizan, cote 16P424300.

³⁸ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance confidentielle, 1940-1947, p162, Cote 56E109.

³⁹ Archives départementales du Morbihan, Direction départemental des Renseignements Généraux, Rapports mensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°4074 du 31/10/1941, cote 1526W173.

⁴⁰ Archives départementales du Morbihan, Direction départemental des Renseignements Généraux, Rapports mensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°3193 du 04/08/1941, cote 1526W173.

s'exerça tout au long de l'occupation. Dans un tel contexte tout concourait à souhaiter le départ des Allemands et à prêter une oreille attentive aux thèses des mouvements patriotiques.

Alors que la fin de l'année 1940 avait été relativement calme, les signes tangibles d'une évolution des esprits furent observés à partir de 1941. Les rapports des renseignements généraux relevèrent toute une série d'indices ou incidents révélateurs de ce changement. La partie Sud du département fut principalement affectée. En septembre 1941, les policiers du commissariat spécial de Lorient notaient ainsi qu'*aucune évolution notable en faveur du gouvernement n'a été constatée sur la côte morbihannaise où la population demeure en majorité favorable à l'ex-général de Gaulle*⁴¹. Le développement d'une opinion pro-gaulliste ne devait sembler-t-il pas grand chose à une action de propagande coordonnée. Quelques semaines plus tôt, les services de police considéraient en effet que les militants notamment communistes ne faisaient *toujours pas preuve d'une activité organisée*⁴². Pourtant depuis le début de l'année, ces mêmes services signalaient dans toute la région une recrudescence des inscriptions à caractère politique sur les murs ou portes de bâtiments. À Quiberon, la cellule communiste commença à se montrer de plus en plus active. Des *réunions-causeries* furent régulièrement organisées dans un café du port au cours de l'été⁴³. Le manque de discrétion conduira d'ailleurs à une série d'arrestations et à la mort en déportation de l'un des participants. Dans la région de la Trinité-sur-Mer, c'est une cartomancienne répondant au nom de Muller qui avait été soupçonnée de propagande et de recrutement pour les Forces Française Libres dès 1940⁴⁴. À Carnac, un rapport parvenu au commissariat spécial de Lorient en février 1941, mentionnait une large adhésion de la population aux idées gaullistes.

Dans ces communes du littoral, la fête nationale du 14 juillet 1941 fut aussi l'occasion de manifester son patriotisme. Trois communes, Carnac, Quiberon et Belz furent particulièrement concernées. Malgré leur proximité, il ne semble pas qu'il y ait eu coordination. Par contre, ces deux événements soulignent combien les populations côtières restaient sensibles à toute forme d'action patriotique.

Carnac fut le théâtre du seul incident avec les troupes d'occupation. Alors que des groupes de jeunes festoyaient assez ouvertement, un homme se mit à insulter un soldat Allemand. En réaction, il sera violemment molesté par une troupe appelée en renfort.

À Quiberon, les 13 et 14 juillet 1941, une manifestation en faveur du général de Gaulle avait été envisagée par quelques personnalités de la presqu'île. Des cocardes tricolores devaient pavoiser les rues. Les habitants avaient été invités à revêtir des vêtements aux couleurs nationales. Mais informés de ce qui se préparait, les services du commissariat spécial de Lorient prirent, sur ordre du commandement allemand, des mesures qui empêchèrent son déroulement⁴⁵. À Belz par contre, l'action put avoir lieu et connu un

⁴¹ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées considérées comme anti-nationales par les autorités d'occupation, Rapports mensuels ou bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°3470 du 03/09/1941, cote 1526W214.

⁴² ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées considérées comme anti-nationales par les autorités d'occupation, Rapports mensuels ou bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°3193 du 04/08/1941, cote 1526W214

⁴³ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées considérées comme anti-nationales par les autorités d'occupation, Rapports mensuels ou bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°3470 du 03/09/1941, cote 1526W214.

⁴⁴ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées considérées comme anti-nationales par les autorités d'occupation, Rapports mensuels ou bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°319 du 31/03/1942, cote 1526W214

⁴⁵ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées considérées comme anti-nationales par les autorités d'occupation, Rapports mensuels ou bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°3193 du 04/08/1941, cote 1526W214

certain succès. Le rapport⁴⁶ de la gendarmerie d'Etel montre qu'il n'y eut pas de préméditation. L'importance du nombre de participants prouve toutefois que la population communale épousait massivement les idées anti-allemandes.

Que s'est-il donc passé à Belz le 14 juillet 1941 ? La journée était pluvieuse, précisa le maire aux gendarmes venus l'interroger. Lui-même était absent ce jour-là et ne put intervenir pour rétablir l'ordre. Tout débuta à Saint-Cado⁴⁷ dans l'après-midi. Plusieurs jeunes gens paradèrent dans le hameau avec un drapeau tricolore. Alors qu'ils s'étaient regroupés à l'abri de la pluie dans un bar tenu par les époux Cailloce, ils prirent la décision en début de soirée de rejoindre le monument aux morts de la commune, situé au cœur du bourg de Belz. Deux femmes prirent la tête du cortège. Suivie de Marie-Louise Blanchet, qui avait revêtu l'uniforme de son mari pour l'occasion, Aline Cailloce dirigeait la joyeuse troupe en portant le drapeau. Sur le trajet, le cortège s'étoffa. Plusieurs jeunes gens mais aussi des anciens combattants de 1914-18 se joignirent au défilé. En arrivant dans le bourg, ce premier groupe en rencontra un second, composé également d'anciens combattants. Ces hommes venaient de participer à une courte cérémonie en mémoire des combattants de la commune tombés au champ d'honneur. Les deux équipes ne firent bientôt plus qu'une et vers 21h30 près de deux cent personnes se retrouvèrent devant le monument aux morts pour une seconde cérémonie patriotique. Une minute de silence précéda l'hymne national puis le cortège quitta les lieux en entonnant un chant très populaire pendant la Première guerre mondiale, « La Madelon ». Qualifiée de *véritable cavalcade* par certains témoins, cet épisode n'en demeure pas moins révélateur d'un certain état d'esprit. L'affaire fut jugée suffisamment préoccupante par les autorités civiles pour qu'une enquête soit diligentée par la gendarmerie. Dans un souci d'apaisement, Gaston Rolle, le maire, insista sur le caractère spontané des événements. Il ajouta que la foule n'avait surtout manifesté aucune animosité à l'égard des troupes d'occupation dont les éléments les plus proches stationnaient sur la commune voisine d'Etel.

Cet exposé montre que les populations du Sud Morbihan adoptèrent une posture mentale complexe à l'égard des troupes d'occupation. Au moins jusqu'à 1942, les zones rurales s'accommodèrent plutôt bien de la nouvelle situation.

En septembre 1941, une partie de l'équipe du BCRA engagée lors de l'opération *Savannah* dans le secteur d'Elven-Meucon s'avança donc un peu vite en déclarant au retour en Angleterre qu'*il n'est pas vain de dire que la Bretagne est, parmi les autres régions françaises, celle où la résistance antiallemande s'affirme avec le plus de netteté*. À cette époque, rien ne permettait encore d'affirmer qu'une large adhésion aux idées gaullistes ou communistes avait été observée.

À partir de 1943, on observa une nette bascule des opinions. En ce sens, le STO joua un rôle de catalyseur. Plus aucune catégorie de la société n'était désormais épargnée par les réquisitions de la ressource humaine française. En réaction, ce fut donc l'ensemble de la population qui bascula. Le 26 juillet 1943, l'évêque de Vannes, Monseigneur Roques évoqua devant des milliers de pèlerins réunis à Sainte-Anne d'Auray la libération prochaine et déclencha l'hymne national. Mais le témoignage le plus évocateur de l'état d'esprit des populations alréennes à partir de 1943 nous vient du compte-rendu d'un pilote américain interrogé par un officier allemand affecté à la *Kommandantur* d'Auray. Pilote de bombardier B17, Joseph Boyle fut abattu sur la commune de Brech le dimanche 17 mai

⁴⁶ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées considérées comme anti-nationales par les autorités d'occupation, Rapports mensuels ou bimensuels 1940-1944, Brigade de Gendarmerie d'Etel, Procès verbal du 22/07/1941, cote 1526W214.

⁴⁷ Hameau situé à 1500 mètres du bourg de Belz.

1943 après avoir participé à un bombardement sur Lorient. Capturé, il fut interrogé à Auray par un jeune officier allemand qui avait fait ses études en Angleterre avant la guerre. Lorsque Boyle lui demanda son sentiment sur la situation, l'allemand décrivit combien l'hostilité de la population locale était palpable. Selon ses propos, « *quand il marchait dans la rue, personne ne le regardait, ni ne lui adressait la parole et il s'attendait à être abattu dans le dos* ».

1.2.2. Les premiers foyers d'opposition

Dans ce contexte, tout en observant un large rejet de l'occupant, l'idée de résister suscita des réactions variées. Sans qu'il s'agisse d'une spécificité locale, les attentistes furent légion et côtoyèrent quelques individus qui par conviction politique ou intérêt choisirent de coopérer avec l'occupant.

À côté de quelques isolés qui agissaient seuls ou pour des réseaux professionnels, les cellules communistes du pays d'Auray et la communauté militaire de la garnison de Vannes vont constituer les premiers môles de Résistance organisée.

1.2.2.1. La communauté militaire

Quelques mots tout d'abord au sujet de la garnison de Vannes où stationnait avant la guerre le 505^{ème} Régiment de Chars de Combat (RCC) et le 35^{ème} Régiment d'Artillerie Divisionnaire (RAD). Le 505^{ème} RCC constitua le véritable creuset de la future Résistance de l'Armée dans le Morbihan. Au moment de la mobilisation, ce régiment arma deux bataillons de chars de combat (BCC) qui furent intégrés en janvier 1940 à l'une des quatre divisions cuirassées de réserve (DCR) de l'Armée française, la 2^{ème} DCR. Equipés de chars légers de type Hotchkiss 39, le 27^{ème} BCC était commandé par le chef d'escadrons Aubert et le 14^{ème} BCC avait pour chef le chef d'escadrons Cornic. Ces deux unités constituèrent la 4^{ème} demi-brigade de la 2^{ème} DCR sous les ordres du lieutenant-colonel Golhen. Le journal de marche et des opérations de la 2^{ème} DCR précise que cette demi-brigade était constituée de Bretons un peu âgés *mais très solides et très dévoués*.

En mai 1940, la 2^{ème} DCR était une unité de la réserve générale. Placée sous les ordres du général Georges, commandant en chef le front du Nord-Est, il était prévu qu'elle manœuvrât en direction de la Hollande en cas d'attaque allemande. Au déclenchement de l'offensive, cette division va être engagée dans l'Aisne au Nord de la Forêt de Saint-Gobain. Entre le 14 et le 20 mai, elle va littéralement se faire détruire sur place. Seuls quelques éléments isolés participeront aux côtés des Anglais le 4 juin suivant à l'offensive contre Abbeville.

À la tête des unités de ce régiment, on retrouve un nombre important de futurs acteurs de la Résistance dans le Morbihan. La 2^{ème} compagnie du 27^{ème} BCC était ainsi dirigée par Jean Muller⁴⁸ de Crach. Celui-ci se distingua notamment lors des combats sur l'Oise, les 16 et 17 mai 1940. Quelques jours plus tard, lors des combats d'Abbeville, les lieutenants Fay et de Lantivy commandèrent la 1^{ère} et la 3^{ème} compagnie du 27^{ème} BCC. Ces trois officiers rejoindront en septembre de la même année les rangs du réseau « Hector ». Une autre recrue du 505^{ème} RCC, Guy Lenfant, fera aussi beaucoup parler de lui dans la Résistance. Sous le pseudonyme la « Panthère Noire », Lenfant deviendra en décembre 1942, le chef régional du bureau des opérations aériennes (BOA) du BCRA. En 1940, il avait été mobilisé dans l'un des deux bataillons du 505^{ème} RCC. Volontaire pour participer à

⁴⁸ Service Historique de la Défense, DIMI Résistance, dossier FFI Jean Muller, cote 16P437019.

l'opération franco-britannique contre Narvik en janvier 1940, il ne participera pas à la campagne de France.

Forts de leur expérience opérationnelle, les militaires, en retraite ou d'active, deviendront naturellement les premiers cadres des organisations de Résistance liées à l'Armée. Une autre structure issue du monde militaire joua un rôle non négligeable dans le recrutement notamment des hommes de troupe. Il s'agissait des cours de préparation militaire dispensés par les gendarmes des brigades départementales. Dans notre secteur, au moins deux brigades, Auray et Pluvigner, organisèrent régulièrement des cours d'instruction militaire avant le déclenchement de la guerre. Futur sous-officier à la 2^{ème} compagnie du bataillon, Francis Massé avait suivi les cours organisés par les gendarmes d'Auray. À Pluvigner, la Société Agréée du Gouvernement (SAG) organisa deux périodes de formation en 1938 et 1939. Autre futur cadre du bataillon, le gendarme Albert Fayot délivrait généralement le week-end une instruction militaire de base aux jeunes hommes volontaires de la circonscription. Deux préparations eurent lieu en 1938⁴⁹. Les neuf inscrits suivirent l'ensemble des séances. L'année suivante, deux périodes furent également organisées. Malgré l'approche de la guerre, cinquante-deux garçons firent acte de volontariat. Expliquant que le recrutement s'opérait par voie de presse ou par l'action personnelle des militaires de la brigade, la gendarmerie de Pluvigner ajouta dans un rapport daté du 8 avril 1939, que 25% des jeunes gens concernés dans la circonscription suivait l'instruction dispensée⁵⁰.

1.2.2.2. Les foyers communistes

Le second foyer d'opposition au régime en place fut constitué par les anciennes cellules communistes de Lorient et du pays d'Auray. Leur montée en puissance se fit dans un contexte politique peu favorable.

En 1940, le parti communiste (PC) morbihannais connaissait en effet de nombreuses difficultés. Outre les dissensions internes suscitées par la signature du pacte germano-soviétique et les appels ultérieurs à la fraternisation avec les troupes allemandes⁵¹, il eut à exister sur le terrain politique malgré la clandestinité imposée par sa dissolution en septembre 1939. Avant d'envisager la lutte armée, il s'agissait donc de rebâtir une structure politique viable en prenant appui sur les cellules qui existaient avant la guerre dans les principaux fiefs communistes du département. Pour ce faire, le parti désigna à l'été 1940, un responsable politique régional, Venise Gosnat, lequel fut secondé par un représentant pour le Morbihan et le Finistère, Alain Le Lay. Ce dernier va réorganiser les secteurs de Pontivy, Ploërmel, Vannes mais sera surtout présent à Lorient et Auray.

Dans ce secteur, le PC était en effet fortement implanté du fait de la présence des arsenaux de la Marine et des fonderies de la région d'Hennebont. À Auray, le creuset communiste se situait dans le quartier de la gare. À proximité, deux autres cellules avaient également continué à subsister, l'une à Quiberon, l'autre à Camors. Sur les sept cellules d'origine, trois furent établies dans le pays d'Auray. Conscient du potentiel de la région, Alain Le Lay lui réserva par conséquent sa première reconnaissance en septembre 1940. Il fut hébergé quartier Kerdrain par Guillaume Perron, mécanicien de route au dépôt d'Auray.

⁴⁹ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante au départ (R/2), 4 janvier 1939 au 6 février 1942, p74, Cote 56E106.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Hervé Le Boterf, *La Bretagne dans la guerre*, France Empire, mars 2002, p68.

1.2.2.2.1. La cellule d'Auray

La cellule communiste de la ville d'Auray bénéficia principalement du potentiel militant représenté par les cheminots de la gare.

En 1940, le dépôt des chemins de fer d'Auray comptait près de quatre cent agents. Le service d'exploitation en employait quant à lui un peu moins de cent quarante⁵². Bien que les cheminots du dépôt fussent largement acquis aux idées de la 3^{ème} Internationale, l'effectif des membres titulaires de la cellule politique resta relativement faible. Les rapports d'interrogatoires des ex-militants concordent sur le chiffre d'une vingtaine d'affiliés officiels. Ces rapports donnent par ailleurs de nombreuses informations sur la structure de la cellule et ses activités dans l'entre-deux guerres. Selon les procès-verbaux de la police lorientaise⁵³, la cellule connut une période d'expansion initiale entre 1927 et 1929. Après une phase de mise en sommeil non expliquée, elle retrouva une certaine vigueur en 1934-35. Ancien combattant et grand blessé de 1914-1918, Jean Albessard habitait à Auray depuis 1924. En 1936, il intégra la cellule et en fut rapidement nommé secrétaire. Interrogé⁵⁴ à plusieurs reprises entre 1940 et 1943 par le commissariat spécial de Lorient, Albessard décrivit avec précision ses activités à la tête de la section. Tout en cherchant à minimiser son rôle de secrétaire, il expliqua que la cellule organisait une réunion mensuelle et faisait un peu de propagande politique en ville. Un autre volet de son action concernait le recrutement des nouveaux adhérents. Toujours selon Albessard, le dépôt de la gare ne relevait pas de sa compétence ce qui suppose qu'une seconde cellule communiste existait dans ce quartier. Ce dernier point n'est confirmé par aucune autre archive. Cette déclaration fut recueillie en 1941 dans le cadre d'une affaire d'activisme communiste qui ébranla la presqu'île de Quiberon⁵⁵. Ce point semble donc plutôt relever d'un souci de ne pas apparaître lié avec des milieux qui dès cette époque furent très surveillés par les services de la police spéciale de Lorient. Dans les faits, il n'exista donc qu'une cellule communiste à Auray. Les réunions se déroulaient dans le quartier de la gare où résidait l'essentiel de ses membres. Tous les dimanches, des militants vendaient le journal « *l'Humanité* » dans deux secteurs déterminés, le centre-ville et le quartier de la gare⁵⁶. En outre, une structure caritative proche du parti communiste était également implantée en ville. Militant communiste, Henri Conan dirigeait ainsi l'antenne alréenne du Secours Populaire Français. Conan remplaça Albessard aux fonctions de secrétaire de cellule en février 1938. Suite à des désaccords avec les dirigeants du parti communiste, Albessard fut en effet expulsé du parti. Personnage complexe, Jean Albessard ne rompit jamais complètement avec ses anciens camarades politiques et demeura proche des milieux communistes alréens. Nous verrons que son destin fut étroitement lié à l'histoire du 2^{ème} Bataillon. Son parcours connut un épilogue tragique en août 1944. Dans des circonstances sur lesquelles nous reviendrons plus tard, Jean Albessard sera en effet exécuté près d'Auray par une équipe de parachutistes SAS et de membres de la 1^{ère} compagnie du bataillon⁵⁷.

⁵² ADM 1526 W 216 : 136 en mars 1942, chiffre resté stable depuis le début de la guerre.

⁵³ ADM Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Albessard Jean, cote 1526 W 181.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.* Affaire Adolphe Coïc.

⁵⁶ ADM Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1941, Conan Henri, cote 1526 W 178.

⁵⁷ ADM Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Albessard Jean, cote 1526 W 181

De 1938 à 1939, la cellule communiste fut donc dirigée par Henri Conan. Celui-ci exerça cette activité jusqu'à sa mobilisation dans la Marine le 28 août 1939. Les effectifs militants varièrent, selon les témoignages, de quinze à vingt membres. Les fidèles côtoyaient des individus un peu plus instables dont la durée d'adhésion ne dépassa pas un an. Etablie à partir des archives du commissariat spécial de Lorient, la liste de militants communistes présentée ci-dessous n'est peut-être pas complète. Un recoupement avec les archives du comité départemental du PCF permettrait certainement d'apporter de précieuses informations complémentaires. En première approche, elle donne toutefois une idée du profil sociologique des intéressés :

Liste des membres ou sympathisants identifiés de la cellule communiste d'Auray

- 1. Albessard Jean, né le 26 décembre 1895, Réformé de guerre, Secrétaire de cellule entre 1936 et février 1938,*
- 2. Conan Henri, 01 janvier 1912, Ouvrier au dépôt SNCF d'Auray, membre de la cellule de janvier 1937 au 28 août 1939, secrétaire de février 1938 au 28 août 1939,*
- 3. Perron Guillaume, Mécanicien de route SNCF, membre de la cellule,*
- 4. Perrault Louis, Chauffeur-ajusteur SNCF, membre de la cellule,*
- 5. Troadec Jean, Mécanicien de route SNCF, membre de la cellule,*
- 6. Bardoul Joseph, Ouvrier au dépôt SNCF, membre de la cellule,*
- 7. Labbé Louis, Mécanicien de route SNCF, membre de la cellule,*
- 8. Le Rouzic Joseph, 1^{er} septembre 1891, Mécanicien de route SNCF en retraite, membre de la cellule,*
- 9. Guérin Pierre, 2 novembre 1879, Retraité SNCF, membre de la cellule,*
- 10. Criaud Louis, 31 juillet 1906, Employés SNCF, membre de la cellule,*
- 11. Jaffré Léon, Employés SNCF, membre de la cellule,*
- 12. Jean Marca, 31 juillet 1920, Chauffeur stagiaire à SNCF, sympathisant*
- 13. Pasco Jean-Marie, 17 février 1903, Marchand de chaussure, membre de la cellule,*
- 14. Quelven, Marchand ambulancier, membre de la cellule,*
- 15. Le Floch Joseph, le 08 octobre 1915, Manœuvre, membre de la cellule,*
- 16. Le Floch Georges, membre de la cellule,*
- 17. Bonnac Roger, 10 janvier 1910, Marin-pêcheur, membre de la cellule en 1937, sympathisant à la cause ensuite,*
- 18. Le Grand Robert, Directeur de cinéma, membre de la cellule,*
- 19. Nicol, nom cité à plusieurs reprises mais sans autre élément.*

Sur dix-neuf personnes identifiées en 1940, on note que onze membres étaient employés ou retraités de la SNCF. Cette répartition confirme la forte implantation communiste au sein des cheminots de la gare. Tous sont des hommes. Aucune archive ne mentionne la présence de femmes au sein de la cellule alréenne. L'âge moyen des intéressés est relativement élevé mais correspond globalement à la situation des partis de l'époque.

Dès 1940, les services du commissariat spécial de Lorient établirent une surveillance resserrée des cellules communistes du département. En juillet 1941, un mois après le début

de l'offensive allemande en Russie, la préfecture établit à partir des éléments recueillis une liste de personnes ayant appartenu au parti dissous. Le document cibra les membres des administrations d'Etat. En raison de leur appartenance à la SNCF, sept des anciens membres de la cellule alréenne furent proposés par l'autorité de police lorientaise pour figurer sur la liste préfectorale⁵⁸. Un huitième, Roger Bonnac, fut également retenu car ses relations supposées avec des communistes espagnols lui avaient valu une enquête en septembre 1940⁵⁹. En validant les noms proposés, le préfet lia le destin de ces personnes aux aléas de l'actualité opérationnelle morbihannaise. Lorsqu'il fallait livrer des otages après une attaque terroriste, la préfecture privilégiait en effet ce vivier humain pour donner satisfaction aux Allemands. Albessard, Bonnac, Guérin, Le Rouzic et Quelven feront ainsi l'objet d'un internement administratif de quelques mois en 1943.

Cette surveillance étroite ne se limitait pas aux seuls suspects. La famille proche des intéressés fit également l'objet d'une certaine attention, surtout si elle travaillait dans une administration d'Etat. Employée au bureau de la police générale de la préfecture de Vannes, Georgette Troadec fut elle-même surveillée dès août 1941, moins d'un mois après l'inscription de son père Jean sur la liste préfectorale⁶⁰.

1.2.2.2.2. La cellule de Quiberon

La seconde cellule communiste du pays d'Auray était implantée à Quiberon. Les recherches n'ont permis de mettre à jour que peu d'éléments sur sa structure. Composée de personnes originaires de la presqu'île, la cellule développa avant guerre un fort activisme politique. Avec la dissolution du parti en 1939, la cellule se mit en sommeil. Malgré cela, le nombre de militants communistes augmenta sous l'effet de l'afflux des réfugiés.

Les arrestations de l'été et de l'automne 1941 donnent toutefois une idée du nombre et de l'origine des membres de la cellule. Les « réunions-causeries » évoquées plus haut donnèrent en effet lieu à une vague d'arrestation au cours de la deuxième semaine d'août. Outre la propriétaire du bar où se déroulèrent les deux réunions visées, huit autres personnes furent interpellées sur ordre de la *Kreiskommandantur* de Lorient par les hommes du commissariat spécial. Selon ce service, il s'agissait d'anciens militants de la cellule⁶¹. Trois instituteurs dont une directrice d'école, un retraité, deux marins pêcheurs, une gérante de coopérative et un marchand ambulant furent arrêtés et conduit à la prison de Lorient. Les intéressés y séjournèrent jusqu'au 28 octobre, date de leur libération. Seul, Adolphe Coïc sera maintenu en détention et transféré peu après à la prison de Vannes. Au plan pénal, son cas était plus grave. Lors des perquisitions qui avaient accompagné les arrestations d'août, des journaux interdits, « l'Humanité » et « l'Avant-garde », avaient été découverts dans sa maison. Jugé par un tribunal militaire allemand, Coïc sera finalement déporté et décèdera dans un camp de concentration.

Cet épisode fera prendre conscience aux militants du danger représenté par leur engagement. Alors que jusqu'à l'été 1941, les anciens membres de la cellule n'avaient pas hésité à afficher ouvertement leurs opinions dans les bars du port de Quiberon, la déportation de Coïc incita à plus de prudence. Chacun adopta dès lors une attitude plus proche des canons de l'action clandestine. Enfin, en plus des membres arrêtés en août, des

⁵⁸ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1941, Conan Henri, cote 1526 W 178.

⁵⁹ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1940, Bonnac Roger, cote 1526 W 177.

⁶⁰ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1941, Troadec Georgette Roger, cote 1526 W 184.

⁶¹ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Bulletins hebdomadaires 1941, cote 1526 W 174.

employés de la SNCF, furent également interpellés en octobre 1941 pour sympathies communistes⁶². En dehors de ces interpellations, toutes réalisées sur dénonciation, les autres militants communistes furent personnellement surveillés par la gendarmerie ou par les services omniprésents de la police spéciale lorientaise.

En définitive, les effectifs de la cellule quiberonnaise avoisinèrent donc ceux de la cellule alréenne. Malgré des effectifs réduits, ces hommes et femmes pratiquèrent, comme put le lire en janvier 1941 le préfet du Morbihan, « *une propagande intense pour le communisme et contre le gouvernement* »⁶³.

1.2.2.2.3. La cellule de Camors

La dernière cellule communiste de la région d'Auray fut celle de Camors. Situé quelques kilomètres plus au Nord dans l'intérieur des terres, Camors était à l'époque un petit bourg, voisin d'un vaste massif forestier. L'expansion de cette localité remontait à la construction en juin 1898 d'une gare destinée notamment au transport du bois de mine produit dans les forêts proches. Pays de bûcherons et de sabotiers, la forêt de Camors était ce que l'on appelle en Bretagne une « Terre rouge ».

En mai 1942, la gendarmerie de Pluvigner dressa, sur demande de son échelon hiérarchique, une liste des communistes de la circonscription⁶⁴. Six noms de personnes résidant toutes à Camors y figuraient :

- *Le Floch Jean-Marie, né le 12 février 1871 à Camors, Sabotier à Camors,*
- *Jarno Jean, 13 février 1888 à Camors, Commerçant au bourg de Camors,*
- *Le Carff Toussaint, né le 8 octobre 1913 à Guémené sur Scorff, Instituteur laïque à Camors,*
- *Le Goff Noël, né le 25 décembre 1894 à Camors, Sabotier à Camors,*
- *Dervout René, né le 20 mars 1911 à Lorient, Instituteur laïque à Camors.*

De cette liste, deux noms doivent être particulièrement soulignés, René Dervout et Toussaint Le Carff. Instituteurs laïques de profession, ils exerçaient une grande influence politique sur le territoire de la commune depuis le milieu des années 1930.

Arrivé à Camors en 1935, Dervout avait été l'un des fondateurs de l'école publique communale. Lors de la cérémonie d'inauguration en 1936, il s'était illustré en organisant une démonstration politique après le départ des autorités civiles. Drapeau rouge en tête, il avait conduit dans les rues du bourg de Camors un cortège de sympathisants au son de « l'Internationale »⁶⁵.

Lors des campagnes électorales, il mettait par ailleurs ses qualités d'orateur au service des candidats communistes du département. La police lorientaise souligna qu'il s'était notamment distingué dans ce rôle lors de l'échéance électorale de 1937.

⁶² ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1941, Mario Edouard et Hervé Benjamin, cote 1526 W 180.

⁶³ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1941, Dossier Le Buhé, cote 1526 W 179.

⁶⁴ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance confidentielle, 1940-1947, p162, Cote 56E109.

⁶⁵ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Dossier Dervout Le Carff, cote 1526 W 182.

Qualifié de « *sectaire et d'anticlérical acharné* »⁶⁶ par le maire de l'époque, Dervout jouera un rôle clé dans la constitution des groupes de Résistance du secteur de Camors. Son action ne se limitera toutefois pas au territoire de sa commune. L'aura politique acquise au niveau départemental lui fera rencontrer de nombreux cadres résistants issus des milieux politiques d'avant-guerre. Il recevra à plusieurs reprises un grand nom de la Résistance morbihannaise, l'instituteur alréen Joseph Rollo⁶⁷. Futur dirigeant du mouvement « Libération-Nord », Rollo affichera une grande proximité de vues avec les responsables départementaux de l'ORA à partir de 1943.

Toussaint Le Carff était lui aussi instituteur laïque à l'école publique de Camors. Sympathisant communiste plus que militant officiel, il n'en resta pas moins un soutien indéfectible de son collègue de travail durant toute l'occupation. Autre personnalité issue de la cellule communiste de Camors dont on retrouvera plus tard la trace dans le mouvement « Libération Nord », Noël Le Goff. Sabotier de profession, il dirigera sous les ordres de Dervout un groupe armé recruté à Camors.

Cette courte présentation des cellules communistes du pays d'Auray donne une idée assez juste du potentiel résistant de ce milieu. Bien que les effectifs aient été relativement faibles, l'influence exercée dans des catégories socio-professionnelles sensibles aux idées de « Gauche » fut bien réelle.

Globalement 1940 et le premier semestre 1941 auront été des périodes de restructuration. L'activisme fut faible et se résuma à quelques actes de propagande. La discrétion observée va toutefois permettre de creuser les fondations de la future organisation politico-militaire dont l'architecture sera élaborée en 1941.

⁶⁶ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Dossier Dervout Le Carff, cote 1526 W 182.

⁶⁷ *Ibid*

1.3. Les premières actions : Entre activisme politique et recherche du renseignement

Alors que la majorité de la population morbihannaise observa une prudente neutralité face à un occupant dominateur, les premières actions contre l'occupant se firent jour dès l'été 1940. Spontanées ou organisées par des réseaux professionnels, les premières organisations liées à l'Armée, dont le réseau « Hector », s'attachèrent avant tout à la recherche du renseignement. À partir de 1941, elles vont côtoyer les groupes d'obédience communiste dont l'activisme politique prime sur toute autre forme d'action.

1.3.1. Les actions isolées, évasions et sabotages

L'idée de résister ou simplement de réagir à l'occupation allemande n'avait pas attendu l'arrivée des émissaires des mouvements pour germer dans les esprits alréens. Née de manière quelque peu spontanée, la Résistance se manifesta dans un premier temps par une série d'actes individuels de portée variable.

La première façon de « résister » consistait à écouter radio Londres. Bien qu'une large partie des postes radio avait été confisquée dès l'été 1940, toutes les divisions allemandes stationnées en Bretagne signalaient que « *la population écoutait massivement la radio anglaise et qu'elle accordait foi à ses émissions* »⁶⁸. La fonction première de la radio anglaise en langue française était d'informer les territoires occupés. Soumise aux actualités de propagande diffusées lors des séances de cinéma ou à une presse inféodée au gouvernement, la population prit très tôt l'habitude d'écouter la radio anglaise pour obtenir des informations jugées plus fiables.

Le champ d'action de cette radio ne se limita pas à cette seule dimension. Dès 1941, elle fut utilisée par Londres pour conduire des opérations d'information relevant de la guerre psychologique.

Selon l'état-major du 25^{ème} CA, Londres adressa aux territoires occupés des messages de désobéissance civile au moins à trois reprises pendant l'année 1941. Le 1^{er} janvier, il fut ainsi demandé de ne pas sortir de chez soi⁶⁹. Le 11 mai, jour de la fête de Jeanne d'Arc, le général de Gaulle souhaitait voir s'organiser des manifestations silencieuses⁷⁰. Plus surprenant, un appel de Londres demanda à la population de se figer à l'endroit où elle se trouvait le 31 novembre entre 16 heures et 16 heures 05⁷¹. Dans l'ensemble, ces appels eurent peu de succès auprès des Bretons. Seule la manifestation du 11 mai connut un certain écho à Lorient.

La radio fut aussi utilisée comme arme psychologique. Début septembre 1941, l'état-major de la 205^{ème} division rapportait que la radio anglaise faisait courir le bruit d'un prochain débarquement des alliés sur la côte occidentale. Les Allemands ne semblent toutefois pas avoir attaché beaucoup d'importance à cette possible opération dont la date, le 15 septembre, leur était même connue. Face à ce phénomène, la 205^{ème} ID demanda la confiscation systématique des postes de radio.

⁶⁸ Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p10.

⁶⁹ Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p13.

⁷⁰ *Ibid*, p22.

⁷¹ *Ibid*, p70.

La seconde forme de réaction, largement observée en pays d'Auray, consistait à inscrire des graffitis dans la rue, sur les murs des bâtiments publics ou moins glorieusement dans les urinoirs. Les « V » de la victoire commencèrent dès 1940, à couvrir les murs des villes bretonnes. En réaction, l'état-major du 25^{ème} CA lancera une opération contre-subversive, baptisée « Victoria ». Sous les coups de pinceaux des Allemands, les « V » gaullistes devinrent des « Victoria » germaniques en référence, semble-t-il, au célèbre *Roma Victoria* de l'antiquité.

Face à ces mesures, les auteurs français, réagirent également à leur tour. Dans la presqu'île de Quiberon, les habituels « V » devinrent donc « HV »-Hitler Vaincu ou « VS »-Victoire Sécurité⁷². Ces graffitis s'étendirent à la zone de responsabilité de la 205^{ème} division, principalement dans le secteur de Vannes.

La forme suivante de réaction à l'ennemi consistait à rejoindre l'Angleterre. Cette option attira généralement les individus les plus jeunes. L'engagement était lourd de conséquences car il fallait alors abandonner sa famille pour une durée indéterminée. Contrairement au Finistère où de nombreuses évasions eurent lieu par mer, au pays d'Auray on cherchera plutôt à rejoindre Londres par la zone libre.

À Quiberon, trois jeunes gens, Roger Vinet, 20 ans, son frère Marcel, Le Hin Louis, 20 ans, Le Guennec Hervé, 19 ans et un camarade de Vannes, Joseph Le Pallec, quittèrent la presqu'île le 23 décembre 1940 dans l'espoir de rejoindre Londres par l'Espagne⁷³. Bloqués à Perpignan, ils décidèrent finalement le 10 janvier de rentrer à Quiberon en projetant de rejoindre l'Angleterre cette fois par bateau à partir de La Trinité sur Mer. Seul Marcel Vinet resta en zone libre car il était recherché par les Allemands depuis son évasion du *Frontstalag*⁷⁴ de Saint-Mihiel en septembre 1940. Sur le trajet retour, ils furent arrêtés à Angoulême par les services de sécurité allemands et incarcérés au fort du Hâ près de Bordeaux. L'enquête ne permettra pas d'établir que les intéressés cherchaient à rejoindre l'Angleterre. Finalement, ils seront condamnés à une courte peine de prison pour franchissement non autorisé de la ligne de démarcation. En 1944, Roger Vinet et Hervé Le Guennec rejoindront le premier maquis organisé du Morbihan avant de servir dans les rangs de la 4^{ème} compagnie du bataillon. Louis Le Hin servira quant à lui dans les rangs de la compagnie FTP de Quiberon. Suivant leur exemple, cinq autres jeunes quiberonnais, Gougec Roger, 20 ans, Poupert Edgar, 22 ans, Gallen Marcel, 22 ans, Guyonvarch Paul, 23 ans et Perion Louis, 33 ans, tenteront l'aventure quelques semaines plus tard en janvier 1941.

À Brech, deux futurs membres du bataillon, Julien Danic et Georges Moizan, projetèrent également avec deux autres camarades de rejoindre l'Angleterre. Le plan échoua. En mars 1941, Moizan accompagnera cependant son cousin François en zone libre où ils s'engageront dans un régiment d'infanterie. À la même époque, deux autres brechois, René Le Rol et André Le Blay réussirent après quelques déboires à rejoindre l'Afrique du Nord et participeront ensuite aux campagnes militaires de Tunisie, d'Italie et de France.

Chaque commune du pays d'Auray connut ainsi son lot d'évasions. Aucune statistique n'existe sur le sujet. Outre les exemples de Quiberon et Brech, une première estimation permet toutefois d'évaluer leur nombre à moins d'une dizaine par commune. Seule la presqu'île de Quiberon semble avoir suscité des vocations plus nombreuses. Pour des raisons de sécurité faciles à comprendre, on observe que ces aventures s'opéraient dans un cadre familial restreint ou au mieux élargi à quelques amis de confiance. Ces évasions

⁷² Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p35.

⁷³ Archives Roger Vinet, Rapport de la brigade de gendarmerie de Quiberon du février 1941.

⁷⁴ Type de camp de prisonniers allemand installé temporairement dans la zone des opérations.

eurent lieu pendant les deux premières années de l'occupation. Le renforcement des mesures de surveillance allemandes et l'aggravation du contexte opérationnel au cours de la période 1942-1943 rendront progressivement plus difficile ce type de tentative. Trois très jeunes gens de Saint Philibert, Roger Le Borgne, René Audran et Pierre Rozo tenteront quand même leur chance pendant l'été 1942. Les deux premiers avaient 19 ans, le dernier 17 ans et demi. Arrêtés le 19 août en Charente alors qu'ils tentaient de franchir la ligne de démarcation, ils furent eux aussi incarcérés au fort du Hâ. Mais contrairement à Roger Vinet et ses camarades, ils ne seront jamais relâchés et leur détention s'achèvera tragiquement. Les deux aînés seront fusillés comme otages après l'assassinat d'un officier allemand. Le jeune Rozo sera quant à lui déporté et mourra dans un camp de concentration⁷⁵.

De toutes ces actions, il ressort un point, la jeunesse des protagonistes. Le 25^{ème} CA notera d'ailleurs dans un rapport d'opinion daté d'avril 1941 que « *Partout, c'est la jeunesse qui apparaît comme le protagoniste de l'idée gaulliste* »⁷⁶. Le document confirme aussi l'analyse terre-mer réalisée dans le chapitre précédent en soulignant que « *l'adhésion à de Gaulle apparaît plus fortement dans la région côtière que dans l'intérieur des terres* ».

Les Allemands feront toutefois la distinction entre le comportement « national » de la jeunesse et les agissements d'individus qui relevaient moins du patriotisme que de l'incivilité. Toujours dans le rapport d'avril 1941, il fut donc noté que « *se mêle aux jeunes 'nationaux', la populace qui, dans son penchant naturel pour l'agitation et la subversion, soutient conformément à ses vues, les manifestations primitives de la propagande gaulliste - peintures croix de lorraine et de « V » - et affiche une attitude anti-allemande – insultes grossières contre les soldats* ».

Ces rapports montrent enfin combien les Allemands s'efforcèrent d'identifier les moteurs de la contestation. Dès janvier 1941, c'est à dire un mois après le début officiel des activités de l'état-major du 25^{ème} Corps d'Armée, cet organisme relèvera que « *la jeunesse était fortement représentée dans le groupe des opposants à l'occupation.* ». Il ajoutera aussi que le corps enseignant et le clergé furent certainement à cet égard, des « *éléments moteurs pour influencer la jeunesse dans un sens hostile à la collaboration* »⁷⁷.

Provocations, graffitis, évasions, ces actes furent principalement réalisés par des individus isolés sans relation établie avec un mouvement officiel. Les attaques directes contre l'occupant restèrent marginales jusqu'en 1942. Jugeant cette forme d'action peu compatible avec la discrétion nécessaire à la recherche du renseignement, les membres des premiers réseaux structurés de la région alréenne évitèrent de se faire remarquer ainsi. L'incompatibilité des modes d'action devint même source de tensions entre un mouvement politique et un réseau du secteur. Afin de dissuader quelques activistes d'attirer l'attention dans un secteur clé de sa zone de recherche, au moins un agent de renseignement alréen n'hésitera pas à solliciter l'aide de gendarmes acquis à la cause gaulliste⁷⁸. Pendant la période 1940-1941, seul un acte de sabotage opérationnel fut réalisé dans le secteur d'Auray. Le 10 janvier 1941, Roger Le Bayon de Quiberon provoqua le déraillement d'un train de transport d'artillerie allemande. Trois wagons furent renversés et le convoi retardé

⁷⁵ Roger Le Roux, *Le Morbihan en guerre 1939-1945*, Imprimerie Joseph Floch, 1981, p162.

⁷⁶ Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p27.

⁷⁷ Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p16.

⁷⁸ Témoignage Roger Vinet, août 2009

de 48 heures⁷⁹. Moins d'un mois plus tard, il rompra définitivement avec cette forme d'action. Présenté personnellement à Gilbert Renault qui habitait à Vannes à l'époque, il deviendra le chef de l'antenne quiberonnaise du réseau de Rémy, « La Confrérie Notre Dame ». Responsable d'une petite entreprise de transport travaillant principalement au profit de la gare SNCF de Quiberon, il fournira notamment un descriptif des défenses de Belle-île en 1941⁸⁰.

1.3.2. L'activisme politique des foyers alréens

Outre ces actions plus spontanées que coordonnées, l'activisme de nature politique va battre son plein à partir de janvier 1941. Répondant aux directives nationales, les cellules communistes vont observer une grande discrétion jusqu'en juillet 1941. Dans ses rapports mensuels vers la préfecture, le commissariat spécial de Lorient ne nota aucune activité communiste ou autre au cours du premier semestre 1941. Par contre, dès le 11 novembre 1940, des affiches manuscrites favorables au général de Gaulle avaient été placardées à Auray. Dans la nuit du 14 au 15 janvier 1941⁸¹, des papillons anti-allemands pro-gaullistes avaient également été distribués en ville. De plus deux jeunes filles d'Auray, mesdemoiselles Lothodé et Dallet, avaient cette même nuit déployé deux drapeaux britanniques, l'un près de l'hôtel de ville, l'autre contre l'une des deux écoles du quartier de la gare. En représailles, la *Krieskommandantur* de Lorient prit la décision d'interdire toute circulation entre dix-neuf heures et huit heures ainsi que l'accès pour la population civile aux hôtels, restaurants et bars entre dix-sept heures et huit heures. Nous sommes donc loin de non-événements. Mais sans doute faut-il y voir une certaine orientation en faveur des groupes gaullistes de la part du commissaire de la police spéciale lorientaise.

Du côté communiste, la situation qui avait prévalu avant l'attaque allemande en Russie continuera à affecter le comportement des organes de sécurité, police et gendarmerie, de Vichy. Conscients, des menaces pesant sur leur tête, les militants inscrits sur la liste préfectorale en août, resteront tout particulièrement discrets. Ils continueront toutefois à être suspectés de se livrer occasionnellement à un prosélytisme politique clandestin⁸². Dans ce contexte une nouvelle génération de militants ou de sympathisants va émerger. Moins surveillés par une police lorientaise qui se focalisa littéralement sur les militants d'avant-guerre, des hommes comme Jean Marca, Henri Dellile⁸³ ou François Caradec⁸⁴ vont progressivement être amenés à jouer des rôles de premier plan. Au niveau régional, les Allemands feront une analyse similaire de l'action du parti communiste. Tout en mentionnant que le PC dirigeait ses attaques aussi bien contre le gouvernement de Vichy que contre l'organisation du général de Gaulle, les actes contre les troupes d'occupations restaient très marginaux. En février, ils concluaient par conséquent qu'il n'y avait « *aucun danger à craindre de ce côté là, la majorité des ouvriers, même s'ils sont d'opinion foncièrement anti-allemande, étaient avant tout heureux d'avoir du travail* »⁸⁵. En mars, les Allemands n'observèrent pas d'évolution de l'activisme communiste et soulignèrent

⁷⁹ Roger Le Roux, *Le Morbihan en guerre 1939-1945*, Imprimerie Joseph Floch, 1981, p79.

⁸⁰ *Ibid*, p94.

⁸¹ *Ibid*, p80 et 81.

⁸² ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Agents de la SNCF suspectés ou condamnés de propagande communiste et gaulliste, 1941-1944, cote 1526 W 216.

⁸³ Cheminot communiste habitant à Brech, il deviendra en 1942 le responsable du Front National entre Lorient et Vannes.

⁸⁴ Cheminot originaire de Brech, il deviendra avec ces deux frères un membre actif des groupes communistes de sabotage en 1943.

⁸⁵ Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p16.

même qu'il était « *frappant de constater l'absence de contre-propagande communiste, qui devrait pourtant rencontrer un beau succès, précisément chez les ouvriers* »⁸⁶.

À partir de l'été 1941, les rapports allemands du 25^{ème} CA tout comme ceux de la police lorientaise se recourent pour décrire une évolution sensible de la situation. On observe toutefois un décalage entre les deux analyses laissant supposer que les Renseignements Généraux du département cherchèrent dans les premiers temps à minimiser l'ampleur du phénomène.

Le 30 juillet, l'état-major de La Baule faisait ainsi remarquer que la propagande communiste déployait une intense activité⁸⁷ dans toute sa zone. En outre, la 205^{ème} ID, implantée rappelons-le à Auray, complétait cette information en ajoutant que les centres de la propagande communiste se trouvaient à Saint Nazaire, Carnac et Quiberon tandis que les principaux foyers du mouvement gaulliste se situaient à Quiberon, Vannes et Nantes. Malgré la faiblesse démographique de Carnac et Quiberon⁸⁸, les deux petites villes essuient vaillamment la comparaison avec de grands centres urbains comme Vannes ou Nantes. Ce rapport confirme dans tous les cas, l'importance de l'activisme politique en pays d'Auray.

Malgré cela l'analyse de la police se montra moins alarmiste. Le 31 juillet, elle avança au sujet du PC que le parti dissous ne s'était reconstitué ni à Lorient, ni à Hennebont ou Auray. Ce rapport ajoutait au sujet d'Auray que l'on ne remarquait ou ne signalait aucune propagande dans les milieux cheminots⁸⁹. Le 4 août, un nouveau rapport reprit la même idée en affirmant que « *les ex-militants du PC ne font pas preuve d'une activité organisée. Seules quelques inscriptions à la craie dans les urinoirs ou les portes de bâtiment sont les manifestations extérieures de leur propagande* »⁹⁰.

Pourtant, le changement fut bien effectif car l'on observa que les actions furent désormais coordonnées, *a minima*, au niveau départemental. Après les événements de début d'année et les « célébrations » de la fête nationale, les premiers actes hostiles à connotation politique vont être observés au courant du mois d'août. À Quiberon notamment, la cellule communiste va nettement extérioriser ses opinions. Le 28 juillet, une action conduite par des auteurs non identifiés avait sonné la fin de la trêve dans la presqu'île. Certaines personnes suspectées de relations avec les Allemands reçurent ce jour là des lettres de menaces. L'affaire remonta aux autorités allemandes et la police secrète militaire (*Geheim Feld Polizei* – GFP) de La Baule reçut l'ordre d'enquêter sur place. Dans ce contexte, les réunions clandestines organisées par la cellule au Café Rose chez madame Omnes vont prendre une tournure tragique. Neuf personnes seront interpellées. Des ramifications seront cherchées dans les milieux communistes alréens. Jean Albessard sera un temps soupçonné d'avoir participé à ces rendez-vous clandestins mais sera finalement blanchi⁹¹. Les arrestations et la déportation d'Adolphe Coïc couperont court à ces manifestations décidément trop visibles.

⁸⁶ *Ibid*, p19.

⁸⁷ *Ibid*, p47.

⁸⁸ Archives départementales du Morbihan, Vannes, *Etat statistique de la population des communes du Morbihan 1806-1975*, cote P1298 XI U 83. Au recensement de 1936, dernière référence démographique avant-guerre, Carnac comptait 3065 habitants dont 798 agglomérés et Quiberon 3446 habitants dont 1668 en ville.

⁸⁹ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Rapports mensuels, 1940-1944, cote 1526 W 173.

⁹⁰ *Ibid*.

⁹¹ ADM Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Albessard Jean, cote 1526 W 181.

À Auray, les militants vont quant à eux organiser une première distribution de tracts dans la nuit du 27 au 28 août. Le 29 une nouvelle distribution nocturne fut signalée par la police. De plus, ces services mentionneront le 3 septembre une recrudescence des inscriptions gaullistes et communistes à Auray. La même semaine, trois autres secteurs du Morbihan, Questembert, Gourin, Lorient avaient été le lieu d'importantes distributions de tracts. Nettement connotés communistes, ces papiers incitèrent les services à enquêter dans le milieu des anciens de la cellule. Sur ordre du préfet, près de dix personnes seront perquisitionnées à leur domicile. Le 2 septembre, deux inspecteurs du commissariat de Lorient effectuèrent une fouille des armoires d'Henri Conan au dépôt. Informés que l'intéressé se trouvait chez sa mère à Lorient, ils prirent aussitôt la direction du port morbihannais. Présent à l'endroit indiqué, Conan sera interrogé et fouillé sans résultats⁹². Trois jours plus tôt, une perquisition avait pris une tournure beaucoup moins favorable pour Georges Le Floch d'Auray. Au domicile de ce dernier furent découvertes ses cartes d'adhérents à l'ancien parti et une photographie de l'ex général de Gaulle. Arrêté le jour même, Le Floch fut incarcéré par les Allemands puis interné au camp de Châteaubriand. Malgré ces arrestations, les distributions de tracts ne cessèrent pas. Le 5 novembre, une affaire de tracts secouera à nouveau la ville d'Auray. Suivant le même mode opératoire, des équipes de deux à trois inspecteurs en civil venus de Lorient procéderont sur ordre de la préfecture à dix perquisitions, deux semaines après le déroulement des faits. Réalisées le 20 novembre, elles ne donneront rien.

Dans un climat rendu délétère par le cycle infernal des dénonciations et des arrestations, de nombreuses lettres de menace vont encore alourdir l'ambiance. Comme à Quiberon fin juillet, des lettres de menace furent adressées en septembre à des collaborateurs d'Auray. Plus risqué, en novembre 1941, le commandant d'arme allemand sera également visé. Une lettre anonyme déposée devant la porte de ses bureaux alréens le menacera de mort s'il venait à arriver quelque chose aux personnes prises en otages après les récentes arrestations de la région⁹³. Une enquête sera confiée à la gendarmerie et à la GFP. Elle ne donnera rien. En représailles, la *Feldkommandantur* de Vannes imposera à Auray une nouvelle période de couvre-feu de vingt heures à six heures. Selon les Allemands, cette lettre souleva une vague d'inquiétude dans une population qui condamna le principe et les auteurs.

Cette recrudescence des distributions de tracts, mais peut-être aussi le peu de résultats obtenus par la police et la gendarmerie française vont inciter les Allemands à prendre en main les recherches. Une perquisition apparemment sans lien avec les distributions de tracts va aboutir à l'arrestation de deux militants communistes alréens et mettre à jour les relations de la cellule alréenne avec les milieux lorientais.

1.3.3. Le réseau « Hector » et la recherche du renseignement

Parallèlement à l'action des cellules communistes, les services de renseignement de Vichy vont implanter dans le Morbihan plusieurs réseaux de renseignement. Le réseau « Hector » va en particulier accueillir de futurs cadres de l'ORA et du 2^{ème} Bataillon FFI.

Créé sous l'impulsion du colonel Alfred Heurteaux, « Hector » fut un réseau de renseignement stratégique piloté par la branche Air des services de renseignement de l'armée d'armistice, le SR Air de Vichy.

⁹² ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1941, Conan Henri, cote 1526 W 178.

⁹³ Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p70.

Ancien élève du lycée Saint François Xavier de Vannes, son fondateur avait été pendant la Première Guerre mondiale un pilote de chasse émérite dont la valeur au combat lui avait valu de multiples décorations. Durant l'entre-deux-guerres, il exerça des fonctions de direction dans l'industrie automobile, notamment chez Renault. À la même époque, il afficha une grande proximité idéologique avec les milieux activistes de l'extrême-droite française. Il fréquenta notamment Eugène Deloncle, créateur du mouvement clandestin « La Cagoule » dont il fut soupçonné d'avoir été un membre du comité directeur. En août 1940, il devint vice-président de la Légion Française des Combattants⁹⁴. C'est donc un officier résolument nationaliste qui à l'automne 1940 établit les bases d'un service clandestin de renseignements en recrutant parmi les anciens combattants et les militaires en congé d'armistice ou à la retraite, les cadres de sa future organisation. Avant de rentrer dans les détails de la structure départementale, analysons comment s'organisèrent au plan national les groupes contrôlés par le colonel Heurteaux.

1.3.3.1. Le réseau national

1.3.3.1.1. La genèse

Comme pour de nombreux autres mouvements, le hasard compta beaucoup dans les débuts d'« Hector ». En août 1940, Heurteaux se trouvait à Vichy où il rencontra un camarade de promotion, le colonel Groussard. Pendant la discussion, celui-ci évoqua les scènes qu'il avait observées lors de l'arrivée des Allemands à Paris. Il affirma avoir conservé « *un souvenir si désagréable, qu'il était décidé à faire quelque chose* ». En réponse, Heurteaux lui déclara qu'il avait lui-même pris quelques mesures préventives, en camouflant de sa propre initiative des armes du groupe de chasse qu'il commandait au moment de la campagne de 1940.

Dans les jours suivants, Heurteaux entra en contact avec le colonel Ronin, alors chef d'état-major du général Bergeret⁹⁵ et qui deviendra ensuite chef du SR Air. D'un commun accord, les trois hommes décidèrent de former un service de renseignement. Compte tenu de leurs fonctions respectives, il fut décidé que Groussard et Ronin resteraient à Vichy et que Heurteaux agirait à partir de la zone occupée où se trouvait encore sa famille. Fort de ces arrangements, il proposa de regrouper des hommes en vue d'une forme d'action que l'on n'appelait pas encore à l'époque « Résistance » mais que l'on assimilait plutôt à la « Revanche », terme très en vogue en 1940. Selon Heurteaux⁹⁶, l'appel du 18 juin était connu à cette date mais eut peu d'influence sur leur propre action car ils ne possédaient pas de liaisons directes avec la cellule gaulliste de Londres. Dans un premier temps, ils estimaient par ailleurs qu'il ne fallait compter que sur soi.

⁹⁴ Jean-Paul Cointet *La légion française des Combattants*, Albin Michel, Paris, 1995

La légion française des combattants fut créée le 29 août 1940 par Xavier Vallat et présidée par le Maréchal Pétain. Elle reçut pour mission de « régénérer la Nation, par la vertu de l'exemple du sacrifice de 1914-1918 ». La loi du 19 novembre 1941 transforma l'organisation initiale en « Légion française des combattants et des volontaires de la Révolution nationale », afin d'y inclure les partisans du régime qui n'avaient pas combattu. A partir de 1943, la légion changea de nature. De ses rangs sortirent deux formations, le Service d'ordre légionnaire (SOL) rattaché à la Légion, mais avec une forte autonomie et la Milice française, constituée par Pétain, à partir du SOL rendu autonome.

⁹⁵ Claude d'Abzac-Epezy, *Revue historique des armées*, nmr 192, 3/1993, p. 32-43.

Représentant de l'armée de l'Air au sein de la délégation française, le général Bergeret participa aux négociations et signa l'armistice du 22 juin 1940 dans la clairière de Rethondes. Il fut ensuite secrétaire de l'Air dans le gouvernement de Vichy du 6 septembre 1940 au 19 avril 1942. « Le général Bergeret et l'armée de l'Air de Vichy ».

⁹⁶ Archives Nationales, 72AJ 58 / V / Pièce 1, Page 1 Témoignage du colonel Heurteaux du 07/01/1946

1.3.3.1.2. Le recrutement

Les informations données par Heurteaux sur le recrutement se révèlent très intéressantes pour connaître l'origine socioprofessionnelle et l'expérience opérationnelle des premiers volontaires.

S'agissant du cas personnel d'Heurteaux, l'intéressé était devenu vice-président de la Légion des Combattants après sa démobilisation. Ce poste lui permit de « reprendre en main les anciens combattants » afin de créer une « légion de la légion ». Parmi les principaux membres ayant rejoint le groupe Heurteaux dès août 1940, on retrouve une majorité de vétérans de la campagne de France ou de la guerre de 1914-1918 et quelques ecclésiastiques. À l'exception notable de Charles Vioux⁹⁷, tous les volontaires étaient par ailleurs des militaires d'active souvent issus de l'Armée de l'air. Dans la liste des pionniers engagés au niveau national, sont cités le commandant Gard, vétéran de la campagne de 1940 pendant laquelle il avait notamment combattu en Belgique, le général Riedenger, ami de Gard, l'ingénieur Siegel, employé au génie maritime qui donna les plans des bases de sous-marins de Brest et Saint-Nazaire, de Vulpian des Côtes du Nord et enfin deux vannetais, le beau-frère de Gard Salomon Boisecq, et l'abbé Derry du Collège Saint François Xavier.

Du point de vue de l'expérience de la clandestinité, on note également que les recrues d'Edouard Heurteaux n'appartenaient peu ou pas à la communauté des services spéciaux. Les premiers pas dans la guerre de l'ombre furent donc souvent hasardeux. Très vite les membres du réseau « Hector » eurent la réputation de ne pas respecter les règles élémentaires de la clandestinité. Plusieurs faits illustrent cette réalité. Militant communiste appelé à devenir coordonnateur interdépartemental pour la Bretagne, Jean Papeau fut mandaté par son parti en 1941 pour réorganiser les cellules de la Sarthe. Arrivé au Mans en début d'année, il s'installa chez un prêtre appartenant au réseau « Hector ». Bien que Gard ait lui-même été présent à cette époque au Mans, Papeau ne mentionne pas son nom. Il décrit⁹⁸ les agents d'« Hector » venant visiter son propriétaire comme des personnes imprudentes, bavardes dont les « outrances de langages » en présence de n'importe qui causèrent certainement la vague d'arrestation d'octobre 1941⁹⁹. Très tôt, les SR de Vichy furent en effet mis au courant de ces problèmes de sécurité et commencèrent à prendre leur distance avec le réseau « Hector ». Selon son chef, on assista en février 1941, notamment à Vannes et à Nantes, à des tentatives de regroupements de cellules par les SR. S'agissait-il de mesures liées à des questions de sécurité ou à de simples actions de coordination, difficile de se prononcer. Il fut toutefois constaté que les agents envoyés sur place déclaraient presque systématiquement espérer ne pas avoir à faire à des membres du groupe Heurteaux¹⁰⁰.

Conseiller national pour les questions liées aux anciens combattants, Edouard Heurteaux bénéficiait ainsi d'une excellente couverture pour recruter des hommes résolus. Il fonda notamment à Paris, à Rennes et au Mans des maisons d'accueil pour les anciens combattants où il pouvait recruter les éléments les plus sûrs. Avec le même objectif, il loua

⁹⁷ Archives Nationales, 72AJ 58 / V / Pièce 1, Page 2 Témoignage du colonel Heurteaux du 07/01/1946. Ancien délégué de la III^{ème} Internationale, Vioux rencontra Heurteaux par hasard à la terrasse d'un bar de Vichy. Les deux hommes se lièrent d'amitié et Vioux prit la décision de rentrer dans l'organisation. Dévoué et loyal, il rendit ensuite de grands services en informant son chef sur les activités de Laval et des officiers allemands séjournant à l'Hotel Commodore de Vichy.

⁹⁸ Archives Départementales du Morbihan, 41J10, Témoignage Pioger du 29/07/1972

⁹⁹ En fait, cette vague d'arrestations ne concerna pas que la Sarthe. Elle affecta « Hector » sur l'ensemble de la zone occupée les 9 et 10 octobre 1941.

¹⁰⁰ Archives Nationales, 72AJ 58 / V / Pièce 1, Page 8 Témoignage du colonel Heurteaux du 07/01/1946

treize ou quatorze fermes dans les Côtes-d'Armor et en Vendée. Celles-ci, précise-t-il, servirent de dépôts d'armes et étaient destinées, dans une phase ultérieure, à devenir des bases de départ pour des opérations plus offensives.

1.3.3.1.3. Les Fonds

Les premiers fonds furent fournis par le général Groussard qui les tenait du ministre de l'intérieur Marcel Peyrouton¹⁰¹ et par Ronin, chef du SR Air qui les tenait de son ancien chef, le général Bergeret. Sans en avoir la preuve formelle, le colonel Masnou jugea cohérentes ces déclarations faites par Heurteaux en 1946 car « *les uns et les autres étaient en rapports constants et étaient animés des mêmes sentiments* »¹⁰². Il ajouta que le tout venait d'ailleurs des fonds secrets du Maréchal Pétain.

Par la suite Edouard Heurteaux reçut un crédit mensuel de 200 000 francs des seuls services de renseignement de Vichy. Groussard et Ronin continuèrent toutefois à servir d'intermédiaires. Ce montant se révéla très vite insuffisant car le coût des actions clandestines était très élevé. Chaque passage de la ligne de démarcation revenait par exemple à 10 ou 12 000 francs, soit plus de 5% du budget mensuel de l'organisation. Dans son témoignage datant de 1973, le colonel Masnou rapporta également que le réseau « Hector » pourrait avoir aussi reçu des fonds de son réseau binôme « Alliance » par l'intermédiaire de son chef, le commandant Loustanau-Lacau.

Le directeur du Secours National accorda en outre un crédit de un million par mois à Heurteaux pour ses œuvres au profit des anciens combattants. Heurteaux précisa toutefois qu'il se garda bien de s'en servir pour « Hector ». Cette somme lui permit surtout de construire une solide couverture pour Gard dont la zone d'action, en temps que responsable régional de la Légion des Combattants, s'étendait de la Bretagne à la Normandie. Ainsi accrédité auprès des préfets, celui-ci réussit à obtenir des permis de circulation, des véhicules automobiles et de l'essence. Gard travailla d'ailleurs si bien à ses fonctions officielles qu'il obtint la francisque du gouvernement de Vichy.

S'appuyant sur sa propre expérience de chef régional de l'ORA, Masnou ajouta sur ce point que les combattants étaient souvent maintenus à l'écart des questions d'argent car leurs priorités étaient ailleurs. La règle voulait que cette activité relève du strict ressort des états-majors de réseaux. Pendant la période purement clandestine, l'ORA fonctionna ainsi. Par la suite, on observa que de simples chefs de groupe de l'ORA, comme Léon Le Nabat dans la région proche de Lorient, manipulèrent sous le contrôle de parachutistes SAS des sommes souvent importantes¹⁰³.

1.3.3.1.4. Organisation et structure du réseau

L'organisation comprenait un état-major central et trois grands sous-ensembles opérationnels.

¹⁰¹ Marcel Peyrouton, *Du service public à la prison commune. Souvenirs. Tunis, Rabat, Buenos Aires, Vichy, Alger, Fresnes*, Paris, Plon, 1950.

Résident général de Tunisie sous le gouvernement de Paul Reynaud, Marcel Peyrouton fut appelé par Vichy à la fin juillet 1940 au secrétariat général du ministère de l'intérieur. Il devient alors ministre de l'intérieur en remplacement d'Adrien Marquet, lorsque ce dernier est révoqué du gouvernement par le Maréchal Pétain en septembre 1940. En décembre 1940, il rallie la fronde visant Pierre Laval en conséquence de quoi celui-ci obtient que les Allemands s'opposent au maintien de Peyrouton dans le gouvernement de l'amiral Darlan. Nommé ambassadeur de France en Argentine, il est contraint de démissionner en avril 1942, au retour de Pierre Laval au gouvernement.

¹⁰² Archives Départementales du Morbihan, 41J7, Lettre du colonel Masnou du 16 juin 1973.

¹⁰³ Service Historique de la défense, DIMI Résistance, dossier FFI Léon Le Nabat, Cote 16P 361925

Sur le plan organisationnel, la direction d'« Hector » adopta un schéma classique de type état-major articulé en quatre bureaux. L'ensemble fut installé en région parisienne.

Chargé du recrutement et des personnels, le 1^{er} Bureau fut confié au général Riedinger, l'ami de Gard. Le 2^{ème} Bureau s'occupait de la recherche du renseignement proprement dit. Bien que le 3^{ème} Bureau ait eu en théorie à gérer les seules opérations de type « Action immédiate », celui-ci mena des activités à cheval sur les domaines du renseignement et le recrutement. Son chef, un dénommé Arthuys, possédait une solide réputation de casse-cou mais venait cependant tous les jours prendre ses ordres auprès de son chef¹⁰⁴. Enfin, le 4^{ème} Bureau prit en compte les questions de logistique et constitua un service de transport ainsi qu'une imprimerie clandestine.

S'agissant des sous-ensembles opérationnels, le groupe Heurteaux comprenait un service de renseignement, un service chargé de la constitution de groupes de combat et un service spécifique destiné à financer les publications du journal « Les petites ailes ».

1.3.3.1.5. L'emploi opérationnel

Le SR Hector n'avait pas un domaine de prédilection particulier mais focalisa toutefois son attention vers la façade maritime car en 1941 la bataille de l'Atlantique battait son plein. D'une manière générale, il était chargé de fournir du renseignement sur l'armée allemande et les collaborateurs. Il disposait en outre d'un service de contre-espionnage. Difficile encore aujourd'hui d'apprécier son efficacité car les synthèses transmises en Angleterre demeurent introuvables. Restent les affirmations d'Heurteaux selon lequel le groupe aurait le premier révélé l'existence à Rochefort de bateaux ravitailleurs de sous-marins en haute mer¹⁰⁵. Dans le Morbihan, des résultats probants furent également obtenus sur la base des sous-marins de Lorient, confirmant l'orientation maritime de la recherche.

Outre le renseignement, divers modes d'action furent appliqués. Des tracts subversifs furent d'abord imprimés. Ces feuillets aux noms évocateurs « Les Petites Ailes », « Pantagruel », « Libération » étaient ensuite diffusés à la sauvette. Heurteaux choisit par ailleurs d'installer divers ateliers destinés à produire des faux de toutes sortes. L'un produisait des cartes d'alimentation, un second des permis de circuler et des faux cachets. Une équipe du Collège de France expérimenta aussi de nouveaux procédés chimiques pour les explosifs. On songea même à émettre de la fausse monnaie. L'idée venant d'Arthuys, celui-ci obtint l'autorisation de la Banque de France. Heurteaux précisa que cette option ne fut jamais mise à exécution.

Le rapport du colonel Heurteaux disponible aux Archives Nationales mentionne également des opérations de type « Action directe ». Ce point est très intéressant car l'histoire a retenu que seuls les communistes pratiquèrent cette forme de combat. Ils s'opposèrent d'ailleurs farouchement sur ce point aux autres organisations de Résistance dont la discrétion répondait au souci de ne pas se dévoiler avant le débarquement. Il n'en fut manifestement rien car des actions de sabotage et d'exécutions ciblées furent réalisées. Officier dans l'Armée coloniale, le commandant Thomasset disposait d'un réservoir d'hommes issus des troupes coloniales pour « descendre les boches ». Une équipe de femmes participait aussi à cette forme de combat et fut chargée d'empoisonner l'un des principaux partisans de la collaboration politique, Marcel Déat. La tentative d'assassinat échoua car la dose injectée n'était pas mortelle.

La création de ce réseau au second semestre 1940 ne constitua pas une fin en soi. Elle s'inscrivait dans le cadre d'un vaste plan de mobilisation élaboré par le commandement

¹⁰⁴ Archives Nationales, 72AJ 58 / V / Pièce 1, Page 6 Témoignage du colonel Heurteaux du 07/01/1946

¹⁰⁵ Archives Nationales, 72AJ 58 / V / Pièce 1, Page 8 Témoignage du colonel Heurteaux du 07/01/1946

clandestin de l'armée d'armistice en vue de préparer la libération du sol national. Outre l'idée de disposer de structures de renseignement capables de travailler en liaison avec les résistants de l'armée, les alliées ou la France Libre, il s'agissait surtout d'identifier au plus tôt des hommes aptes à reprendre le moment voulu la lutte ouverte contre l'occupant allemand.

Mais dans l'immédiat, seule la recherche du renseignement importa. Pour cela l'armée d'armistice décida, en complément de ses propres structures, de créer et de placer sous contrôle opérationnel des services secrets anglais, des réseaux de renseignement nationaux. Ce montage fut notamment réalisé par le colonel Masnou¹⁰⁶, chef du 2^{ème} Bureau Air de Vichy avant Ronin. Il conduisit entre autre à la création, sous les ordres du commandant Loustounau-Lacau, du réseau « Alliance ». Initialement implanté en zone sud, « Alliance » devait disposer d'une structure en zone occupée. « Hector » deviendra donc sa branche nord¹⁰⁷. Afin de régler les modalités de mise en œuvre, Masnou¹⁰⁸ mit en liaison Heurteaux avec Loustounau-Lacau à l'automne 1940. Dans ce contexte, il fallut trouver un moyen de transmettre la documentation aux services destinataires installés outre-manche. Edouard Heurteaux donne une idée des liaisons établies afin de transmettre ces renseignements¹⁰⁹. Initialement, les renseignements étaient transmis aux services dirigés par Ronin (SR Air) qui les transmettait à Londres via le Portugal. Compte tenu des arrangements qui avaient été établis par Masnou, il est fort possible que ces premiers envois n'aboutirent pas sur les bureaux des services gaullistes mais plutôt sur ceux de l'IS. Rapidement on constata la lenteur du cheminement suivi. Heurteaux décida donc de prendre contact directement avec le SR naissant du général de Gaulle. À cet effet, Arthuys contacta mais sans succès son chef de cabinet à Londres, Philippe Barres. Avec l'accord de Ronin et Groussard, d'autres contacts furent par la suite établis avec la mission du SR Gaulliste en France dirigée par Saint Jacques.

Moins de six mois après la première entrevue de Vichy en août 1940, « Hector » avait étendu de larges ramifications qui s'étendaient de la Gironde à la Belgique. Nous avons vu que l'organisation entretenait des relations au moins épisodique avec le SR gaulliste de Londres mais ce n'était pas les seules. Des liaisons furent en effet établies avec des groupes belges auxquels appartenaient en particulier deux banquiers, amis personnels du gouverneur militaire allemand de Belgique. Ce n'est pas tout, « Hector » était également entré en rapport avec des groupes anti-fascistes italiens en Italie du Nord, dans la région de Turin. « Hector » disposait aussi de relais dans les milieux diplomatiques. Le fils d'un ancien député de Paris était ainsi lié au roi d'Espagne et avec le frère de Franco et assista à des réunions en Suisse dès l'été 1940.

Toutes ces relations montrent que l'organisation Heurteaux n'œuvra pas seule. Contrairement à certaines idées reçues, elle eut au plus haut niveau des contacts pérennes avec les SR gaullistes. Le témoignage du colonel Heurteaux tend également à montrer que Pétain lui-même était au courant de ces activités. Heurteaux rencontra en effet le Maréchal au moins une fois lors de la fondation des maisons d'anciens combattants auxquelles il donna son patronage. Le chef du gouvernement s'impliqua ensuite personnellement pour procurer des fonds issus du Secours National à la fondation caritative. Selon toute

¹⁰⁶ En 1943, le colonel Masnou deviendra responsable de l'ORA pour la région Bretagne.

¹⁰⁷ *L'ORA, la résistance de l'armée*, Colonel de Dainville, p63.

¹⁰⁸ Outre cette nouvelle proximité professionnelle, Loustounau-Lacau et Heurteaux partagent d'autres points communs. Avec Masnou, ils appartiennent tous les trois à la même promotion de Saint-Cyr (promotion de Montmirail 1912-1914). Ils occupent par ailleurs des responsabilités au sein de la Légion française des Combattants et sont tous les deux d'anciens membres de l'organisation extrémistes « La Cagoule ».

¹⁰⁹ Archives Nationales, 72AJ 58 / V / Pièce 1, Page 7 Témoignage du colonel Heurteaux du 07/01/1946

vraisemblance, Pétain était mis au courant des activités d'Heurteaux par son médecin personnel et confident, le docteur Ménétré. Personnage connu pour avoir pratiqué très tôt un double jeu, Ménétré est en effet souvent cité par les acteurs¹¹⁰ de l'époque, notamment le commandant Jean Muller et le colonel Masnou, pour ses activités en faveur des mouvements anti-allemands.

En septembre 1940, Heurteaux reçut donc les premiers fonds nécessaires à la création de son réseau et lança ses émissaires dans toute la zone occupée.

1.3.3.2. Le recrutement Morbihannais d'Hector

Selon Roger Leroux, le recrutement breton fut confié au commandant René Gard qui se déplaça à Vannes en octobre 1940. Sur les conseils de son beau-frère, un Vannetais, il entra en contact avec un ancien officier de cavalerie, retiré dans une ferme de Crach près d'Auray, le chef d'escadrons Jean Muller. Celui-ci donna une version plus précise des premiers pas d'Hector dans le Morbihan.

Officier de réserve dans la cavalerie, Jean Muller avait été démobilisé en août 1940. Il avait participé à la campagne de France dans les rangs du 27^{ème} Bataillon de Chars de la 2^{ème} Division Cuirassée de Réserve dont deux unités étaient stationnées à Vannes avant la guerre. À son retour en Bretagne, il avait retrouvé sa famille au hameau de Kergurioné sur la commune de Crach. Les Muller n'étaient pas originaires de ce lieu. Avant la guerre, ils habitaient Gestel près de la base aérienne de Lorient. En 1939, voyant venir la guerre, Jean



Chef d'escadrons Jean Muller

Muller avait pris la décision de déménager sa famille car il craignait, à juste raison, que le site militaire et ses abords ne soient bombardés. Après la guerre, Jean Muller revendra le château de Kergurioné et retrouvera Gestel, dont il deviendra ensuite le maire¹¹¹. Parallèlement, Jean Muller continua à occuper ses fonctions d'administrateur judiciaire à Lorient où il possédait un bureau chez l'avocat François Le Corre¹¹². Celui-ci devint plus tard l'un de ses agents de renseignement¹¹³. Pour son travail il disposait également d'un second bureau à Quimper.

À l'automne 1940, il reçut donc la visite d'un ancien officier de la 2^{ème} DCR, le capitaine Chazal-Martin. Passé dans les services spéciaux après la déroute de 1940, celui-ci parcourait la campagne morbihannaise afin de reprendre contact avec les anciens cadres de la division. Déclarant à ses interlocuteurs *qu'il fallait continuer le combat en faisant du renseignement*, il approcha Muller mais aussi Alphonse Duval de Josselin et plusieurs vannetais, un ingénieur agronome dénommé Houel ainsi que Loïc de Lantivy et Gérard Le Pan de Ligny, respectivement capitaine et sergent de l'armée

¹¹⁰ Archives Départementales du Morbihan, 41J7, Lettre du colonel Masnou du 16 juin 1973 et témoignage de Jean Muller recueilli par Melle Beauschêne, année 1945.

¹¹¹ Témoignage Mme Georgeons, fille du colonel Muller, juillet 2010.

¹¹² ADM, Fonds Roger Le Roux du comité d'histoire de la 2^{ème} GM, ORA, Cote 41J7.

¹¹³ Témoignage Gildas Muller, fils du colonel Muller, 10 juillet 2010.

d'active¹¹⁴. Au total, ce premier recrutement concernait quelque dix personnes principalement originaires du Morbihan Sud. Afin de faciliter les contacts et de regrouper un maximum de volontaires, il fut décidé à cette époque que l'on organiserait en octobre une messe à Vannes en mémoire du personnel de la division tombé au champ d'honneur en mai-juin 1940. Muller précisa dans son témoignage qu'ils se retrouvèrent assez nombreux et qu'ils firent à cette occasion la connaissance du commandant Gard, envoyé personnel du colonel Heurteaux. Gard était marié à une femme originaire de Vannes dont le frère, Salomon Boisecq avait été également contacté par Chazal-Martin quelques semaines plus tôt. Après quelques échanges discrets lors de la cérémonie, une réunion fut organisée semble-t-il le jour même chez les Boisecq. Les bases du sous-réseau confié à Muller furent établies à cette occasion. Selon Muller, Gard fit connaître aux présents le nom du chef national. Avant de se quitter, il fut convenu de se retrouver au mois de janvier 1941 à Pontivy¹¹⁵. Quelques semaines plus tard, ils furent donc une trentaine à se retrouver à l'hôtel des voyageurs devant la gare de Pontivy et reçurent une consigne confirmant les directives précédentes, *organiser le renseignement*.

Entre la première rencontre de Vannes et cette seconde à Pontivy, l'organisation des cellules débuta. Muller se concentra sur la région Lorientaise, Houel sur celle de Vannes et Duval conserva le secteur de Josselin où il habitait. À Lorient, Muller recruta des hommes évoluant dans l'environnement du port militaire et de l'arsenal. Desard et Cau figurent parmi les premières recrues¹¹⁶. Il entra également en contact avec un groupe de Résistance issu du monde agricole et ouvrier, le « Groupe ouvrier et paysan »¹¹⁷. L'un des membres de ce groupe, Le Léanvec de Caudan près de Lorient, rendit de grands services à Muller en donnant des renseignements de tous ordres. C'est également dans un camion à bestiaux de l'un des membres de ce groupe que Muller fut conduit à Pontivy pour la réunion de janvier 1941¹¹⁸. À Auray, il chercha à s'entourer de personnes habitant le long de la côte là où commençaient à s'implanter les Allemands. Un mois avant son arrestation, Rigoine de Fougerole résidant à la Trinité fut ainsi contacté par Muller sans que celui-ci ne sache que l'intéressé appartenait déjà au réseau de renseignement du colonel Rémy, la Confrérie Notre Dame. Au moins un autre alréen et employé de l'EDF, Le Bihan passa sous les ordres de Muller à cette époque.

Au début de l'année 1941, la branche bretonne du réseau « Hector » était donc solidement implantée. Les hommes n'avaient aucune expérience du combat clandestin mais formaient une communauté que les affectations de carrière et les épreuves de la campagne de 1940 avaient contribué à souder. Les recrues de Muller purent débiter leur travail de recherche du renseignement.

Ce réseau va se charger d'une part de renseigner sur les mouvements de troupes de l'ennemi en cherchant à identifier les unités de passage ou stationnées dans le Morbihan Sud et d'autre part de suivre les mouvements des sous-marins allemands de la base de Lorient. Muller se chargea personnellement de cette seconde partie du travail.

Pour se faire il disposait de personnels dont les fonctions offraient des conditions très favorables au recueil du renseignement. Lieutenant de réserve, Désard exploitait ainsi avec son épouse une blanchisserie à Lorient¹¹⁹. Durant les premières années de la guerre, la base sous-marine allemande prit l'habitude de lui confier tout le linge sale des équipages

¹¹⁴ Service Historique de la défense, DIMI Résistance, Réseau Hector, Etat nominatif des agents P1 du réseau « Hector », Cote 17P 139.

¹¹⁵ ADM, Fonds Roger Le Roux du comité d'histoire de la 2^{ème} GM, ORA, Cote 41J7.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ ADM, Fonds Roger Le Roux du comité d'histoire de la 2^{ème} GM, ORA, Cote 41J7.

rentrant de mission. Celui-ci était systématiquement apporté le jour d'arrivée des sous-marins, ce qui combiné aux informations obtenues auprès des soldats allemands chargés de cette servitude permettait de réunir de précieux renseignements sur le rythme d'activité opérationnelle de la base. Quant le lingé d'un sous-marin n'arrivait plus, il était selon Désard assez aisé de savoir par les Allemands que le bâtiment avait été détruit en opération¹²⁰.

Tous ces renseignements, étaient regroupés à Vannes chez un aveugle répondant au nom de Cattaert. Fervent admirateur du maréchal Pétain, Cattaert recevait ensuite la visite de Grard qui à partir du Mans contrôlaient le secteur « Grand Ouest » du réseau Hector sous couvert de son poste au sein de la Légion Française des Combattants. Tout comme Grard, Cattaert fut décoré de la Francisque. Même si les informations sur le sujet sont très rares, il est possible de penser que Boisecq se soit personnellement déplacé au Mans. Ces déplacements furent toutefois suffisamment rares pour ne pas « brûler » Boisecq auprès des Allemands car celui-ci ne fut pas inquiété lors de la grande vague d'arrestation de l'automne 1941.

Fin 1941, un officier en retraite originaire de Baden, Yves Le Garrec, va être mis en relation avec Houel à Vannes par l'intermédiaire d'un autre officier de l'armée d'active, le capitaine de vaisseau Desforges. Officier en retraite de l'artillerie coloniale depuis 1936, Le Garrec devint membre du réseau « Hector » au sein duquel, il fut plus particulièrement chargé de suivre les mouvements des sous-marins allemands de Keroman ainsi que l'évolution du dispositif de défense sol-air aux abords de Lorient. Desforges et Le Garrec vont faire route commune au sein d'« Hector » sans que les intéressés aient semble-t-il avoir eu à faire à Muller. Résidant sur l'île de la Jument dans le golfe du Morbihan, Desforges deviendra en 1943 membre du mouvement « Libération-Nord » aux côtés de l'alréen Joseph Rollo.

Moins d'un an après la première rencontre de Vannes, une organisation de renseignement pilotée par les SR de Vichy avait pris pied dans le Morbihan. Solidement structurée, elle échappera à l'effondrement du réseau au niveau national pour constituer l'armature de l'ORA.

¹²⁰ ADM, Fonds Roger Le Roux du comité d'histoire de la 2^{ème} GM, ORA, Cote 41J7.

2. 1942 Le temps des incertitudes

Pour l'ensemble des résistants de première génération, 1942 fut une année de grandes difficultés opérationnelles. De nouveaux acteurs vont toutefois réussir à émerger du paysage résistant morbihannais.

2.1. La pause opérationnelle

Au terme d'une année de lutte, les mouvements et les réseaux morbihannais marqueront une pause opérationnelle imposée par les vagues successives d'arrestations. Dès octobre 1941, « Hector » avait ralenti le rythme de ses activités en raison de la neutralisation du réseau au niveau national. Après des succès retentissants en zone urbaine, le mouvement communiste sera également frappé par une vague d'arrestations qui le condamnera à reconsidérer ses choix opérationnels en faveur de la guérilla urbaine.

2.1.1. La guérilla urbaine

La guérilla urbaine fut le mode opératoire privilégié par les cellules communistes dans les agglomérations lorientaise et brestoise. Ce type d'action va influencer les méthodes opérationnelles dans les autres secteurs du Morbihan. Elle va aussi montrer que ces cellules s'intégreront très tôt dans une structure centralisée dirigée par un échelon national.

2.1.1.1. La structure régionale

2.1.1.1.1. Organisation générale

Dans la région d'Auray comme dans tout le reste du Morbihan, la résistance d'obédience communiste va suivre un processus de composition en deux temps. Initialement implantée dans les villes, où elle disposait avant la guerre d'une structure politique établie, elle va à partir de 1943 organiser ses forces au sein de maquis, installés dans les refuges boisés de l'arrière-pays. 1942 fut une année de rupture dans la stratégie de lutte adoptée depuis 1940. L'échec de la guérilla urbaine, notamment à Lorient, fut tangible. Pourtant l'organisation clandestine fut peu affectée et sut se renouveler dès l'année suivante.

À partir de l'été 1941, les cellules communistes du département développèrent une activité que ne manquèrent pas de remarquer les Allemands. Un rapport daté du mois d'août rapportait que dans tous les secteurs des divisions, des tracts communistes avaient été trouvés. Il ajoutait que les principaux centres de subversion étaient Saint-Nazaire, Quiberon et Lorient¹²¹. Parallèlement à cet activisme, les communistes adoptèrent au niveau départemental, les schémas organisationnels de l'échelon national. Ils reposaient sur deux piliers complémentaires, le Front National (FN) et les Francs-tireurs et partisans français (FTPFF).

Le FN représenta l'organisme de lutte politico-militaire du parti. Les FTPFF en constituèrent son bras armé. Le FN se consacrait principalement à la subversion politique ainsi qu'au soutien logistique et administratif des clandestins. Dans les faits, les attributions des deux ensembles vont se recouper, les FTPFF conservant toutefois un caractère opérationnel résolument offensif avec leurs groupes de lutte armée. Souvent

¹²¹ Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p52.

évoquée dans les récits concernant la résistance communiste, l'Organisation Spéciale (OS) n'exista pas en temps que structure opérationnelle dans le Morbihan pendant toute la durée du conflit. Chargée d'assurer avant guerre la protection rapprochée des orateurs du parti, elle était ensuite devenue un organisme clandestin de lutte armée. En 1941, quelques équipes, vite intégrées par le FN, eurent une existence éphémère dans l'agglomération lorientaise.

2.1.1.1.2. Les chefs régionaux et départementaux

Dans ce cadre, un responsable régional exerçait son autorité au sein d'un directoire composé de trois membres. La zone de responsabilité incluait les cinq départements bretons de l'époque, Loire-Inférieure inclus. Ce triangle dit de « direction » disposait de relais politiques au niveau des départements, le responsable « inter-régional ». Ce dernier était chargé jusqu'en 1942 des questions à la fois politique et militaire pour un ou deux départements. À partir de 1943, les départements furent dirigés par un comité à trois têtes. Improprement appelé Comité Militaire Régional (CMR), le comité morbihannais sera dans un premier temps implanté à Bubry au cœur des Landes de Lanvaux. Entre octobre 1940 et décembre 1942, le chef du triangle de direction breton fut Venise Gosnat. Le responsable « inter-régional » fut dans un premier temps Alain Le Lay¹²² (octobre 1940 à novembre 1941) puis Jean Papeau (décembre 1941 à août 1942).

Avant de poursuivre plus loin, une rapide présentation de Venise Gosnat et Jean Papeau s'impose.

Ancien combattant de la guerre de 1914-18, Venise Gosnat était né en 1887. Dans l'entre-deux-guerres, il occupa de hautes responsabilités syndicales qui le menèrent en 1921 au secrétariat de l'Union Démocratique de la Confédération Générale du Travail. À la veille de la guerre, il était devenu secrétaire de la région communiste Paris-Sud¹²³. En septembre 1939, la mise sur pied de la structure clandestine du PCF lui fut confiée. Proche de Maurice Thorez, il se chargea à la même époque de camoufler ses archives personnelles. Dénoncé, il fut interné au camp de Saint-Angeau mais réussit à s'en évader le 24 octobre 1940. Devenu clandestin, Gosnat fut désigné par le comité directeur du PCF pour organiser la région Bretagne. Outre les structures d'action immédiate déployées à Brest et Lorient, il va notamment se distinguer le 18 juin 1941 en organisant l'évasion de plusieurs hauts responsables communistes¹²⁴ du camp de Chateaubriant. Cette action permit de libérer, entre autres, Léon Mauvais, futur secrétaire du PCF et Eugène Hénaff, militant communiste breton passé par l'École Lénine de Moscou dans les années 1920. L'exploitation des archives montre que la police de sûreté mesura nettement l'importance du poste qu'il occupait. Elles révèlent également que son responsable opérationnel était un lorientais, Jean-Louis Primas. La police estimait de plus que l'intéressé était en relation directe ou faisait parti du comité central du PCF¹²⁵. Sans le nommer formellement, elle réussit à déterminer que son fils avait été avant la guerre le directeur d'une compagnie de transport maritime, la « France Navigation ». Malgré cela, il ne fut pas identifié autrement que par son nom ou son pseudonyme clandestin. C'est donc Georges Pitard, alias « Le vieux Georges » que les renseignements généraux recherchaient toujours le 30 novembre 1942. Les rapports d'interrogatoire de Georges Abalain dévoilent également que Venise

¹²² Le Lay exerça son autorité sur le Finistère et le Morbihan tandis que Papeau fut lui chargé du Morbihan et de Finistère.

¹²³ Robrieux Philippe, *Histoire Intérieure du PCF, 1920-1945*, T1, Fayard, p535.

¹²⁴ Robrieux Philippe, *Histoire Intérieure du PCF, 1920-1945*, T1, Fayard, p293.

¹²⁵ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Primas Jean-Louis, cote 1526 W 184.

Gosnat dirigeait avec Larnicol et Guyomard le triangle de direction régional. Selon Roger Leroux, Jean Papeau avait été désigné par la direction centrale pour remplacer Venise Gosnat à la tête de la Bretagne. Dans les faits, Gosnat conserva bien son rôle de responsable politique régional.

Instituteur révoqué sous le gouvernement Daladier, Jean Papeau était un militant communiste originaire de Charente Maritime. Mobilisé en 1939, il avait déserté de son poste et vivait en clandestin depuis 1940¹²⁶. Avec Charles Tillon, il réorganisa clandestinement le parti communiste dans la Gironde et les Landes. Au cours de l'année 1941, il fut mandaté pour accomplir une mission similaire dans la Sarthe. Installé au Mans sous le nom de Clauzet, il logeait avec son épouse chez un prêtre membre du réseau « Hector »¹²⁷. Bien qu'il n'ait jamais eu de contact à caractère opérationnel avec son propriétaire, les arrestations d'octobre 1941 au sein d'« Hector » l'incitèrent à quitter Le Mans.

Jean Papeau fut alors envoyé en Bretagne où, selon son témoignage, il devait remplacer Venise Gosnat. Nommé responsable « Interrégional » pour la Bretagne Sud, il reçut ses consignes de Gosnat au cours d'une réunion de coordination organisée à Auray¹²⁸. Était présent ce même jour, l'autre « Interrégional » breton, Ballanger. Deux secteurs de responsabilités furent déterminés. À partir de cette date, Papeau se chargea de l'Ile-et-Vilaine et du Morbihan à l'exception des régions de Dinan et de Lorient. Le grand port morbihannais échappa donc au contrôle de Papeau et fut attribué à Ballanger. Bien que sa zone fût différente, ces éléments montrent bien qu'il reprit les attributions de Le Lay sous le contrôle de Gosnat.

Après une série d'actions spectaculaires perpétrées dans Auray et sa région, Jean Papeau retourna à Rennes. À l'automne, il organisa un attentat contre Jacques Doriot dont la venue à Rennes était programmée pour un meeting politique. La tentative échoua et conduisit à une vague d'arrestations parmi les militants communistes rennais. Papeau quitta alors définitivement la Bretagne pour la région parisienne. Il poursuivit son action en entrant à la direction nationale du FN. Arrêté en 1943, il fut déporté à Buchenwald¹²⁹ mais revint vivant des camps. Après la guerre, il poursuivit une carrière politique qu'il acheva comme conseiller général.

Lorsque Venise Gosnat et Jean Papeau arrivèrent en Bretagne, ils possédaient tous les deux un long parcours de militant clandestin. Les actions réalisées dans le Finistère et en Loire-Inférieure mettent en lumière l'étendue de la zone de responsabilité de Gosnat. Elles confirment surtout le niveau opérationnel auquel il fut choisi d'engager les groupes. Brest Lorient et Chateaubriand constituaient en effet de véritables objectifs opératifs, parfaitement cohérents avec les vues stratégiques du parti. Dans ce contexte, les Allemands et la police de sûreté vont livrer une lutte implacable aux équipes de Gosnat.

2.1.1.2. Les triangles lorientais

Malgré les arrestations, la résistance communiste va redoubler d'intensité au cours de l'été 1942. Conformément aux directives reçues par l'échelon central, les cellules de l'OS avaient été intégrées au Front National à l'automne 1941. Créé officiellement en mars 1942 dans la région de Lorient, le FN fut dirigé par un syndicaliste chevronné, Albert Le Bail.

¹²⁶ ADM, Fond Roger Leroux, FTP-FN-OS, cote 41J10.

¹²⁷ ADM, Fond Roger Leroux, FTP-FN-OS, cote 41J10.

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Ibid.*

Pour les actions à caractère militaire, il fut directement secondé par le responsable régional des opérations, le vétéran des brigades internationales, Jean-Louis Primas.

2.1.1.2.1. Les activistes politiques

L'organisation fut structurée en équipes de trois hommes, les *Triangles*. En juillet 1942, les services de sûreté allemands, dont les locaux étaient encore installés à Larmor-Plage, mirent à jour le foyer d'activisme communiste de la ville portuaire¹³⁰.

L'enquête fut menée conjointement par le SD, la police de sûreté de Lorient et une équipe de la 13^{ème} Brigade de Police Judiciaire venue de Rennes. Elle établit que le mouvement était dirigé par un homme de 48 ans, chauffagiste de profession, Albert Le Bail¹³¹. À ce stade de l'enquête, il ne fut pas fait mention de Jean-Louis Primas.

Selon ses déclarations, Le Bail avait personnellement reconstitué le parti dissous. Pour coordonner ses activités, il disposait d'une équipe de commandement, articulée elle aussi en triangle, avec un chef, un agent de liaison et un imprimeur. Le Bail se chargeait notamment de la perception des cotisations (six francs par mois) et de la diffusion des directives émises par la direction centrale. En outre, il s'occupait de recevoir l'argent pour les familles de militants communistes frappés par un internement administratif. Au total, le Bail dirigeait à l'été 1942 une trentaine de membres actifs¹³². Tous les contacts extérieurs étaient assurés par un agent de liaison, François Corn, 30 ans, coiffeur de formation. Selon Le Bail, Corn avait été habilité par Le Nadan Joseph, alias Deret Joseph, alias Giraud Joseph, alias Job Corn. Corn recevait les tracts à son domicile, lesquels étaient imprimés chez un manœuvre de 18 ans, Pierre Theuillon. En parallèle de ce travail, Theuillon occupait les fonctions de chef lorientais des jeunesses communistes.

L'enquête établit par ailleurs que Le Bail disposait de trois triangles¹³³ dans des communes de l'agglomération lorientaise, Ploemeur, Keryado et Lanester. Les trois triangles étaient organisés de manière identique. Le chef dirigeait les actions en liaison avec Le Bail et était généralement chargé de percevoir les cotisations auprès des militants ou sympathisants. En soutien, deux subordonnées procédaient aux distributions de tracts ou à des actions plus offensives.

Le triangle de Ploemeur fut dirigé par un charpentier de 42 ans, François Renault. Domicilié au hameau de Lanveur, il était assisté du nommé Le Sant et de Norbert Thomas pour les distributions de tracts. Implanté à Keryado, le second groupe avait comme responsable Jean Lucas, 37 ans, maçon de profession. Il était assisté d'un individu répondant au nom de Vitterie et de Pierre Le Moen. Enfin François Guillevin, 40 ans, manœuvre, oeuvrait avec Vincent Le Bohec, 35 ans et Julien Peron, 29 ans sur la commune de Lanester.

Appelées « Troïka » ou « Triangle » par la police lorientaise, ces entités étaient constituées d'hommes mûrs, de condition modeste. Les minutes des interrogatoires mettent en avant les activités de propagande des intéressés. Pour les actions plus offensives, une seconde structure existait.

¹³⁰ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées antinationales, Rapports bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°1922 du 13/07/1942, cote 1526W214.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² *Ibid.*

¹³³ *Ibid.*

2.1.1.2.2. Les groupes d'action immédiate

Parallèlement, des groupes d'action immédiate furent en effet constitués. Brest et Lorient vont alors devenir le théâtre d'une véritable guérilla urbaine. Le harcèlement dura toute l'année 1942 mais les actions les plus violentes s'échelonnèrent entre le 5 avril et le 20 septembre à Brest¹³⁴ et entre le 4 mars et le 2 septembre à Lorient¹³⁵. L'ensemble des savoir-faire tactiques fut mis en application ce qui témoigne de l'extrême résolution des militants engagés dans ces cellules. Quatorze attaques furent perpétrées à Brest¹³⁶. Huit obtinrent des résultats significatifs par l'usage d'explosifs. Dans cinq autres cas, les sabotages échouèrent ou n'occasionnèrent que des dégâts mineurs. Signe de temps nouveaux, un brigadier de police fera l'objet d'une tentative d'assassinat. Cet acte sera attribué à Primas¹³⁷.

La région Lorientaise fit quant à elle l'objet de treize attentats. À l'exception d'un déraillement et d'un incendie, les onze autres attaques furent réalisées à l'aide d'explosifs. Dix attaques eurent lieu à Lorient et deux autres à Auray. Sans négliger le travail de propagande opéré par distribution de tracts, on procéda à des incendies (le 16 février 1942 dans les cuves de mazout du Priatec), à des attentats contre des établissements fréquentés par les Allemands (le 31 avril puis les 9 et 10 septembre à Lorient) ou à des dynamitages de lignes électriques (entre autres le 21 juin à Caudan). Outre l'intérêt d'aguerrir les membres de l'organisation, ces actions prouvaient aux populations l'existence d'une Résistance active. La région lorientaise constituait en ce sens une excellente caisse de résonance régionale.

Là encore, le principe des triangles semble avoir été retenu par les équipes de Primas. En avril 1942, Jean-Louis Primas, Eugène Le Bris et Georges Abalain s'emparèrent de plusieurs dizaines de kilogrammes d'explosif dans la firme Heller près de Quimperlé¹³⁸. Le 26 juillet, un triangle composé de Papeau, Edouard Hervé de Rennes et de l'alsacien Léon Jaffré procéda à la destruction de la station de pompage de Tréauray près d'Auray. En août, Primas dirigea encore un triangle pour exécuter un policier de la police de sûreté à Brest¹³⁹. Enfin l'attaque du 26 septembre 1942 contre un bureau de poste de Lanester fut aussi réalisée par trois hommes armés dont Jean-Louis Primas. Ces quelques exemples donnent corps au modèle opérationnel retenu par les communistes pour leurs actions. Chaque triangle opérait selon une tactique établie. Le chef du triangle conduisait l'action principale en bénéficiant de l'appui direct de l'un de ses coéquipiers placé en position dite de « première protection ». La couverture, « deuxième protection », protégeait le dispositif principal en assurant le guet ou la défense armée lorsque cela était nécessaire. Du fait de sa grande souplesse, la structure sera étendue aux zones d'actions proches. À partir de 1942, au moins deux équipes de trois hommes opéreront au détournement des wagons SNCF dans la gare d'Auray¹⁴⁰.

Les autorités de Vichy ainsi que les Allemands prirent toute la mesure du danger représenté par ce harcèlement urbain. Dans une ville clé du dispositif stratégique nazi, l'organisation politico-militaire communiste devait être neutralisée. En juillet 1942 puis en

¹³⁴ ADM Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Primas Jean-Louis, cote 1526 W 184.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ ADM Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Abalain Georges, cote 1526 W 181.

¹⁴⁰ Témoignage Francis Massé, avril 2009.

janvier 1943, les fondateurs lorientais du FN furent arrêtés. Albert Le Bail mourra en déportation tandis que Jean-Louis Primas sera fusillé au Mont-Valérien en septembre 1943.

2.1.2. La cellule alréenne

Dans le pays d'Auray, tout en cherchant à préserver les structures clandestines recrées l'année précédente, les cellules avaient débuté le travail de propagande au mois de juillet 1941. La fin de l'année 1941 marqua le début des premières arrestations de cadres. En novembre, Alain Le Lay fut ainsi arrêté à Landévant par la gendarmerie des lieux. Interné à Brest pendant plusieurs mois, il fut finalement déporté à Auschwitz où il trouva la mort. Son remplacement par Jean Papeau, alias *Max*, fut effectif le mois suivant.

2.1.2.1. L'affaire Conan-Marca

Début 1942, une nouvelle vague d'arrestations va directement affecter la gare d'Auray. Dans la nuit du 19 au 20 janvier 1942, la Feldgendarmerie¹⁴¹ implantée à Crach près d'Auray et un détachement de la 205^{ème} division¹⁴² procédèrent à une fouille des placards de Maurice Dousbeck, 34 ans, chauffeur à la SNCF. Celui-ci avait été dénoncé par un proche pour la détention d'un revolver qu'il tenait de son père. L'arme était cachée dans son placard au dépôt de la gare. Pendant la perquisition, les Allemands fouillèrent également les placards voisins et découvrirent dans celui d'un jeune stagiaire de la SNCF, Jean Marca, une pile de tracts sans équivoque sur leur nature. Immédiatement arrêtés et écroués à la chambre de sûreté de la gendarmerie d'Auray, les intéressés furent incarcérés à Vannes le 21 janvier¹⁴³. Malgré la gravité des faits reprochés à Dousbeck, celui-ci fut rapidement écarté de l'affaire. Les Allemands préféreront approfondir le cas Marca. Soumis à des interrogatoires éprouvants, Marca finira par livrer le nom de Conan. Un troisième cheminot, Le Brec, sera arrêté mais vite relâché.

Que révéla l'enquête¹⁴⁴ ? Le 11 janvier, un homme non identifié rencontra Henri Conan à Auray et lui demanda de trouver un jeune sympathisant du parti pour distribuer des exemplaires de « l'Avant-Garde » dans le secteur d'Auray. Conan déclara ne pas connaître l'individu et ne donna jamais son identité. Les témoignages recueillis après la guerre permettent de penser qu'il s'agissait d'un homme répondant au nom de Nadan ou Le Nadan¹⁴⁵. Dans l'immédiat, il pensa à Jean Marca, jeune stagiaire au dépôt. Marca fut présenté à l'inconnu le jour même. Après un moment d'hésitation, celui-ci accepta de s'occuper de « *diffusion de matériel pour commencer* ». Rendez-vous fut alors pris le lendemain à Lorient. Marca retrouva l'intéressé à la gare en soirée et rentra immédiatement à Auray avec un paquet de tracts. Au retour, un exemplaire des documents fut lu puis immédiatement brûlé par Conan. Marca rangea ensuite le paquet dans son placard et n'y toucha plus avant la fouille des Allemands. Conan et Marca seront jugés par le tribunal militaire de Vannes. Condamnés à trois ans et demi de travaux forcés, ils seront finalement pris comme otages et fusillés début mai au polygone de tir de la garnison de Vannes.

L'affaire Conan-Marca va marquer un premier tournant pour la résistance alréenne. Alors que le sort des internés de l'été 1941 demeurait incertain, deux militants avaient cette fois

¹⁴¹ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Agents de la SNCF suspectés ou condamnés de propagande communiste et gaulliste, 1941-1944, cote 1526 W 216.

¹⁴² Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p85.

¹⁴³ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Marca Jean, cote 1526 W 181.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ ADM, Fonds historique de la Seconde guerre mondiale, FTP-FN-OS, cote 41J10.

été fusillés. La prise de conscience fut rude. Sur le plan opérationnel, les anciens militants furent presque entièrement neutralisés. Tout en reprenant le flambeau de Conan, Perron limitera significativement ses activités. Albessard rejoindra un organisme en charge de faire rentrer de captivité les prisonniers de la région. Seul Guérin jouera jusqu'en 1944 un rôle actif. Au moment de la mobilisation du 2^{ème} Bataillon, il sera chargé des effectifs et servira d'agent orienteur vers les points de regroupement¹⁴⁶. Les communistes alréens étaient rentrés en guerre, dans l'esprit comme dans les structures.

2.1.2.2. L'organisation opérationnelle alréenne

La structure opérationnelle adoptée par les cellules alréennes ne nous est pas connue. Les archives disponibles et les témoignages recueillis permettent seulement d'esquisser des pistes. Cinq fonctions semblent avoir été mises en œuvre de manière plus ou moins organisée : le commandement, la propagande, l'action directe, le recrutement et le financement. Ce dernier point fera l'objet d'une analyse approfondie dans une étude ultérieure.

2.1.2.2.1. Le commandement

S'agissant du commandement, le responsable de cellule le plus souvent cité fut Guillaume Perron. À partir de l'automne 1940, il hébergea chez lui Alain Le Lay, lequel exerça les fonctions de responsable inter-régional jusqu'à son arrestation de novembre 1941. À la même époque, un second personnage appelé à jouer un rôle important deux ans plus tard s'installa à Brech dans le quartier de la gare, Henri Delille¹⁴⁷. Militant communiste employé à la SNCF, Delille avait été détaché à l'Arsenal de Lorient de mai à août 1939. Revenu au dépôt d'Auray, il fut selon ses termes « limogé » de la SNCF en novembre 1940. Dans les faits, il semble plutôt avoir exercé ses droits à la retraite, à l'âge normal de 53 ans. Selon Delille, Perron joua un rôle très limité et se chargea principalement de l'hébergement des militants de passage à Auray. De son côté, Delille ne semble pas avoir non plus occupé d'importantes fonctions de commandement avant fin 1942.

Entre 1940 et 1941, un nom revient par contre souvent, il s'agit de l'ancien secrétaire de la cellule, Henri Conan. Personnage sympathique et ouvert¹⁴⁸, Conan était âgé de 30 ans en 1942. Du fait de ces responsabilités anciennes, il possédait à la fois la légitimité et l'expérience pour diriger les militants alréens. Lorsqu'en janvier 1942, un mystérieux émissaire viendra à Auray pour organiser une distribution de tracts, celui-ci s'adressera en priorité à Conan, lequel désignera Marca pour exécuter cette tâche. Autant d'éléments qui confortent la position de chef occupée par Conan jusqu'à son arrestation.

Une autre hypothèse peut être formulée, celle défendant l'existence d'une double hiérarchie politique et militaire. Comme au niveau régional, on peut en effet imaginer que le chef politique fut Guillaume Perron et que Conan fut chargé des tâches plus opérationnelles.

2.1.2.2.2. Propagande

La distribution des tracts constitua l'essentiel du travail de propagande réalisé par la cellule d'Auray. Comme en témoignent les conclusions de l'enquête Conan-Marca, les

¹⁴⁶ Témoignage Francis Massé, 17 avril 2009.

¹⁴⁷ ADM, Fonds historique de la Seconde guerre mondiale, FTP-FN-OS, cote 41J10.

¹⁴⁸ Témoignage de Joseph Morgan, La Baule, octobre 2009.

distributions de tracts étaient organisées en liaison avec les Triangles lorientais. Ces documents n'étaient en effet pas produits à Auray mais venaient de Lorient où le jeune Theuillon réalisait pour Le Bail la reproduction des imprimés. La distribution se faisait ensuite sous le contrôle de Conan par de jeunes volontaires souvent issus des jeunesses communistes. Un autre élément de l'enquête montre que ces distributions étaient certainement organisées à l'échelle départementale. En effet, tout au long du mois de janvier-février, on assista à une recrudescence des distributions de tracts gaullistes ou communistes. Le 11 janvier 1942, des tracts ainsi que des exemplaires du numéro spécial d'octobre-novembre 1941 de la revue communiste « L'Avant-Garde » furent distribués à Pontivy¹⁴⁹. Le 21 janvier puis le 3 février suivants, des exemplaires similaires furent cette fois distribués à Lorient¹⁵⁰. Ce sont ces mêmes documents que l'on retrouvera dans l'armoire de Marca, signifiant que l'opération dépassait largement le niveau local alréen.

Une seconde action de propagande, impliquant Papeau en personne, eut lieu à Sainte-Anne d'Auray en juillet 1942, le jour du pèlerinage annuel. Un rapport¹⁵¹ de la Sûreté daté du 27 juillet, exposa que *quelques exemplaires, une vingtaine environ, ont été trouvés sur la route de Sainte-Anne d'Auray au village voisin de Brech*. Ils étaient intitulés « Bretons mes frères » et émanaient du « Front National de lutte pour l'indépendance de la France ». L'affaire fut révélée par la gendarmerie d'Auray à la police de sûreté lorientaise. Les auteurs ne furent pas pris sur le fait. Un second rapport¹⁵² daté du 8 août précisa « *qu'une vingtaine de tracts émanant du Front National (Parti communiste) avait été découvert la jour de la fête de Sainte-Anne sur la route de Brech à Sainte-Anne, route suivie par les pèlerins* ». Ces informations révèlent que si Papeau fut bien présent le 26 juillet, l'action fut certainement de portée limitée. La distribution n'eut pas lieu dans le sanctuaire. Elle ne concerna que quelques pèlerins rentrant chez eux. L'effet principal fut donc plutôt obtenu par sa combinaison avec des actes de sabotages perpétrés les jours suivants.

Mais le premier semestre 1942 fut également l'occasion de développer un nouveau mode opératoire, directement inspiré des techniques de la subversion, les manifestations de femmes. La ville d'Auray fut ainsi choisie pour expérimenter les modalités de mise en œuvre d'un type d'action que l'occupant hésitera toujours à réprimer. Elle sera ensuite étendue à la région Lorientaise. Lors de sa visite en mairie d'Auray le 27 mars, le préfet du Morbihan fut ainsi accueilli par plusieurs dizaines de femmes, qui manifestèrent très bruyamment leur mécontentement à l'égard des tarifs pratiqués dans le commerce alimentaire.

2.1.2.2.3. L'action immédiate

Malgré les arrestations du second semestre 1941 et l'affaire Conan-Marca, des actions plus offensives furent lancées à Auray entre le 27 juillet et le 5 août 1944. La distribution de

¹⁴⁹ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées antinationales, Rapports mensuels ou bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°263 du 02/02/1942, cote 1526W214.

¹⁵⁰ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées antinationales, Rapports mensuels ou bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°292 du 29/01/1942, cote 1526W214.

¹⁵¹ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées antinationales, Rapports mensuels ou bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°2031 du 27/07/1942, cote 1526W214.

¹⁵² ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Répression des menées antinationales, Rapports bimensuels 1940-1944, Commissariat Spécial de Lorient, Rapport n°3451 03/08/1942, cote 1526W214.

tracts lors du pèlerinage de Saint Anne d'Auray le 26 juillet fut en effet suivie par deux actes de sabotage dans la nuit du 27 au 28 août puis le 5 août en journée.

La première action eut lieu vers minuit et demi. Elle frappa le poste de pompage d'eau de la Société Nationale des Chemins de Fer. Situé à Tréauray sur la commune de Pluneret, il alimentait en eau le dépôt des locomotives d'Auray. « *Deux moteurs, l'un à essence et l'autre électrique furent détériorés à l'aide d'explosifs* » ajouta le rapport¹⁵³. Selon Roger Leroux, Papeau dirigea à nouveau personnellement l'opération. L'équipe de sabotage était constituée d'un militant appartenant au groupe d'action de l'OS de Rennes, Edouard Hervé, et d'un membre de la cellule alréenne, Léon Jaffré. Comme l'indique le rapport, l'opération fut une réussite. La réaction des forces d'occupation fut toute aussi vigoureuse. Les Allemands tentèrent une première fois d'arrêter Jaffré en l'attendant au dépôt d'Auray alors qu'il revenait de Vannes aux commandes de sa locomotive. Sauvé par Jean Papeau et Guillaume Perron d'une interpellation certaine, il partit se réfugier en Anjou. Après quelques semaines d'isolement, il commit l'erreur de vouloir revoir sa femme et rentra à Auray. Certainement dénoncé, il fut arrêté par les gendarmes d'Auray et remis aux Allemands¹⁵⁴. Condamné à mort, Léon Jaffré fut fusillé à Rennes le 30 décembre 1942 au terme d'un procès retentissant. Seul Papeau échappa aux arrestations. Celui-ci quitta alors la Bretagne et s'installa en région parisienne pour se faire oublier.

Le 5 août, à 5 heures 25, précisait un second rapport¹⁵⁵ daté du 8 août, un autre acte de sabotage fut commis en gare d'Auray. Alors qu'un train de marchandises venant de Vannes s'engageait sur une voie conduisant à la gare de marchandises, une erreur volontaire d'aiguillage aboutit au déraillement de trois des wagons du convoi. Malgré le spectacle offert par ces collisions, les dégâts restèrent mineurs.

Les actions réalisées au second semestre 1942 furent moins spectaculaires mais permirent d'obtenir des résultats non moins négligeables. Les sabotages par détérioration du matériel devinrent courants. Une autre option consista à dérouter les wagons de ciment ou de matériel allemands. Selon Francis Massé¹⁵⁶, deux triangles opérèrent à la désorganisation du trafic ferroviaire allemand en gare d'Auray dès la mi-1942. Les consignes de cloisonnement étaient strictement appliquées et le furent jusqu'à la Libération. Le secret fut ensuite tellement bien conservé que la seconde équipe ne fut jamais connue. De son côté, Francis Massé formait un trinôme avec deux autres Brechois, André Kerzhéro et Duroquier. Selon ses déclarations, il recevait ses ordres de Paul Manceau de l'ORA. La structure en triangle laisse toutefois penser que le mouvement communiste ne fut pas étranger à leur création.

Leur mission consistait à désorganiser le transport ferroviaire allemand en modifiant la destination des wagons en attente à la gare d'Auray. Ils agissaient généralement la nuit en utilisant la complicité de cheminots. Cette activité était extrêmement dangereuse dans la mesure où la gare était en permanence surveillée par des sentinelles allemandes. Lors de ces opérations, Francis Massé et ses équipiers n'étaient jamais armés. Celui qui était chargé d'intervertir les panneaux de destination était toutefois protégé par au moins l'un des deux autres camarades. En cas de surprise, la sentinelle était assommée à coups de clef d'outillage. Conformément aux directives qu'ils avaient reçues de leur chef, les corps devaient ensuite disparaître sans laisser de traces. Il fut décidé de les incinérer dans les foyers des locomotives à vapeur. Seuls les papiers de ces soldats étaient conservés. Ils étaient ensuite discrètement abandonnés sur les quais de gares souvent éloignées afin que l'hypothèse d'une désertion permette d'expliquer la disparition. Francis Massé et son

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ ADM, Fonds Roger Leroux, FTP-FN-OS, cote 41J10.

¹⁵⁵ *Ibid.*

¹⁵⁶ Témoignage Francis Massé, président de l'amical du 2^{ème} bataillon FFI, 17 avril 2009.

équipe ont ainsi neutralisé trois soldats allemands. Il ajouta que l'on cherchait à amplifier les rumeurs de désertions en utilisant des relais d'influence au sein même de l'armée allemande. Quelques soldats en garnison à Auray affichaient en effet de discrètes idées anti-nazies. Très vite, les cheminots appartenant à la résistance comprirent qu'il était possible d'utiliser ces complices pour relayer des idées ou des rumeurs favorables à leur action.

Dans le cadre de cette mission, on chercha principalement à freiner les flux de ciment vers les chantiers du mur de l'Atlantique en déroutant les wagons vers des gares isolées où l'on s'empressait ensuite de dissimuler ou de redistribuer la marchandise. Du fait de leur isolement, les petites gares disséminées le long de la voie Auray-Pontivy servaient souvent de point de chute. Francis Massé se souvient qu'un avion de reconnaissance allemand Wieser-Storch affecté à l'aéroport de Lann-Bihoué fut ainsi envoyé à Messac où il resta caché pendant près de six mois.

2.1.2.2.4. Le recrutement

Localement, les cellules du pays d'Auray sortirent relativement préservées de cette période difficile. À Auray, le recrutement ne fut pas vraiment affecté mais resta limité. Au moins deux triangles furent, comme nous l'avons vu précédemment, recrutés au cours de l'automne 1942. Francis Massé livra sur ce point un témoignage saisissant.

Un autre groupe semble avoir été recruté à la même époque ou quelques mois plus tard. Baptisé « Groupe Jean Marca » en mémoire du jeune militant alréen fusillé en avril 1942, il procéda à divers sabotages de matériels SNCF ou de voies ferrées. Une étude plus poussée permettra d'établir un lien entre ce groupe, l'équipe de sabotage à laquelle appartenaient les frères Caradec de Brech et la structure de commandement FTP implantée au Mans. Les archives départementales de la Sarthe dispose en ce sens de documents tout à fait intéressants.

Outre la création de ces structures opérationnelles, des hommes continueront à agir à titre individuel ou établiront des contacts avec la structure communiste. La première situation est illustrée par le cas d'un cheminot de Brech et futur membre du 2^{ème} bataillon, Joseph Morgant. Employé à la gare de Lorient, il effectuait régulièrement des liaisons ferroviaires avec Auray. Bien que très attaché à son matériel, il n'hésita pas à faire dérailler sa propre locomotive devant l'actuel stade du Moustoir à Lorient. Le réservoir de forces va par ailleurs être étendu aux hommes rentrant de captivité ou renvoyés dans leurs foyers après la dissolution de l'armée d'armistice. Après avoir fui en zone libre en mars 1941 où il contracta un engagement au 32^{ème} RI, François Moizan de Brech choisit de revenir en Bretagne au moment de la dissolution de l'armée d'armistice. Devenu employé de la SNCF début 1943, il établira des contact qui lui permettront d'être recruté par l'un des responsables FN du Sud-Morbihan, le Brechois Henri Delille.

1942 s'acheva sur une série de revers qui affaiblira quelques temps le FN et les FTP. A compter de 1943, les bombardements alliés de Lorient accentuèrent encore le phénomène. Solidement structurée, l'organisation ne cessa toutefois pas d'exister et se renouvela une nouvelle fois.

À l'échelon départemental, un état-major FN-FTP fut créé dans les Landes de Lanvaux près de Bubry. Enfin, en remplacement de Papeau, un nouvel responsable interrégional, René Berjon fut désigné peu avant la fin de l'année. Selon Roger Leroux, l'état-major FTP nationale lui demanda de reporter l'effort de restructuration sur la région d'Auray en débutant la formation de groupes d'action. René Berjon se déplaça personnellement à

Auray aux environs de Noël 1943. Suite à cette reconnaissance, l'état-major départemental FN-FTP confia à Henri Delille, la mission de constituer ces groupes.

2.1.3. La mise en sommeil d' « Hector »

Alors que son chef avait déjà été arrêté puis relâché au premier semestre 1941, le réseau « Hector » subit une série d'arrestations les 9 et 10 octobre 1941. Au niveau national, la structure dirigée par le colonel Heurteaux fut neutralisée. Selon Roger Le Roux, Jean Muller donna alors des consignes de discrétion à ses hommes. Les témoignages recueillis après la guerre montrent pourtant que le réseau ne cessa pas vraiment ses activités.

Tout d'abord, Muller ne rompit jamais ses contacts avec ses cadres¹⁵⁷. Tout porte à croire qu'il resta toutefois principalement en relation avec ses recrues lorientaises car à aucun moment ne sont cités les noms de membres des trois autres antennes départementales d' « Hector ». Il poursuivit ensuite la recherche du renseignement et trouva manifestement d'autres points de contact pour transmettre ses renseignements¹⁵⁸. Selon ses propos, la guerre était avant tout affaire d'organisation. Ceci supposait que les querelles partisans n'avaient pas cours, au moins dans le sous-réseau qu'il dirigeait à Lorient, et que seule la mission comptait.

Le recrutement se poursuivit également. Début 1943, un officier des marins-pompiers de Lorient du nom de Hélo fut contacté par Muller. Du fait de ses fonctions, il devint une recrue de premier choix. Grâce à son laisser-passer, Hélo circulait à bicyclette sans être inquiété. Par ce moyen, il effectuait des reconnaissances régulières de sites sensibles. Lorsqu'une sentinelle l'arrêtait pour lui demander de rebrousser chemin, il répondait le plus simplement du monde qu'il s'était trompé de chemin. Ses contacts réguliers avec l'administration portuaire allemande lui permettaient par ailleurs d'obtenir de nombreux renseignements sur les activités navales de Lorient. Selon ses propos, il avait notamment pris l'habitude de faire parler deux Allemands¹⁵⁹ très prolixes sur leurs fonctions. À partir de 1944, Hélo va poursuivre ses activités en autonome et constituer la base du réseau appelé à rester dans Lorient en cas d'encerclement. Le directeur de la compagnie lorientaise de l'eau et de l'ozone, monsieur Pujol et l'abbé Laylo firent partie de ces nouvelles recrues. À cette époque, les renseignements étaient encore transmis à Muller. En août 1944, Hélo continuera à diriger plus de vingt agents, dont Pujol, restés sur ordre dans la poche de Lorient pour surveiller les activités allemandes. À partir de 1943, il apparut que Muller réorganisa ses hommes selon le schéma d'un 2^{ème} Bureau d'état-major et qu'il commença à transmettre l'ensemble des renseignements recueillis vers le colonel Masnou, responsable ORA.

Pour cette période, nous ne disposons d'aucun élément sur le secteur de Josselin, ni sur celui de Pontivy. Par contre, Yves Le Garrec livra quelques éléments au sujet de l'antenne vannetaise. Après être rentré au service de l'ingénieur Houel par l'intermédiaire de son ami, le capitaine de vaisseau Desforges, Le Garrec avait réalisé un dossier complet sur la défense anti-aérienne de la base sous-marine de Lorient. Mais les deux amis se rendirent vite compte que l'action de Houel était trop teintée d'anti-communisme. Après une entrevue avec leur chef, ils se séparèrent donc de ce réseau et débutèrent en autonome des actions de renseignement. Le Garrec mentionne qu'il donna alors ses contributions à un autre vannetais, monsieur Mahé, lequel avait des contacts avec un réseau britannique.

¹⁵⁷ ADM, Fond Roger Le Roux du comité d'histoire de la 2^{ème} GM, ORA, Cote 41J7.

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ ADM, Fond Roger Le Roux du comité d'histoire de la 2^{ème} GM, ORA, Cote 41J7. Un interprète allemand appelé Rakof et un militaire répondant au nom très français de de Beauharnais. Celui-ci haïssait particulièrement les français.

Toujours selon Le Garrec, Mahé disposait d'une boîte aux lettres à Pontivy armée par un agent au moins jusque début 1943. Le dispositif des agents de renseignement britanniques dans le Sud de la Bretagne mériterait d'être développé car leur présence fut signalée par de nombreux acteurs de l'ORA, Le Garrec à Pontivy, Paul Manceau à Auray, Mathieu Le Priol à Locoal-Mendon.

Si le réseau « Hector » fut effectivement neutralisé en zone Nord à partir d'octobre 1941, les antennes morbihannaises vont, après une courte période de mise en sommeil, retrouver une nouvelle vitalité auprès d'autres organisations, encore aujourd'hui non identifiées. Compte tenu des liens qui unissaient initialement « Hector » avec les SR de Vichy et donc les services secrets britanniques, il est possible d'imaginer que les antennes morbihannaises conservèrent des liens privilégiés avec cette communauté. Dans tous les cas, Muller rattachera ses hommes à l'ORA en 1943 et débutera alors une nouvelle forme de lutte, plus offensive cette fois.

2.1.4. Le dilemme de l'action immédiate

En Bretagne, la lutte contre les troupes allemandes franchit une étape nouvelle en 1942. À Brest et Lorient, des groupes organisés en triangle adoptèrent une tactique de harcèlement en zone urbaine. Cette option répondait au souhait, partagé par de nombreux groupes de résistance, de soumettre dès que possible l'ennemi à des attaques incessantes. Baptisé « Action immédiate », le procédé fut, du point de vue historique, attribué aux groupes issus de la mouvance communiste. Au-delà des enjeux politiques d'après-guerre, la réalité de terrain fut plus complexe.

Du point de vue allemand, il est intéressant de noter que l'« action immédiate » fut très tôt envisagée dans les analyses des services de renseignement. Mais contrairement aux idées reçues actuelles, c'est aux mouvements gaullistes qu'ils attribuèrent d'abord cette volonté. En janvier 1941, le 2^{ème} Bureau du XXV^{ème} CA évoquait ainsi un possible recours des réseaux gaullistes à des actions relevant de l'« action immédiate ». Pour l'état-major de La Baule, ils auraient recherché par « *quelques actes de sabotage bien organisés, lourds de conséquences et largement diffusés, à susciter des mesures de représailles collectives contre la population, favorisant ainsi les conditions psychologiques à des menées subversives dans l'ombre* »¹⁶⁰. En raison des risques encourus par les populations, cette tactique suscitait cependant, selon les Allemands, l'hostilité des militants gaullistes de base.

Le choix des modes d'action renvoie aux objectifs de guerre poursuivis par les alliés. Sur ce point, les organisations de Résistance vont globalement s'opposer sur deux options politico-militaires.

L'une défendue par le parti communiste, inscrivait l'action dans le cadre des objectifs de guerre russes. Ceux-ci réclamaient en effet, depuis la conférence de Téhéran en 1943, l'ouverture d'un second front afin de soulager la pression allemande exercée sur leurs troupes. Dans l'attente du débarquement promis, toute action immédiate devait donc permettre de fixer en France ou ailleurs des divisions allemandes que l'on ne retrouverait pas sur le front de l'Est. Derrière cette considération opérationnelle, on devine également des visées plus politiques. Le parti communiste ne cachait en effet pas que son principal

¹⁶⁰ Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p12.

objectif demeurait la prise du pouvoir par l'insurrection déclenchée avant ou au moment du départ des Allemands.

L'état-major de la France Libre s'opposa à ce concept d'opération. L'objectif principal des organisations de Résistance contrôlées par Londres ou Alger était d'appuyer le débarquement. L'insurrection généralisée faisait aussi parti du scénario opérationnel planifié mais celle-ci ne devait être déclenchée qu'à l'arrivée des troupes alliées. En ce sens, le général Revers soulignait que *la levée en masse n'était payante que si elle était rapidement rejointe par des forces régulières, venues de l'extérieur*¹⁶¹. Lancée de manière prématurée, elle pouvait d'une part nuire aux populations par les représailles inévitables qu'elle engendrerait mais aussi et surtout conduire à la destruction des forces dont on prévoyait l'emploi en soutien de l'invasion alliée.

S'il fut reproché à l'ORA, mais aussi à l'AS, une trop grande retenue dans l'action directe contre les troupes allemandes, il faut reconnaître que cette option divergeait des objectifs poursuivis par les groupes affiliés au parti communiste. Pour l'ORA notamment, il s'agissait moins « *de conditionner les populations à une action révolutionnaire qu'à prendre matériellement part à une phase militaire préparatoire au débarquement* ». En 1943, le général Revers exprima clairement la position de l'ORA vis à vis de l'action immédiate. Selon les termes d'une directive diffusée le 20 novembre, l'ORA refusa les attaques en zone urbaine et choisit de limiter l'action immédiate aux objectifs qui avaient été ou seraient définis par les instructions du commandement¹⁶². Dans le cadre de cette étude le fonds Revers n'a pas été exploité. Une étude plus complète de cette source permettrait d'approfondir ce point.

Entre les deux options, les acteurs morbihannais vont adopter une solution médiane. L'analyse des témoignages montre que les groupes communistes ne cherchèrent pas à conduire des actions susceptibles d'engendrer des représailles massives dans la population. Les archives montrent d'ailleurs que les attentats étaient suffisamment « signés » pour ne pas égarer les services de sécurité français et allemands sur de fausses pistes. Dès qu'un attentat était commis, des ordres de recherche visant des militants communistes clairement identifiés étaient transmis dans de très courts délais aux services de sécurité concernés. Une affaire impliquant les triangles lorientais illustre bien ce constat. Le 26 septembre 1942, trois individus attaquèrent le bureau de la poste de Lanester à 17 heures 50. Pourchassé dans Lorient, un militant communiste, Hervé Raymond, blessa par arme à feu un policier lors de son arrestation. Dès 20 heures 15, la gendarmerie de Pluvigner recevait un appel téléphonique donnant le signalement des deux complices en fuite. À 23 heures, un second appel précisait l'identité du personnel interpellé et de ses deux supposés complices. Le lendemain à 10 heures, un nouvel appel corrigeait l'identité des hommes en fuite, Eugène Le Bris et Jean-Louis Primas. En outre, il rappelait leur participation à des attentats dans la région nantaise. Depuis la veille au soir, il était donc fait référence à des affaires impliquant des communistes, évitant ainsi des dégâts collatéraux.

S'agissant de l'action armée contre l'occupant, l'ORA morbihannaise s'en tint donc globalement aux directives nationales. Elle refusa de prendre la *responsabilité du cycle infernal action –représailles*. Localement, elle déploya toutefois une grande activité contre l'occupant en s'appuyant sur des hommes qui partageaient largement les vues communistes pour l'action immédiate. Les archives montrent même que deux cadres du 2^{ème} Bataillon, son commandant Yves Le Garrec et Félix Guillas opèrent sous

¹⁶¹ Colonel de DANVILLE, *L'ORA, la résistance de l'Armée*, p 122.

¹⁶² SHD, Centre documentation de la division Terre, Fonds Résistance, *Les Maquis de l'ORA*, Général Georges Roidot, Paris, 1984, p2.

commandement des FTP jusqu'en février 1944. Il peut paraître surprenant d'observer que le futur chef d'un bataillon de l'ORA ait pu appartenir ou au moins agir au profit des communistes jusque début 1944. Les archives montrent cependant que si Le Garrec n'hésita pas à rejoindre l'ORA au printemps 1944, celui-ci était resté cohérent dans son jugement vis à vis des combattants communistes. Rappelons qu'en 1942, il avait déjà quitté avec son ami Desforges le réseau « Hector » jugeant que l'anti-communisme constituait la seule activité de sa branche vannetaise. Selon certains témoignages, les sabotages réalisés par Le Garrec et ses hommes furent ensuite initialement commandités par l'état-major départemental des FTP implanté à Bubry. Il est ainsi fait mention qu'un agent de liaison se déplaça en mars et février 1944 à Auray pour donner de l'argent à un capitaine d'active dénommée le Garrec. Si le témoignage mentionne non pas le commandant mais le capitaine Le Garrec, il ne fait aucun doute qu'il s'agit bien là du chef d'escadron Le Garrec, car il n'existait pas à l'époque d'homonyme connu dans la région d'Auray. Un second indice conforte l'idée du rattachement du groupe de sabotage Le Garrec aux FTP, l'homologation de l'intéressé sur les listes du 1^{re} Bataillon FTP du Morbihan. Selon ce document établi par l'officier liquidateur Jean Le Guénic, Yves Le Garrec adhéra aux FTP le 15 août 1943¹⁶³. Le Garrec mentionna de plus en 1957, qu'il entretenait des relations étroites avec le docteur Sigot, responsable FTP morbihannais. Sigot habitait dans le Golfe du Morbihan à quelques kilomètres de Larmor-Baden. Fin 1943 et début 1944, La maison des Le Garrec servit entre autre de boîte aux lettres pour les FTP. Selon son épouse, Félix Guillas fut invité par Sigot à suivre des cours de formations sur les armes anglaises. Même s'il est difficile de le déterminer, il est fort possible que cette formation eut lieu près d'Arzon en mars 1944 avec un instructeur parachuté d'Angleterre. Selon toute vraisemblance, Guillas reçut également un complément de formation auprès des FTP. Dans un article publié lors de son décès, il fut en effet mentionné qu'il avait suivi auprès du responsable FTP, Max Le Carrer, une formation sur l'emploi des explosifs.

Tous ces éléments ne font pas de Le Garrec, ni de Guillas des membres officiels des FTP. Rien ne prouve en effet que ces deux hommes aient signé un engagement en bonne et due forme auprès du mouvement communiste. Le rattachement temporaire pour des raisons opérationnelles aux FTP est par contre tout à fait plausible. Quelques semaines plus tard, une situation semblable sera observée dans les communes de Brech, Landaul, Landévant et Sainte-Anne d'Auray lorsque la compagnie FN « de Lattre de Tassigny » du bataillon « Daniel Casanova » sera rattachée au 2^{ème} Bataillon ORA. Ces mouvements révèlent toute la complexité des mouvements de Résistance. Sur un plan purement opérationnel, ils montrent que les organisations surent adapter leurs structures sans trop d'arrière-pensées politiques. En conséquence, dès l'automne 1943, le sabotage des voies ferrées dans le secteur d'Auray sera, sous l'impulsion de ces hommes, d'une efficacité rarement égalée dans le reste du Morbihan. Mais il ne visait pas autre chose que la préparation des opérations de débarquement. Cette situation de compromis devait finalement satisfaire tout le monde.

¹⁶³ Service Historique de la Défense, DIMI Résistance, dossier 1^{er} Bataillon FTPF du Morbihan, cote 19P56.

2.2. Les nouveaux acteurs de la Résistance de l'Armée

1942 voit émerger dans le Morbihan une nouvelle génération d'opposant à l'occupation, issue de la Gendarmerie ou de l'Armée dissoute d'armistice. Ces hommes vont constituer le creuset des cadres appelés ensuite à commander les recrues poussées dans la clandestinité par le STO.

2.2.1. L'Armée d'armistice

La dissolution de l'Armée d'armistice en novembre 1942 va engendrer le retour dans leur région natale d'un certain nombre de militaires alréens. Notons toutefois que ce mouvement avait été précédé par le rapatriement de diverses catégories de prisonniers de guerre dès 1940.

2.2.1.1. Les premiers retours (1940-1941)

Conformément aux conventions d'armistice, le gouvernement de Vichy obtint la libération anticipée des gendarmes ou des prisonniers titulaires d'une spécialité indispensable à la reprise économique du pays. Les employés de la SNCF ou des services de santé entraient notamment dans cette dernière catégorie.

Originaire de Brech, Joseph Morgan avait été mobilisé au 62^{ème} RI de Lorient. Il fut fait prisonnier en juin près de Laval. Employé à la SNCF depuis février 1937, il bénéficia naturellement de ces mesures dès l'été 1940. Fin août, il avait repris son poste à Evreux. En 1941, il fut muté à Lorient. Dès lors, il établit des contacts réguliers avec l'ancien secrétaire de la cellule communiste d'Auray, Henri Conan. En juin 1944, il rejoindra les hommes du capitaine Cosquer à Saint-Marcel. Bien que simple voltigeur de réserve, son habileté au fusil-mitrailleur et son aisance opérationnelle lui vaudront de diriger une section du bataillon lors des combats.

L'autre catégorie à bénéficier d'un retour anticipé de captivité fut celle des anciens combattants de la guerre de 1914-1918. Futur capitaine de la 3^{ème} compagnie, Emile Cosquer appartenait à cette catégorie. Officier de réserve au 137^{ème} RI, dont l'un des bataillons étaient stationné à Lorient, il fut à nouveau mobilisé en 1939 et prit la tête de la 6^{ème} compagnie. Fait prisonnier près de Dunkerque, il passera plus d'un an dans l'*Oflag II D* de Grass Born en Poméranie. Rapatrié à Auray le 16 août 1941, il reprit ses fonctions à la gare. Fin 1942, il sera recruté par Joseph Rollo du mouvement Libération-Nord.

Enfin, de nombreux réservistes rentrèrent à Auray après de simples formalités de démobilisation en zone Sud. Elu maire d'Auray à la Libération, Yves Kerroux reprit ainsi ses fonctions d'agent d'assurance en août 1940. Dès 1941, il travailla au sein d'une antenne locale dépendant du réseau de renseignement du colonel Rémy. Tout comme Emile Cosquer, il se mit en relation avec Rollo en 1942. Il servira à Libération Nord jusqu'en mars 1944 puis rejoindra Manceau à l'ORA.

2.2.1.2. Les militaires en congé d'armistice (1942-43)

La seconde catégorie des rapatriés fut constituée des militaires mis en congés d'armistice après l'invasion de la zone Sud. Les exemples sont nombreux. Nous retiendrons les cas d'Alain Le Bobinec¹⁶⁴, d'André Allain¹⁶⁵ et de Eugène Robino¹⁶⁶ pour illustrer ce phénomène.

¹⁶⁴ Service Historique de la défense, DIMI Résistance, dossier FFI Alain Le Bobinec, Cote 16P 346836

Le Bobinec Alain

Officier d'active, Alain Le Bobinec était entré à Saint-Cyr en 1940. En raison de la fermeture des locaux parisiens de l'École Spéciale Militaire, il avait suivi sa formation d'officier à Tarbes. En 1942, il choisit la cavalerie et fut successivement affecté au 8^{ème} Régiment de Dragons puis au 3^{ème} Régiment de Hussards jusqu'en Novembre. La dissolution de l'armée d'armistice lui imposera le retour dans sa maison de famille à Kerlois en Pluvigner. En 1944, il commandera une section de trois groupes, un à Pluvigner et deux à Brech, rattachés à la 2^{ème} Compagnie. Proche du commandant Manceau, il réalisera à son profit des missions spéciales de liaison ou d'action directe. Il aurait notamment participé en juin 1944 à la neutralisation d'un individu accusé de mener une propagande anti-maquis dans la région de Pluvigner. Présent à Saint-Marcel lors des combats du 18 juin, il sera vu le 10 juillet 1944 à Treuroux en Brech lors de la réunion au cours de laquelle Le Garrec échappa de peu à une arrestation¹⁶⁷. Le 2 août 1944, il sera à nouveau présent à Treuroux pour le parachutage d'armes qui permettra d'équiper une partie du bataillon. Il participera ensuite à la tentative de reconquête de l'hôpital militaire allemand de Saint-Anne d'Auray le 4 août. Après les combats de Rieux, il rejoindra les rangs du 2^{ème} Régiment de Chasseurs Parachutistes avec lequel il s'illustrera sur la Loire puis en Hollande. Dans son ouvrage « Qui ose vaincra », Paul Bonnacarrère consacra plusieurs pages à l'exploit réalisé par Le Bobinec en septembre 1944 à Saint-Pierre-le-Moûtier¹⁶⁸ près de Nevers. Avec une poignée d'homme, il réussit en effet par un audacieux coup de bluff, à obtenir la reddition d'une colonne allemande forte de plusieurs milliers de soldats.

Allain André

Second-maître dans les fusiliers-marins, André Allain fut affecté à Toulon jusqu'en novembre 1942. Au moment du sabordage de la flotte française, il était embarqué sur le cuirassé « Strasbourg ». Placé en congé d'armistice à partir de cette date, il entra en contact avec les cadres de la future 4^{ème} compagnie. En mai 1944, il participera à des actions contre la voie ferrée menant de Auray à Quiberon. Le 1^{er} juin 1944, il entra dans la clandestinité et deviendra chef de section dans la 4^{ème} compagnie du lieutenant Bessière.

Robino Eugène

Né à Crach en 1920, Eugène Robino s'était engagé dans les fusiliers-marins en 1938. À la déclaration de guerre, Eugène était affecté à Toulon. À l'automne 1939, il participa au sein de la force maritime inter-alliés « X » au bombardement des infrastructures navales de Gène. Placé en congé d'armistice en novembre 1942, il rentra à Crach en décembre. Quelques semaines après son retour, il apprit par l'intermédiaire d'Henri Gahinet de Baden qu'un groupe de Résistance se constituait près de Plougoumen et que l'on recherchait tout particulièrement à recruter d'anciens militaires d'active. Incorporé à la 1^{ère} compagnie comme chef de groupe, il rejoindra Saint-Bily puis Saint-Marcel où son frère sera tué le 18 juin dans les rangs de la 2^{ème} compagnie. Fin juillet, il participera avec les parachutistes SAS au nettoyage des résistances allemandes établies le long de la côte au Sud d'Auray puis rejoindra le front de Lorient dans le secteur de Sainte-Hélène.

¹⁶⁵ Service Historique de la défense, DIMI Résistance, dossier FFI André Allain, Cote 16P 8191

¹⁶⁶ Témoignage Eugène Robino, le 23 avril 2009.

¹⁶⁷ Témoignage Joseph Morgan, octobre 2009.

¹⁶⁸ *Qui ose vaincra*, Paul Bonnacarrère, Le livre de poche, 1975, p 416 à 442.

2.2.1.3. Les renforts ponctuels au moment de Saint-Marcel (1944)

Enfin un dernier groupe issu de cette catégorie jouera un rôle ponctuel mais néanmoins important dans la vie opérationnelle du bataillon. Il s'agit des cadres affectés au bataillon pendant la seule période de Saint-Marcel. Nous verrons dans un prochain chapitre que le regroupement de Saint-Marcel s'effectua dans une grande confusion. Aussi fut-il nécessaire d'encadrer les reliquats des sections avec des renforts extérieurs. Une des sections du bataillon fut par exemple commandée par Roger Le Berre¹⁶⁹. Sous-lieutenant d'active, il était sorti de l'École Spéciale Militaire (ESM) d'Aix en Provence le 27 août 1942. Précisons que le célèbre lieutenant Tom Morel, futur héros du plateau des Glières, faisait parti à cette époque de l'encadrement de l'école. Le Berre fut ensuite affecté au 27^{ème} RI jusqu'en novembre 1942. Mis en congé d'armistice, il reprit le chemin de sa Bretagne natale. Il s'établit à Rennes en août 1943 où il servit dans un organisme relevant de l'intendance militaire. En janvier 1944, il intégra les équipes d'un groupe d'action directe opérant dans la capitale bretonne, le groupe « Uriage ».

Selon sa femme¹⁷⁰, en mars 1944, il rentra dans le réseau « action » de la région militaire sous les ordres du Délégué Militaire Régional (DMR) de l'époque, Valentin Abeille, alias *Méridien*. Le 12 juin, il rejoignit l'état-major FFI à Saint-Marcel où il retrouva le nouveau DMR, le commandant Barthélémy, alias *Hauteur*. Le 18 juin, il va combattre avec sa section dans le secteur de la compagnie du capitaine Larralde près du château de Sainte-Geneviève. Blessé une première fois, il reprendra sa place sur la ligne des contacts et sera finalement abattu d'une balle dans la tête.

Ces quelques exemples illustrent comment l'encadrement militaire du bataillon s'est constitué. Comme nous l'avons vu, les vagues d'engagement vont se succéder jusque fin juillet 1944. Deux périodes principales doivent être distinguées. La première débuta avec la dissolution de l'armée d'armistice. La seconde fut initiée d'une part par le débarquement et d'autre part par le changement de posture opérationnelle fin juillet 1944. En effet, de nombreux militaires furent étroitement surveillés tout au long de l'occupation. Ancien sous-officier de cavalerie et futur chef de section à la 3^{ème} compagnie, Abel Clouard¹⁷¹ avait par exemple été arrêté pour sabotage en 1942. Faute de preuves, les Allemands l'avaient libéré huit jours plus tard mais lui imposèrent un contrôle judiciaire bimensuel. Dans ce contexte, l'intéressé attendit que le chaos ne gagne les rangs allemands avant de rejoindre le maquis à la fin du mois de juillet 1944.

Un autre facteur explicatif repose sur l'inadaptation opérationnel de certains cadres à la lutte clandestine. Formés au combat conventionnel, de nombreux militaires ne se sentaient pas prêts à entrer dans la Résistance. Ils refusèrent par ailleurs souvent de rejoindre des groupes de jeunes sous-entraînés qui à bien des égards manquaient de crédibilité opérationnelle. Au moment du débarquement, le combat prit une forme plus classique. La mise en place d'un bataillon ou la constitution d'un état-major organisé en bureaux contribuèrent sans doute à rassurer des officiers comme Jean de Ligny et à les inciter à rejoindre la Résistance.

Une étude approfondie de ce point permettra d'établir une liste plus complète du personnel du bataillon concerné par ce statut.

¹⁶⁹ Service Historique de la défense, DIMI Résistance, dossier FFI Roger Le Berre, Cote 16P 346186

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ Service Historique de la défense, DIMI Résistance, dossier FFI Abel Clouard, Cote 16P 134333

2.2.2. Gendarmerie morbihannaise, le réseau « Action » de la mission BOA *Cockle*.

L'autre réseau dont le Bataillon Le Garrec tira légitimement sa filiation opérationnelle fut la composante gendarmerie de l'antenne bretonne du Bureau des Opérations Aériennes (BOA) de la France Libre. Comme le souligne Roger Leroux, « Action » fut à la fois un réseau et un mouvement, qui par l'appui dont il bénéficia de Londres, la cohérence de ses ramifications départementales et le projet patriotique défendu par ses chefs va permettre de constituer l'ossature de l'Armée Secrète (AS) dans le Morbihan. Mais avant tout, il fut l'une des composantes du réseau du BOA qui s'implantera dans le Morbihan à partir de décembre 1942 sous la coupe d'un habitant de Ploemel, Guy Lenfant.

2.2.2.1. Les chefs

Guy Lenfant

Evoquons donc tout d'abord le parcours de celui dont le pseudonyme dans la clandestinité fut la *Panthère Noire*. Guy Lenfant était né à Quimper en 1911. Membre du parti communiste avant la guerre, Lenfant résida jusqu'en 1941 à Ploemel¹⁷² près d'Auray, où sa première femme Léocadie Le Port était institutrice laïque¹⁷³. En 1943, le frère de Léocadie deviendra l'adjoint de Guy au sein de l'antenne du BOA qu'il dirigeait alors dans le Morbihan. En septembre 1939, il fut mobilisé au sein du 505^{ème} Régiment de Chars de Combat de Vannes. Il y côtoya à cette époque Jean Muller, capitaine commandant l'une des compagnies du 27^{ème} Bataillon de chars et Rigoine de Fougerolles de la Trinité sur Mer¹⁷⁴. Fougerolles deviendra l'un des agents du colonel *Rémy* en France occupée. Au premier semestre 1941, il sera recruté par le chef de l'antenne vannetaise du réseau de *Rémy*, Robert Jude de l'Île-aux-Moines. Il rejoindra ensuite une antenne d'*Alliance* à Auray.

Volontaire pour toutes les missions, Lenfant aimait l'action. Selon toute évidence, l'inactivité de la « Drôle de guerre » lui pesa. Il se porta donc volontaire pour l'expédition de Finlande, puis après son annulation, pour celle de Norvège. Au moment de l'attaque allemande, il se trouvait dans la région scandinave de Narvic et ne participa donc pas à la campagne de France. Revenu à Brest en juin 1940, il devait rejoindre Londres quelques jours plus tard. Le sort voudra que son souhait soit retardé de quelques mois. Il fut en effet blessé le 18 juin 1940 alors qu'il procédait à la destruction de véhicules blindés abandonnés sur place. Fait prisonnier, il fut soigné à Brest puis au Val de Grâce à Paris. Au bout de trois mois, il fut libéré et démobilisé. À l'automne 1940, il décida de rallier Londres en franchissant la ligne de démarcation. En zone Sud, il fit connaissance avec le Vannetais Gilbert Renault, alias *Rémy*, et rentra dans son réseau la Confrérie Notre Dame. Par l'intermédiaire de Renault et avec l'accord de Londres, il devint un agent du BCRA au début de l'année 1941. Sans expliquer comment ils furent amenés à faire équipe, Roger Leroux note dans son livre que Lenfant, alias *Le Breton* se trouvait avec de Fougerolles, alias *Le Prince*, lors d'une rencontre avec *Rémy* en Dordogne dans une maison appartenant à un membre du réseau¹⁷⁵.

¹⁷² Après la guerre, il restera dans le Morbihan et s'installera à Sainte-Anne d'Auray de 1945 à 1950 puis à Baud.

¹⁷³ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1941, Lenfant Guy, cote 1526 W 179.

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ Roger Leroux, *Le Morbihan en guerre 1939-1945*, Imprimerie Floch, 1981, p94.

Revenu en Bretagne en mars, il fut condamné à 18 mois de prison par le tribunal militaire allemand de Vannes pour complicité dans l'agression d'un gendarme allemand commise par un marbrier de Vannes et camarade du 505^{ème} RCC. Il effectua trois mois de détention mais s'évada durant son transfert de Vannes vers Saint-Brieuc. Fin 1941, il réussit enfin à rejoindre Londres et suivit le cours des cadres du BCRA. Il en sortit sous-lieutenant et fut ensuite désigné pour prendre le commandement de la mission « Cockle » en Bretagne. Le 22 décembre 1942, il fut parachuté près de l'étang aux Ducs à Ploermel avec le titre de chef régional des services Action-BOA¹⁷⁶. Presque immédiatement il prendra contact avec les gendarmes de la brigade de Ploermel et établira par conséquent des rapports privilégiés avec le chef départemental Maurice Guillaudot.

Ces quelques éléments biographiques permettent de cerner la personnalité d'un personnage appelé à jouer un rôle majeur dans l'évolution de la Résistance morbihannaise.

Maurice Guillaudot

Qui fut cet homme de conviction et de caractère, le charismatique commandant Maurice Guillaudot ? Valeureux combattant de la Première Guerre mondiale, Guillaudot poursuivit dans l'entre-deux-guerres une carrière d'officier de gendarmerie qui en 1940 le conduisit en Bretagne au poste de commandant du groupe de Garde Républicaine Mobile de Vitré.



Soldat énergique et courageux, il observa de cet endroit l'effondrement militaire et politique de son pays. En juin 1940, il participa personnellement à l'ultime tentative de rétablissement défensif de la campagne de France, la constitution du « réduit breton ». Au cours de ces folles journées, il assista à des scènes d'insubordination¹⁷⁷ qui lui firent prendre la pleine mesure du degré de délabrement moral atteint par l'Armée française. Mais contrairement à certains de ses pairs qui feront le choix du renoncement, il se forgea alors la conviction que la lutte ne devait pas cesser.

En plein chaos, une rencontre improbable va, semble-t-il, sceller son destin. Alors qu'il passait en véhicule dans la ville de Pontorson, il rencontra par le plus grand hasard Harold Williamson, colonel dans l'armée britannique. Selon toute vraisemblance, ce dernier

appartenait aux services spéciaux de son pays. Dans ses mémoires, Maurice Guillaudot apporte peu d'éléments sur ce point mais les détails de leur rencontre ainsi que leurs échanges ultérieurs laissent peu de doute sur les fonctions de cet officier. Dans *Les soldats bleus dans l'ombre*, l'auteur écrit que les deux hommes décidèrent de rester en contact après une brève discussion au bord d'une route encombrée de réfugiés. Williamson prit ensuite congé de Guillaudot en précisant que ses envoyés se présenteraient à lui ou à sa famille de la part de *Shakespeare*, pseudonyme que l'anglais s'était attribué. Ce sera chose faite moins d'un an plus tard lorsqu'un soir de 1941, *un espèce d'employé de bureau, mal habillé, un peu chauve, aux grosses lunettes de myopes, qui triturerait maladroitement son béret* viendra renouer le contact au nom de Shakespeare. Sans qu'il ait été possible de confronter ce témoignage par une autre source, Guillaudot entra à partir de ce moment dans la résistance active. Il mit ainsi en cohérences ses actes quotidiens d'obstruction au régime de Vichy avec ses convictions patriotiques profondes.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ *Soldats bleus dans l'ombre*, Charles Gilbert, Le cercle d'or, 1977, p49.

Maintenu en poste à Rennes après l'été 1940, il s'était en effet rapidement opposé au préfet d'Ile-et-Vilaine de l'époque. En juin 1941, il avait été muté disciplinaire à Vannes après avoir refusé de réprimer un rassemblement qui s'était tenu en souvenir des victimes du bombardement allemand de la gare de Rennes en juin 1940. Affecté à Vannes, il prit le commandement de la gendarmerie du Morbihan, département clé du dispositif allemand en Bretagne. De fait, l'ironie du sort voulut qu'un agent des services spéciaux alliés, soit sanctionné par une affectation à un poste qui lui permettra de remplir mieux que nulle part ailleurs sa mission. Guillaudot ne pouvait espérer plus confortable couverture. Pour la cause qu'il a choisi de défendre, il va désormais accepter de prendre les plus grands risques. Immédiatement après sa prise de fonction, il organisa une visite de commandement destinée à donner ses directives mais surtout à apprécier l'état d'esprit des hommes¹⁷⁸ avec qui il allait travailler. Accompagné par son chauffeur originaire d'Auray, le gendarme Constant Hulot dont le fils avait rejoint la France Libre¹⁷⁹, il sillonna les routes du département. Le registre des correspondances courantes de la gendarmerie de Pluvigner mentionne en effet que le commandant de compagnie effectua une visite inopinée de la brigade le 4 juin 1941¹⁸⁰. Le chef de brigade de l'époque, le maréchal des logis-chef Symond, n'apporta toutefois aucun élément complémentaire et conclut son rapport par un laconique *Rien de particulier*.

Au terme de cette visite de commandement, il affirma dans son livre qu'il pouvait compter sur une grande partie du personnel des sous-officiers de ses brigades. Quelques semaines plus tard, un rapport des services de renseignement du XXV^{ème} CA adressé à l'état-major de la 7^{ème} Armée confirmera ce point, au moins pour la région d'Auray. Auray et Quiberon étaient en effet particulièrement concernés. « *La 205^{ème} Division signale que des français bien pensants ont indiqué à plusieurs reprises au cours de conversations que les gendarmes français (par exemple à Quiberon, Auray et Lorient) sont pro-anglais et contre les nouvelles orientations* » précisait ce rapport daté d'août 1941. Derrière les trois villes citées en exemple, c'est en particulier l'action des chefs de brigade de Quiberon (Adjudant Nicolas puis Maréchal des logis-chef Le Bert depuis mai 1941), d'Auray (Adjudant-chef Redien) et de la section de Lorient (Adjudant-chef Le Merdy) qui était visée. Nicolas, Le Bert, Redien et Le Merdy quatre hommes appelés à jouer un rôle important en soutien ou au sein des rangs du bataillon.

¹⁷⁸ Plus de 300 hommes répartis dans 55 brigades.

¹⁷⁹ Léopold Hulot avait en effet rejoint l'Angleterre en 1941 après avoir passé sept mois en internement au camp espagnol de Miranda. Engagé dans les fusillers-marins, il intégrera le commando Kieffer et participera au débarquement du 6 juin 1944 sur la plage de Ouistreham. Grièvement blessé ce jour là à la tête de ses hommes, le sous-lieutenant Hulot retrouvera les commandos quelques semaines plus tard et achèvera la guerre, titulaire de deux citations à l'ordre de l'Armée. Il poursuivra ensuite sa carrière militaire et se portera volontaire pour l'Indochine où il mourra au combat en septembre 1948. Il est aujourd'hui enterré au cimetière de Brech situé quartier de la paix.

¹⁸⁰ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante au départ (R/2), 4 janvier 1939 au 6 février 1942, p356, Cote 56E106.

2.2.2.2. Entre devoir d'obéissance et engagement patriotique, le dilemme des forces de sécurité

2.2.2.2.1. L'ambiguïté de la lutte anti-communiste

Selon Guillaudot, les premières instructions furent données à la fin de l'année 1941. Elles concerneront tout d'abord la destruction des fichiers à caractère politique ou racial. D'autres missions viendront ensuite, notamment à partir de 1943. La protection de la population, la recherche du renseignement et enfin la préparation du combat de libération compléteront alors le panel des actions conduites par les gendarmes.

S'agissant de la documentation compromettante, Guillaudot donna en 1942 un ordre de destruction du fameux carnet B dans lequel figurait les noms des membres ou sympathisants du parti communiste. L'histoire nota que cette action marqua symboliquement l'entrée en résistance de la gendarmerie du Morbihan. Si rien ne permet de douter que l'ordre fut effectivement donné par Guillaudot à ses gendarmes, force est de constater qu'il fut diversement appliqué dans le pays d'Auray. En effet, la destruction du document n'empêcha pas les brigades ni de participer à la répression anti-communiste, ni de livrer des listes de militants installés sur le territoire de leur circonscription.

En novembre 1941, la brigade de Landévant procéda ainsi à l'arrestation du responsable communiste Alain Le Lay. À l'automne 1942, ce sont des gendarmes d'Auray qui arrêteront l'un des auteurs de l'attentat perpétré contre la station de pompage de Tréauray¹⁸¹.

Enfin les archives de la brigade de Pluvigner ont permis d'établir que des listes de militants communistes furent encore transmis à la section de Lorient en 1942¹⁸². Le 5 mai, le chef de la brigade, le maréchal des logis-chef Symond, fit ainsi parvenir à son supérieur lorientais une liste de cinq communistes résidant sur le territoire de sa circonscription. Manifestement, il choisit de cibler Camors car tous étaient des habitants du bourg forestier.

Brigade de Pluvigner, le 5 mai 1942

Liste des communistes en résidence sur le territoire de la circonscription

*Le Floc'h Jean-Marie, né le 12 février 1871 à Camors, Sabotier,
Jarno Jean, né le 13 février 1888 à Camors, Commerçant,
Le Carff Toussaint, né le 04 octobre 1913 à Guémené/Scorff,
Instituteur,
Le Goff Noël, né le 25 décembre 1894 à Camors, Sabotier,
Dervout René, né le 20 mars 1911 à Lorient, Instituteur.*

Ces éléments montrent bien que l'action de la gendarmerie dans la Résistance fut beaucoup plus complexe que le laissa penser Guillaudot dans son ouvrage. Dans le contexte de l'époque, ce comportement fut toutefois couramment observé. L'anti-communisme était un phénomène très répandu dans la société française de l'entre-deux-guerres. Ce positionnement politique n'était d'ailleurs pas considéré comme incompatible avec une activité de Résistance. Chef départemental du réseau « Hector », Jean Muller fut avant la guerre un maurassien convaincu par exemple. Il n'en demeura pas moins un farouche

¹⁸¹ ADM, Fonds historique de la Seconde guerre mondiale, FTP-FN-OS, cote 41J10.

¹⁸² Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Brigade territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance confidentielle, 1940-1947, 5 mai 1942, p172, Cote 56E109.

patriote qui réussit d'ailleurs un bel amalgame en intégrant dans son bataillon de nombreux groupes communistes de la région lorientaise à la Libération.

Avec le temps, plusieurs acteurs de la répression anti-communiste évoluèrent également dans leurs opinions. Avant son départ du Morbihan vers Vichy où il avait été muté, le chef de la sûreté morbihannaise pris le soin de prévenir des militants communistes d'Auray et de Camors des menaces qui pesaient sur eux. En mars 1944, le commissaire spécial Audrey vint ainsi personnellement prévenir les instituteurs Joseph Rollo et René Dervout qu'ils avaient été cités dans une lettre de dénonciation parvenue à ses services de Vannes en février 1944¹⁸³. La dénonciation visait également un homme répondant au nom de Corlée ainsi qu'un receveur des postes à Auray, Le Treis. Devant la gravité des faits, Audrey avait fait disparaître de son dossier la lettre de dénonciation et tenu à prévenir les intéressés. Malgré cela, Rollo fut arrêté le 31 mars 1944 puis déporté. Toussaint Le Carff sera quant à lui incarcéré à deux reprises dans la prison du SD de Locminé pendant le mois d'avril 1944. Faute de preuves, il sera relâché. Corlée, qui détenait un poste émetteur chez lui, prit la fuite, ainsi que René Dervout, au moment où les Allemands venaient pour les arrêter.

2.2.2.2.2. Le gendarme une ressource privilégiée pour la Résistance.

Au total, entre 100 et 200 gendarmes, vont donc rejoindre les rangs de la Résistance active entre 1943 et 1944. Au 13 juillet 1944, sur les 494 membres¹⁸⁴ que comptait de la compagnie du Morbihan, 240 gendarmes auront soit été arrêtés (19), soit disparus (72 avant le 18 juin 1944, 149 après le 18 juin)¹⁸⁵. Au bilan, 52% des gendarmes du Morbihan répondront à l'ordre de dissolution et de regroupement des brigades à Vannes puis Rennes du 22 juin. Le 15 juillet suivant un autre rapport montrera que la situation s'est encore dégradée.

Roger Leroux précise que la plupart d'entre eux étaient titulaires du brevet de chef de section, ce qui signifie qu'ils avaient été formés au commandement tactique d'une unité militaire pouvant compter 30 à 50 hommes. Dans le combat de guérilla qui s'annonçait, cette population va se révéler extrêmement précieuse. Outre l'indépendance d'esprit développée dans leurs brigades respectives, les gendarmes possédaient la formation et l'expérience du commandement des petites unités tactiques. Sans le savoir, ils présentaient des dispositions évidentes pour un type de combat caractérisé par l'isolement des acteurs et des engagements menés aux petits échelons tactiques, généralement aux niveaux du groupe, exceptionnellement au niveau de la compagnie.

En recrutant principalement des gendarmes affectés en brigade territoriale, unité de base de la gendarmerie départementale, Guillaudot fit également entrer dans les rangs de la résistance une catégorie de personnel qui baignait au quotidien dans la culture du contrôle de zone et du renseignement. En effet, à l'époque la mission principale des brigades territoriales se résumait à la surveillance générale dont le caractère « continu et répressif » imposait une présence permanente sur le terrain au contact des populations. Réalisé dans une logique de contrôle des voies de circulation et de recherche du renseignement, ce

¹⁸³ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Dossier Dervout Le Carff, cote 1526 W 182.

¹⁸⁴ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Compagnie de Gendarmerie du Morbihan, Registre de copie des lettres, 1944, Cote 56E1, p84 et 85.

¹⁸⁵ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Compagnie de gendarmerie du Morbihan, Registre de copie de lettres, 1944, 13 juillet 1944, p75, Cote 56E1.

travail quotidien forgeait indéniablement les esprits. Parcequ'ils seront capables à la fois d'encadrer de jeunes recrues et de raisonner comme les Allemands dont les méthodes de contrôle du terrain étaient intellectuellement similaires, les gendarmes deviendront au combat des adversaires doublement redoutables.

2.2.2.3. Le tournant la mission « Cockle » et l'élargissement des missions

2.2.2.3.1. La mission « Cockle »

Un tournant va être pris lorsque la mission « Cockle » du BOA-BCRA va engorger dans ses rangs la gendarmerie du Morbihan. Alors que jusqu'à cette date les gendarmes avaient plus ou moins appliqué les directives de Guillaudot, les hommes les plus résolus de la compagnie départementale vont désormais lier leur action avec un réseau de la France Libre.

Fort de la cohérence des liens tissés dans tout le département, Guillaudot débuta l'action de type militaire par le recueil du renseignement. Son premier organisme traitant avait été, selon ses écrits, le service auquel appartenait le colonel Williamson. Il semble être resté en contact avec celui-ci jusqu'en 1942. Ce point méritera toutefois un complément d'étude. En effet, Guillaudot n'évoqua ses contacts avec les services anglais que dans les années 1970 alors que ses relations avec Lenfant s'étaient sérieusement dégradées. Un manœuvre visant à minimiser l'action de la gendarmerie morbihannaise au sein de la mission *Cockle* ne peut donc être écartée.

À partir de fin 1942, Guillaudot va essentiellement travailler au profit des services de la France Libre ou plutôt de la France Combattante. Le 14 juillet 1942, la France Libre changea en effet d'appellation. Déjà en janvier le SR français londonien était devenu le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA). L'histoire retiendra l'appellation d'origine mais à cette époque on parlait bien de la France Combattante pour désigner l'organisation politico-militaire établie à Londres. Ceci explique que le réseau Guillaudot devint un réseau « Action » de la France Combattante. À défaut d'avoir été baptisé d'un nom particulier, il conserva simplement le nom d'« Action ».

2.2.2.3.2. Le Renseignement

Sous les ordres de Lenfant, une première grande mission va être réalisée, le recensement du dispositif allemand dans le Morbihan. Dans ce contexte, les gendarmes purent, grâce aux accès dont ils bénéficiaient dans toutes les installations militaires allemandes, effectuer un travail de recueil d'information de grande ampleur. Guillaudot chargea notamment le chef de la brigade d'Auray, l'adjudant-chef Redien, de la surveillance et de mission de renseignement dans le secteur côtier compris entre Locmariaquer et la Trinité-sur-Mer. Entre mai et juin 1943, Redien va directement contribuer à la constitution du dossier demandé à Lenfant par le BCRA. Ce dossier fut baptisé le « Panier de cerises ». Il sera transmis à Londres par l'intermédiaire d'un vol de Lysander, parti de la région d'Auxerre le 15 juillet suivant. Le document recensait l'ensemble des implantations allemandes du Morbihan. Concernant la région d'Auray, on pouvait y trouver une carte de la commune de Camors où était mentionnée la présence d'un dépôt de munitions d'artillerie certainement destinées aux défenses côtières¹⁸⁶. Une note d'accompagnement précisait en outre que ce camp était gardé en permanence par un effectif de 200 hommes âgés de 35 à 40 ans

¹⁸⁶ Le rapport présenté dans l'ouvrage de Roger Leroux précisait en effet que 75 trains déchargèrent en gare de Lambel des obus d'un calibre dominant de 75 mm, très largement utilisé à l'époque dans les ouvrages pour canons répartis le long de la côte.

dirigées par un capitaine. Il comportait également une carte du canton d'Auray indiquant entre autres la position de l'hôpital militaire Allemand de Sainte-Anne, la présence d'un dépôt de matériel et d'un relais de transmission au château de Pont-Sal en Plougoumelen, et des dépôts de matériel à Brech le long de la voie ferrée.

Parallèlement, Lenfant reçut l'autorisation du BCRA en avril d'adhérer au Parti Franciste dans le but de connaître les intentions de cette organisation pro-allemande¹⁸⁷. Il assista notamment à différentes réunions nationales ou en Bretagne. Mais au bout de trois mois, il fut repéré et dut rejoindre une nouvelle fois l'Angleterre. En juillet 1943, il quitta donc le sol français au moment où le dossier constitué principalement par les gendarmes morbihannais était en cours de transfert vers Londres.

À partir de l'été 1943, Le BOA morbihannais sera dirigé par l'adjoint et beau-frère de Lenfant, Julien Le Port, alias *Le Coureur*. Tout en continuant à agir sous le contrôle du BOA, notamment pour son armement, le réseau « Action » va progressivement acquérir une grande autonomie.

2.2.2.3.3. La protection des populations

La protection des populations représenta le second volet de l'action entreprise par les gendarmes résistants. Elle concerna la population dans sa globalité mais porta surtout sur ses catégories les plus menacées, les classes d'âge requises pour le STO, celles de 1942 et 1943. Pour ce faire, les gendarmes pouvaient soit mettre en avant leurs attributions d'agents de l'Etat en charge du maintien de l'ordre, soit sortir totalement du cadre légal de leurs prérogatives et s'engager sur une voie qui supposait à terme un passage dans la clandestinité.

Dans un premier temps, les gendarmes agirent donc contre les Allemands en utilisant les outils légaux dont ils disposaient pour faire respecter l'ordre public.

En 1941, Maurice Guillaudot mènera par exemple une enquête de police judiciaire sur le décès d'un officier allemand survenu pendant une partie de chasse dans le camp militaire de Coëtquidan. L'enquête conclura à un accident, sauvant ainsi les personnalités que les Allemands envisageaient de prendre en otage.

Dans le pays d'Auray, le changement fut sensible à partir de 1943. Les exemples sont nombreux mais deux méritent en particulier d'être cités pour illustrer ce fait dans le cadre du 2^{ème} Bataillon. Après plusieurs mois d'activité au sein de son Triangle, Francis Massé fut finalement arrêté la 28 mai 1943 à l'école du Loch pour un motif qui n'avait rien à voir avec ses activités de résistant¹⁸⁸. Soupçonné de sabotage, il fut brutalement interrogé dans les locaux de la *feldgendarmerie* d'Auray et ne dut son salut qu'à l'intervention de l'adjudant-chef Désiré Redien, commandant la brigade d'Auray¹⁸⁹. Sous prétexte de vouloir conduire son propre interrogatoire, il vint réclamer auprès des Allemands le jeune Francis, alors âgé de 20 ans. Accompagné du gendarme Le Louarn, Redien le récupéra le jour même et l'escorta jusqu'aux locaux de sa brigade. Avec l'accord des gendarmes et l'aide de son père, cadre à la SNCF, il quitta la région caché dans le tender¹⁹⁰ d'une locomotive. Il fut recueilli à Saint-Brieuc par un groupe FTP. Il ne reviendra dans la région qu'un an plus tard pour prendre part aux combats de la libération dans les rangs du 2^{ème} bataillon.

¹⁸⁷ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1941, Lenfant Guy, cote 1526 W 179.

¹⁸⁸ Il fut en effet accusé de sabotage alors qu'il effectuait une simple réparation de plomberie dans des locaux occupés par les Allemands. Témoignage Francis Massé, 17 avril 2009.

¹⁸⁹ Désiré Redien commandait la brigade d'Auray depuis le 1^{er} septembre 1941.

¹⁹⁰ Wagon chargé de charbon qui était immédiatement fixé à la locomotive.

Mais l'effort principal se fit au bénéfice des requis du STO. Parce qu'il s'agissait de protéger des citoyens français mais aussi et surtout un vivier de recrues potentielles, les gendarmes vont avoir une attention toute particulière pour ces jeunes gens. Lorsqu'une ferme où avaient trouvé refuge des réfractaires était connue, ils venaient prévenir qu'une opération de réquisition se préparait¹⁹¹. Tel fut le cas d'Albert Caradec de Brech qui fut alerté par le gendarme Evano de Pluvigner qu'il serait concerné le 10 août 1943¹⁹² par une opération de recherche des réfractaires du STO¹⁹³. Dans le canton de Pluvigner ces opérations eurent lieu entre juillet et octobre 1943¹⁹⁴. Les plus importantes se déroulèrent notamment en juillet et août en présence de militaires allemands. Le bilan fut toutefois très maigre. Seuls deux jeunes gens furent arrêtés. De toute évidence il s'agissait de donner le change aux Allemands car au moins l'un des deux, François Le Blay de Calan en Brech., était infirme. Il ne franchit d'ailleurs pas le cap de la visite médicale d'admission au STO mais passa tout de même quelques semaines en prison à Vannes¹⁹⁵.

À l'approche du débarquement, certains gendarmes prirent des risques très élevés en organisant l'évasion des réfractaires dont ils avaient la charge. Ancien chef de la brigade de Pluvigner, le maréchal des Logis Le Bert avait été muté à Quiberon en mai 1941¹⁹⁶, en remplacement d'un autre grand nom de la Résistance morbihannaise, l'adjudant de gendarmerie Nicolas. En mai 1944, alors qu'il assurait l'escorte de plusieurs réfractaires de la région de Quiberon, il permit à huit d'entre-eux de s'évader pendant leur transfert vers la gare d'Auray. Le Bert prit ensuite le maquis et ne réapparaîtra plus à Quiberon avant mai 1945.

Répétés trop souvent, de tels agissements finirent par attirer l'attention des Allemands. Les activités des brigades concernées faisaient alors l'objet d'une discrète surveillance. Pour donner le change à l'administration de tutelle ainsi qu'aux autorités d'occupation, il fallait redoubler d'effort sur les affaires de droit commun. Mais à partir de l'automne 1943, ce ne sera plus suffisant et l'étau se resserrera inexorablement. La vague d'arrestation de décembre 1943 va précipiter les choix individuels et dans leur grande majorité, les gendarmes entreront dans la clandestinité ou prendront le maquis après la grande offensive allemande de février-mars 1944.

2.2.2.3.4. La préparation du débarquement

Le dernier domaine dans lequel jouèrent un grand rôle les gendarmes fut la préparation des combats de la libération. Dans un secteur saturé de troupe d'occupation, ce travail débuta dans la plus grande discrétion dès 1943. Il fut toutefois facilité par le fait que l'ensemble des services de la sous-préfecture de Lorient, police et gendarmerie comprises, furent regroupés à Auray à partir du second semestre 1943. L'une des premières tâches fut le recrutement des hommes de troupe. L'instruction ne vint que dans un second temps grâce notamment à l'aide d'instructeurs envoyés de Londres.

¹⁹¹ Témoignage de François Le Boulaire, Brech, avril 2009.

¹⁹² Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Gendarmerie territoriale de Pluvigner, Main courante de la brigade 1942-1944. Année 1943. Cote 56E110.

¹⁹³ Témoignage Albert Caradec, Brech, février 2010.

¹⁹⁴ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Gendarmerie territoriale de Pluvigner, Main courante de la brigade 1942-1944. Année 1943. Cote 56E110.

¹⁹⁵ Témoignage André Le Blay, frère de François, mars 2010.

¹⁹⁶ 26 mai 1941, Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Gendarmerie territoriale de Pluvigner, Registre de correspondance courante 1939-1946, Année 1941. Cote 56E106.

S'agissant du recrutement, les gendarmes vont également cibler la génération des gens concernés par le STO. Dans le pays d'Auray, on citera l'action de l'adjutant-chef Redien qui avec l'aide des gendarmes de sa brigade et d'un militaire évadé répondant au nom de Le Tallec, va encadrer quelque 80 réfractaires puis constituer une compagnie de 130 hommes. Les réfractaires seront dans un premier temps confiés au Lieutenant Le Tallec et au sergent Guégan. Selon le gendarme Cohadier, une compagnie de 130 hommes sera ensuite constituée dans les sept communes du canton d'Auray au premier semestre 1944¹⁹⁷. Étant donnée la forte implantation du FN au Nord d'Auray, il est fort possible que ces sections furent plutôt armées dans les communes de la côte en liaison avec l'abbé Jegot de Crach et le capitaine Laimé de Carnac. Le second gendarme de la région qui organisa le recrutement d'une compagnie fut le chef de la brigade de Pluvigner Louis Cosquéric. À partir notamment des groupes FN recrutés par les brechois Delille et Le Goslès dans les communes de Landévant, Landaul, Pluvigner, Brech et Sainte Anne, on constitua le noyau de la 2^{ème} Compagnie. Cette compagnie sera ensuite confiée à un autre gendarme, l'adjutant-chef Le Merdy, chef de la section de Lorient repliée à Auray après les grands bombardements de février 1943.

En ce qui concerne l'instruction militaire, les gendarmes contribuèrent directement à la formation de leurs recrues. Nous avons vu que le gendarme Fayot était chargé avant la guerre des préparations militaires sur le territoire de la circonscription de Pluvigner. Mis à la retraite en 1941, il resta malgré tout en contact avec son ancienne brigade. Il deviendra un chef de groupe très efficace de la 2^{ème} compagnie et fut connu pour avoir instruit personnellement de nombreux hommes du bataillon. Ces instructeurs montrèrent cependant leurs limites lorsque de l'armement moderne anglais et des explosifs spécifiques furent parachutés par le BOA au cours du premier semestre 1943. Guillaudot réclama alors l'envoi d'Angleterre d'instructeurs spécialisés. Le lieutenant Pelosse, alias *Chollet*, alias *Morvan* arriva ainsi en Bretagne en septembre 1943¹⁹⁸.

Outre une tournée d'instruction effectuée directement dans les brigades, une période d'instruction spécialisée fut organisée à l'automne 1943 au profit de tous les mouvements du Morbihan, dans la presqu'île de Rhuys chez le docteur Sigot. Roger Leroux mentionne dans son livre que Sigot fut membre de Libération-Nord¹⁹⁹. Il apparaît plutôt qu'il fut un membre influent des FTP. Il entretenait notamment des relations suivies avec Yves Le Garrec. Mais au delà de ces considérations politiques, pendant onze jours, Pelosse va conduire chez Sigot des séances d'instruction au profits des gendarmes, des FTP et de nombreux autres résistants dont l'un des principaux chefs de section du bataillon, Félix Guillas²⁰⁰.

2.2.2.4. Les gendarmes engagés dans le 2^{ème} Bataillon

Parmi les recrues de Guillaudot, on retrouve des hommes qui vont faire parler d'eux dans les rangs du 2^{ème} FFI. Une étude complémentaire permettra d'établir le niveau exact d'implication des brigades de gendarmerie du pays d'Auray dans la Résistance. À ce stade du travail, nous nous contenterons d'établir par brigade, l'état du personnel arrêté, disparu ou regroupé à Vannes et Rennes entre Mars et Août 1944 :

Arrêtés en mars 1944 :

- *Brigade d'Auray* : Adjudant-chef Désiré Redien

¹⁹⁷ Rapport du Sou-lieutenant Cohadier sur les activités FFI de l'ADC Redien (date inconnue).

¹⁹⁸ Roger Leroux, *Le Morbihan en Guerre 1939-1945*, Imprimerie Joseph Floch, 1981, p391.

¹⁹⁹ Roger Leroux, *Le Morbihan en Guerre 1939-1945*, Imprimerie Joseph Floch, 1981, p393.

²⁰⁰ Témoignage Eugénie Guillas, épouse de Félix, février 2010.

- *Brigade de Carnac* : le chef de brigade Jean Fouasson

Disparus le 25 mai 1944²⁰¹ :

- *Section de Lorient* (repliée à Auray): Adjudant-chef Le Merdy, chef de section.
- *Brigade de Pluvigner* : Maréchal des logis-chef Louis Cosquéric, chef de brigade depuis le 26 septembre 1942.
- *Brigade de Quiberon* : Maréchal des logis-chef Le Bert, chef de brigade muté de Pluvigner en mai 1941.

Disparus le 28 mai 1944²⁰² :

- *Brigade d'Auray* : Maréchal des logis-chef Limantour.

Disparus le 9 juin 1944²⁰³ :

- *Brigade de Landévant* : Maréchal des logis-chef Guillaume, chef de brigade.

Disparus le 10 juin 1944²⁰⁴ :

- *Section de Lorient* (repliée à Auray): Gendarme Mahé.
- *Brigade d'Auray* : Gendarmes Guiffant et Lestrohan.

Disparus le 11 juin 1944²⁰⁵ :

- *Section de Lorient* (repliée à Auray): Gendarme Cohadier.

Disparus le 12 juin 1944²⁰⁶ :

- *Section de Lorient* (repliée à Auray): Gendarmes Camus, Brivoal, Le Pape, Caradec, Le Bris.
- *Brigade de Pluvigner* : Les gendarmes Le Guehennec, Chantreaux, Evano Mathurin et Le Bourgès Joseph.
- *Brigade de Quiberon* : Gendarme Le Pogam.
- *Brigade de Port-Louis*: Gendarme Pisigot et Le Portz.

Disparu le 13 juin 1944²⁰⁷ :

- *Section de Lorient* (repliée à Auray): Adjudant-chef Pageaud, adjoint au chef de section, gendarme Cloarec.

Disparus le 29 juin 1944²⁰⁸ :

- *Brigade de Baud*²⁰⁹ : le chef de brigade Favreau, les gendarmes Jégo, Le Roux, Roppert et Courtet.

²⁰¹ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Compagnie de Gendarmerie du Morbihan, Registre de copie des lettres, 1944, Cote 56E1, p77.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ *Ibid*, p78.

²⁰⁴ *Ibid*, p78.

²⁰⁵ *Ibid*, p78.

²⁰⁶ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Compagnie de Gendarmerie du Morbihan, Registre de copie des lettres, 1944, Cote 56E1, p78.

²⁰⁷ *Ibid*, p78.

²⁰⁸ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Compagnie de Gendarmerie du Morbihan, Registre de copie des lettres, 1944, Cote 56E1, p79.

- *Brigade de Grand-Champ* : Gendarmes Chaplain, Le Roux, Robin et Le Roux.

Disparus le 30 juin 1944²¹⁰ :

- *Brigade de Port-Louis* : Gendarme Darcel.

Disparus le 1^{er} juillet 1944²¹¹ :

- *Section de Lorient* (repliée à Auray): Gendarmes Passal, Le Breton, Le Diffon.
- *Brigade d'Auray* : Gendarmes Michel et Le Loire.
- *Brigade de Landévant* : Gendarmes Le Berre, Le Coroller, Auger, Le Solliec.
- *Brigade de Belle-Île* : Maréchal des logis-chef Ropars, chef de brigade, les gendarmes Cocherel, Chenu, Le Dilly et Helias.
- *Brigade de Quiberon* : Les gendarmes Bargain, Callermou, Gého et Guennec.
- *Brigade d'Étel* : Le chef de brigade Le Bohec, les gendarmes Le Bomin, Uriem et Le Maux.

Repliés à Vannes au 25 juillet 1944²¹² :

- *Section de Lorient* (repliée initialement à Auray): Maréchal des logis-chef Yves et le gendarme Larhaut Pierre.
- *Brigade d'Auray* : Gendarmes Michel Fortuné, Le Loire Jean et Lestrohan Léon. Après avoir quitté la brigade le 1^{er} juillet, ces trois gendarmes se représentèrent volontairement à la caserne de la compagnie à Vannes le 24 juillet suivant.

Repliés à Vannes au 31 juillet 1944²¹³ :

- *Section de Lorient* (repliée initialement à Auray): Maréchal des logis-chef Yves et le gendarme Larhaut Pierre. Gendarme Le Port
- *Brigade d'Auray* : Gendarmes Michel Fortuné, Le Loire Jean et Lestrohan Léon. Après avoir quitté la brigade le 1^{er} juillet, ces trois gendarmes se représentèrent volontairement à la caserne de la compagnie à Vannes le 24 juillet suivant.
- *Brigade de Carnac* : Gendarmes Le Fur et le Blay. Les intéressés avaient disparu le 1^{er} juillet. Ils rejoignirent également volontairement Vannes le 31 juillet.
- *Brigade de Port-Louis* : Gendarme Darcel. Il avait quitté sa brigade le 30 juin et refit apparition le 29 juillet à Vannes.

Détachés ou regroupés à Rennes au 25 juillet 1944²¹⁴ :

- *Brigade de Port-Louis*: Gendarme Daudin Francis

²⁰⁹ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Compagnie de Gendarmerie du Morbihan, Registre de copie des lettres, 1944, Cote 56E1, p81.

²¹⁰ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Compagnie de Gendarmerie du Morbihan, Registre de copie des lettres, 1944, Cote 56E1, p80.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² *Ibid*, p96.

²¹³ *Ibid*, p96.

²¹⁴ *Ibid*, p96.

Positions particulières au 25 juillet 1944²¹⁵.

- *Section Lorient* : Gendarme Le Port Jean, hôpital Vannes, Connan Lucien, malade.
- *Brigade d'Auray* : Gendarme Le Marre Mathurin, malade.
- *Brigade de Carnac* : Gendarme Cado Alphonse, malade.
- *Brigade d'Etel* : Gendarme Rozo Abel, malade.

Le 15 juillet 1944²¹⁶ un état des effectifs viendra compléter le précédent rapport du 13 juillet. On notera une nette dégradation de la situation. La gendarmerie du Morbihan comptait un effectif théorique de 494 individus répartis de la façon suivante, 6 officiers, 470 gradés et gendarmes et 18 employés des services. À cette date, seuls 4 officiers, 56 gradés et gendarmes et 14 employés civils restaient en activité, soit 15% de l'effectif. Dans les circonscriptions qui nous concernent, seul un gendarme par brigade choisira de ne pas quitter ses fonctions. Souvent malades comme à Auray, Carnac ou Etel, ils resteront chez eux et ne seront toutefois pas présents physiquement à la compagnie de Vannes. On observera que ce chiffre évoluera un peu à la fin du mois de juillet lorsque l'on assistera au retour volontaire de quelques gendarmes. Le cas de ces gendarmes reste anecdotique mais méritera cependant un complément d'étude dans une phase ultérieure.

²¹⁵ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Compagnie de Gendarmerie du Morbihan, Registre de copie des lettres, 1944, Cote 56E1, p97.

²¹⁶ Service Historique de la Défense, Division Gendarmerie, Compagnie de Gendarmerie du Morbihan, Registre de copie des lettres, 1944, Cote 56E1, p84 et 85.

2.3. Le Mouvement Libération Nord

Comme Hector en 1940 puis « Action-Cockle » en 1942, Libération-Nord va, sous la coupe de son chef alréen Joseph Rollo, contribuer directement à la constitution de l'une des compagnies du bataillon Le Garrec. Constitué en novembre 1941, Libération-Nord fut l'un des principaux mouvements de résistance de la zone Nord. Membre historique du Conseil national de la Résistance (CNR), le mouvement rassembla généralement des militants politiques ou syndicaux proches de la gauche socialiste.

2.3.1. L'antenne morbihannaise de « Cohors-Asturie »

Mouvement avant tout politique, Libération-Nord développa toutefois à partir de 1942 une composante de lutte armée placée sous le contrôle direct du BCRA, les services spéciaux de la France Libre. En zone Nord, ce réseau prit le nom de « Cohors-Asturies ». Une étude approfondie permettra de détailler l'antenne lorientaise de cette composante. Elle mettra en exergue les liens qui existèrent ensuite avec le Service National Maquis. L'action des morbihannais de « Cohors-Asturies » sera notamment détaillée au travers de la mission qu'ils reçurent en préparation d'une opération de commandos prévue sur la base de Lorient en 1943. La zone de Pluvigner-Baud fut particulièrement concernée. L'adjudant Nicolas, chef de brigade à Quiberon jusqu'en 1941 et Roger Vinet de la 4^{ème} compagnie du bataillon firent notamment parti de l'équipe chargée d'accueillir les forces spéciales venues d'Angleterre.

2.3.2. Libé-Nord Auray

Parallèlement, Libération-Nord commença début 1943 à organiser au niveau local ses propres groupes armés. C'est dans ce cadre que sera constituée dans la région de Vannes-Auray, la branche morbihannaise du mouvement. Les premiers cadres furent recrutés sous l'impulsion du maire révoqué de Vannes, Maurice Marchais. Parmi les piliers historiques, on retrouve le capitaine de vaisseau Eugène Desforge, ancien membre du réseau « Hector » et ami du commandant Le Garrec mais surtout Joseph Rollo, directeur d'école dans le quartier de la Gare à Auray.

2.3.2.1. Les premières enquêtes

Evoquons en quelques mots l'homme qui sous le pseudonyme de Résistance *Réal* fut plus particulièrement chargé de développer le mouvement dans la partie Ouest du Morbihan. Joseph Rollo débuta son activité opérationnelle au sein d'un réseau de renseignement de la région alréenne. Selon Roger Leroux, Joseph Rollo avait appartenu, comme Rigoine de Fougerolles de la Trinité-sur-Mer au réseau de Gilbert Renault, la Confrérie-Notre-Dame²¹⁷. Sans que l'on sache si cela avait un lien avec cette activité clandestine, il fit l'objet d'une première demande d'enquête en octobre 1940. À cette occasion, le sous-préfet de Lorient signala au commissaire spécial que *l'attention du ministre de l'intérieur avait été appelée sur monsieur Rollo, instituteur à Auray, secrétaire de la défense laïque au syndicat national des instituteurs et institutrices de France*²¹⁸. En réponse, le

²¹⁷ Roger Leroux, *Le Morbihan en Guerre 1939-1945*, Imprimerie Floch, 1981, p323.

²¹⁸ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels 1940, dossier Joseph Rollo, Note secrète de la sous-préfecture de Lorient du 16 octobre 1940, cote 1526W177.

commissaire de la Sûreté lorientaise rapporta²¹⁹ le 24 octobre suivant que les renseignements recueillis à Auray n'avaient pas permis d'établir qu'il se livrait à une quelconque activité suspecte. Un complément d'enquête fut toutefois réclamé. Un rapport plus détaillé fut donc présenté le 24 janvier 1941. Ce document mettait surtout en exergue l'action de l'intéressé lors de la grève générale du 30 novembre 1938 et son influence auprès de la population alréenne :

« La veille de cette grève, Rollo a pris la parole dans la soirée à l'hôtel Terminus situé en face de la gare d'Auray où se tenait une réunion préparatoire en vue de la grève. Un orateur de Paris se trouvait dans la salle ainsi que de nombreux cheminots, ouvriers et femmes d'ouvriers.

À une question précise posée à M. Rollo par un mécanicien des chemins de fer qui lui demandait ce qu'il devait faire à l'heure H s'il se trouvait en pleine voie, Rollo lui a répondu qu'il devait arrêter son train et descendre de machine.

Il a préconisé cette grève de Novembre 1938 tant à l'hôtel terminus qu'au cours d'une réunion tenue à la même période à la caserne Duguesclin.

Rollo a encore pris la parole de nombreuses fois au cours de réunions du Secours Populaire de France dont il assumait la direction pour la section d'Auray.

Au cours de cette grève, l'instituteur Rollo a exécuté le mot d'ordre donné par la CGT, qui consistait à ne pas faire classe cette journée. Ses élèves sont restés jouer dans la cour et, me dit-on, M. Vaillant, inspecteur primaire aurait constaté ce fait.

À Auray, il est de notoriété publique, qu'outre le syndicaliste qu'il était, Rollo prenait une part active aux passions politiques. Il doit donc être considéré comme un socialiste avancé et surtout arriviste. De mon enquête, il résulte que la population alréenne serait très heureuse de son départ. Dans les milieux ouvriers, il a beaucoup perdu de son prestige, les travailleurs consciencieux se rendant compte de la situation dans laquelle il les a jetés.

Le commissaire Spécial »

À l'évidence, ce rapport manque d'objectivité. Rédigé personnellement par le commissaire de Lorient, il montre surtout que les enquêteurs avaient pris leurs informations auprès d'informateurs qui ne partageaient pas les idées socialistes de Rollo. Qui était-il donc alors?

Joseph Rollo était né le 10 janvier 1891 à Vannes dans une famille de quatre garçons dont il était le cadet. Entré à l'Ecole Normale en 1907, il devint instituteur. Dès cette époque, Joseph Rollo *affirma une fermeté de caractère et une remarquable indépendance de pensée. Il bataillait en ardentes discussions, souvent avec ses camarades, parfois avec des*

²¹⁹ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels 1940, dossier Joseph Rollo, Note n°424 du commissariat spécial de Lorient du 28 octobre 1940, cote 1526W177.

*professeurs*²²⁰. Membre du syndicat des instituteurs, il signa avec 750 de ses camarades « Le manifeste des instituteurs syndiqués » lors du congrès de Chambéry en 1912. Pendant la 1^{ère} Guerre Mondiale, il fut mobilisé au 2^{ème} dépôt des équipages de la flotte à Brest. Embarqué à bord d'un navire de guerre, il opéra dans l'Atlantique pendant 18 mois à partir de la base navale de Leixões au Portugal.

2.3.2.2. Un instituteur aimé

Libéré de ses obligations militaires, il reprit sa carrière dans l'Education Nationale. En 1931, il va définitivement lier sa vie professionnelle à l'école laïque du quartier de la gare d'Auray. En compagnie de son épouse, il va jusqu'en 1944 être instituteur puis directeur du groupe scolaire. Ancienne élève de Rollo, Liliane Le Tohic se souvient d'un homme aimable doté de grandes qualités pédagogiques. « C'était un visionnaire qui nous faisait porter le regard au loin. Il nous parlait des évolutions de la société, de l'influence d'un objet que peu d'entre-nous connaissaient à l'époque, la télévision »²²¹. Robert Stéphan fut également un élève de Rollo. Il se remémore les messages qu'il leur faisait passer pendant les heures de cours. « Vous êtes trop jeunes pour participer à cette guerre et serez certainement trop vieux pour participer à la suivante. Pourtant votre rôle sera important car vous devrez rapporter ce que vous aurez vu »²²². Il se souvient avoir aussi assisté avec son père à des réunions syndicales au « Terminus » de la gare. « Dans une atmosphère enfumée, j'écoutais sans bien comprendre, comment fonctionnait la machine économique, j'entendais parler de démocratie » se souvient-il. Bien plus tard, Robert Stéphan comprit combien l'action de ce syndicaliste de niveau national fut importante pour la petite ville d'Auray ; « Sa présence était une force, les cheminots faisaient appel à ses réflexions pour animer leur débats et formuler leurs revendications »²²³.

Ces témoignages montrent que Joseph Rollo fut indéniablement un homme de conviction qui poussa très loin son rôle d'éducateur et de syndicaliste. Si les rapports de la Sûreté lorientaise montrent qu'il resta très discret sur ses activités clandestines, il n'hésita pas, sous couvert d'innocents spectacles scolaires, à afficher ses convictions patriotiques. Liliane Le Tohic rapporte ainsi qu'elle participa sous l'occupation à un spectacle donné en présence d'officiers allemands. Au programme figurait divers tableaux représentatifs des provinces françaises. Pour l'Alsace et la Lorraine, Rollo fit, non sans une certaine malice, chanter à ses élèves « Ils ne reprendront pas l'Alsace et la Lorraine » !

2.3.2.3. Un acteur politique très engagé

Après sa démobilisation, il poursuivit en parallèle de ses fonctions d'instituteur une carrière de syndicaliste qui le mènera aux plus hautes fonctions nationales. Dans les années 1920-1930, il dirigea le Syndicat de l'Enseignement Laïc du Morbihan (1920), l'Union locale des syndicats d'Auray, le secrétariat de la Fédération Unitaire de l'Enseignement (1924) puis celui du Syndicat National des Instituteurs en 1935. En 1938, il eut de plus l'honneur d'être élu au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique²²⁴.

Au regard de ces éléments, on comprend qu'il fut considéré comme un militant politique et syndicaliste très actif avant la guerre. Dans le Morbihan, il fut un orateur de la SFIO dont il représentait l'un des éléments avancés. Son activité politique ainsi que les réunions

²²⁰ Historique de l'école Joseph Rollo, *Mon école dans mon quartier*, Edition ville d'Auray, 2002, p28.

²²¹ Témoignage Liliane Stéphan, née Tohic, Brech, 22 juillet 2010.

²²² Témoignage Robert Stéphan, 22 juillet 2010.

²²³ Historique de l'école Joseph Rollo, *Mon école dans mon quartier*, Edition ville d'Auray, 2002, p34.

²²⁴ Historique de l'école Joseph Rollo, *Mon école dans mon quartier*, Edition ville d'Auray, 2002, p30 et 31.

communes le mettaient en rapports fréquents avec les militants du parti communiste, à l'égard duquel il témoignait selon la Sûreté Lorientaise²²⁵ une certaine sympathie. Sa grande proximité avec l'instituteur communiste de Camors au sein de Libé-Nord illustre bien ce point. Son appartenance au Secours Populaire Français avec le secrétaire de la cellule communiste alréenne, Henri Conan, confirme également cette donnée.

Comme l'affirmèrent les policiers Lorientais en octobre 1940, Rollo fut incontestablement considéré à Auray comme l'un des principaux animateurs du Front Populaire. À plusieurs reprises, il se fit remarquer en tête des cortèges du 1^{er} mai, des manifestations du Front Populaire ou de grèves. S'agissant de la grève de novembre 1938 évoquée plus haut, l'opinion publique alréenne l'accusa d'avoir déclenché le mouvement. Un rapport de police laisse penser que ce fait ne put être établi, notamment en raison de la présence de responsables syndicaux venus de Paris. Il conclut toutefois qu'il avait joué un rôle majeur en coulisses, *soutenant et même conseillant le comité de grève*²²⁶.

Au regard de ces éléments, Rollo fit l'objet d'une surveillance continue entre 1940 et 1944. Manifestement, Rollo afficha une grande prudence dans ses activités de résistance. La Sûreté focalisa d'ailleurs son attention sur sa seule action politique et estima en octobre 1943 qu'elle était nulle. En considérant qu'il n'avait pas abandonné ses anciens principes, les policiers lorientais ne semblent toutefois pas avoir été dupes de cette discrétion affichée. Ils jugèrent en effet que seule la crainte de représailles lui faisait observer une attitude prudente à l'égard de la politique du maréchal. Dans tous les cas, l'inspecteur chargé de l'enquête estima que rien ne permettait de classer Rollo parmi les anciens communistes²²⁷.

2.3.3. Rollo, le chef clandestin

2.3.3.1. Son organisation

Fort de son appartenance antérieure à la CND, Rollo présentait donc de bonnes aptitudes pour le travail clandestin. Au départ, il va utiliser son réseau de connaissance dans le monde enseignant et dans le secteur de la gare d'Auray pour bâtir son organisation.

Selon Roger Leroux, il confia ainsi à un instituteur en poste à Camors, René Dervout, la responsabilité opérationnelle du secteur compris entre la limite nord d'Auray et Pontivy. Il prit lui-même en charge la ville d'Auray ainsi que la zone située au Sud de la RN 165 sans dépasser le Blavet. Dervout constitua à son tour trois groupes, un à Camors sous les ordres du sabotier communiste Noël Le Goff, et deux plus au Nord à Baud sous les ordres d'un instituteur et d'un percepteur.

À Auray, il va recruter plusieurs officiers ou sous-officiers de réserve. Ces cadres militaires encadreront dans un premier temps deux groupes de dix volontaires qui seront principalement chargés de missions de sabotages, de déraillement et de renseignement. Un complément d'étude permettra d'établir une liste plus exhaustive de ces recrues.

²²⁵ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels 1940, dossier Joseph Rollo, Note n°3493 du commissariat spécial de Lorient du 16 octobre 1943, cote 1526W177.

²²⁶ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels 1940, dossier Joseph Rollo, Note n°1451 du commissariat spécial de Lorient du 21 janvier 1941, cote 1526W177.

²²⁷ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels 1940, dossier Joseph Rollo, Note n°3493 du commissariat spécial de Lorient du 16 octobre 1943, cote 1526W177.

2.3.3.1.1. Ses recrues

À ce stade, nous retiendrons les cas particuliers d'Emile Cosquer, Joël Kerroux, Courtiau Albert et Raymond Le Guen.

Emile Cosquer

Prenons tout d'abord le cas d'Emile Cosquer, futur commandant de la 3^{ème} compagnie. Nous développerons à ce chapitre une biographie exhaustive de l'intéressé.

Emile Cosquer était né le 26 juillet 1897 à Châteaulin où son père Alain, gendarme de profession, était en poste à la brigade territoriale. Il se maria en 1925 à Suzanne Le Guen. De cette union naquit le 31 mars 1933, une petite fille dénommée Joëlle. Pendant la guerre, la famille Cosquer résidait 114 avenue du Maréchal Pétain, devenue avenue du Général de Gaulle à la Libération. Titulaire du certificat d'études primaires (CEP), Emile Cosquer débuta des études secondaires qu'il n'acheva pas. Entré à la SNCF, il occupait en 1939 les fonctions de chef du bureau « Ressource Humaine » de la plate-forme SNCF d'Auray. Servi par une grande autorité naturelle que renforçait sa grande taille, Emile Cosquer était connu pour son sérieux, son patriotisme et son grand sens des responsabilités. Soldat expérimenté, il était de plus économe du sang de ses hommes ce qui lui valut l'éternelle considération de ses subordonnés et le surnom affectif de « Capitaine prudence »²²⁸.

Son parcours militaire débuta pendant la 1^{ère} Guerre Mondiale. Jeune soldat appelé de la classe 1917, il avait été incorporé le 7 janvier 1916 au 65^{ème} Régiment d'Infanterie (RI) de Nantes²²⁹. Au terme de sa formation militaire initiale, il fut affecté au 91^{ème} RI, le 18 juillet 1916. Dans ce régiment, il fut promu au grade de caporal le 29 octobre 1916. Le 7 février 1917, il fut muté au 232^{ème} RI, régiment dans lequel il va combattre jusqu'à la victoire de novembre 1918.

Du 25 juillet 1916 au 27 août 1917, il fut engagé sans interruption dans la zone dite des Armées, c'est à dire la zone du front. Ses actions furent certainement très nombreuses mais son courage et son dévouement furent spécialement remarqués lors d'une mission très ingrate de pose de barbelé en avant des tranchées françaises de premières lignes. Ainsi, dirigea-t-il avec *audace, zèle et entrain la pose d'un réseau de fil de fer pendant la période du 8 au 13 juillet 1917 à proximité de l'ennemi et dans des conditions difficiles*²³⁰ précise le texte de la citation à l'ordre de la 59^{ème} Division d'Infanterie qu'il reçut à cette occasion. Alternant les périodes en première ligne avec des phases de repos dans la zone arrière, il fut blessé et évacué le 27 août 1917. Bien que non spécifiée dans son dossier militaire, la blessure semblait très grave. En tous les cas suffisamment pour qu'une guérison de plusieurs mois fut rendue nécessaire. Enfin rétabli, il partit en renfort individuel pour la zone des Armées le 26 mars 1918 où il intégra pour une courte période les rangs de la 21^{ème} compagnie de son régiment.

Repéré pour ses qualités de chef, il suivit les cours de l'école d'infanterie de Saint-Maixent du 5 mai au 31 octobre 1918 et acheva ainsi la guerre, sans participer aux ultimes combats de la victoire. Rentré au dépôt du 32^{ème} RI onze jours après la fin des hostilités, il prit la route de la Chapelle La Reine dans le Palatinat le 25 novembre 1918. Il participa alors aux opérations d'occupation de l'Allemagne jusqu'au 26 septembre 1919. Après la guerre des tranchées, cette période sembla poser des problèmes, sinon de conscience, au moins de motivation au jeune chef de section Cosquer. Son chef de corps au 24^{ème} RI, le colonel

²²⁸ Témoignage Robert Stéphan, 22 juillet 2010.

²²⁹ SHD, Division Terre, Dossier officier de Cosquer Emile, cote 112625.

²³⁰ *Ibid.*

Henri, jugea en effet qu'il était devenu un assez bon chef de section mais qu'il fallait le stimuler dans ses activités.

Maintenu en service après la fin des combats, il fut muté, à la dissolution du 232^{ème} RI, au 24^{ème} RI en février 1919 puis au 211^{ème} RI le 1^{er} juillet 1919 en bénéficiant d'une promotion au grade de sous-lieutenant. Démobilisé le 27 septembre 1919, il quitta l'armée titulaire de la croix de guerre, étoile argent, après avoir passé 3 ans et 4 mois sous le drapeau.

Versé dans la réserve au 118^{ème} RI en septembre 1921, il rejoignit en 1933 le 137^{ème} RI dont l'un des bataillons était stationné à Lorient²³¹. Doté d'une expérience opérationnelle remarquable, il sut utiliser les périodes de réserve pour encore améliorer ses connaissances pratiques et théoriques du combat d'infanterie. En 1933, le chef de corps du 137^{ème} RI estimait qu'il était un excellent officier de réserve apte à faire manœuvrer parfaitement sa section en terrain varié. Lors d'une seconde période de réserve en 1936, son nouveau chef de corps confirma ses excellentes aptitudes de chef de section et le proposa pour le grade de capitaine afin de prendre le commandement d'une compagnie de fusiliers voltigeurs.



Âgé de 42 ans, il fut à nouveau mobilisé le 24 août 1939 et prit le commandement de la 6^{ème} compagnie d'infanterie du 137^{ème} RI de septembre 1939 à juin 1940²³². Après une première phase de guerre relativement calme, il fut impliqué dans les combats de couverture de la poche de Dunkerque. Il se distingua en particulier les 23 et 24 mai sur la rivièrre de l'Aa en conduisant un farouche combat défensif contre un ennemi blindé très supérieur. Blessé à la joue droite par les éclats d'une balle explosive lors d'une reconnaissance dans le secteur de Gravelines, il refusa de se laisser évacuer et participa le 25 juin à une contre-attaque contre le village de Saint-Georges. Les jours suivants, il participa aux ultimes résistances destinées à assurer la couverture des troupes embarquant vers l'Angleterre. Il conduisit notamment un combat retardateur entre le canal de la Basse-Colme et celui de Moeres en avant de Teteghem. Dans la tourmente, son bataillon fut presque encerclé. Le 3 juin, il réussit cependant par une manœuvre offensive énergique à briser les tentatives d'encerclement de l'adversaire, permettant le repli du bataillon sur le canal de Furmes. Ce sursis ne fut que temporaire car le lendemain, après avoir épuisé tous ses moyens, il fut fait prisonnier avec son unité et prit quelques jours plus tard la route de l'*Oflag II D* de Grass Born en Poméranie.

Rapatrié le 16 août 1941 du fait de son statut d'ancien combattant de la guerre de 1914-1918, il reprit ses fonctions à la gare d'Auray.

Revenu à son poste, il débuta dès le 1^{er} janvier 1942 une discrète activité de résistance dans la région comprise entre Auray, ses environs et Quiberon²³³. Agissant à titre individuel dans un premier temps, Emile Cosquer, alias *Julien*, va tout au long de l'année 1942 établir des contacts puis entrer au mouvement Libération-Nord sous les ordres de Joseph Rollo. Avec l'aide d'anciens sous-officiers tels que Joël Kerroux, Albert Courtiau ou Le Canu qui mourra à Saint-Marcel le jour de la bataille, il va assurer la conduite opérationnelle des actions du mouvement. Dans un premier temps, il constitua une équipe de déraillement et une équipe de sabotage des machines du dépôt de la gare.

Mais initialement, il s'attacha surtout à perturber les départs des requis du STO, en délivrant de fausses cartes d'identité ou en agissant sur les mouvements ferroviaires. Il

²³¹ *Ibid.*

²³² SHD, Division Terre, Dossier Officier Cosquer Emile, cote 112625.

²³³ SHD, DIMI Résistance, Dossier FFI Cosquer Emile, cote 16P144017.

participa également au camouflage de prisonniers évadés ou à l'hébergement d'aviateurs américains tombés en combat aérien. En devenant membre de Libé-Nord, il prit une part croissante aux activités de résistance en hébergeant des agents de liaison et en procédant au repérage des défenses allemandes de la presqu'île de Quiberon. Parallèlement, il organisa le sabotage du matériel ferroviaire dont il avait la charge au dépôt SNCF d'Auray en fournissant de précieux renseignements aux équipes chargées de ces tâches.

Janvier 1944 marque le début des opérations de recrutement massif en vue du débarquement. Cosquer constitua à cette époque l'épine dorsale de sa future compagnie en prenant appui sur les anciens de Libération Nord. Jusqu'à 250 hommes seront placés sous ses ordres. Outre les Alréens, il étendit son recrutement à la commune de Mendon où il va en particulier placer sous son contrôle des hommes comme Mathieu Le Priol, Célestin Forlay ou Léon Le Nabat.

Albert Courtiau

Emile Cosquer côtoya également à Libération-Nord un ancien du 137^{ème} RI, sinistré de Lorient et réfugié à Baud, Albert Courtiau. Ancien sous-officier d'active, Courtiau commanda pendant la campagne de France une section de la 11^{ème} compagnie du 137. Capturé le 23 mai 1940, il fut emprisonné au Stalag VIII C de Sagan en Silésie jusqu'au 31 décembre 1942. Il sera alors rapatrié en France pour raisons médicales. Le 15 juin 1943, il sera recruté à Libé-Nord par l'intermédiaire de Cosquer où il se chargera de questions de recrutement et de Renseignement. Au moment du débarquement, il sera logiquement affecté à la 5^{ème} compagnie.

Rollo recruta aussi à Auray deux agents d'assurance, Yves Kerroux et Raymond Le Guen, dont le parcours mérite d'être évoqué.

Yves Kerroux

Kerroux fut mobilisé en septembre 1939 au 265^{ème} RI. Ayant échappé à la captivité, il fut libéré en août de l'année suivante et rejoignit ses foyers à Auray. En 1941, il prit contact avec le réseau « Alliance » et travailla aux côtés d'une commerçante alréenne, madame Andreux, pour Rigoine de Fougerolles²³⁴. En 1943, il échappera à la vague d'arrestations qui frappera ce réseau dans le Morbihan. Entre temps, il avait été recruté par Rollo qui le chargea de constituer une compagnie qui se résuma à quelque vingt hommes dans un premier temps. Quant Cosquer entra au mouvement, il devint son adjoint et fut notamment chargé de l'instruction sur l'armement anglais. Selon ses déclarations, Kerroux forma ainsi Cosquer, Rollo, Le Guen et plus tard Paul Manceau de l'ORA²³⁵. Après l'arrestation de Joseph Rollo, il entra en relation avec Manceau et Muller lesquels le firent rencontrer Le Garrec. Lorsque l'état-major FFI déclenchera la mobilisation en juin 1944, Kerroux occupera les fonctions d'adjoint au chef de bataillon.

Raymond Le Guen

Collègue professionnel de Kerroux, un second agent d'assurance fut recruté par Rollo, Raymond Le Guen. Dans les années 1940, Le Guen possédait un cabinet d'assurance situé place de la gare à Auray. Mobilisé au 1^{er} Régiment de Dragons Portés, il participa comme aspirant à la campagne de Belgique puis aux opérations de la poche de Dunkerque. Jusqu'à l'arrestation de Rollo, il fut chargé de missions de renseignement et d'action de sabotage. En juin 1944, il commandera l'un des sections de la 2^{ème} compagnie et dirigera l'une des sections présente au maquis de Treurox entre juin et juillet 1944. En août, il sera recruté

²³⁴ Archives municipales d'Auray, cote 3FI4248A.

²³⁵ *Ibid.*

par les services secrets français et participera à la mission « Cotre » du BCRA jusqu'en septembre 1944. Il sera ensuite affecté comme officier de liaison auprès des services de l'OSS (*Office of Strategic Services*, l'ancêtre de la CIA) de la 3^{ème} US Army jusqu'au 26 mai 1945. Dans le plus grand anonymat, il reprendra ensuite son activité à Auray puis déménagera en région parisienne.

2.3.3.1.2. L'action clandestine

Le parcours des subordonnés de Rollo montre qu'il disposait d'une équipe très expérimenté pour conduire son action clandestine. Il montre aussi que les hommes de Rollo avaient établi des relations nombreuses avec d'autres réseaux.

Entre 1942 et mars 1944, les missions de renseignement vont alterner avec les actions de sabotage. L'armement sera principalement obtenu auprès de Guimard à Ploërmel. Rappelons que Guimard assurait la gestion des armes parachutées dans le Morbihan par le BOA de Lenfant. Cet armement était ensuite caché dans un bâtiment du secteur d'Auray loué par Kerroux²³⁶.

Les archives nationales nous apprennent également que Cosquer reçut des hommes de « Cohors-Asturies » du produit corrosif destiné au sabotage des locomotives²³⁷.

Fidèle à ses antécédents syndicaux, Rollo ne négligera pas non plus l'action de type politique. En février 1943, il devint ainsi secrétaire clandestin du Syndicat national des instituteurs. Cette même année, il rédigea un texte appelant les instituteurs à entrer dans la Résistance et le fit diffuser par la BBC.

Enfin, Rollo intégrera dans les rangs de son mouvement plusieurs groupes au passé opérationnel déjà ancien. Dans sa zone de responsabilité, il recruta notamment en 1943 le groupe du docteur Jaffré d'Étel. Depuis l'année précédente, Jaffré avait constitué dans la plus grande discrétion une équipe qui recueillait des renseignements de tout ordre au sujet des Allemands. Ces informations étaient ensuite transmises à un quincaillier nantais par l'intermédiaire d'un mécanicien d'Étel, Jules Corvec. L'organisation dont dépendait ce quincaillier dénommé Eraud méritera un complément d'étude dans une phase ultérieure.

En mars 1943, Rollo établit également des contacts avec un instituteur morbihannais qui avait lui aussi organisé une groupe de Résistance dans le Nord-Ouest du Morbihan, Jean Le Coutaller²³⁸. Dénoncé à deux reprises pour activités anti-nationales, Le Coutaller avait malgré tout réussi à bâtir en 1942 une organisation qui lui permettait de communiquer et d'échanger des informations confidentielles avec des instituteurs laïques du Morbihan. La méthode mise au point lui permettait de recevoir le courrier secret sous double enveloppe par l'intermédiaire du secrétaire de la mairie de Persquen²³⁹. Jusqu'à la visite de Joseph Rollo, Le Coutaller n'avait eu aucun contact avec un mouvement national reconnu. À partir de mars 1943, il travailla donc pour Libération-Nord.

2.3.3.2. L'arrestation de Joseph Rollo

Progressivement, l'étau va se resserrer autour de Joseph Rollo. En février 1944, un premier avertissement lui fut adressé. Avant qu'il ne quitte son poste dans la Morbihan, le chef départemental de la Sûreté en personne vint en effet prévenir Rollo qu'une lettre de

²³⁶ Archives municipales d'Auray, cote 3FI4248A.

²³⁷ Archives Nationales, témoignage Jean Le Métayer, 6 mars 1969, cote 7AJ166.

²³⁸ Archives Nationales, témoignage Le Coutaller, 26 mars 1947, cote 7AJ166.

²³⁹ *Ibid.*

dénonciation le concernant lui était parvenue²⁴⁰. Bien qu'il avait pris le soin de détruire la pièce compromettante, le commissaire Audrey avait sans doute compris qu'un grand danger menaçait l'instituteur alréen. Compte tenu des nombreuses enquêtes dont il avait fait l'objet depuis le début de la guerre, le cas Rollo devait certainement être connu des hommes du SD de Vannes et de Rennes. Le 30 mars au soir, il était à Camors chez Dervout²⁴¹. Celui-ci lui proposa de rester chez lui. Il lui répondit qu'il n'avait pas encore le droit de partir et reprit la route de domicile. Cette proposition aurait, de toutes les manières, changé peu de chose car le lendemain matin, Dervout reçut aussi la visite des troupes allemandes. Arrêté le 31 mars au petit matin, Joseph Rollo sera déporté en Allemagne. Il sera sauvagement achevé par un gardien lors de son transfert entre Neuengamme et Sand Bostel le 14 avril 1944.

Malgré cela, l'organisation bâtie par Rollo ne sera pas détruite et intégrera à Auray les rangs de l'ORA puis constituera l'épine dorsale de la 3^{ème} compagnie du bataillon Le Garrec.

- -

L'année 1942 fut pour les organisations de résistance alréennes une année de grandes difficultés opérationnelles. Les exécutions de Conan et Marca sonnèrent indéniablement le début d'une ère marquée par une violence croissante. Tout comme pour les hommes de Muller au sein d'« Hector », la Résistance va pourtant poursuivre son évolution en s'appuyant sur une architecture clandestine désormais solidement ancrée dans le sol morbihannais. Renforcée par l'émergence de nouveaux acteurs, elle va engager, dans des conditions plutôt satisfaisantes, la phase ultime du combat de libération.

²⁴⁰ ADM, Direction départemental des Renseignements Généraux, Dossiers individuels, Année 1942, Dossier Dervout Le Carff, cote 1526 W 182.

²⁴¹ Historique de l'école Joseph Rollo, *Mon école dans mon quartier*, Edition ville d'Auray, 2002, p33.

3. 1943-1944 Vers la Libération

Sous l'effet conjugué de la dissolution de l'Armée d'armistice et du Service du Travail Obligatoire (STO), les organisations de Résistance opèrent en 1943 un changement de posture opérationnelle destiné à préparer le combat final. Face à un adversaire rompu aux tactiques de contre-guérilla, de nouvelles méthodes de combat et d'organisation opérationnelles furent peu à peu diffusées vers les échelons départementaux par de nouveaux mouvements de Résistance. Prenant appui sur l'ancienne structure du réseau « Hector », l'ORA s'implanta sur les points clés du Morbihan et amalgama des groupes très divers (National Maquis, Libération Nord, FTPF, etc..). En juin 1944, le 2^{ème} bataillon ORA-FFI va alors naître de la fusion des multiples organisations présentes dans le pays d'Auray depuis 1940.

En liaison avec les parachutistes français du *Special Air Service* (SAS), le bataillon Le Garrec participa en particulier aux combats de Saint-Marcel, le 18 juin 1944. Au moment de la Libération, il agira en soutien de l'une des deux brigades interarmes de la 4^{ème} Division Blindée US qui fut chargée de la conquête du port de Lorient. Il participa notamment au nettoyage des groupes d'Allemands dépassés par l'avance américaine. Mi-août 1944, il assurera le contrôle des sorties Nord de la presqu'île de Quiberon.

3.1.L'Organisation de Résistance de l'Armée (ORA)

La fusion de la Résistance morbihannaise s'opéra entre décembre 1943 et mai 1944. Dans un premier temps, les directives nationales furent appliquées sans grandes difficultés. Elles aboutirent à la fusion au sein de l'Armée Secrète du mouvement Libération-Nord, du Service National Maquis, des groupes rattachés à la France Libre et de diverses autres entités dont le réseau « Vengeance ». Comme les FTP, l'ORA tarda à intégrer les Forces Françaises de l'Intérieur et ne rejoindra ses rangs qu'en mai 1944.

3.1.1. La structure nationale

Avant de développer les modalités de la mise en place de l'ORA dans le Morbihan, tâchons de définir ce que représentait cette structure dans la Résistance française au travers de ses origines, de ses moyens, de son organisation et de ses objectifs.

3.1.1.1. Les origines

L'ORA fut officiellement créée le 31 janvier 1943 en réaction à la dissolution de l'Armée d'armistice, ordonnée en novembre 1942 après l'invasion de la zone Sud. Organisation résolument apolitique, elle va initialement regrouper dans ses rangs des cadres de l'armée dissoute et assurer la continuité des actions anti-allemandes entreprises par celle-ci depuis 1940. L'ORA va donc se développer rapidement en zone Sud, grâce aux cadres et à l'armement camouflé par l'Armée d'armistice. En revanche, l'implantation en zone Nord sera plus difficile. Elle bénéficiera toutefois de l'appui d'officiers retraités ou en congé d'armistice qui opéraient dans des structures clandestines depuis le début de la guerre. En février 1944, tout en conservant une certaine autonomie liée à son apolitisme affirmé, elle fusionna au niveau nationale avec l'ensemble des organisations de résistance pour former les Forces Françaises de l'Intérieur.

La création de l'ORA en 1943 n'aurait toutefois pas été possible sans un certain nombre de mesures prises dès l'été 1940. En effet, au cours des semaines qui suivirent la signature de

la convention d'armistice à Compiègne, deux opérations furent conduites simultanément par l'état-major des armées, la dissolution de l'ancienne armée et la mise sur pied des nouvelles unités. Nommé ministre de la Défense nationale, le général Weygand se chargea de définir la mission de la nouvelle armée et précisa dès août 1940 que l'armistice ne signifiait pas la paix. Aussi lui fixa-t-il pour objectif de préparer *l'encadrement et l'armement de futures unités de combat et plus encore d'entretenir la flamme de la revanche qu'il ne fallait à aucun prix laisser s'éteindre*²⁴². Par ailleurs, il orienta l'activité clandestine dans deux grandes directions qui restèrent inchangées jusqu'en novembre 1942 : le recensement du personnel et le camouflage des matériels en vue d'une mobilisation secrète.

Confié à un service appelé « conservation du matériel » puis « camouflage du matériel »-CDM, ce camouflage fut opéré à grande échelle, principalement en zone libre.

Le recensement du personnel concerna quant à lui l'ensemble du territoire. Il visait un objectif, préparer dans le secret la mobilisation de la ressource humaine apte à reprendre un combat que chacun savait inévitable. Dans ce cadre, les officiers chargés de cette tâche vont sous une mission de couverture, la création de groupes mobiles divisionnaires et l'orientation de l'instruction vers la guérilla, procéder clandestinement à la préparation de la mobilisation en zone libre et à la création de groupes d'autodéfense (GAD) en zone occupée. Ce travail impliqua de surcroît des contacts avec les organisations de résistance ou réseaux naissants, en particulier le réseau « Hector ».

En zone Nord, deux types de structures travaillèrent donc clandestinement pour l'Armée d'armistice, les GAD et les réseaux de renseignement.

Les GAD furent essentiellement créés dans l'Est de la France car ils avaient reçu des missions de reconnaissance en direction de l'Allemagne dans l'hypothèse d'une reconquête du territoire national après un débarquement des alliés en Gironde²⁴³. Mais au-delà de la mission, les GAD préfigurèrent surtout les idées maîtresses qui seront à la base de la doctrine de l'ORA, la recherche de l'unité de la Résistance, le nécessaire soutien des populations et la place de l'Armée dans son rôle d'encadrement.

Les réseaux furent quant à eux positionnés dans des régions d'intérêt stratégique, d'où les efforts déployés notamment en Bretagne avec « Hector ». Dainville souligne dans ses écrits que ce réseau était *particulièrement important en Bretagne où il fut entre les mains d'un groupe d'officiers de réserve de chars, contactés fin 1940 par un officiers des chars passé aux services spéciaux, le lieutenant Chazal-Martin*²⁴⁴.

Ces premières lignes ne doivent toutefois pas donner l'impression qu'un plan coordonné fut suivi. Comme l'affirma par la suite le général Revers, *les réactions militaires sont nées du fait de quelques officiers, de quelques chefs qui simplement en s'entendant entre eux ont pris un certain nombre de mesures destinées à faciliter le retour du pays dans la lutte*²⁴⁵. Au-delà des grandes idées doctrinales, les hommes jouèrent par conséquent un rôle crucial dans la montée en puissance de l'ORA.

²⁴² Colonel de DANVILLE, *L'ORA, la résistance de l'Armée*, Imprimerie Nationale, 1974, p4.

²⁴³ *Ibid.* p38.

²⁴⁴ *Ibid.* p63.

²⁴⁵ *Ibid.* p4.

3.1.1.2. Les moyens humains et matériels

3.1.1.2.1. Le matériel

Les moyens matériels dont disposa l'ORA à partir de 1943 furent souvent modestes et sortaient principalement des stocks clandestins établis par le service du CDM depuis 1940. En zone Sud, les groupes bénéficièrent à plein du travail de camouflage réalisé par les unités de l'Armée d'armistice avant leur dissolution. Ainsi, il ne fut pas rare de voir les membres d'un régiment réutiliser dans la Résistance, l'armement en dotation dans leur propre unité avant qu'elle ne soit dissoute. En zone Nord, les sources d'approvisionnement varièrent d'une région à l'autre mais d'une manière générale on constata que le réarmement fut rendu possible grâce aux parachutages organisés par le service anglais de l'*Intelligence Service* (MI 6). Dans le Morbihan, l'organisation sera initialement armée par l'intermédiaire de l'équipe du Bureau des Opérations Aériennes (BOA) de la France Libre présente dans la région de Ploermel depuis décembre 1942. Cette première dotation ne permit toutefois d'armer que les groupes de sabotage, pas les unités de guérilla.

3.1.1.2.2. Les hommes

Mais la véritable force de l'ORA résida dans sa ressource humaine. Compétents et souvent aguerris, ses volontaires constituèrent un réservoir de cadres qui faisaient beaucoup défaut dans les autres mouvements.

Quel effectif représentait l'ORA ? Reconnaissons qu'il est toujours difficile de parler d'effectif quand on évoque l'activité d'une structure clandestine. Dans l'exercice, les chiffres avancés ont toujours un caractère approximatif. Ils sont difficilement contrôlables et ont souvent été manipulés après la guerre afin de justifier ou revendiquer une place sur la scène politique locale comme nationale. On observe également que les mêmes hommes pouvaient se livrer à plusieurs activités, permanente ou occasionnelle, et être comptabilisés dans chacune des organisations pour lesquelles ils avaient opéré. Dans le secteur d'Auray, l'importance du nombre de « compagnies » recrutées tout au long de la guerre par les multiples mouvements de résistance laisse penser que les mêmes personnes furent comptabilisées plusieurs fois. Dans le cas contraire, le commandant Le Garrec aurait du disposer non pas d'un bataillon de 900 hommes mais d'un régiment fort de presque 3000 hommes.

Utilisons par conséquent, les chiffres présentés par de Danville dans son historique de l'organisation pour se faire une idée de ce que représenta l'ORA dans le paysage résistant français. Nous distinguerons les cadres des hommes de troupe.

S'agissant des cadres, entre 1942 et 1944, l'Armée de terre compta dans ses rangs 11 000 officiers. Sur ce total, 4000 (36%) d'entre eux ont appartenu à des organisations de résistance, 1500 (14%) sont passés en Afrique du Nord et 4500 (41%) sont restés attentistes ou ont rejoint trop tardivement la résistance pour que le titre de résistant puisse leur être reconnu²⁴⁶. Il précise par ailleurs que ces chiffres ne font pas état des officiers, sous-officiers issus de l'Armée d'avant-guerre, rescapés des camps de prisonniers, retraités ou délogés des cadres en 1940 et qui ont ensuite milité dans diverses organisations ce qui fut le cas pour de nombreux cadres du 2^{ème} Bataillon. Sur ces 4000 officiers, 1500 ont rejoint l'ORA, le reste se répartissant entre l'Armée secrète (1000 officiers et 600 sous-

²⁴⁶ Source Direction du Personnel de L'Armée de Terre (DPMAT), 1946.

officiers) et les Forces Françaises Combattantes-FFC (1400 officiers et 1000 sous-officiers).

L'estimation de 1500 officiers établie par l'Armée de Terre fut complétée à la Libération par les chiffres de l'organisme liquidateur de l'ORA qui en déclara quant à lui un peu plus de 2000 car il intégra dans son total les officiers de réserve ou en retraite.

S'agissant des hommes de troupe, les chiffres sont souvent d'une grande approximation car il faut comprendre d'une part comment les organisations de résistance décomptaient leurs effectifs et d'autre part quels étaient les enjeux de cette bataille de chiffres.

Côté méthode, chaque chef partait des échanges oraux qu'il avait pu avoir pour indiquer combien d'hommes il avait recruté. Aucun contrôle administratif n'était tenu. Aucun document écrit n'était non plus signé par des individus dont la motivation pouvait par ailleurs évoluer avec le temps. Les règles de la clandestinité étant ce qu'elles sont, les recrues passaient ensuite souvent de longues périodes à attendre une hypothétique action qui pour la grande majorité ne vint qu'après le débarquement. Cette attente leur permettait de méditer la décision prise et au final soit de renoncer, soit de basculer dans une organisation plus active. De Dainville explique également que chaque échelon hiérarchique appliquait des coefficients destinés à simplifier les décomptes. Une section renforcée de 80 hommes devenait ainsi une compagnie alors que l'on était loin de l'effectif théorique d'une unité élémentaire, plus proche des 150 hommes. Au bilan, on pouvait approcher la réalité comme s'en écarter très sensiblement. Et même quand les hommes existaient, ils pouvaient entre temps avoir changé d'organisation ou ne plus être ni moralement, ni physiquement aptes à devenir des combattants.

Or, des effectifs donnés dépendaient les armes, l'argent à recevoir, et parfois la position à occuper dans la répartition des commandements locaux. Sur ce dernier point, une étude plus complète permettra de comprendre comment s'effectua la répartition entre les mouvements des douze bataillons FFI morbihannais. Si quatre bataillons furent attribués en final à l'ORA, de nombreux documents datés de l'immédiat après-guerre mentionnent le rattachement pendant une courte durée d'une cinquième unité, le 1^{re} bataillon FFI du commandant Le Vigouroux. Outre cette dimension purement politique, les chiffres doivent donc être souvent pris avec la plus grande circonspection. Mais comme le souligne également Dainville, parce que l'ORA n'affichait peu ou pas d'ambition politique pour l'après-guerre, les chiffres qu'elle présenta pendant et après la période 1943-1944 correspondait généralement à la réalité effective du recrutement.

Au 24 février 1944, le général Revers transmet à Alger qu'il disposait d'un effectif de 45 000 hommes (30 000 en zone sud et 15 000 en zone nord) et ajouta que 20% seulement était armé. Deux mois plus tard en mai, le chef d'état-major de l'ORA, le lieutenant-colonel Brisac se déplaça personnellement à Alger et dressa un nouveau bilan des effectifs, avançant un total de 50 000 recrues dont 40% étaient désormais armées. Le 31 mai enfin, le général Revers transmet au général de Gaulle une note dans laquelle il faisait un ultime état des effectifs avant le débarquement en précisant cette fois la répartition par région. Au niveau national, il annonça un total de 68 300 hommes dont 20 210 (29%) étaient armés. En Bretagne, l'effectif annoncé atteignait 3000 dont seulement 100 (3%) étaient armés. Les chiffres évolueront ensuite de 3000 hommes au 31 mai à 7800 hommes fin août 1944. Un décompte précis de la contribution morbihannaise sera réalisé dans une phase ultérieure de l'étude. À ce stade, nous nous contenterons de citer les chiffres présentés dans le livre « Dans le maquis breton avec ceux de l'ORA ». Selon ce document, fin août 1944, l'ORA

disposait dans le Morbihan de 2664 hommes, affectés dans trois bataillons. La répartition était la suivante²⁴⁷ :

- 2^{ème} Bataillon : 898,
- 3^{ème} Bataillon : 566,
- 7^{ème} Bataillon : 1200.

Nous noterons que le 8^{ème} Bataillon commandé par le chef de bataillon Caro n'est pas mentionné alors qu'il est cité comme appartenant à l'ORA dans de multiples documents. Ce point renvoie aux modalités de répartition des bataillons évoquée plus haut. Il nous rappelle également que la numérotation des bataillons FFI évolua entre juin et septembre 1944. Les témoignages recueillis ainsi que les archives dont dispose notamment Eugénie Guillas d'Arradon montre que le bataillon Le Garrec fut considéré jusque fin août 1944 comme le 3^{ème} bataillon FFI²⁴⁸. Jusque fin août 1944, le numéro deux fut en fait porté par le bataillon Caro²⁴⁹. Le bataillon Le Vigouroux resta quant à lui le 1^{er} Bataillon, semble-t-il en raison de son attachement géographique à la région de Vannes, la préfecture du Morbihan. Afin d'éviter les méprises, le choix a été fait de retenir l'appellation 2^{ème} bataillon FFI dans ce mémoire. S'agissant de la question des effectifs, nous retiendrons à ce stade de l'étude le chiffre de 1500 hommes ce qui correspond aux trois bataillons (2^{ème}, 3^{ème} et 8^{ème} Bataillon) actifs de l'ORA au moment du débarquement.

Rapportée aux effectifs globaux de la Résistance, la contribution humaine de l'ORA fut donc tout sauf négligeable. Afin d'établir cette comparaison, retenons le chiffre²⁵⁰ présenté en 2002 par le Secrétariat d'Etat aux Anciens combattants et Victimes de guerre devant le Sénat et complétons le avec les références proposées notamment par l'historien américain Robert Owen Paxton. Eu égard au nombre de cartes de Combattant Volontaire de la Résistance délivrées jusqu'en 1996, 260 000 personnes ont pu revendiquer le statut de résistant²⁵¹. Si l'on considère toutefois que tous les résistants n'ont pas sollicité la reconnaissance nationale parce qu'ils avaient été tués ou parce qu'ils n'ont pas pu faire "homologuer" leur action, il convient d'ajouter au précédent chiffre un effectif de 100 000 personnes, ce qui porte le total à 360 000 résistants. Au bilan, avec 68 300 hommes, l'ORA représenta donc 19% des effectifs globaux de la résistance.

À l'échelle régionale, son bilan est moins satisfaisant. L'histoire retient qu'à la Libération, la Résistance bretonne comptait 35 000 hommes²⁵² dans ses rangs. Deux mois plus tôt, elle ne dépassait guère les 25 000 hommes, chiffre que nous considérons comme une fourchette haute. À la veille du débarquement, les 3000 hommes de l'ORA ne constituèrent donc que 12% des effectifs de la Résistance bretonne mais seront toutefois appelés à jouer en grand rôle de part leur déploiement en Bretagne Sud, autour des positions stratégiques lorientaises.

En descendant cette fois au niveau départemental, on observe que le lieutenant-colonel Le Chenailler, chef des FFI du Morbihan, disposait à la veille du 6 juin de huit bataillons d'un effectif moyen de 500 hommes soit un total estimé à 4000 hommes. En première approche

²⁴⁷ *Dans le maquis breton avec ceux de l'ORA*, p16.

²⁴⁸ Fonds Eugénie Guillas, Compte-rendu de l'occupation des positions du 3^{ème} bataillon autour de la poche de Lorient, 20 août 1944

²⁴⁹ Témoignage Joseph Jégo juillet 2010.

²⁵⁰ [http : //www.memoire-net.org](http://www.memoire-net.org). Article Le nombre de résistants français ? 21 décembre 2002.

²⁵¹ Selon les critères retenus par ce ministère, les services rendus dans la Résistance doivent avoir duré au moins trois mois avant le 6 juin 1944 et avoir été homologués ou prouvés par deux témoignages circonstanciés émanant de personnes notoirement connues dans la Résistance établissant sur l'honneur la réalité ainsi que la durée de l'activité.

²⁵² Christian Bougeard, *Histoire de la Résistance en Bretagne*, p 100.

et compte tenu des 1500 hommes évoqués plus haut, l'organisation représentait donc 38 % du total.

Fort de ces effectifs dont la valeur qualitative doit encore être soulignée, l'ORA va développer une organisation dont les structures seront fondées sur des principes d'organisation militaire classique afin de conduire une guerre de type non-conventionnelle.

3.1.1.3. Organisation

3.1.1.3.1. L'OMA - Organisation Métropolitaine de l'Armée

Après la démobilisation de l'Armée, les officiers et les sous-officiers désireux de tenir un rôle actif contre l'Allemand vont, les uns s'intégrer individuellement dans les mouvements ou réseaux, les autres se regrouper dans l'Organisation Métropolitaine de l'Armée (OMA). Comme le souligne Dainville, l'appellation Organisation de Résistance de l'Armée remplaça officiellement cette première formulation au printemps 1944 mais ne sera que rarement utilisée avant la Libération. Les témoignages recueillis auprès des anciens du 2^{ème} Bataillon montrent combien les résistants de base étaient tenus dans l'ignorance du mouvement auquel ils appartenaient. Beaucoup, apprirent seulement après la Libération que leurs chefs les avaient recrutés au titre de l'ORA. Jusqu'en août 1944, l'acronyme était d'ailleurs totalement inconnu de la troupe car il n'était tout simplement pas utilisé dans le vocabulaire commun.

3.1.1.3.2. L'état-major

L'ORA naissante adopta, sous l'égide du général Frère, une structure organisationnelle de nature strictement militaire, caractérisée par la recherche de la décentralisation dans l'action. Dirigée par un état-major central implanté à Paris, l'organisation s'articula donc autour de trois régions militaires, Paris, une zone Sud et une zone Nord qui correspondait globalement à l'ancienne zone d'occupation. Afin de s'adapter à sa nouvelle mission de guérilla, ces commandements régionaux furent dirigés par un état-major divisé en seulement deux branches, opérations et liaisons-transmissions. Pour le renseignement, un bureau unique coordonna de manière centralisée la recherche et l'analyse des informations sur les Allemands. Si la mise en place de sa structure de commandement ne posa pas de difficulté majeure, son positionnement hiérarchique fut lui beaucoup plus complexe.

3.1.1.3.3. Le positionnement politico-militaire

En janvier 1943, le général Giraud accorda à l'ORA que conformément à ses souhaits, elle soit considérée comme l'avant-garde de l'Armée d'Afrique en métropole. Forts de cette légitimité, ses chefs prirent ensuite contact avec les mouvements de résistance en proposant l'union sacrée contre l'Allemand. Loin de toute manœuvre politique, l'organisation naissante voulait donc résolument inscrire son action dans la continuité des opérations menées par l'Armée française depuis le début de la guerre. Recherchant à éviter toute la compromission de nature politique que reflétait à cette époque l'engagement gaulliste, elle se plaça sous les ordres de celui qui aux yeux de ses dirigeants représentait la filiation la plus directe avec l'ex-armée d'armistice, le général Giraud. Elu haut-commissaire en Afrique du Nord après l'assassinat de l'amiral Darlan en décembre 1942, Giraud co-présida de plus avec de Gaulle le Comité français de la Libération nationale

(CFLN) à partir de juin 1943. Cette nomination conforta les dirigeants de l'ORA dans l'idée qu'ils se faisaient de leur subordination hiérarchique.

Mais dans sa volonté d'unifier la Résistance, le général de Gaulle adopta par la suite une position différente de celle de Giraud. Fin 1943, l'ORA fut invitée à rejoindre l'ensemble des forces de lutte anti-allemande en se faisant reconnaître par le Conseil National de la Résistance. Selon les termes de l'accord qui fut signé à cette occasion, le chef de l'ORA devait désormais devenir membre permanent du seul organisme autorisé à donner des ordres à la Résistance en France occupée à partir du printemps 1944, le comité d'action (COMAC). Or dans les faits on attribua au commandement de l'ORA un simple poste de conseiller technique au sein d'une structure étroitement contrôlée par les communistes. La manœuvre fut toutefois déjouée car ce poste offrait *de facto* à l'ORA une grande indépendance dont elle sut finalement se satisfaire. En continuant à se considérer comme l'avant-garde de l'armée d'Afrique, l'ORA rechercha par conséquent ses ordres non auprès du COMAC mais auprès des structures de commandement implantées à Alger et Londres. Cette démarche ne fut pas sans susciter quelques crispations de la part du commandement londonien pour lequel l'ORA relevait avant tout du COMAC.

Pour Dainville cette divergence quant au rôle et à la place de l'ORA dans la Résistance paraît *l'élément essentiel d'une certaine incompréhension réciproque entre le général de Gaulle et l'ORA*. Et si l'ORA, insiste-il *fit par ailleurs preuve de quelques réticences à l'égard des mouvements de résistance, c'est qu'elle n'a jamais voulu faire siennes les visées politiques qu'ils se sont fixés comme but second. L'Armée ne poursuivait en effet qu'un seul objectif, la libération du territoire*.

À partir de l'été 1943, le général Giraud s'effaça progressivement devant le général de Gaulle dont la légitimité politique contrairement à son adversaire ne souffrait d'aucune compromission avec le régime de Vichy²⁵³. L'ORA devint alors progressivement l'une des composantes de l'Armée secrète puis des Forces Françaises de l'Intérieur dont les activités étaient également supervisées par le COMAC. En théorie, l'organisation de la Résistance avait été simplifiée. Dans les faits, la complexité des liens de subordination hiérarchique permit de créer l'unité au niveau national tout en permettant d'agir selon ses intérêts au niveau local. Dans cet environnement politique, les unités de l'ORA eurent la satisfaction de pouvoir se rattacher à une philosophie de l'action déclinée en objectifs simples.

3.1.1.4. Buts et philosophie de l'action

Lorsqu'en 1943, les chefs militaires décidèrent de faire rentrer les restes de l'Armée d'armistice dans la Résistance, ils se heurtèrent à deux difficultés, l'une liée au grave malaise des cadres, la seconde posée par la désaffection du pays pour l'Armée ainsi que par la réticence des formations de résistance existantes.

Et de fait la situation se révéla très difficile pour la nouvelle organisation. Dans un rapport rédigé en novembre 1943, il était mentionné que le corps des officiers n'avait jamais été aussi méprisé qu'à cette époque. On lui prêtait la responsabilité de la défaite de 1940, de l'occupation totale de la France et de la démobilisation de l'Armée. En Avril 1944, un autre rapport transmis à Alger soulignait que *l'Armée jouit d'un discrédit inégalé, on lui reproche d'avoir perdu la guerre, de s'être installé dans la défaite, d'y avoir*

²⁵³ Par notes de services en dates du 15 novembre 1942 et du 30 janvier 1943, le général Giraud maintint et aggrava, notamment vis à vis des officiers et soldats juifs de l'armée française, les lois d'exclusion mises en place par le régime de Vichy.

*pompeusement proné des vertus qu'elle ne savait pas pratiquer*²⁵⁴. Ancien adjoint du général Verneau, le colonel Coigny confirma cette opinion et écrit en 1947 que *de nombreux malentendus ont accueilli sa naissance et gêné son épanouissement. « Tard venus et mal guéris de Vichy », tels nous apparaissions en 1943 et 1944 aux gens de Londres comme à ceux des mouvements de résistance. Beaucoup nous acceptaient comme individus, mais non comme groupement, parce que ce groupement représentait à leurs yeux un moyen terme, un compromis lourd d'équivoque, un concurrent dangereux aussi*²⁵⁵.

Confrontés à cette animosité latente, les chefs de l'ORA s'attachèrent à définir une ligne de conduite qui reposa sur trois objectifs permanents²⁵⁶ :

- L'ORA est un élément avancé de l'Armée. Elle refuse toute inféodation politique.
- Le but à atteindre est de participer à la libération du territoire en facilitant le débarquement allié et en économisant au maximum les vies françaises, ce qui pose le problème de l'action immédiate.
- Le maintien de l'ordre est une mission permanente des armées, mais elle n'est qu'une mission secondaire. L'essentiel reste toujours la défaite de l'ennemi.

3.1.1.4.1. L'ORA élément avancé de l'Armé

L'ORA refusa toute inféodation politique. Outre l'intérêt de rompre définitivement avec son passé dans la sphère du régime de Vichy, cette approche permettait également de faire taire ceux qui lui reprochaient sa proximité idéologique avec le Général Giraud. En recherchant avant tout l'efficacité opérationnelle, l'ORA refusa par conséquent de s'engager sur une voie qui ne pouvait conduire qu'à limiter sa liberté d'action. Sur ce point, elle ne varia jamais de position. Elle était l'avant garde en métropole de l'Armée française et elle devait recevoir ses ordres des autorités militaires établies à Alger et à Londres. À ce titre, les membres de l'ORA revendiqueront toujours leur statut de militaire en activité de service.

3.1.1.4.2. L'ORA et la libération du territoire

S'agissant de la libération du territoire, les organisations de résistance vont comme nous l'avons vu s'opposer sur deux options politico-militaires.

L'une cadrait avec les objectifs de guerre russes. L'autre répondait aux vues de l'état-major de la France libre dont l'objectif principal était d'aider au débarquement. Pour l'ORA, il s'agissait donc plutôt de prendre part à une phase militaire en préparation du débarquement.

3.1.1.4.3. L'ORA et le maintien de l'ordre

Le troisième volet de la mission fixée à l'ORA fut le maintien de l'ordre. Peu connu, cet aspect était toutefois parfaitement cohérent sur le plan doctrinal dans la mesure où l'ORA, élément avancé de l'Armée, devait pouvoir reprendre à son compte tout ou parti des tâches traditionnellement imparties aux forces armées, la défense des frontières puis le maintien de l'ordre intérieur. Inscrivant sa réflexion dans la continuité des débats liés à la libération du territoire, le commandement de l'ORA s'attacha à ce qu'il ne demeure qu'une tâche de nature strictement opérationnelle, envisagée en dernière priorité. L'objectif principal resta

²⁵⁴ Colonel de DANVILLE, *L'ORA, la résistance de l'Armée*, Librairie Nationale, 1981, p 117.

²⁵⁵ *Ibid.* p 117.

²⁵⁶ *Ibid.* p 117.

de chasser l'ennemi du territoire national. Dès septembre 1943, la position de l'ORA fut donc parfaitement claire et le général Verneau prit le soin de faire préciser ses vues aux responsables régionaux. Il souligna dans ses ordres que « *L'action contre l'occupant effectuée, nous nous mettons à la disposition des autorités légales (...) en vue de l'accomplissement des missions de maintien de l'ordre qui s'avèreraient nécessaires* ».

Si le maintien de l'ordre ne fut jamais considéré autrement que sous sa dimension purement militaire, le simple fait de l'évoquer suscita des réactions virulentes de la part des organisations de résistance d'obédience communiste. Dainville rappelle que les problèmes posés à l'intégration de l'ORA dans les FFI furent étroitement liés cette question. En janvier 1944, lorsque la reconnaissance de l'ORA par le CNR fut proposée, son président Georges Bidault se fit l'écho de cette opposition et prononça dans une lettre adressée au général Revers une *mise en garde catégorique contre l'état d'esprit qui consiste à se préoccuper du maintien de l'ordre autant ou d'avantage que de l'expulsion des Allemands*²⁵⁷.

Ces trois lignes directrices illustrent parfaitement la philosophie d'action que l'ORA se proposa de suivre dans son combat contre l'occupant.

Déclinée au niveau régional, elle offre un éclairage nouveau sur l'action des bataillons ORA du Morbihan. Son apolitisme revendiqué permit ainsi de réussir l'amalgame entre des troupes que l'affrontement des échelons hiérarchiques au niveau national ne prédisposait pas à voir coopérer localement. Le 2^{ème} Bataillon FFI verra ainsi combattre dans ses rangs des militants communistes, dont au moins un vétéran des brigades internationales, avec des anciens ou des proches du très conservateur réseau de renseignement « Hector ».

S'agissant de l'action armée contre l'occupant, l'ORA morbihannaise s'en tint globalement, nous l'avons dit, aux directives nationales. Elle refusa de prendre la responsabilité du cycle action-représailles. Elle déploya toutefois une grande activité contre l'occupant en s'appuyant sur des hommes comme Le Garrec qui partageaient largement les vues communistes pour l'action immédiate.

Enfin, le maintien de l'ordre ne sembla pas avoir été un point d'achoppement majeur entre les différentes tendances auxquelles appartenaient les recrues. Tous les témoignages concordent sur ce point, seule la libération du territoire importait. Le retour à l'ordre républicain coulait ensuite de source mais en tant que tâche opérationnelle annexe, sous l'autorité politique du comité de libération départemental. Conformément aux directives nationales, l'ORA morbihannaise joua par conséquent un rôle tout à fait limité sur ce plan. Dans le secteur d'Auray, la police du maquis demeura toutefois une préoccupation majeure du commandant Le Garrec. Son action influait en effet directement sur le soutien apporté par la population locale à son bataillon. La confusion engendrée par les départs de gendarmes vers le maquis l'incita à encore plus de vigilance. Un exposé complet des mesures prises à Pluvigner, Auray et Carnac pour faire face au développement de l'insécurité, en particulier dans les campagnes, sera présenté plus tard.

3.1.2. La déclinaison régionale

Le développement de l'ORA en Bretagne puis dans le Morbihan débuta fin 1942 sous la direction d'un simple lieutenant d'active, André de Freslon. Sur ordre de l'état-major national, celui-ci initia les contacts en privilégiant les anciens du réseau « Hector ». Dans

²⁵⁷ Colonel de DANVILLE, *L'ORA, la résistance de l'Armée*, Librairie Nationale, 1974, p 128.

le Morbihan, deux alréens Jean Muller et Paul Manceau²⁵⁸ vont devenir respectivement chef et adjoint de la structure départementale.

Les contacts morbihannais furent établis à partir du Finistère. Comme nous l'avons vu, Jean Muller avait été le chef de l'antenne morbihannaise du réseau « Hector ». L'un de ses amis, André de Neuville, habitait près de Quimperlé. En 1943, celui-ci vint le prévenir que son cousin, André de Freslon, avait été envoyé de Paris afin de constituer sur les bases bretonnes du réseau Heurteaux une nouvelle organisation clandestine. Les deux hommes vont être recrutés à l'issue de ce premier contact. Alors que de Neuville se chargera du recrutement dans sa région, Muller va débiter la reconstitution de son organisation dans la région Lorient-Auray au cours du premier semestre 1943. À l'été 1943, Muller va être assisté d'un nouvel arrivant dans la région d'Auray, le commandant Paul Manceau.

Officier d'active de l'artillerie métropolitaine, Paul Manceau était jusque là affecté à Châteauroux. Il achevait là une carrière débutée le 9 octobre 1907 au 28^{ème} Régiment d'Artillerie²⁵⁹. Artilleur courageux pendant la Grande Guerre, il avait été affecté comme officier de liaison à la 2^{ème} Division Polonaise durant la campagne de France. En août 1940, il fut mis à la retraite mais fut toutefois autorisé à reprendre le service actif en février 1942 pour commander le bureau liquidateur d'Artillerie n°209. En avril 1942, il quitta ce commandement et devint gérant du mess des officiers de la garnison de Châteauroux, poste qu'il occupa officiellement jusqu'au 28 septembre 1943²⁶⁰. Son dossier d'officier mentionne qu'il était lié par un contrat spécial d'embauche. Fin août 1943, comme en attestent certaines correspondances²⁶¹, il sera présent à Auray où il venait de prendre la gérance de l'un des grands hôtels de la ville, l'établissement « La Tour d'Auvergne ». Pour Roger Leroux, il avait déjà rejoint son nouveau poste au début de l'été 1943. Selon sa fille Jacqueline, il aurait reçu directement du général Revers, un camarade de régiment durant la guerre de 1914-18, l'ordre de rentrer en Bretagne et de s'établir dans un cinéma ou un hôtel²⁶². Cette information non recoupée méritera un complément d'étude, notamment au travers de l'analyse du dossier de carrière du général Revers.

L'histoire a retenu que Manceau fut recruté durant l'été 1943 par son neveu de Quimperlé, Hubert Pivert. Ce dernier connaissait de Neuville. Manceau semble avoir été présenté à cette époque à Muller. Devenu gérant du principal établissement hôtelier alréen, il bénéficiait d'une excellente couverture pour coordonner avec son voisin de Crach les activités départementales de l'organisation. De cet endroit, il centralisait le renseignement recueilli dans le département avant qu'il soit transmis vers l'état-major central. Il coordonnait également les activités opérationnelles et la répartition de l'armement. Précisons que sa venue à Auray ne fut pas le fait du hasard. Morbihannais d'origine, Manceau était né à Baden près d'Auray. Depuis son enfance, il connaissait Yves Le Garrec, ancien du réseau « Hector » et futur chef du 2^{ème} bataillon.

Fin 1943, la structure bretonne de l'ORA prit un format dont le commandement dépassait les compétences de Freslon. L'état-major central désigna par conséquent le colonel Masnou, alias *Le Gall* pour le remplacer. Là encore, on retrouve un proche du réseau « Hector ». Chef du SR Air en août 1940, il avait coordonné le travail du colonel Heurteaux et du commandant Loustanau-Lacau lors de la création de leur réseau respectif. Par ailleurs, les trois hommes se connaissaient très bien pour avoir appartenu à la même promotion de Saint-Cyr (Montmirail 1912-1914). Masnou se déplacera dans le Finistère puis dans le Morbihan au début de l'année 1944. Au cours de ce séjour, il logera durant

²⁵⁸ Une biographie complète des deux hommes sera rédigée dans une phase ultérieure de l'étude.

²⁵⁹ SHD, Division Terre, Dossier officier Manceau Paul, Alphonse, Etienne, cote 8YE3869.

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ Correspondance courante du 28 août 1943, fonds Loïc Paranthoine, petit-fils de Paul Manceau.

²⁶² ADM, Fonds Roger Leroux, Témoignage Jacqueline Paranthoine née Manceau, cote 41J7.

trois semaines à la « Tour d'Auvergne », au milieu des nombreux Allemands qui occupaient des chambres de l'établissement. Outre l'hébergement de Manceau, Manceau accueillit également pendant une courte période un officier de renseignement anglais dont les manquements aux règles élémentaires de sécurité imposèrent qu'on lui suggéra fortement de quitter la région²⁶³.

Dans ce cadre, l'ORA morbihannaise va contribuer à l'organisation de quatre bataillons d'infanterie légère qui s'implanteront assez logiquement dans les anciens secteurs du réseau « Hector ». L'organisation devint alors un acteur clé de la résistance morbihannaise. Fort de ses cadres et de ses alliances, elle va amalgamer sous sa coupe des groupes les plus divers et constituer au moment du débarquement une force crédible capable de négocier en position de force son intégration aux FFI.

Les questions relatives à l'équipement, au rapprochement avec les FFI et aux liaisons nationales ou régionales seront évoquées ultérieurement.

3.1.3. Le recrutement du bataillon

À côté des volontaires opérant depuis 1940 dans les organisations dont nous avons parlé plus haut, le recrutement du bataillon s'effectua globalement en trois temps ; identification de la ressource humaine, recrutement des volontaires les plus motivés, et enfin mobilisation massive au moment du débarquement.

3.1.3.1. Identification de la ressource

Dans un premier temps, l'identification fut le fait de cadres locaux qui par leurs responsabilités professionnelles étaient capables d'évaluer la ressource disponible. Ce travail fut en particulier effectué par les gendarmes. On parla souvent de recrutement dès cette phase mais dans les faits, il s'agissait plutôt de suivi et d'assistance, notamment au profit des jeunes hommes concernés par le STO. Le recrutement proprement dit intervint dans un second temps. Pour des raisons évidentes de sécurité, il fut limité aux individus les plus résolus.

Dans un rapport daté de mai 1944, les Allemands parlèrent de structure en « rayon »²⁶⁴, pour désigner ces équipes d'une dizaine d'hommes rattachés à un responsable local. Ce chef pouvait être le secrétaire de mairie comme à Brech (Albert Le Goslès), un agriculteur à Landaul (Joachim Goulven), un meunier à Landévant (Rogatien Le Gallo), un prêtre à Crach (Abbé Jégo), un médecin à Etel (le docteur Jaffré), un officier de marine marchande à Baden (Félix Guillas) ou un ostréiculteur à Mendon (Mathieu Le Priol). Ces hommes exerçaient une autorité certaine sur leurs recrues mais manquaient souvent d'expérience militaire. Ils jouèrent toutefois un rôle proche des « capitaines de paroisses » de la période contre-révolutionnaire de la Chouannerie. Sur le plan de la méthode, chaque responsable partait des échanges oraux qu'il avait pu avoir. Aucun contrôle nominatif n'était tenu. Il faudra attendre le regroupement de Saint-Marcel pour que l'engagement des recrues soit formalisé de manière administrative avec inscription sur des tableaux d'effectifs réglementaires et attribution d'un numéro de matricule²⁶⁵.

²⁶³ ADM, Fonds Historique 2nde Guerre Mondiale, cote 41J7, témoignage Jacqueline Paranthoine, née Manceau.

²⁶⁴ Service Historique de la Défense, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p274.

²⁶⁵ Ordre de bataille de la 3^{ème} section, 1^{ère} compagnie du bataillon Le Garrec, St Marcel, juin 1944, Fonds Guillas.

3.1.3.2. Le recrutement

Une fois recrutés, ces hommes constituèrent le noyau actif de la future structure bataillonnaire. Au moment du débarquement, cinq compagnies furent constituées sur une base communale afin d'obtenir, selon toute vraisemblance, un niveau minimum de cohésion que le manque d'entraînement collectif ne permettait pas d'atteindre.

La 1^{ère} compagnie fut implantée dans les communes bordant le golfe du Morbihan à l'Est d'Auray. Elle engloba les secteurs de recrutement de Pluneret, Baben, Larmor-Baden, Plougoumen et Arradon.

La 2^{ème} compagnie recruta dans les communes de Landévant, Landaul, Pluvigner, Brech, Sainte-Anne d'Auray et Plumergat. Elle reprit sous sa coupe la majeure partie des groupes FN que le leader communiste Henri Delille avait constitué sur ordre de l' « interrégional » René Berjon à partir de novembre 1943²⁶⁶ au Nord d'Auray. Sur un plan politique cette compagnie était subordonnée à Delille et son adjoint Albert Goslès. Au plan militaire, elle fut dirigée par Joël Le Toux de Locminé et un adjoint originaire de Brech, François Moizan. L'unité porta le nom de compagnie « De Lattre de Tassigny » et fut rattaché au bataillon FTP « Daniel Casanova »²⁶⁷ de Locminé. À Brech, l'un des groupes prit le nom de « Groupe de Défense Paysanne »²⁶⁸. Les arrestations successives de Joël Le Toux, de Henri Delille et l'exécution publique de cinq des membres de la compagnie à Landaul le 30 avril vont contribuer à sa neutralisation. Dès lors les hommes vont rejoindre avec Albert Le Goslès et François Moizan les rangs de l'ORA. Une étude complète de cette compagnie sera réalisée ultérieurement. Les relations entretenues par Delille avec la direction régionale du FN et la structure nationale du PCF seront notamment abordées. La 2^{ème} compagnie fut commandée dans un premier temps par Méen Le Merdy, adjudant-chef de gendarmerie. Adjoint à la section de Gendarmerie de Lorient, Le Merdy reçut le commandement de la compagnie en décembre 1943²⁶⁹. Il la dirigea jusqu'à la bataille de Saint-Marcel durant laquelle il fut grièvement blessé. Lui succéderont ensuite, Louis Cosquéric, chef de la brigade territoriale de Pluvigner, et Le Bleis Michel, instituteur à Brandivy.

La 3^{ème} compagnie fut implantée majoritairement à Auray, Etel, Belz et Locoal-Mendon. Elle reprit notamment dans ses rangs, les anciens membres du mouvement Libération-Nord de Joseph Rollo.

La 4^{ème} compagnie recruta dans les communes Sud d'Auray, Crach, Saint-Philibert, Locmariaquer, Carnac, la Trinité-sur-Mer, Quiberon et Plouharnel. L'abbé Jégo de Crach, le capitaine Laimé de Carnac et Baptiste Le Guennec de Quiberon furent les principaux artisans de la formation de l'unité.

La 5^{ème} compagnie fut armée au cours des mois de juin et juillet 1944 avec du personnel recruté dans la région de Baud, Guénin, La Chapelle-Neuve et Plumélia. Parmi eux, on retrouva un important groupe de volontaires issus du Service National Maquis. Implantée vingt kilomètres au Nord du pays d'Auray, cette compagnie conservera une grande autonomie opérationnelle jusqu'au déclenchement de la guérilla généralisée en août. Elle sera recrutée par un gendarme de Baud, Clovis Favreau, et commandée par un instituteur Charles Jacob.

Dans trois cas, à la 1^{ère} compagnie du lieutenant Paul Bessière, à la 2^{ème} compagnie avec adjudant-chef Le Merdy et à la 4^{ème} compagnie du capitaine Laimé, les hommes furent placés sous le commandement d'individus qu'ils ne connaissaient pas ou peu. Seules les

²⁶⁶ Service Historique de la défense, DIMI Résistance, dossier FFI Arthur Kergosien, Cote 16P 318405.

²⁶⁷ Service Historique de la défense, DIMI Résistance, dossier FFI Arthur Kergosien, Cote 16P 318405.

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ SHD, Dossier officier Le Merdy Méen, cote 116657.

3^{ème} et 5^{ème} compagnies, recrutées principalement parmi les cheminots d'Auray et dans la région de Baud furent dirigées par des chefs connus de leurs hommes. Chef de bureau à la gare d'Auray, Emile Cosquer avait en effet exercé des responsabilités de niveau similaire au sein du mouvement Libération-Nord. Charles Jacob était quant à lui bien connu dans son secteur de recrutement du fait de son poste d'instituteur.

Bien que sortant du cadre temps fixé à cette étude, deux autres compagnies méritent d'être mentionnées. En effet, devant l'afflux des volontaires au moment de la Libération, la réorganisation du bataillon rendra nécessaire la création d'une sixième compagnie fin août 1944. Elle intégrera principalement les hommes venant des communes proches de la rivière d'Étel. De plus, lors des opérations de la poche de Lorient, les militants communistes de la presqu'île de Quiberon constitueront une compagnie FTP qui sera rattachée au bataillon Le Garrec. Ces deux unités feront l'objet d'une étude ultérieure.

3.1.3.3. La mobilisation

La montée en puissance sous l'égide de l'ORA débuta au mois de mars 1944. La date correspond au rapprochement du commandant Le Garrec avec l'adjoint départemental de l'organisation, Paul Manceau. Conformément aux ordres reçus dans tous les bataillons FFI du Morbihan, un corps franc avait d'abord été créé en janvier. Trois groupes d'action immédiate en constituèrent ses entités à l'Est, au Sud, et au Nord d'Auray. Yves Le Garrec commanda avec Félix Guillas celui de Plougoumelen-Baden. Notons que les premières actions de ce groupe furent effectuées en septembre 1943. Il sera ensuite rattaché à la 1^{ère} compagnie. Le second groupe fut dirigé par Méen Le Merdy et incorpora principalement des gendarmes de la brigade de Pluvigner. Enfin le troisième groupe opéra dans le secteur de Plouharnel. Dirigé par André Allain²⁷⁰, ancien fusilier-marin d'active, il fera ensuite parti de la 4^{ème} compagnie. L'implantation de ces trois groupes montre que le déploiement fut pensé afin d'obtenir la paralysie des mouvements ferroviaires autour d'Auray.

Prenant appui sur les acteurs clandestins antérieurs, Le Garrec structura ensuite ses unités au format bataillon au cours des mois de juin et juillet 1944. Un premier travail fut effectué dans le massif de Lanvaux à Saint-Bily, entre le 9 et le 12 juin 1944. Chaque compagnie semble avoir adopté le même principe de mouvement. Un premier détachement, souvent motorisé, fit mouvement vers le point de ralliement situé près du village de Plaudren.

Au environ du 9 juin, l'ordre fut d'abord donné que chaque compagnie dirige vers le point de rendez-vous un détachement précurseur limité à environ trente hommes. Un premier rassemblement de la 1^{ère} compagnie s'était déroulé le 6 juin dans le hameau de Kerganet en Plougoumelen. Le Garrec désigna ensuite vingt-sept volontaires pour rejoindre Saint-Bily et ramener l'armement à Kerganet²⁷¹. De son côté, il rejoignit Saint-Bily en compagnie de Félix Guillas à bord de la voiture du docteur Edouard Mahéo de Baden. Recruté par Le Garrec, celui-ci disposait d'une voiture Peugeot 302 de cinq places. Mais dans le cadre de ses fonctions médicales, il disposait surtout du précieux laissez-passer allemand, l'*Ausweis*. Armés de pistolet parabellum, les trois hommes quittèrent Baden à 14 heures, le samedi 10 juin en direction de Saint-Bily²⁷². La 2^{ème} compagnie regroupa quant à elle un détachement précurseur dans une carrière près du bourg de Brech. Une soixantaine de volontaires furent ensuite dirigés vers le point de rendez-vous avec un bus réquisitionné à Sainte-Anne d'Auray et un camion. Ce premier détachement sera ensuite suivi par plusieurs petits groupes qui à partir de cette même carrière et du proche maquis de Treuroux tenteront de

²⁷⁰ SHD, DIMI Résistance, Dossier FFI André Alain, cote 16P8191.

²⁷¹ Fonds Eugénie Guillas, Article *Connaissez-vous les frères Mithouard ?*

²⁷² Fonds Eugénie Guillas, Témoignage Félix Guillas sur son départ vers St Bily le 10 juin 1944.

rejoindre à pied avec plus ou moins de succès la zone de Saint-Marcel. La 3^{ème} compagnie comme la 4^{ème} compagnie rejoignirent par groupes isolés les bois de Plaudren. Mais alors que le mouvement vers Saint-bily devait être limité à quelques hommes désignés, les volontaires affluèrent sans qu'il fût possible d'en contrôler le mouvement. Dans ce contexte, la structuration du bataillon ne fut pas achevée car le site de regroupement fut attaqué par une unité de Russes Blanc ou de géorgiens le 13 juin. Dans une grande confusion, les reliquats rejoignirent le maquis mobilisateur de Saint-Marcel et furent réarticulés en un bataillon à seulement trois compagnies. Chaque section bénéficia toutefois du renfort d'une équipe de trois à quatre parachutistes SAS. Commandée par Félix Guillas, la 3^{ème} section de la 1^{ère} compagnie fut ainsi renforcée par deux hommes de troupe et un officier SAS²⁷³, le lieutenant Alain de Kérillis.

Il faudra ensuite attendre début août 1944 pour que Le Garrec puisse reconstituer son unité en format bataillon à trois puis cinq et six compagnies. Au terme d'une montée en puissance de six mois, le 2^{ème} Bataillon sera finalement devenu une unité d'infanterie légère qui conformément aux directives nationales FFI adopta le modèle organisationnel du bataillon de Fusiliers Voltigeurs,²⁷⁴ version 1939.

3.1.4. Les hommes

3.1.4.1. Profil général du bataillon

Portons maintenant notre regard sur les hommes du bataillon. Avant le débarquement des alliés en Normandie, Le Garrec dirigea un volume de force très limité en nombre. Au mieux peut-on estimer qu'il exista par commune un noyau actif de dix à vingt personnes. Entre juin et août 1944, les effectifs du bataillon varièrent de huit cent à mille deux cent hommes. Le maximum fut semble-t-il atteint lors du regroupement de Saint-Bily. Une multitude de volontaires affluèrent alors dans l'espoir de se faire armer. Les dislocations successives de Saint-Bily puis de Saint-Marcel freinèrent les ardeurs de bien des hommes. Au bilan, Le Garrec rencontrera les plus grandes difficultés pour regrouper fin août un effectif combattant apte à reprendre la lutte. Entre le 3 et le 7 août 1944, date d'arrivée des troupes américaines à Auray, trois compagnies réduites à un volume de deux sections chacune, soit environ cent à cent cinquante hommes, opéreront dans ou à proximité d'Auray. Seule la cinquième compagnie de Baud sera capable de se regrouper au complet en forêt de Camors et de conduire des actions coordonnées de niveau compagnie à partir du 5 août.

Afin de procéder à une rapide étude du bataillon, nous prendrons pour référence le document d'homologation²⁷⁵, établi après la guerre au titre du 2^{ème} Bataillon FFI du Morbihan. Loin d'être exhaustive, cette liste recense toutefois 724 noms. Du point de vue strictement administratif, le période d'activité FFI du bataillon Le Garrec fut comprise entre le 1^{er} juin et le 11 août 1944. Seules les cadres purent faire valoir des services plus anciens.

Que révèlent ces données ? Un premier constat s'impose, le bataillon fut majoritairement composé d'hommes. 714 individus de sexe masculin firent homologuer leurs services. L'âge moyen était de 26 ans. Le cadet des volontaires masculins s'appelait Jules

²⁷³ Fonds Eugénie Guillas, Article sur l'action de la section Guillas à Saint-Marcel.

²⁷⁴ SHD, Division Terre, Archives EM-FFI, Note n°497 sur l'organisation des bataillons FFI, Tableau des unités d'infanterie type 1939, dossier 2, cote 13P2.

²⁷⁵ SHD-DIMI Résistance-19P56-1 2^{ème} Bataillon FFI.

Mithouard. Né le 11 novembre 1927, il n'avait pas encore 17 ans lorsqu'il fut tué au combat avec son frère Marcel au retour du maquis de Saint-Marcel. Le doyen, Albert Barrau, avait quant à lui 58 ans en 1944.

S'agissant des femmes, elles ne furent que sept à faire homologuer leurs services. L'âge moyen de ces agents de liaison était de 22 ans. Trois d'entre elles furent des filles de cadres, la fille du chef de bataillon, Maryse Le Garrec et les deux filles jumelles du commandant Paul Manceau, Jacqueline et Claudie. Né en août 1928, Ces deux dernières furent les cadettes du bataillon.

Au bilan, si l'âge moyen du bataillon fut proche des standards militaires de l'époque, les écarts entre les plus jeunes et les plus anciens furent très importants. Lorsque le bataillon sera intégré à l'armée d'active en septembre 1944, les hommes de plus de quarante ans seront par conséquent renvoyés dans leur foyer.

Par ailleurs, sur 724 personnes recensées, 631 (87%) entrèrent en action à partir du 1^{er} juin 1944. En complément de ce chiffre officiel, il convient de comptabiliser les individus dont l'engagement au titre du bataillon ne fut jamais reconnu officiellement. L'effectif peut donc être raisonnablement porté à quelque mille recrues, issues dans plus de 95% des cas de communes limitrophes d'Auray. Rapporté à une population totale estimée à 60 000 habitants en 1944, moins de 2% des alréens participèrent plus ou moins activement à l'action du bataillon Le Garrec.

3.1.4.2. Les cadres

Penchons-nous maintenant sur le profil des cadres du bataillon, en particulier son chef et ses six commandants d'unités. Le commandement des compagnies fut véritablement attribué à des capitaines commandants d'unité au cours du mois de juin 1944. Cinq capitaines semblent avoir été désignés avant le débarquement. Avec l'afflux des volontaires début août 1944, il faudra constituer, nous l'avons déjà dit, une sixième compagnie. Quatre unités furent commandées par des cadres issus de l'armée de terre. Outre une expérience opérationnelle classique, trois de ces officiers furent membres d'organisations clandestines avant de rejoindre Le Garrec.

Une biographie complète des cadres cités dans ce paragraphe sera réalisée dans une phase ultérieure de l'étude.

3.1.4.2.1. Le chef de bataillon

Âgé de 55 ans en 1944, le chef de bataillon Yves Le Garrec était né dans le Morbihan d'un père instituteur. En 1940, il acheva une carrière d'officier passée intégralement dans l'artillerie coloniale. Ancien combattant de la guerre de 1914-1918, il prenait le chemin d'une ultime mutation en Afrique Occidentale Française lorsque son navire fut torpillé en mai 1940 au large de Bordeaux par un sous-marin allemand. Légèrement blessé, il retrouva son Morbihan natal et s'installa à Larmor-Baden près d'Auray. Le destin voudra que Le Garrec soit sauvé par un aviso-escorteur « L'enseigne de vaisseau Henri » dont l'équipage avait pour membre l'un des futurs membres du 2^{ème} bataillon FFI, François Cudon de Saint-Pierre Quiberon²⁷⁶. Pendant sa convalescence, il va rentrer au réseau « Hector » sous les ordres d'un ingénieur agronome de Vannes. Au cours de l'année 1942, il cessa toute relation avec le réseau, jugeant que l'anti-communisme y était trop fort. Le Garrec débutera alors une activité de sabotage en constituant un groupe très actif entre Vannes et Auray à partir de septembre 1943. Proche du commandant Manceau, il fut mis

²⁷⁶ SHD, DIMI Résistance, Dossier FFI Cudon François, cote 16P152326.

en contact avec Muller au cours de l'hiver 1943-1944 puis fut désigné pour prendre le commandement d'un des quatre bataillons constitués sous étiquette ORA dans le Morbihan. Agent de renseignement, saboteur de voie ferrée, commandant de bataillon, l'homme aimait l'action. Il connaîtra son heure de gloire à Saint-Marcel aux côtés des parachutistes SAS du 2^{ème} Régiment de Chasseurs Parachutistes.

3.1.4.2.2. La 1^{ère} Compagnie

La 1^{ère} compagnie fut dirigée jusque fin juin par le lieutenant Paul Bessières puis à partir de juillet par le capitaine Jean Le Pan de Ligny²⁷⁷. Mobilisé comme officier de réserve au 4^{ème} Bataillon du 265^{ème} RI, Jean de Ligny avait été fait prisonnier le 19 juin 1940 près d'Orléans. Libéré pour maladie en août 1941, il rentra chez lui près de Vannes et devint responsable départemental des équipes de volontaires de la Croix Rouge. Le 20 juin 1944, il entra dans la clandestinité sous les ordres du commandant Le Garrec. On lui confia la réorganisation de la 1^{ère} compagnie dont l'éclatement avait été ordonné après la dislocation de Saint-Marcel. Il restera à la tête de sa compagnie jusqu'à la fin des hostilités et deviendra ensuite officier d'active.

3.1.4.2.3. La 2^{ème} Compagnie

L'adjudant-chef Le Merdy²⁷⁸ connut un court mais intense passage à la tête de la 2^{ème} compagnie. Affecté à la section de Gendarmerie de Lorient, il se retrouva à Auray lorsque les bombardements alliés imposèrent le regroupement en un lieu sûr des brigades de l'agglomération portuaire. Chargé par Le Garrec de constituer l'un des trois groupes d'action immédiate du bataillon, Méén Le Merdy prendra le commandement de sa compagnie lors du regroupement de Saint-Bily. Après un décrochage chaotique en direction de Saint-Marcel, il sera grièvement blessé en défendant avec son unité la partie Ouest de *Dingson*²⁷⁹ le jour de l'attaque allemande. Le chef de la brigade de Pluvigner, Louis Cosquéric²⁸⁰, assurera un temps le commandement par intérim de la compagnie. Il sera remplacé par Prosper Le Bleis²⁸¹, officier de réserve d'infanterie qui travaillait à l'époque comme instituteur dans un petit village de l'arrière pays alréen, Brandivy.

3.1.4.2.4. La 3^{ème} Compagnie

La 3^{ème} compagnie fut commandée par un ancien combattant de 1914-18, le capitaine Emile Cosquer. Officier de réserve au 137^{ème} RI, il s'était particulièrement distingué en juin 1940 dans la poche de Dunkerque. Fait prisonnier, il fut libéré comme son camarade de Ligny en août 1941. Cadre à la SNCF, il reprit alors ses fonctions à la gare d'Auray où il dirigea à partir de 1942 une équipe de sabotage liée au mouvement Libération-Nord. En juin 1944, il constituera sa compagnie à partir d'un personnel majoritairement originaire de la ville et du quartier de la gare d'Auray. À Saint-Marcel, il sera chargé de la défense du verrou Sud du camp, le château des Hardy-Béhélec. Après avoir brillamment commandé la 3^{ème} compagnie lors de la libération d'Auray puis sur le front de Lorient, il prit le commandement de la 1^{ère} compagnie en janvier 1945.

²⁷⁷ SHD, DIMI Résistance, Dossier FFI Jean Le Pan de Ligny, cote 16P363469.

²⁷⁸ SHD, DIMI Résistance, Dossier FFI Méén Le Merdy, cote 16P360733.

²⁷⁹ Nom de baptême du maquis de Saint-Marcel.

²⁸⁰ SHD, DIMI Résistance, Dossier FFI Louis Cosquéric, cote 16P.

²⁸¹ SHD, Division Terre, Dossier officier Michel Le Bleis, cote 8YE97214.

3.1.4.2.5. 4^{ème} Compagnie

Après son passage à la tête de la 1^{ère} compagnie à Saint-Marcel, Paul Bessière²⁸² fut chargé de réorganiser la 4^{ème} compagnie au début du mois d'août 1944. Lieutenant d'active, Paul Bessière avait effectué la campagne de France dans les rangs du 170^{ème} RI. Jeune officier volontaire et courageux, il fut cité deux fois pendant cette période. Mis en congé d'armistice à sa demande, il fut contacté en décembre 1940 par des agents du réseau « Hector ». Resté en zone Sud, c'est toutefois dans le réseau « Alliance » de Loustanau-Lacau qu'il débuta ses activités clandestines. Après une radiation des cadres de l'Armée en 1941 pour loyalisme douteux, il s'établit en Savoie où il poursuivit ses activités de Résistance dans le corps des Gardes des communications²⁸³. Menacé à nouveau en février 1943, il quitta Chambéry pour la Bretagne. Devenu chef de secteur des Gardes de communication à Vannes, il contribua au noyautage de l'organisation en intégrant au poste de garde auxiliaire plus de six cent réfractaires du Morbihan. À Saint-Marcel, il armera avec la 1^{ère} compagnie, la réserve du maquis mobilisateur. Fin juillet, il participera avec la 4^{ème} compagnie au nettoyage du secteur côtier situé entre Auray et Carnac. Après la guerre, il restera dans l'armée et sera tué en Indochine en septembre 1951.

3.1.4.2.6. La 5^{ème} compagnie

La 5^{ème} compagnie présenta l'originalité d'avoir été rattachée au bataillon au cours du mois de mai 1944. Constituée par des cadres de l'Armée Secrète dans un secteur excentré du centre de gravité alréen, elle fut attribuée à un instituteur de la région de Baud, Charles Jacob²⁸⁴. Mobilisé pendant la Grande Guerre au 2^{ème} Régiment de Chasseurs à Cheval, celui-ci s'était porté volontaire pour l'aviation où il était devenu mécanicien mitrailleur. Affecté dans l'Armée d'Orient à Salonique, il fut intégré à l'aviation militaire serbe dans le cadre d'un accord de coopération. En 1939, il était instituteur à Lorient. Patriote convaincu, il débuta dès 1940 des actions individuelles de sabotage dans cette agglomération. Comme beaucoup de ses semblables, il fut évacué dans les campagnes morbihannaises au moment des grands bombardements alliés de février 1943. Après maintes étapes, il s'installa à Pluméliau et entra dans le réseau « Action » de la gendarmerie.

Ces quelques éléments donnent une vision concrète de l'équipe de commandement du 2^{ème} bataillon. À l'exception de Charles Jacob, tous ces hommes étaient militaires d'active ou de réserve avant le début de la guerre. Au moins trois d'entre eux étaient d'anciens combattants de la guerre de 14-18. L'âge moyen fut de 42 ans ce qui était élevé pour un bataillon d'infanterie légère. Contrairement aux unités FTP du centre Bretagne, les capitaines furent donc des hommes d'âge mur mais dont l'expérience opérationnelle permit toutefois d'obtenir au combat des succès tactiques indéniables.

²⁸² SHD, DIMI Résistance, Dossier Paul Bessière, cote 16P56365.

²⁸³ Le rôle joué par cette structure dans le recrutement des membres de la Résistance fera l'objet d'une étude ultérieure

²⁸⁴ SHD, DIMI Résistance, Dossier FFI Charles Jacob, cote 16P303059.

3.1.5. Les modes d'action

Entre 1940 et 1944, les hommes appelés à lutter sous les ordres du commandant Le Garrec vont à la fois appliquer des modes opératoires classiques et faire leurs les tactiques d'action immédiate du parti communiste. L'action s'articula en trois phases : renseignement-subversion entre 1940 et 1942, désorganisation-sabotages entre 1942 et 1943, harcèlement-guérilla en 1944.

3.1.5.1. Renseignement-Subversion.

Au plan opérationnel, le pays d'Auray fut assez représentatif des deux types d'activités largement pratiquées dans les zones proches des grands ports militaires bretons.

Au sein du réseau « Hector » comme par la suite avec le réseau « Action » *Cockle-Gendarmerie*, la recherche du renseignement fut organisée selon les règles classiques de la clandestinité. Par un cloisonnement étanche, les groupes opérèrent sous la direction d'un chef dans quatre zones, Lorient, Vannes, Pontivy et Josselin. Une équipe pouvait toutefois agir dans un secteur autre que le sien. Bien qu'appartenant à l'antenne de Vannes, Yves Le Garrec fut ainsi chargé d'un travail aux abords de la base sous-marine de Lorient. Pour « Hector », au moins deux boîtes aux lettres existèrent. À Vannes, un aveugle titulaire de la Francisque centralisait une partie des informations avant que des agents venus du Mans ne les transmettent vers Vichy puis l'Angleterre. Un second point de contact exista à Pontivy. Le Garrec cite dans ses souvenirs la présence en ville d'un agent des services secrets anglais au moins une partie de l'année 1942. Tout porte à croire qu'il n'y eut pas de moyens de transmission par radio avant fin 1943 et que les renseignements furent transmis vers l'Angleterre sous format papier.

S'agissant de la subversion, le procédé fut appliqué par l'ensemble des groupes de Résistance quelque soit leur obédience politique. Dans la région d'Auray, le travail de propagande connut toutefois une indéniable impulsion lorsque les trois cellules communistes du secteur entrèrent en activité à l'été 1941. La structure de base fut celle du *Triangle* de trois hommes. Les groupes d'action immédiate seront ensuite articulés de façon similaire.

3.1.5.2. Désorganisation-Sabotage

Dans un second temps, les actions anti-allemandes prirent une posture nettement plus agressive. La gare de marchandises d'Auray constituant un nœud ferroviaire de première importance, plusieurs entités vont concentrer leurs activités sur ce lieu. Sous le contrôle de la cellule communiste de la ville ou de Louis Cosquer à Libération-Nord, des équipes vont travailler dans un même lieu à désorganiser le trafic ferroviaire allemand. Plusieurs méthodes furent appliquées, changement du lieu de destination des wagons de marchandises, détérioration des locomotives ou destruction de matériel par déraillement.

3.1.5.3. Harcèlement ferroviaire-Guérilla

Conformément aux principes de base de l'action militaire, les deux premiers modes d'action permirent de façonner l'adversaire en vue de lui porter le coup fatal. En ce sens, l'été 1943 va marquer un tournant. À partir de cette période, les groupes ne vont plus hésiter à frapper directement l'ennemi. Reprenant la terminologie communiste, des groupes d'action immédiate vont être constitués à Auray et dans sa région sous le contrôle du parti communiste, du mouvement Libération-Nord et de l'ORA. Yves Le Garrec constituera lui-

même trois groupes aux abords d'Auray. Selon toute vraisemblance, il agira épisodiquement au profit des Francs Tireur et Partisans (FTP) pendant l'hiver 1943-1944. L'un de ses plus proches adjoints sera même formé à l'usage des explosifs par le commissaire aux opérations des FTP du Morbihan, Emile Le Carrer. Cet exemple illustre combien l'interpénétration des organisations fut grande pendant la période clandestine.

Outre le sabotage des voies ferrées, les premières attaques coordonnées contre les troupes allemandes vont avoir lieu en mars 1944. Ces actions furent objectivement peu nombreuses et ne dépasseront jamais le niveau du groupe de combat à dix hommes. Elles seront surtout le fait de quelques individus de la 2^{ème} compagnie, initialement recrutés par le Front National dans la commune de Brech. Sous la coupe d'un ancien fantassin du 32^{ème} Régiment d'Infanterie, François Moizan, une équipe de huit hommes va accrocher à deux reprises une patrouille de *Feldgendarmes* allemands le long de la voie ferrée Nantes-Quimper. Le 23 mars puis le 5 avril, Moizan et ses hommes se positionnèrent le long de la voie afin d'effectuer des tirs à l'arme automatique contre les trains de permissionnaires allemands. En complément des sabotages de voie effectués généralement par déboulonnage des rails, les groupes FN du secteur d'Auray prirent l'habitude de procéder à ces tirs de harcèlement contre les trains allemands. Simples au plan tactique, ces actions permettaient d'éviter les dégâts collatéraux car après minuit, seuls circulaient les trains de permissionnaires Allemands.

Les opérations de guérilla de niveau du bataillon furent lancées après le débarquement. Cependant, en dehors de Saint-Marcel et de la libération du pays d'Auray, le niveau d'engagement resta celui du groupe de combat. Dans une région quadrillée par les troupes allemandes, cette structure offrait toute la souplesse nécessaire à la conduite d'actions exigeant mobilité, agressivité et sens de l'initiative. Par rapport à la période antérieure, une évolution fut toutefois observée, le regroupement en maquis semi-permanents de niveau section. À Brech, Pluvigner et Baden ces petites structures vont permettre aux individus les plus compromis d'échapper aux recherches Allemandes. L'organisation du maquis de Treuroux à Brech-Plumergat montre que la structure et le lieu d'implantation pouvaient être pensés de manière cohérente. Capable d'accueillir trente à cinquante personnes, le site disposait d'un endroit pour les réunions, d'un dépôt de munition, d'une zone de parachutage et d'un espace boisé tenant lieu de casernement de fortune. L'ensemble était dispersé sur une surface de près de 20 hectares et bénéficiait du soutien des familles de cinq hameaux voisins. En outre, une rivière traversait le maquis, permettant de limiter l'effet de surprise en cas d'attaque allemande. Au final, un parachutage s'y déroulera le 2 août 1944 et permettra de débiter le réarmement des compagnies du bataillon. De plus, le lieu subira deux attaques en juillet et août 1944 mais ne sera jamais détruit.

Une étude détaillée des différents maquis actifs dans la zone d'opération du 2^{ème} bataillon sera conduite ultérieurement. Il s'agira d'une part d'en comprendre l'organisation militaire et d'autre part d'établir l'apport du Service National Maquis dans la création de ces structures. Par ailleurs, ce chapitre méritera d'être complété par une étude consacrée au financement et à la sécurité opérationnelle des activités clandestines en prenant exemple sur le cas du 2^{ème} bataillon. Enfin, il sera établi un point des réseaux qui présents dans le pays d'Auray, participeront ou non à la lutte aux côtés des hommes de Le Garrec. Le cas de certains agents des réseaux Vengeance (origine SR Vichy) et Marco-Polo (origine BCRA) sera notamment développé.

3.2.L'adversaire, méthodes et moyens de lutte

À partir de 1942, notamment après le raid contre le port de Saint-Nazaire, les Allemands débutèrent une progressive adaptation de leur dispositif opérationnel afin de prendre en compte à la fois la menace venant de la mer et l'émergence du phénomène maquis. L'arrivée en Bretagne des troupes indigènes de l'armée Vlassov et le repositionnement du poste de commandement du XXVème CA à Pontivy en septembre 1943 marquèrent une rupture avec la posture opérationnelle précédente.

3.2.1. La méthode Allemande de contre-guérilla

3.2.1.1. Quelle doctrine ?

Les opérations conduites contre les partisans en Russie et en Yougoslavie ont indéniablement inspiré les méthodes tactiques adoptées en Bretagne en 1944. Avant cette date, les opérations allemandes contre la Résistance relevaient plus de l'opération de police que de l'action militaire. L'arrivée dans le Morbihan de troupes venues d'Union Soviétique ou de divisions dont l'état-major possédait une certaine expérience des opérations de contre-insurrection, cas de la 265^{ème} DI, va changer la donne opérationnelle.

L'engagement allemand contre la Résistance pose tout d'abord la question de la doctrine et des tactiques dans la guerre contre les partisans. Alors que l'armée allemande avait longuement réfléchi à l'emploi du char et de l'avion dans le cadre d'un affrontement conventionnel, peu de choses avaient été pensées pour la guerre non conventionnelle. Les recherches effectuées auprès du centre de documentation de la *Führungsakademie* et du service historique de la défense allemand de Fribourg n'ont pas permis de déterminer s'il existait une doctrine de contre-insurrection avant la guerre. Si la doctrine ne semble donc pas avoir constitué la base de la réflexion tactique, les objectifs de guerre éclairent par contre l'esprit dans lequel furent élaborés les principes de l'action non-conventionnelle.

Alors que la guerre contre une guérilla impose un juste équilibre entre l'intervention militaire et l'action politique, l'approche allemande en Russie fut toute autre. Dès le début de l'opération « Barbarossa » L'objectif premier d'Hitler fut de mettre son adversaire hors de combat le plus vite possible²⁸⁵. La destruction du potentiel militaire russe prima sur toute autre considération. Au regard du commandement, la lutte contre les partisans ne présentait donc qu'un intérêt limité²⁸⁶. Tant que le partisan ne diminuait pas la capacité du soldat allemand à frapper son homologue militaire russe, la menace était jugée négligeable. En soit, la présence de troupes irrégulières dans des espaces non contrôlés par les forces allemandes ne posait donc pas de problème si elle ne perturbait pas l'objectif militaire principal. Cet aspect permet de comprendre pourquoi en Russie comme en France, et notamment en Bretagne, les Allemands laissèrent se développer des maquis alors qu'ils avaient de toute évidence, connaissance de leur présence. Le cas de Saint-Marcel en juin 1944 doit en partie être analysé sous cet angle.

Tout au long de la Seconde Guerre mondiale, les Allemands ne prirent par conséquent pas la mesure de ce qu'impliquait le combat contre une guérilla en termes de contrôle des populations ou de préservation des institutions locales et des systèmes sociaux

²⁸⁵ John A. Armstrong, *Soviet Partisans in World War Two*, University of Wisconsin Press, Madison 1964, p6.

²⁸⁶ *Ibid.*

traditionnels. Seule la garde de points clé du terrain et quelques opérations de ratissage devaient suffire à prendre en compte la menace.

De surcroît, le régime nazi ne cacha jamais son intention de dominer et exploiter les peuples d'Europe Orientale. Dans des pays où l'homme était assimilé à un être inférieur, il était impensable de respecter son adversaire ou d'impliquer des acteurs locaux dans la lutte. Malgré le succès d'initiatives isolées en Russie ou en Bretagne, les Allemands ne dérogeaient jamais à ce principe. Au bilan, la violence et la brutalité devinrent non pas une simple norme mais une règle communément admise lors des opérations de contre-guérilla²⁸⁷.

3.2.1.2. Les modes d'action de la contre-guérilla

Dans ce cadre, il apparaît que les campagnes russe et yougoslave ont largement contribué à développer un savoir-faire qui par transfert d'expérience va progressivement façonner la tactique allemande de contre-guérilla.

Quatre modes d'action²⁸⁸ vont être adoptés ou plus souvent combinés pour obtenir les effets désirés contre les partisans :

- l'infiltration,
- le contrôle et le ratissage du terrain,
- les opérations contre les civils,
- la défense locale.

3.2.1.2.1. Infiltration, les commandos de chasse

L'infiltration demeure l'un des savoir-faire de base de la contre-guérilla. Elle repose sur l'emploi de petites unités mobiles, capables de s'infiltrer puis de frapper la guérilla dans ses sanctuaires. Pour se faire, l'emploi de combattants locaux fut souvent privilégié. Les Allemands utilisèrent occasionnellement mais avec succès des commandos de chasse composés de nationaux. Baptisée « *Graukopf* », ces commandos étaient presque entièrement constitués de Russes. En 1942, ils jouèrent un rôle clé en Biélorussie dans la région de Yelna-Dorogobuzh. En Crimée, de petits groupes de Tatars harcelèrent les partisans russes dans les montagnes de Yaila. En Ukraine, des nationalistes livrèrent une véritable guérilla parallèle contre les partisans russes. Enfin, la Légion des Volontaires Français avaient, elle aussi, constitué un commando de chasse par bataillon, de la valeur d'une section²⁸⁹. Certains commandants d'unité tentèrent même de créer un groupe de chasse au niveau de la compagnie mais l'expérience échoua par manque de personnel apte. Le procédé montra cependant ses limites. L'emploi systématisé de troupes « indigènes » pour armer ces détachements en fut une. Armstrong souligne dans sa thèse que les opérations de contre-guérilla étaient souvent commandées directement par ces troupes spéciales et que les Allemands se contentaient de soutenir et contrôler l'action²⁹⁰. Sur le terrain, le résultat était de qualité variable. Il n'y avait toutefois pas d'autre choix. Les Allemands n'avaient en effet ni le temps, ni la volonté de dédier et de former des hommes aptes à devenir de équipiers de commando de chasse.

²⁸⁷ John A. Armstrong, *Soviet Partisans in World War Two*, University of Wisconsin Press, Madison 1964, p6.

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ Eric Labat, *Les places étaient chères*, La Table Ronde, 1969, p354-355.

²⁹⁰ John A. Armstrong, *Soviet Partisans in World War Two*, University of Wisconsin Press, Madison 1964, p28.

Malgré cela, le vocabulaire et l'esprit resteront. En Bretagne, de petits groupes du SD ou de la *Wehrmacht* seront constitués avec des recrues françaises pour frapper les maquis. Ancien officier de marine destitué pour atteinte au renom de l'armée dans le cadre d'une affaire de consommation d'opium, Maurice Zeller dirigera une petite équipe, redoutable d'efficacité. Il réussira notamment à localiser et exécuter le capitaine SAS Marienne après la dissolution du camp de Saint-Marcel. À Saint Marcel, précisément, les Allemands engageront un volume de plusieurs commandos de chasse contre les parachutistes SAS du 2^{ème} RCP et le bataillon d'Auray. Dans ce cas, il s'agissait toutefois moins d'une équipe d'infiltration que d'un véritable groupement tactique de la valeur de deux compagnies.

3.2.1.2.2. Points d'appui, encerclement et étouffement : contrôle et ratissage du terrain,

Le second procédé constitue un classique de la manœuvre militaire de contre-guérilla, l'emploi combiné de points d'appui fixes et de colonnes mobiles d'intervention. En Bretagne et en Vendée pendant la période révolutionnaire ou en Algérie lors de la pacification initiale, la méthode fut couronnée de succès. En Russie, elle constitua également le mode d'action principal des Allemands. Afin de neutraliser les bastions forestiers des partisans, l'objectif était d'étouffer progressivement l'adversaire en contrôlant des points clé du terrain (carrefours routiers ou ferrés) puis en pénétrant les sanctuaires par des opérations de grande envergure. Le premier volet du procédé était purement défensif. Dans les régions qui, en dehors des villes et des voies de communication, présentaient peu d'intérêt aux yeux des Allemands, des résultats probants furent obtenus. La garde des villes et de points d'appui soigneusement répartis le long des lignes de communication était assurée par des divisions de sécurité. Des détachements mobiles complétaient le dispositif en patrouillant le long des couloirs de mobilité ou en intervenant au profit de postes isolés en difficulté. Globalement, la méthode répondait aux objectifs opératifs allemands en préservant leur liberté d'action.

La mise en œuvre du second procédé était envisagée si la présence massive de partisans menaçait les lignes de communication. Dans ce cas, la tactique de l'encerclement et du ratissage était invariablement adoptée. Pour cela, de nombreuses unités étaient mobilisées d'une part pour verrouiller la zone et d'autre part pour converger vers un point en détruisant toute force adverse rencontrée. Théoriquement, le procédé était imparable. Dans les faits ces opérations ne donnaient que peu de résultats. Armstrong souligne que dans les régions de forêts ou de marais, les partisans réussissaient presque systématiquement à trouver le point faible du dispositif allemand et à échapper ainsi aux recherches²⁹¹. Labbat ajoute dans ses souvenirs que le défaut principal de ces grandes opérations résidait dans l'incapacité des états-majors à préserver le secret de leur préparation²⁹². Le plus souvent, le marteau frappait des zones vides. Cela n'empêchait cependant pas les organisateurs de faire brûler les villages fouillés afin de couper les partisans d'une source potentielle de ravitaillement. Le résultat était alors inverse à l'effet recherché dans la mesure où de tels actes poussaient la population dans les bras des partisans.

Dans l'ensemble, ce mode d'action se révéla toutefois efficace. Malgré ses imperfections, il permettait de frapper la source de puissance des partisans, c'est à dire leurs bases fixes en forêt et leurs terrains d'aviation. Contrairement aux groupes de résistants bretons, les partisans russes fonctionnaient en effet selon une organisation de type militaire. Ils

²⁹¹ John A. Armstrong, *Soviet Partisans in World War Two*, University of Wisconsin Press, Madison 1964, p29.

²⁹² Eric Labat, *Les places étaient chères*, La Table Ronde, 1969, p278-279.

dépendaient par conséquent moins du soutien de la population que du vecteur aérien pour assurer leur soutien opérationnel et leur ravitaillement.

3.2.1.2.3. Les opérations contre les populations civiles

Le troisième mode d'action visait à isoler les partisans de tout soutien populaire. Alors que les analyses contemporaines accordent aux populations une place centrale dans la lutte contre-insurrectionnelle, la vision allemande de l'époque divergeait sensiblement. Les exemples d'opérations où les civils furent traités avec considération ne manquent pas²⁹³. Les actions de contre-guérilla furent cependant marquées par un phénomène de *brutalisation* dès le début de la guerre. Pour Armstrong, le soldat allemand considérait la population russe comme une communauté de second rang qui devait être systématiquement punie pour son soutien supposé aux partisans. La destruction de la production agricole était elle aussi supposée les affamer.

Mais au delà des comportements individuels, la destruction systématique des villages par incendie et la déportation des populations vers des camps de travail répondait à des directives politiques officielles²⁹⁴. Comme pour le mode d'action précédent, la théorie ne fut cependant pas applicable. La dimension des zones à contrôler et l'importance des populations impliquées rendaient illusoire l'idée de supprimer tout soutien populaire. Le procédé manquait d'autant plus de sens que les partisans recevaient l'essentiel de leur ravitaillement par air. Au bilan, ces demi-mesures contribuèrent par leur inhumanité à renforcer la haine contre l'occupant et à réhabiliter le partisan soviétique aux yeux d'une population qui avait pourtant mis du temps à se positionner pour l'un ou l'autre des adversaires.

3.2.1.2.4. La défense locale

Le dernier volet des procédés mis en œuvre pour lutter contre la guérilla fut l'armement de milices locales favorables aux Allemands. Ces groupes d'auto-défense furent constitués relativement tôt dans les zones majoritairement anti-soviétiques, comme en Ukraine ou dans le Caucase. Généralement issus de la police, les membres de ces unités opéraient à partir de villages fortifiés dotés ou pas d'une garnison allemande. Ces villages, *Wehfdorfer*²⁹⁵, constituaient autant de bases de départ pour des opérations d'infiltration ou de ratissage. Selon Armstrong, ils contribuaient directement à pacifier par un phénomène de « tâche d'huile » des zones initialement hostiles à la présence allemande²⁹⁶.

Commando de chasse, pacification, colonne mobile et points d'appui fortifiés, tactique de la tâche d'huile, tout ce vocabulaire montre combien les procédés allemands de contre-guérilla épousèrent des tactiques éprouvées par d'autres armées en d'autres temps et d'autres lieux. Tout cela se fit toutefois sans doctrine. Seule, l'expérience permit de surmonter les difficultés. Les mêmes problèmes se posèrent. Ils aboutirent ensuite aux mêmes conclusions d'analyse. La fin différençia toutefois les méthodes allemandes des méthodes occidentales. Alors que dans le second cas, il s'agissait généralement de rétablir

²⁹³ Voir pour cela le livre d'Eric Labat, *Les places étaient chères*, La Table Ronde, 1969,

²⁹⁴ John A. Armstrong, *Soviet Partisans in World War Two*, University of Winsconsin Press, Madison 1964, p30.

²⁹⁵ Village fortifié en allemand.

²⁹⁶ John A. Armstrong, *Soviet Partisans in World War Two*, University of Winsconsin Press, Madison 1964, p31.

un semblant de légitimité politique, dans l'approche allemande la contribution à l'effort militaire principal primait sur tout. En comparaison de la Russie et de la Yougoslavie, les Allemands afficheront toutefois une relative modération en Bretagne, au moins jusqu'en mai 1944. Les méthodes tactiques ébauchées en Russie seront appliquées avec plus ou moins de réussite contre les maquisards Bretons.

3.2.2. L'adaptation en Bretagne de la méthode allemande de contre-guérilla

Avant d'aborder le dispositif de lutte des autorités allemandes contre la Résistance morbihannaise, il est bon de rappeler la structure d'occupation générale en France. L'occupation du territoire français fut réalisée par deux types de forces militaires, les troupes territoriales relevant du « Général commandant en France » le *Militärbefehlshaber Frankreich* (MBF) et les unités opérationnelles des trois armées, stationnées en France à titre temporaire pour une mission opérationnelle (ex : préparatifs à l'invasion de l'Angleterre en 1940-41, positionnement en vue du débarquement alliés en 1943-44). L'une des tâches du MBF était d'assurer la protection des forces opérationnelles. Au niveau de chaque département, la *Feldkommandantur* (FK) représentait le MBF et disposait donc pour cela :

- de troupes territoriales, les régiments ou bataillons de sécurité,
- des forces issues de la *Feldgendarmarie* ou de la SS
- et dans une certaine mesure d'auxiliaires français provenant de la milice ou de la police de sûreté.

Une étude complémentaire permettra de définir le profil des Français qui agissent aux côtés des allemands dans des tâches de sécurité. Le cas des nationalistes bretons de la milice Perrot présents dans le secteur de Baud sera notamment abordé.

Dans le Morbihan, la FK 750 assurait la sécurité des troupes opérationnelles dirigées par le XXV^{ème} Corps d'Armée dont le PC fut successivement implanté à La Baule, Redon puis Pontivy. Compte tenu de l'importance accordée à la défense de la péninsule bretonne par le haut commandement allemand, cet état-major fut le seul en France à exercer son autorité sur une même zone d'opération pendant toute la durée de la guerre, de juillet 1940 à août 1944.

En juin 1944, le Morbihan était occupé par un volume de troupe intégrant tout ou partie de trois divisions différentes (265^{ème} Division d'Infanterie, 275^{ème} Division d'Infanterie et 2^{ème} Division Parachutiste). À cet effectif, il convient d'ajouter les unités qui relevaient de la Marine ou de l'Armée de l'air allemande. Une estimation précise des troupes présentes dans le Morbihan au 1^{er} juin, au 1^{er} juillet et au 1^{er} août 1944 sera réalisée ultérieurement.

Les envois successifs de renforts en Normandie réduiront cependant significativement ce potentiel de combat. À partir du 10 juillet, le bataillon Le Garrec ne sera plus opposé qu'à des reliquats de la 265^{ème} DI et à de l'infanterie armée par des unités les plus diverses. La base aérienne de Morlaix dans le Nord de la Bretagne engagera ainsi une compagnie de marche dans le secteur de Pluvigner-Grand-Champ jusqu'au 15 juillet 1944. Les Allemands disposaient par ailleurs d'une multitude d'unités de sécurité dont les *Feldgendarmes* des chefs lieux d'arrondissement ou des grandes villes, les hommes du SD établis à Locminé et Pontivy enfin les auxiliaires de la formation Perrot dont quelques éléments s'illustreront par leur sauvagerie contre la 2^{ème} compagnie.

Le début de l'année 1944 fut marqué par une recrudescence des activités de la Résistance. La première quinzaine d'avril fut tout particulièrement animée. Trente-deux incidents dont dix-huit dans le Morbihan furent recensés par le XXV^{ème} CA. La région d'Auray ne fut pas épargnée. Dès le 23 mars, une patrouille de *Feldgendarmes* avait été attaquée près de

Landaul au bord de l'étang de Cranic par un groupe d'hommes de Brech²⁹⁷. Le 6 avril, une attaque eut lieu au même endroit et se solda par deux morts et un blessé chez les Allemands²⁹⁸. Sensiblement à la même époque, un dépôt de munitions situé à Landévant et le camp allemand de PI Park près de la gare d'Auray furent attaqués par des hommes de la 2^{ème} compagnie²⁹⁹. Près de là, à Etel, des sentinelles avaient été attaquées à deux reprises le 5 et le 10 avril. Le 7 avril une attaque d'un détachement par trente d'hommes armés s'était produite à Baud. Le 13 quelques hommes de la future 2^{ème} compagnie du bataillon participèrent à l'attaque de Siviac. Enfin le 24 avril, une explosion se produisit devant le foyer du soldat allemand à Auray situé en face de la gare. Face à cette série d'incidents, les Allemands firent le constat suivant le 18 avril : « *le nombre extraordinairement élevé des agressions prouve le sérieux de la situation. Il serait vain de la dissimuler. Il faut répliquer aux terroristes sans ménagement et avec la plus grande rigueur* »³⁰⁰.

Fort de ces éléments, l'état-major de Pontivy va prendre une série de mesures opérationnelles et administratives destinées à améliorer l'efficacité de ses troupes. Deux directives vont être diffusées auprès de toutes les divisions du corps. La première eut pour objet la création d'une unité spécifique de lutte contre les « terroristes ». La seconde visait à décentraliser au niveau des divisions le contrôle judiciaire des individus condamnés pour faits de Résistance.

3.2.2.1. La constitution d'unités spécifiques de contre-guérilla

Datée du 19 mai 1944, une note³⁰¹ du deuxième bureau nous donne une idée de la première mesure, adoptée semble-t-il dès le mois de janvier. Bien que de nombreux bataillons originaires d'Union Soviétique lui avaient été affectés, le XXV^{ème} Corps souhaite, se doter d'une unité spécifique de lutte contre les partisans. Confié à un officier répondant au nom de Heinz, un Groupement Tactique (GT) de la valeur d'un régiment, soit environ trois mille hommes, fut créé fin 1943 et opéra en Bretagne dès le mois de janvier 1944. Sur ce point les archives restent imprécises. Le rapport du 19 mai mentionne toutefois la *pacification* de la région de Baud-Locminé en février-mars 1944 comme l'une des premières actions du groupement. Compte tenu de ces éléments, on peut raisonnablement estimer que le GT Heinz fut opérationnel dès janvier. Le rapport mentionne également que le format retenu avait été jugé adapté pour accomplir l'ensemble de ses missions entre février et avril 1944. En mai son poste de commandement était encore implanté à Locminé. De surcroît, le rapport du 19 mai visait à faire un premier bilan du quadrimestre écoulé. Le retour d'expérience est intéressant. Il met notamment en exergue les limites de l'emploi dans des opérations de contre-guérilla d'unités de trop grande taille. En dehors de cela, ce document détaille les modes d'actions adoptés par Heintz.

Le GT Heinz opéra selon trois modes d'action principaux :

- le ratissage de territoires,
- les patrouilles en profondeur associées à des contrôles routiers de circonstance,
- l'emploi de commandos de chasse.

²⁹⁷ SHD, DIMI Résistance, dossier FFI André Kergosien, cote 16P 318404.

²⁹⁸ SHD, DIMI Résistance, dossier FFI Arthur Kergosien, cote 16P 318405.

²⁹⁹ SHD, DIMI Résistance, dossier 2^{ème} bataillon FFI, Homologation des activités de la 2^{ème} compagnie, cote 19P 56-1.

³⁰⁰ SHD, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p265.

³⁰¹ SHD, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p274-275.

3.2.2.1.1. Le ratissage

S'agissant des opérations de ratissage, le rapport avance que le procédé ne donnait en général pas les résultats escomptés dans les grands massifs boisés. Contrairement à ce que pensaient les Allemands après leur expérience russe, les maquisards et réfractaires morbihannais cherchaient en effet très peu de refuges permanents en zone boisée. Les membres de la Résistance logeaient plutôt dans des fermes isolées où le soutien domestique leur était assuré. Certes, la forêt n'était jamais loin mais les maquis entièrement autonomes en zone boisée n'ont jamais existé dans le Sud Morbihan.

Par contre, les allemands convenaient que de bons résultats avaient été obtenus lors des fouilles dans les villages situés aux abords des forêts. La fouille simultanée des villages et de leurs abords boisés permit selon ce rapport d'appréhender un grand nombre de réfractaires et de diminuer d'autant le réservoir des recrues potentielles de la Résistance.

3.2.2.1.2. Les patrouilles en profondeur et les contrôles routiers

Le bilan des patrouilles en profondeur et des contrôles routiers fut lui aussi jugé peu satisfaisant. L'interpellation des maquisards était en effet difficile dans la mesure où la plupart du temps ils étaient munis de faux papiers et ne portaient en général des armes que dans l'action. Membre du groupe de sabotage de Baden, René Le Mentec confirme que les membres de son équipe ne prenaient jamais d'armes sur eux pour réaliser un déraillement de train³⁰². Dirigée par François Moizan, l'équipe de sabotage de Brech n'hésitait par contre pas à prendre de l'armement lors des missions le long des voies ferrées. En cas de rencontre avec une patrouille allemande, il devenait en revanche plus difficile d'éviter le combat. La possession d'une arme sur soi, de surcroît la nuit près d'un objectif militaire sensible, rendait inutile toute tentative d'explication. Ce point explique certainement que contrairement à Moizan, le groupe Le Garrec à Baden n'ait jamais eu à mener de combat lors de ses opérations sur la voie ferrée Vannes-Lorient. L'équipe Moizan de Brech affronta quant à elle à deux reprises, le 23 mars et le 6 avril 1944, un adversaire de la valeur d'une patrouille près du hameau du Cranic.

3.2.2.1.3. Les commandos de chasse

Le troisième mode d'action fut jugé le plus efficace. L'engagement inopiné de commandos de chasse donna, selon le rapport, les meilleurs résultats. Les interventions avaient toujours lieu le matin ou le soir, sur renseignement précis et en connaissant l'adresse des individus ciblés. Systématiquement, ces opérations étaient réalisées en liaison avec les équipes spécialisées de la *Feldgendarmerie* et du SD. Le rapport souligne que le succès tant tactique que psychologique fut avant tout obtenu parce que la constitution de détachements *Ad Hoc*, de la valeur d'une section ou de plusieurs compagnies, permettait d'intervenir énergiquement et simultanément à des endroits très éloignées les uns des autres. Trois conditions préalables devaient être réunies pour obtenir un résultat tangible, la mobilité, la coopération avec les services de sécurité pour la connaissance du milieu et la présence en nombre suffisant d'interprètes.

Sur le plan du commandement, l'organisation devait être la plus souple possible afin de saisir rapidement l'initiative. Les questions de forme devaient passer au second plan. Le rapport soulignait enfin que si la troupe apprenait vite, il fallait veiller à la relever

³⁰² Témoignage René Le Mentec, septembre 2009.

régulièrement afin de limiter les conséquences du stress subit lors de ce type d'engagement.

Les témoins encore vivants de l'attaque de Kergouarech en Brech le 30 avril 1944 ont livré un témoignage révélateur sur la manière dont pouvait se dérouler une opération de ce type³⁰³. Un fort contingent évalué à l'effectif de deux compagnies fut engagé. Un dispositif de ratissage fut mis en place en fin de nuit au Sud du village. Vers sept heures trente, un renfort de troupe s'arrêta devant l'église de Brech et demanda à quelques paroissiens la direction de Kergouarech³⁰⁴. Le ratissage fut opéré à partir de la route reliant Brech à Landaul en direction de Kerihoué puis Kergroix. L'ensemble des troupes convergea vers le hameau visé puis poursuivit en direction du Nord. Dans un premier temps, les Allemands agirent de nuit en silence. Entre Kergouarech et Kergroix, situé deux kilomètres au Nord, les tirs furent nombreux car les allemands tiraient à vue sur tout individu suspect. Au cours de cette manœuvre, un jeune réfractaire, Louis Mallette, fut blessé par balle au bassin³⁰⁵. Situé entre Brech et Landaul, le hameau de Kergouarech était composé de trois fermes. L'une des trois se situait à deux cent mètres des deux autres. Dans celle-ci, les habitants entendirent vaguement quelques bruits vers cinq heures du matin. Ils n'y prêtèrent pas attention. Les Allemands procédaient pourtant à la fouille des deux fermes où habitaient les familles Méro et Huitouze. L'une des jeunes filles de la ferme la plus éloignée, Thérèse Joffredo alors âgée de quatorze ans, quitta sans difficultés sa maison vers sept heures. Elle se rendait à la première messe au bourg de Brech, distant de cinq kilomètres. Quelques instants après son départ, elle rencontra deux Allemands qui procédèrent à une fouille rapide de son sac puis la laissèrent repartir. Elle ne nota aucune tension dans leur comportement. Habitée à la présence de ces soldats dans les campagnes, elle n'imagina rien d'autre et enfourcha calmement sa bicyclette³⁰⁶. Pendant ce temps, une partie des éléments qui fouillaient le fond du hameau commença à étendre ses recherches à la ferme des parents de la jeune Thérèse. La tension s'éleva alors d'un cran. Tous les habitants furent regroupés dans la cour. Rendu nerveux par cette présence hostile, l'un des chiens de la ferme devint très agressif et fut tué par la troupe en arme. La fouille ne donna rien. L'un des garçons, Joseph Méro, sera pourtant arrêté. Les Allemands le pousseront vers le groupe où se trouvaient les cinq jeunes hommes capturés en fin de nuit et un sixième homme, Jean Jéhanno, capturé à Kergroix.

L'opération visait un lieu précis et connu des Allemands, la ferme de Joachim Méro, sympathisant communiste proche du responsable départemental du FN, Henri Delille. Lorsque les Allemands investirent la ferme, son fils Eugène réussit à s'enfuir par la fenêtre de la chambre où il dormait. Cinq patriotes n'eurent pas la même chance car ils dormaient selon madame Le Floch de Landaul dans une étable fermée de l'extérieur. Tous furent par conséquent capturés à cet endroit. Selon certains témoignages, ils avaient participé la veille à des opérations de récupération de bons d'alimentation et de tabac dans des communes environnantes. Le document d'homologation des activités de la 2^{ème} compagnie mentionne quant à lui une opération de déraillement réalisée la veille. Dans tous les cas, il semble que les intéressés avaient copieusement arrosé leur retour de mission, ce qui expliquerait leur manque de réaction à l'arrivée des Allemands. Certains témoignages indiquent également la présence aux côtés des allemands d'un jeune homme de Brech servant de guide. Celui-ci sera exécuté par des membres du bataillon quelques semaines plus tard.

³⁰³ Témoignages Joseph Méro, janvier 2010.

³⁰⁴ Témoignage Rémy Berthaut, juillet 2010.

³⁰⁵ Services des archives de l'hôpital Schubert de Vannes, Fond FFI, Registre Entrées-Sorties de l'hôpital d'Auray, avril 1944.

³⁰⁶ Témoignage Thérèse Joffredo-Kergret, avril 2010.

Chez les Huitouze, un sous-officier Allemand affichera sa grande satisfaction à la vue des trois garçons de la famille. Ancien combattant de la guerre de 1914-1918, le père parlait quelques mots d'allemand. Il réussit à convaincre la troupe que ses fils n'avaient rien à voir avec la Résistance et sauva ainsi leur tête. Joseph Méro tenta lui aussi sa chance auprès d'un Allemand qui comprenait le français. Après quelques échanges, il réussit à se faire libérer, quitta ses camarades et put rejoindre ses parents. Les cinq autres furent ensuite conduits vers le bourg de Landaul. La troupe rassembla alors de force les habitants des maisons voisines de l'église et fusilla devant eux les cinq hommes. Dans l'après-midi, les cadavres furent sommairement enterrés dans une carrière de Brech et la ferme Méro fut incendiée. La troupe quittera le secteur en camion en fin d'après-midi, l'opération avait duré un peu plus de douze heures.

L'action se déroula dans un climat de froide violence. À l'exception du village de Kergoix, peu de tirs ou de cris furent entendus. Sauf pour la maison de la famille Méro et le tir contre Mallette, il y eut peu de violence gratuite. Le dispositif tactique resta quant à lui discret. Les personnes au contact des Allemands évoquent, nous l'avons vu pour les Huitouze ou Joseph Méro, la possibilité de communiquer et de défendre son cas personnel. Malgré tout, les Allemands achèveront avec méthode leur action. L'exécution publique viendra clôturer une opération moins destinée à neutraliser un noyau clé de la Résistance qu'à marquer l'esprit d'une population désormais acquise aux idées anti-allemandes.

Le 2 mai suivant, les Allemands reviendront à Landaul pour arrêter Joseph Gauthier. Soupçonné d'avoir ravitaillé en tabac l'équipe de Kergouharc, il sera déporté à Dachau en juillet avec un membre du bataillon dénoncé après son retour de Saint-Marcel. Mais avant il sera interrogé à Locminé où se trouvait encore à l'époque le PC du GT Heinz. Ce dernier élément suggère que l'affaire des cinq fusillés de Landaul portait bien la marque de l'unité de contre-guérilla du XXVème CA.

Ce groupement tactique Heinz fut actif jusque la mi-juin 1944³⁰⁷. Les opérations de contre-guérilla ne s'arrêtèrent toutefois pas après sa dissolution. Dès le mois de mai un second groupement tactique avait en effet été constitué par l'administration militaire. Confié à un officier répondant au nom de Bartel³⁰⁸, il fut présenté dans un rapport du Corps d'Armée, comme appartenant au *MBH*, autrement dit le haut commandement militaire pour la France. Fin mai, ce nouveau groupe tactique fut transféré dans la région Ouest de Pontivy où s'était formé, selon la formule allemande, un nouveau « centre terroriste »³⁰⁹. Par ailleurs, avant qu'elle ne quitte le Morbihan, la 275^{ème} division reçut l'ordre le 6 juin, d'armer des commandos de chasse destinés à prendre part à la lutte contre les *parachutistes*³¹⁰. La division en constitua donc quatre en s'appuyant sur :

- le groupement de défense côtière de Vannes avec une section de pionniers régimentaires sur bicyclette³¹¹,
- le groupement de défense côtière de Guérande avec une section cycliste régimentaire et une compagnie de choc du 983^{ème} Régiment d'Infanterie (983 *GR*)³¹²,

³⁰⁷ SHD, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p259.

³⁰⁸ *Ibid.*

³⁰⁹ SHD, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p259.

³¹⁰ SHD, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p300.

³¹¹ *Ibid.*

³¹² *Ibid.*

- le groupement de défense côtière de St Michel (rive droite de la Loire) avec une section cycliste régimentaire et une compagnie de choc du 983^{ème} Régiment d'Infanterie (983 GR)³¹³,
- et le peloton de cavalier du 798^{ème} Bataillon de Géorgiens³¹⁴.

Si le GT Bartel intervint peu ou pas dans le secteur d'Auray, le XXVème CA engagea par contre son unité de réserve, le 25^{ème} Régiment de Forteresse contre les maquis des Landes de Lanvaux. Celui de Botségalo fut en particulier attaqué le 21 juin par cette unité allemande. À cette date, de nombreux hommes de la 2^{ème} compagnie se trouvaient encore réunis là. Plusieurs d'entre eux y attendaient de se faire armer après avoir quitté la zone de Saint-Bily le 13 juin 1944. D'autres les avaient rejoints quelques jours plus tôt après la bataille de Saint-Marcel. Dans un rapport adressé au Corps d'Armée le 21 juin, le 25^{ème} Régiment précisa que lors d'une reconnaissance dans les régions boisées de Locminé-Colpo, il avait découvert des rassemblements de *bandes assez importants* et échangé des coups de feu³¹⁵.

Enfin nous noterons que les Allemands reçurent au cours du mois de juillet le renfort de groupements *Ad-Hoc* venus de l'extérieur du département. L'une de unités, le 1221^{ème} bataillon de sécurité, arriva même directement de Pologne en juillet 1944³¹⁶. Formée début juin 1944 pour agir spécialement en France, elle quitta Schakow (Sud Pologne, région proche de Cracovie) le 28 juin 1944 et s'établit dans l'Ouest du Morbihan, région Le Faouet-Plouay. La base aérienne de Morlaix constitua une compagnie de marche qui sera basée à Grand-Champ jusqu'au 15 juillet 1944. Formée à partir d'infanterie de l'air, elle porta le numéro énigmatique L21208 et fut commandé par le Major Berkhauser³¹⁷.

Les opérations allemandes de la région de Callac dans le Centre Bretagne donnent également une vision intéressante des méthodes tactiques mises en œuvre en Bretagne. Si la zone diffère, le principe reste lui valable pour l'ensemble de la région. Fief important, des maquis FTP, la ville de Callac subit deux opérations de ratissage entre juin et juillet 1944. Une première action avait été planifiée en avril. Elle ne fut finalement pas lancée. Les travaux³¹⁸ de Françoise Morvan ont récemment permis de découvrir l'ordre qui devait être donné aux unités chargées de cette tâche.

Plan de l'opération de contrôle de la ville de Callac le 9 avril 1944

1^{er} temps : Cerner la ville avec des troupes à deux heures du matin.

Détails d'exécution : Arrivée à deux heures juste, aux points initiaux par les routes de Guingamp, Carhaix, Plourac'h, Morlaix, Calanhel, La Chapelle Neuve.

Mise en place du dispositif : À raison de cinq hommes tous les cent mètres.

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ *Ibid.*

³¹⁵ SHD, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p313.

³¹⁶ SHD, Archives Front de l'Atlantique, 19^{ème} DI, 2^{ème} Bureau, Rapport d'interrogatoire du caporal-chef Herbert HOLL, cote 10P449.

³¹⁷ ADM, Rapport n°899 des RG du Morbihan daté du 7 mai 1947 sur les fusillés de Grand-Champ en 1944, cote 2W15643.

³¹⁸ Françoise Morvan, *Miliciens contre maquisards*, Editions OUEST-France, avril 2010, p310.

Consignes aux troupes : Ne laisser sortir personne, rassembler sur les grandes routes aux points initiaux ceux qui veulent entrer ou sortir, les fouiller, prendre leur identité, les garder à vue.

Mot de ralliement ou parole : Sera donné au moment de la mise en place.

2^{ème} Temps : À trois heures perquisition au domicile des suspects

Effectifs : Police de sûreté ; Gendarmerie et Feldgendarmerie agissant par groupe de dix, quatre gendarmes allemands, trois gendarmes français, trois policiers en civil.

Liste des suspects : Figure à part.

Destination à donner aux suspects : Halles de Callac.

PC : Mairie de Callac.

Téléphone : À trois heures dès le début de l'action, cinq gendarmes français, cinq gendarmes allemands se rendent au bureau de poste et bloquent le téléphone.

3^{ème} Temps : Epuration de toute la ville-Début de l'action à huit heures.

À l'aube : Proclamation suivante à toute la population « Habitants de Callac, Inutile de chercher à fuir, la ville est bloquée. Tous les hommes sauf les vieillards impotents et les malades graves doivent être rassemblés à l'intérieur des Halles à neuf heures. Tout homme qui sera découvert après cette heure sera immédiatement passible de la Cour Martial. Toute maison où se déroulera de la résistance sera immédiatement détruite. »

Fouille des hommes : À partir du moment où les hommes se présentent aux halls, ils ont fouillés minutieusement par cinq agent du service d'ordre.

À partir de huit heures :

1. Un détachement mixte contrôle les identités, en donnant un numéro à chaque individu contrôlé. Faire usage du téléphone pour le contrôle à distance.
2. Pendant que se déroule ce contrôle, une importante équipe commence la perquisition des maisons. Fouille complète de toute les pièces et autres dépendances, ne pas oublier les tonneaux, les citernes de pompe à essence etc... Rechercher les armes, les correspondances secrètes et les stocks de denrées.
3. Deux équipes volantes composées de trois gendarmes français et de cinq feldgendarmes patrouillent en permanence dans la ville et les cours intérieures et jardins et arrêtent les individus rencontrés. Des armes automatiques sont placées dans les rues principales et à la gare. Les trains de passage sont fouillés complètement.

Effectifs nécessaires :

- a. Pour bloquer la ville : cinq cent hommes
- b. Pour perquisition et contrôle : cent feldgendarmes, deux pelotons de gendarmes armés de mousquetons, trente commissaires de police et inspecteurs.

Commandement : À désigner par l'autorité administrative.

Nota : Pour que la présente opération soit efficace, il faut qu'elle soit menée en même temps et dans les mêmes conditions, dans les villes de Gourin (Morbihan) et Carhaix (Finistère).

Il y aura lieu de s'entendre avec les autorités allemandes d'occupation pour que tous les individus arrêtés soient remis à la justice française.

Ce document donne une idée assez précise des procédés de contre-insurrection allemands. Sur un plan opérationnel, les principes de base sont appliqués. Le cloisonnement de la zone précède l'arrestation des suspects identifiés puis le contrôle de la foule des interpellés. Point intéressant, il est fait mention de la présence de gendarmes et policiers français. Comme en Russie, des policiers nationaux sont donc impliqués dans l'action. Enfin, la précision de l'ordre donné confirme qu'il fut élaboré par un état-major bien au fait des techniques de contre-guérilla.

3.2.2.2. Le durcissement du dispositif législatif allemand

Datée du 11 avril 1944, la seconde directive³¹⁹ visait à responsabiliser les divisions du XXVème CA dans la gestion et le contrôle des personnels arrêtés pour affaire de Résistance. Précisons qu'elle venait compléter tout un arsenal juridique antérieur dont l'un des premiers décrets concernait depuis septembre 1941 les mouvements insurrectionnels communistes dans les territoires occupés³²⁰. Ces différents textes seront présentés ultérieurement.

Alors que la directive de janvier envisageait le combat sous un angle militaire, ce second document abordait les choses sous un angle judiciaire. Soulignant en préambule que « *les cas de libération de terroristes se multiplient, aussi bien lors de leur transfert, que dans les maisons d'arrêt. Et que les évasions de ces établissements sont également fréquentes* »³²¹, il ordonna que soient prises trois séries de mesures contre les « terroristes ». La première visait à mettre en lieu sûr les suspects. La seconde proposait de juger immédiatement les individus arrêtés. Enfin, en cas de complément d'enquête, il était demandé que les suspects soient « éloignés »³²² de la zone du Corps d'Armée.

Sur le premier point, l'autorité allemande déplorait le manque de surveillance dans les maisons d'arrêt de Quimper, Vannes et Nantes. En février 1944, plus de dix détenus s'étaient ainsi évadés le même jour de la prison de Vannes³²³. Ayant perdu toute confiance dans l'administration pénitentiaire française, le général Fahrmbacher confia désormais cette tâche à l'autorité militaire. Dans un premier temps, il rendit responsables les divisions et les *Feldkommandanturs* pour que ne soient jamais regroupés dans ces prisons plus de six « terroristes » à la fois. En outre, trois divisions furent tenues de constituer et diriger un centre de détention sécurisé. Ces centres furent mis à disposition des autres divisions ou services du corps d'armée. Jusqu'à leur jugement ou leur transfert, le personnel arrêté devait être regroupé :

³¹⁹ SHD, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p267.

³²⁰ Décret *Keitel Befehl* du 16 septembre 1941.

³²¹ *Ibid.*

³²² Euphémisme signifiant déportation pour les personnes concernées.

³²³ ADM,

- pour la 343^{ème} DI au fort de Portzic,
- pour la 265^{ème} DI au fort de Port-Louis,
- et pour la 275^{ème} DI au fort de Penthièvre.

Les divisions précédemment citées furent chargées de l'installation, l'administration et le ravitaillement des centres. Par contre le personnel de garde resta à la charge du Corps d'Armée. Son unique régiment de forteresse détacha donc pour chaque site un effectif de dix hommes, un sous-officier et neuf hommes de troupe³²⁴. En cas d'insubordination ou d'évasion, il fut prescrit à ces hommes de faire usage de leurs armes sans ménagement³²⁵.

S'agissant du second point, alors que les populations civiles avaient été jusque là jugées par le tribunal militaire de la *FeldKommandantur* de Vannes, il fut décidé qu'à partir de cette date, les « terroristes » seraient jugés par des tribunaux divisionnaires. Nouveaux détenteurs du pouvoir judiciaire, les généraux commandant les divisions furent invités à siéger autant que possible sur les lieux des arrestations. Il était par ailleurs demandé que les transports de prisonniers vers les tribunaux soient restreints et réalisés avec précaution. Cette mesure est une conséquence directe de l'affaire de Siviac le 13 avril. Un transfert de prisonniers avait en effet engendré une réaction très violente de la Résistance. Le convoi avait été intercepté, les hommes libérés. L'équipe d'assaut, constitué en partie de volontaires appartenant à la 2^{ème} compagnie du bataillon avait ensuite intercepté le détachement appelé en renfort.

Enfin, le dernier point concernait le SD. Farhmbacher demanda au service implanté à Rennes qu'il laisse ses prisonniers politiques dans les prisons militaires mais qu'il éloigne de Bretagne les détenus dont la concentration était devenue impossible dans les maisons d'arrêt des villes ou dans les trois centres de détentions cités.

³²⁴ SHD, Traduction du commandant Even, *Rapport d'activité du XXVème Corps d'Armée allemand*, 1978, cote 4-8284, p268.

³²⁵ *Ibid.*

3.3. Les activités opérationnelles

L'approche du débarquement incita les groupes à changer de posture opérationnelle afin de pouvoir participer aux futurs combats. L'expérience des maquis ne se révélera pas concluante dans une région où la densité des troupes d'occupation fut élevée. Faute de moyens lourds, les groupes de l'ORA pratiqueront une action décentralisée de type guérilla qui prendra une dynamique nouvelle avec l'arrivée des parachutistes SAS en juin 1944.

3.3.1. La préparation du débarquement (été 43 – mai 1944)

Jusqu'à une date très proche du débarquement, les opérations préparatoires furent conduites en décentralisé au sein des mouvements d'origine. Conformément à leurs principes d'action, les groupes recrutés par le FN dans les communes Nord d'Auray vont se montrer les plus agressifs. En complément des sabotages ferroviaires, des opérations de harcèlement direct seront menées contre les forces d'occupation.

Les sabotages de voies ferrées vont représenter la principale activité des groupes appelés ensuite à rejoindre le commandement de Le Garrec. Un décompte exact des sabotages de voies ferrées dans le secteur d'Auray sera établi plus tard. Nous retiendrons toutefois que le premier grand sabotage de voie ferrée eut lieu près d'Auray le 11 juillet 1943 à cinq heures du matin. Selon toute vraisemblance, il fut réalisé par des cheminots alréens proches de l'ex-cellule communiste ou de Libération-Nord. Il visait un train de permissionnaires allemands. La locomotive et trois wagons déraillèrent. La voie fut endommagée sur plus de 200 mètres. En représailles vingt-deux arrestations furent opérées à Vannes, Auray, Hennebont et Pontivy. Un rapport de la sûreté lorientaise daté du 25 juillet 1943³²⁶ précisa que parmi les vingt-deux se trouvaient dix ex-communistes et douze « indésirables » plusieurs fois condamnés. Parmi les ex-militants communistes mentionnés figurait six anciens membres de la cellule d'Auray. Tous firent l'objet d'une mesure d'internement administratif. Jean-Marie Quelvin et Roger Le Bonnac seront internés à Pithivier jusqu'en octobre, Pierre Guérin à Voves puis Pithivier jusqu'en décembre 1943. Joseph Le Floch sera interné une seconde fois après un premier passage au camp de Chateaubriand en 1941. Joseph Le Rouzic fut également concerné mais aucune archive ne permet de déterminer son lien de détention. Enfin, l'ancien secrétaire de la cellule Jean Albessard sera incarcéré à Vannes jusqu'en août et libéré après accord du chef du SD de Rennes³²⁷.

À partir de septembre, Le Garrec va commencer à saboter régulièrement la voie ferrée avec un groupe constitué d'hommes recrutés par un officier de marine marchande révoqué par Vichy, Félix Guillas. Accréditant la thèse selon laquelle l'action de ces groupes fut très tôt coordonnée par une structure AS-FTP, on observera que des secteurs de sabotage vont être établis au cours de l'automne 1943. À partir de cette date, Le Garrec va en effet se concentrer sur la partie de voie comprise entre Auray et Vannes alors que les groupes FN-Libé Nord agiront plutôt en direction de l'Est et du Nord, sur les tronçons Auray-Landévant et Auray-Pluvigner. De cette manière, le nœud ferroviaire d'Auray sera totalement contrôlé par les résistants alréens entre juillet 1943 et août 1944. Deux périodes d'activités doivent toutefois être distinguées. Une première correspond globalement au second semestre 1943. Après quelques essais infructueux en septembre, Le Garrec sabotera

³²⁶ ADM, Fonds Renseignements Généraux, Rapports bimensuels 1943, rapport n°3400 du 25 juillet 1943, cote1526Wx.

³²⁷ ADM, Fonds Renseignements Généraux, dossier individuel Jean Albessard, cote1526W181.

son tronçon de voie ferrée à trois reprises entre octobre et novembre 1943. La partie Est et Nord sera quant à elle sabotée à au moins cinq reprises entre octobre 1943 et janvier 1944. Les représailles encourues par les auteurs de ces actes inciteront à plus de prudence. En janvier, des défaillances seront même observées parmi les saboteurs FTP de la gare d'Auray. Pour cela, le comité morbihannais sera menacé de sanctions par le comité militaire interrégional FTP implanté au Mans.

Après cette pause opérationnelle, les activités reprendront au début du printemps. Le mois d'avril fut, comme nous l'avons vu très actif, dans le pays d'Auray. Dès le 23 mars, une patrouille de *Feldgendarmes* avait été attaquée au bord de l'étang de Cranic³²⁸. Le 6 avril, une nouvelle attaque eut lieu au même endroit. Près de là, le dépôt de munition de Landévant et le camp allemand de PI Park près de la gare d'Auray furent aussi attaqués. Une bombe artisanale visa un établissement fréquenté par les Allemands à Auray le 24 avril. À Etel, des sentinelles firent l'objet de tirs isolés le 5 et le 10 avril. Dans le Nord de la zone du bataillon, les attaques se succédèrent, le 7 avril à Baud, la même semaine à Camors. Le 13 enfin, quelques hommes de la future 2^{ème} compagnie du bataillon participèrent à l'attaque de Siviac contre un convoi effectuant un transfert de prisonniers vers Vannes.

Les affaires de Cranic et Camors-Baud en début de mois vont notamment inciter les Allemands à réagir avec la plus grande vigueur. Aidés par des miliciens de la formation Perrot originaire de Baud, les Allemands lancèrent des opérations d'envergure dans la région de Camors, notamment les 20 et 21 avril. À cette occasion, le capitaine du FN commandant les futurs membres de la 2^{ème} compagnie fut arrêté. Le 30 avril, ces hommes furent directement frappés dans un village de Brech qui leur servait de base opérationnelle. À un mois du débarquement, l'état va par ailleurs se resserrer sur les cadres de l'ORA. Tout en poursuivant les sabotages de voie ferrée, la priorité va donc consister à bâtir en sécurité une structure de commandement pérenne. L'armement représentera le second défi. En mars 1944, un parachutage, organisé par Paul Manceau, aura lieu dans les Landes de Lanvaux au profit de l'ORA. En février, Le Garrec avait déjà reçu une vingtaine d'armes automatiques du chef départemental, Jean Muller. Mais même en tenant compte des armes détenues individuellement ou fournies par les mouvements après leur fusion au sein des FFI, le volume total disponible ne permettra pas d'équiper entièrement le bataillon au moment du débarquement. Compte tenu de la densité de troupes allemandes observées dans la région d'Auray, le déplacement du bataillon vers un lieu isolé s'imposera alors.

En mai 1944, l'ORA du Morbihan fusionnera avec les FFI. Les quatre bataillons ORA seront alors subordonnés au chef départemental des FFI. Le 20 mai, celui-ci organisera une répétition du plan de paralysie du réseau ferroviaire, le plan Vert. Le trafic sera à nouveau interrompu par des sabotages réussis aux abords d'Auray ainsi que sur la voie ferrée de Pontivy. Cette action fut l'ultime répétition des opérations du débarquement. Le 1^{er} juin, les officiers du bataillon sont mis en alerte. Au moins une compagnie, la première, fut dès cette date prévenue de l'imminence d'une grande opération.

³²⁸ SHD, DIMI Résistance, dossier FFI André Kergosien, cote 16P 318404

3.3.2. Les opérations de soutien au débarquement des alliés

3.3.2.1. Le rassemblement de Saint-Bily

Le 6 juin, le commandant Le Garrec reçut l'ordre du chef départemental FFI de débiter la mobilisation du bataillon. Celle-ci fut fixée au 10 juin. Conformément aux directives, quatre compagnies devaient constituer des détachements avancés en vue de rejoindre les bois de Saint-Bily pour y recevoir des armes. La 5^{ème} compagnie de Baud fut maintenue en veille opérationnelle.

Les commandants d'unités furent prévenus le jour même par l'adjoint du chef de bataillon, Yves Kerroux. Les consignes furent relayées les jours suivants par les cadres présents dans les communes. François Le Boulaire de Brech se souvient avoir été informé de la date et du point de rendez-vous par le lieutenant Daniel de Landaul venu l'alerter à moto³²⁹. Les gendarmes de Pluvigner utiliseront aussi la moto de la brigade pour prévenir les volontaires de leur circonscription. À Crach, c'est le vicaire de la commune, l'abbé Jégo, qui se chargea personnellement de prévenir les hommes de sa section. Ces exemples ne doivent toutefois pas laisser penser que la mobilisation fut parfaitement organisée. Dans bien des cas, seul le bouche à oreille permit en effet aux recrues de se mettre en alerte.

Trois points de rassemblement principaux furent établis en campagne dans des hameaux isolés de Brech et de Plougoumelen. De deux points, des détachements précurseurs furent envoyés à Saint-Bily par véhicules. Ailleurs, la mise en place vers le lieu de regroupement se fera par petits groupes étalés dans le temps. Les quelques armes disponibles furent données aux éléments véhiculés. Afin de ne pas attirer l'attention des Allemands, l'état-major départemental monta une manœuvre de déception en faisant courir de faux bruits sur un bombardement imminent de la ville de Vannes, le 10 juin 1944. La panique jeta sur les routes une partie importante de la population vannetaise et permit ainsi au 2^{ème} mais aussi au 1^{er} bataillon FFI de réaliser son rassemblement dans les Landes de Lanvaux. Parallèlement, les groupes d'action immédiate de la 1^{ère} et de la 2^{ème} Compagnies vont procéder à des sabotages de voie ferrée dans leur secteur respectif. Le trafic sera temporairement interrompu les 6 et 7 juin entre Auray et Vannes mais le succès le plus spectaculaire sera obtenu par la 2^{ème} compagnie le 8 juin. Par un sabotage audacieux, elle réussira à bloquer complètement la voie Auray-Pontivy pendant une période de trois semaines, isolant ainsi le PC du XXV^{ème} corps des secteurs défensifs de la côte Sud.

3.3.2.2. La bataille de Saint-Marcel

Le rassemblement de Saint-Bily engendra un afflux incontrôlé de volontaires ce qui posa d'importants problèmes de sécurité. Très vite, il apparaîtra de plus que l'armement ne se fera pas sur place. L'attaque à l'aube du 13 juin va interrompre les projets de Le Garrec. Quelques tirs seront échangés. Ils suffiront toutefois à intimider un ennemi peu enclin à engager le combat avec un adversaire camouflé dans les bois. Bien que l'attaque en resta au stade de l'escarmouche, la localisation du lieu de rassemblement imposa que l'ordre d'éclatement soit donné. Une partie du bataillon va rejoindre le 1^{er} Bataillon FFI au maquis de Botségalo tandis que d'autres prendront directement la direction de Saint-Marcel où se trouvait déjà l'état-major départemental FFI et les parachutistes SAS du commandant Bourgoin.

Les arrivées à Saint-Marcel s'étaleront jusqu'au 17 juin. Les défections furent nombreuses et seules trois compagnies à effectif réduit seront reconstituées. À partir du 15, le bataillon

³²⁹ Témoignage François Le Boulaire, 17 avril 2009.

Le Garrec sera toutefois capable d'assurer la défense Est et Sud-Est du camp. En raison de son isolement, Saint-Marcel avait été choisi pour réceptionner l'armement venu d'Angleterre et armer les FFI du Morbihan. Le site disposait d'une zone de parachutage homologuée depuis 1943 par le BOA. Lorsque le bataillon Le Garrec arriva à partir du 13, il découvrit un vaste camp militaire dont la protection imposa son maintien sur place quelques jours supplémentaires. Un engagement en soutien d'un second débarquement des alliés en baie de Quiberon fut aussi envisagé. Toutes ces hypothèses s'effondrèrent lorsque le 18 juin au matin, une patrouille de gendarmes allemands pénétra dans le périmètre du camp et donna l'alerte.

Trois attaques vont ensuite avoir lieu entre huit heures et dix-neuf heures. Composé d'une à deux compagnies du 2^{ème} régiment de la 2^{ème} Division Parachutiste et de groupements tactiques appartenant à la 275^{ème} DI et au 17^{ème} Régiment de Forteresse, l'ennemi va successivement porter son effort sur la partie Nord-Est, Est puis Sud-Est du camp. Le Nord et l'Ouest ne seront jamais menacés ce qui permettra un repli dans des conditions satisfaisantes à la tombée de la nuit. La première attaque visera le point d'appui défendu par les parachutistes du capitaine Larralde. La seconde sera portée contre la 2^{ème} compagnie du capitaine Le Merdy. Celui-ci sera grièvement blessé à la gorge et devra céder sa place à son adjoint le lieutenant Cosquéric. L'attaque la plus dangereuse sera menée en fin d'après-midi contre le point d'appui de la 3^{ème} Compagnie du capitaine Cosquer. Entre temps, Bourgoïn réussira à obtenir un appui de l'aviation alliée montrant ainsi aux Allemands que l'adversaire auquel il était opposé n'était pas constitué de simples « terroristes ». Après une journée complète de combats, le bataillon va se retirer en profitant d'une nuit d'encre accentuée par la grande dépression météorologique qui balayera quelques jours plus tard les ports artificiels alliés de Normandie.

Le retour vers le secteur d'Auray va s'effectuer dans des conditions pour le moins chaotique. Après une nuit d'exfiltration, la majorité des hommes vont se regrouper au Château de Callac près de Trédion. La dissolution sera alors ordonnée. Beaucoup abandonneront leur arme dans le parc du château. De petits groupes isolés vont rentrer chez eux en deux ou trois étapes. Ils seront souvent accompagnés de SAS qui agiront ensuite en liaison avec le bataillon à partir de quatre communes, Baden, Baud, Plumergat et Sainte-Hélène. Bourgoïn rejoindra notamment ce dernier refuge. Il y bénéficiera du soutien des hommes de la 3^{ème} Compagnie. Mais contrairement à l'aller, les Allemands mèneront cette fois une chasse impitoyable. Au bilan, le bataillon rentrera de Saint-Marcel en ayant subi la perte de près de vingt de siens. L'armement de l'unité aura échoué mais en tenant tête aux Allemands pendant toute une journée, les hommes de Le Garrec auront réussi à prendre un ascendant moral indéniable. Un bilan plus complet de la participation du bataillon Le Garrec aux événements de Saint-Marcel sera réalisé dans une phase ultérieure de l'étude.

3.3.3. La Libération

Le mois de juillet fut consacré à la restructuration du bataillon. Manceau, Muller et Le Garrec redoublèrent d'effort pour réorganiser leurs troupes. Activement recherchés par les Allemands depuis début juin, ces hommes vont faire l'objet de multiples tentatives d'arrestations. Lors d'une réunion de coordination organisée au maquis de Treuroux en Brech, le chef de bataillon manqua de se faire arrêter le 10 juillet. Le 17 juillet, Paul Manceau fut interpellé près de Guillac mais relâché quelques heures plus tard faute de preuves. Onze jours après, il sera finalement arrêté avec sa jeune fille Claudie à Auray et conduit à Pontivy où les hommes du SD l'interrogeront violemment jusqu'au 3 août. L'arrivée des Américains le sauvera, lui et sa fille, d'une mort certaine.

Les chefs ne furent, bien entendu, pas les seuls à souffrir des actions allemandes. Après la dislocation de Saint-Marcel, les hommes vécurent reclus chez eux ou isolés dans de petit maquis. Quelques groupes restèrent cachés dans les landes de Lanvaux. La 4^{ème} compagnie subira ainsi des pertes le 9 juillet. Avec l'assistance des parachutistes SAS présents dans le secteur d'Auray, le bataillon va toutefois bénéficier de parachutages à Pluvigner, Landévant et Brech pour son réarmement.

Fin juillet, les opérations vont reprendre. Entre le 31 et le 1^{er} août 1944, les SAS vont parachuter un détachement précurseur puis des renforts motorisés dans le secteur de la 2^{ème} compagnie. Quatre jeeps appartenant à l'escadron motorisé du 2^{ème} RCP seront notamment mises à terre sur la commune de Pluvigner. Protégés par des hommes de la 3^{ème} compagnie commandés par Léon Le Nabat, les suivantes arriveront par planeur le 5 août. Le 3 août, l'ordre de la guérilla généralisée fut reçu par Le Garrec alors qu'il se trouvait à Sainte-Anne d'Auray. Le lendemain, les allemands quittèrent les villes de Vannes et Auray en direction des camps retranchés de Saint-Nazaire et Lorient. Devant l'évolution rapide de la situation, la 1^{ère}, la 2^{ème} et la 3^{ème} compagnie vont se reconstituer dans des conditions globalement satisfaisantes. La 5^{ème} compagnie réussira une montée en puissance exemplaire. Elle participera aux réductions de résistances isolées dans la région de Camors. Elle sera ensuite engagée à Erdeven le 12 août dans une opération interarmes combinant chars américains et parachutistes SAS. La conquête de ce village visait à rompre le cordon littoral reliant le *Festung* de Lorient au môle défensif de Quiberon. Isolée au Sud d'Auray, la 4^{ème} compagnie ne réussira pas à se réarticuler avant l'arrivée des Américains le 7 août. La défaillance de son chef à Saint-Bily quelques semaines plus tôt expliqua en partie le manque de cohésion de cette unité.

Avec ces troupes, Le Garrec décida de reprendre le contrôle de la ville d'Auray et de ses communes environnantes. Saint-Anne d'Auray va ainsi faire l'objet de combats les 4 et 5 août 1944. Mais les plus durs accrochages auront lieu à Auray les 5, 6 et 7 août. Comprenant que la zone de Vannes-Auray contrôlait les liaisons entre les villes retranchées de Lorient et Saint Nazaire, les Allemands renvoyèrent des troupes à Auray le lendemain de leur départ. Harcelés par le bataillon, ces unités lanceront quand même leur attaque contre Vannes le 6 au matin. Dès le milieu de matinée, l'échec fut patent. L'intervention d'une unité de chars américains acheva de détruire les derniers espoirs allemands. L'effectif d'un régiment sera neutralisé. Les reliquats tenteront de rejoindre Lorient par groupes isolés et traverseront jusqu'au 8-10 août la zone d'action du bataillon. Ils seront harcelés en permanence par trois des compagnies du bataillon. Le 8 août, la 2^{ème} compagnie fera encore 47 prisonniers à Pluvigner. Aidé en cela par les SAS de l'escadron motorisé du 2^{ème} RCP, le nettoyage se poursuivra tout au long de la première quinzaine d'août. Le 12 août notamment, la 5^{ème} compagnie va participer aux côtés d'un peloton de SAS et de quelques blindés US à la reconquête du village d'Erdeven situé à mi-distance entre Etel et Quiberon. Cette action permettra de rompre jusqu'à la fin de la guerre le cordon côtier reliant la presqu'île de Quiberon à la poche de Lorient. Les Allemands durent alors établir des liaisons maritimes entre les deux secteurs pour acheminer le matériel et les renforts de troupe.

Au terme de cette période, le bataillon aura contribué à cloisonner les Allemands dans la presqu'île de Quiberon et dans la poche de Lorient. Il aura soutenu les blindés US en jouant le rôle d'infanterie d'accompagnement. Enfin, sous les ordres du lieutenant Zalay, le corps franc fut engagé dans l'Est du département où il participa à la libération de La Gacilly. La phase clandestine sera achevée.

Conclusion

Parce qu'elle offre une vision représentative de ce que fut l'évolution de la Résistance dans une région clé du dispositif allemand en Atlantique, l'action du 2^{ème} bataillon FFI-ORA méritait d'être analysée.

Ce premier portrait dévoile que le bataillon, ne connut qu'une courte existence opérationnelle sous bannière FFI, en fin de période clandestine. Comprendre l'action du bataillon Le Garrec, c'est donc d'abord connaître l'action des mouvements, avant leur fusion dans l'ORA puis les FFI au printemps 1944.

L'étude montre ainsi que de telles structures n'existèrent que grâce à l'expérience acquise depuis le début de l'occupation dans des organisations clandestines aussi différentes que le FN ou le réseau « Hector ». La génération Le Garrec fut par conséquent tout sauf une génération spontanée.

Enfin, elle révèle toute la difficulté qu'il y eut à préparer puis conduire des opérations complexes, dans un environnement interalliés, avec des hommes résolus à se battre mais souvent peu enclins à supporter une discipline trop militaire.

Dans la pure tradition de la Chouannerie, le bataillon Le Garrec va malgré ces handicaps jouer un rôle tactique indéniable dans la libération du Morbihan. Un premier bilan permet d'affirmer que sans être déterminant, l'engagement du 2^{ème} bataillon FFI fut toutefois essentiel dans la paralysie des mouvements allemands vers la Normandie au moment du débarquement. Dans le cadre de la dégradation progressive du contexte sécuritaire observée en Bretagne à partir de 1942, les patriotes alréens jouèrent également un rôle souligné à plusieurs reprises par les rapports Allemands. Dans la phase ultime du combat, le bataillon va surtout se distinguer en apportant son appui direct à deux des actions les plus significatives de la Libération de la Bretagne, la défense du maquis mobilisateur de Saint-Marcel et la protection de la deuxième plus grande opération aéroportée de planneurs en France après le débarquement de Normandie, l'opération "Dunhill" près d'Auray le 5 août 1944.

En ce sens, le cas du 2^{ème} bataillon FFI constitue un bel exemple d'adaptation opérationnelle à la guerre irrégulière. Le travail présenté dans ce mémoire n'est toutefois pas achevé.

Un complément d'étude concernerait tout d'abord le bataillon, son organisation interne, ses hommes et ses caractéristiques sociologiques. Chaque commune du pays d'Auray serait notamment analysée en tâchant de déterminer la constitution des groupes, leur localisation et leur armement.

Un autre aspect concerne la vie clandestine des mouvements, l'ORA en particulier, et des hommes du bataillon. Les règles opérationnelles appliquées dans le maquis seraient notamment présentées ainsi que le vie courante, les finances, les mesures de sécurité, l'organisation et la police du maquis. Les relations avec les échelons de commandement nationaux pourraient également être détaillées.

Les activités opérationnelles mériteraient également un complément d'information car le mémoire n'a fait qu'en survoler les points principaux. La bataille de Saint-Marcel, la Libération d'Auray et d'Erdeven et l'opération *Dunhill* méritent notamment un exposé plus détaillé.

Enfin, les forces ennemies pourraient être abordées en utilisant les rapports d'interrogatoire rédigés par le bureau de renseignement de la 19^{ème} DI sur le front de Lorient.

Cette liste non exhaustive suggère que l'étude de ce sujet soit poussée plus avant.

Références :

Bibliographie

- La Bretagne dans la guerre*, Hervé Le Boterf, France Empire, 2002.
- Le Morbihan en guerre 1939-1945*, Roger Leroux, Imprimerie Floch Mayenne, 1981.
- Dans les maquis bretons avec ceux de l'ORA*, Commandant Chambert, Imprimerie Desfossés, 1946.
- Les patriotes de Bretagne*, Roger Le Hyaric Editions Sociales, 1966.
- Les Bretons au lendemain de l'Occupation*, Luc Capdevilla, Presse Universitaire de Rennes, 1999.
- Action, Rage et Tourmente en pays de Lanvaux*, Joseph Jégo, Imprimerie de Plumelec, 1990.
- Histoire intérieure du PCF, 1920-1945*, Philippe Robrieux, Fayard.
- L'ORA, la Résistance de l'Armée*, Colonel de Dainville, Imprimerie Nationale, 1974.
- Soldats bleus dans l'ombre*, Charles Gilbert, Le cercle d'or, 1977.
- Les services secrets du général de Gaulle*, Sébastien Albertelli, Perrin, 2008.
- Qui ose vaincra*, Paul Bonnacarrère, Le livre de poche, 1975
- 1939-1945 Pluvigner en guerre*, Christine Bellot, Association « Mémoire du pays Pluvignois », 2009.
- Historique de l'école Joseph Rollo*, Edition Ville d'Auray, 2002.
- Les Américains en Bretagne*, Eric Rondel, Editions Astoure, 2008.
- Soviet Partisans in WW II*, University of Winsconsin Press, Madison 1964.
- Les places étaient chères*, Eric Labat, Editions La Table Ronde, 1969.
- Miliciens contre maquisards*, Françoise Morvan, Editions Ouest-France, 2010.
- La milice Perrot*, Kristian Hamon, Editions Yoran Embanner, 2^{ème} édition, 2005.
- Le rêve fou des soldats de Breizh Atao*, Ronan Caerléon, Editions Celtics Chadenn, 2002.
- Du service public à la prison*, Marcel Peyrouton, Plon, Paris 1950.
- La légion Française des Combattants*, Jean-Paul Cointet, Albin Michel, Paris, 1995.
- Journaux de guerre 1939-1948*, Ernst Jünger, La Pléiade, NRF, 2008.

Archives

Service Historique de la Défense

1. Bibliothèque

- Rapport d'activité du 25^{ème} CA allemand*, Commandant Even, 1978, cote 4 8284.
- Les maquis de l'ORA*, Gal Roidot Georges, Paris, 1984. Fonds Résistance du centre documentation Div Terre.

2. DIMI Résistance

Réseaux

- Réseau *HECTOR*, cote 17P139
- Réseau *MARCO POLO*, cote 17P164

ORA

Historique ORA : cote 13P15

Témoignage Officiers ORA (A à G) : cote 13P16

Témoignage Officiers ORA (G à Z) : cote 13P17

Région clandestine M2 Bretagne

EM FFI National: cote 13P2.

EM M2 Bretagne : cote 13P34

Historique FFI Bretagne : cote 13P35

Photos maquis ORA : cote 13P36

M2 département des Côtes du Nord : cote 13P37

M2 département du Finistère : cote 13P38

M2 départements Morbihan-Ile et Vilaine : cote 13P39

Bataillon du Morbihan

EM FFI Morbihan : cote 19P56-1

1^{er} Bataillon FTPF : cote 19P56-1

1^{er} Bataillon FFI : cote 19P56-2

2^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-3

3^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-4

4^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-5

5^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-6

6^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-7

8^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-8

9^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-9

10^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-10

11^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-11

12^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-12

7^{ème} Bataillon FFI : cote 19P56-13

Dossiers individuels FFI

Allain André, cote 16P8191

Bessière Paul, cote 16P56365

Clouard Abel, cote 16P 134333

Cosquer Emile, cote 16P144017

Cudon François, cote 16P152326

De Ligny Jean, cote 16P363469

Kergosien André, cote 16P318404

Kergosien Arthur, cote 16P318405

Jacob Charles, cote 16P303059

Le Berre Roger, cote 16P 346186

Le Bobinec Alain, cote 346836

Le Merdy Méen, 16P360733

Le Nabat Léon, cote 16P 361925

Moizan François, cote 16P424300

Muller Jean, cote 16P437019

3. Division Gendarmerie

Brigade Territoriale de Pluvigner, Correspondance courante 1939-1942 : cote 56 E 106.

Brigade Territoriale de Pluvigner, Correspondance confidentielle 1940-1947 : cote 56 E 109.

Brigade Territoriale de Pluvigner, Main courante 1942-1944 : cote 56 E 110.

Compagnie du Morbihan, Copie de lettre, 1944 : cote 56 E 1

4. Division Terre

Dossiers Officiers

Cosquer Emile : 112625

Le Bleis Michel : 8YE97214

Le Merdy Méen : 116657

Manceau Paul : 8 YE 3869

Archives 19^{ème} DI/B2/Prisonniers de guerre : cote 10P449.

Archives Nationales

Dossier Morbihan, 2GM : cote 7 AJ 166.

Témoignage colonel Heurteaux du 7 janvier 1946 : cote 72 AJ 58.

Archives départementales du Morbihan

1. Bibliothèque

Etat statistique de la population des communes du Morbihan 1806-1975, cote P1298 XI U83.

2. Fonds Renseignement généraux

Dossiers individuels 1939-1944 :

Cote 1526 W 177, dossiers Bonnac Roger, Joseph Rollo.

Cote 1526 W 178, dossier Conan Henri.

Cote 1526 W 179, dossiers Veuve Buhé, Lenfant Guy.

Cote 1526 W 180, dossier Mario et Hervé.

Cote 1526 W 181, dossiers Albessard Jean, Abalain Georges, Marca Jean.

Cote 1526 W 182, dossier Dervout-Le Carff.

Cote 1526 W 184, dossiers Troadec Georgette, Primas Jean-Louis.

Cote 1526 W 190, dossier Delille Henri.

Rapports mensuels 1940-1944 : 1526 W 173.

Rapports hebdomadaires 1940-1944 : 1526 W 174.

Rapports bimensuels 1940-1944 : 1526 W 214.

Agents SNCF suspectés ou condamnés de propagande communiste ou gaulliste : cote 1526 W 216.

3. Fonds Préfecture

Troupes d'occupation-Liste des travailleurs sur chantiers allemands : cote 19 W 367.

Crimes de guerre et exactions : cote 2W15643

4. Fonds Historique de la Seconde Guerre mondiale

ORA : 41 J 7
Témoignage Colonel Masnou : 41 J 7
FN-FTP-OS : cote 41 J 10
Témoignage Pioger : cote 41 J 10

Archives municipales d'Auray
Témoignage Yves Kerroux : 3FI4248A

Archives de l'hôpital de Vannes
Fonds FFI - Registre des admissions d'Auray

Fonds privés
Fonds Guillas Eugénie
Fonds Paranthoine Loïc

Internet

<http://Blog Vannes-Meucon 39-45>, Christian Chaudré

Témoignages

Alanic Joachim, Brech, témoin 1939-1945.
Berthaut Rémy, Brech, témoin 1939-1945.
Danic Julien, Auray, Réseau Vengeance, 2^{ème} Bataillon FFI.
Le Furaut Jeanne, Brech, témoin 1939-1945.
Guillas Eugénie, Arradon, Agent de liaison 2^{ème} bataillon FFI.
Jégo Joseph, Plumelec, 8^{ème} Bataillon FFI.
Joffredo Thérèse, Plumergat, témoin 1939-1945.
Kermorvant Mélanie, Plumergat, témoin 1939-1945
Le Boulaire François, Brech, 2^{ème} compagnie du 2^{ème} Bataillon FFI.
Le Caradec Albert, Brech, 2^{ème} compagnie du 2^{ème} Bataillon FFI.
Le Ludec Marianne, Brech, témoin 1939-1945.
Le Mentec René, Arradon, 1^{ère} compagnie, 2^{ème} bataillon FFI.
Lesecq, Paris, officier SAS parachuté à Saint-Marcel.
Le Toïc Liliane, Brech, témoin 1939-1945, élève de Joseph Rollo.
Massé Francis, Brech, président de l'amicale des anciens du 2^{ème} Bataillon FFI.
Méro Joseph, Brech, témoin 1939-1945.
Morgan Joseph, Dreux, 2^{ème} Bataillon FFI.
Muller Achille, Pau, SAS, 2^{ème} RCP.
Muller Gildas, Hennebont, fils du colonel Jean Muller, chef ORA Morbihan.
Robino Eugène, 1^{ère} compagnie, 2^{ème} Bataillon FFI.
Stéphan Robert, Brech, témoin 1939-1945, élève de Joseph Rollo.
Vinet Roger, Quiberon, Réseau Cohors-Asturie, Service National Maquis et 2^{ème} Bataillon.